



Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Emploi  
et de la Solidarité

---

---

## ÉTUDE DES CRÉDITS

1998-1999

## MESURES ACTIVES

---

---



***DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE***

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#### MESURES ACTIVES

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
1.	Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.	1
2.	Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du Ministère.	2
3.	Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:	3
	a) effectifs, transferts, indemnités en faveur du personnel cadre et syndiqué;	3
	b) déménagement, relocalisation, construction;	4
	c) gestion des baux, liste des baux résiliés et coûts afférents;	5
	d) budgets disponibles par régions et par volets d'intervention.	6
4.	Copie de l'organigramme du nouveau ministère et des nouvelles structures.	8
5.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998.	10
6.	Pour chacun des programmes de formation et de qualification professionnelle (1997-1998):	12
	a) Nombre de participants bénéficiaires de la sécurité du revenu ou, bénéficiaires de l'assurance-chômage, de retour sur le marché du travail, en emploi ou autres par régions et selon le sexe;	
	b) Nombre et motifs de refus pour chacun des programmes, par région et selon le sexe du demandeur;	
	c) Répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité;	
	d) Répartition des participants bénéficiaires de la sécurité du revenu et de l'assurance-chômage, pour les programmes relevant:	
	• du ministère de l'Emploi et de la Solidarité;	
	• du Fonds de développement de l'emploi fédéral;	
	• du Fonds d'assurance-chômage;	
	e) Budget octroyé en 1997-1998 et budget réellement dépensé.	
7.	Budgets et dépenses, ventilés par programmes, de chacune des sociétés régionales de développement de la main-d'oeuvre à travers le Québec (1997-1998), et prévisions 1998-1999 pour les nouvelles structures.	22
8.	Programme Sprint:	
	a) Ventilation du budget total pour 1996-1997 et 1997-1998;	48
	b) Nombre de demandes;	48
	c) Type d'établissements d'enseignement;	49
	d) Principaux motifs de refus selon la région et le sexe;	50
	e) Durée moyenne de traitement des demandes;	48
	f) Montant moyen des subventions ou prêts selon le sexe et la région.	51
9.	Liste et description des programmes et des mesures du Ministère, à ce jour.	55
10.	Liste 1997-1998 de chacun des comités d'adaptation de la main-d'oeuvre	63

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	(CAMO) du Programme d'adaptation de la main-d'oeuvre avec les budgets mis en place, en spécifiant la contribution du Fédéral et celle du Québec et en incluant les ententes qui régissent le partage du financement entre le Fédéral et le Québec.	
11.	Programme Recyclage et Perfectionnement:	81
	a) Budget 1997-1998 et nombre de participants selon le volet (entreprise ou aide aux individus), la région et le sexe;	
	b) Prévisions pour 1998-1999.	
12.	Programme d'aide aux entreprises pour 1997-1998:	82
	a) Nombre d'entreprises ayant bénéficié des programmes d'aide à la formation et d'autres mesures s'adressant directement à elles;	
	b) Liste des programmes, dépenses et prévisions pour le volet d'aide aux entreprises avec la part du budget du Québec et du Fédéral;	
	c) Impact de ces programmes sur la formation des travailleurs et la création ou le maintien des emplois.	
13.	Programmes PATA:	83
	a) Ventilation du budget total pour 1997-1998,	
	b) Budget disponible pour l'année en cours s'il y a lieu, état des négociations avec le gouvernement fédéral,	
	Les éléments c) à f) ont été supprimés.	
14.	Accord Canada-Québec sur la formation en établissement, pour l'année 1997-1998:	84
	a) Répartition entre le ministère et le MEQ des budgets et des dépenses pour l'achat direct de formation, et pour l'achat de formation sur mesure;	
	b) Nombre de participants par régions et selon le sexe ainsi que type de formation des programmes suivants:	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ALFEPAC;</li> <li>• FME;</li> <li>• Achats de formation (formation générale et professionnelle);</li> <li>• Initiation aux métiers non traditionnels, Accès aux carrières technologiques;</li> <li>• Accès à la formation professionnelle (acquisition du diplôme d'études secondaires, mise à niveau, préformation à la formation technologique);</li> <li>• Formation préparatoire à l'emploi;</li> <li>• Nouveau régime d'apprentissage;</li> <li>• Orientation scolaire et professionnelle;</li> <li>• Programme de stage en milieu de travail.</li> </ul>	
	c) Budgets par régions, par établissements d'enseignement et par types de cours pour chacun des programmes ci-haut mentionnés.	
15.	Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi pour l'année 1997-1998:	87
	a) Nombre de participants par régions, selon le sexe et le type de formation reçue dans le cadre des programmes suivants:	88
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de l'emploi, intégration professionnelle;</li> <li>• Acquisition de compétences;</li> <li>• Pénuries de main-d'oeuvre;</li> </ul>	
	b) Budgets par région, par établissement d'enseignement et par type de cours pour chacun de ces programmes.	88
16.	SQDM:	
	a) Résultat des interventions de la SQDM sur le terrain en 1997-1998;	89
	b) Détails du budget et des effectifs en 1997-1998;	90
	c) Depuis le 1er janvier 1996, le nombre de demandes de certification reçues en vertu de la loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre (loi 90);	92
	d) Le nombre et le nom des entreprises, groupes communautaires et associations	93

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	sectorielles qui ont été reconnus comme formateur conformément à la loi 90;	
	e) Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la SQDM et copie des mémoires qui sont déposés pour chacune des réunions;	101
	f) Dernier organigramme de la SQDM incluant les directions régionales avec une identification des statuts d'embauche du personnel de la direction de la société - permanent et intérimaire;	94
	g) Les effectifs et le budget affecté à l'application de la loi 90;	95
	h) Les dépenses et frais à payer au ministère du Revenu pour l'application de la loi 90;	93
	i) Copie des critères et des règles d'accréditation et d'agréments pour l'application de la loi 90;	96
	j) Liste des personnes et entreprises reconnues par la SQDM à titre de formateur;	99
	k) Liste des entreprises n'ayant pas dépensé 1% de leur masse salariale à la formation;	100
	l) Montants reçus par la SQDM en provenance des montants perçus par Revenu Québec auprès d'entreprises n'ayant pas versé au moins 1% de leur masse salariale en formation professionnelle en 1996-1997 et 1997-1998.	100
17.	Axe ressources humaines du Grand Montréal:	131
	a) Budgets, activités et réalisations ainsi que la participation du gouvernement fédéral, s'il y a lieu, en 1997-1998 pour les programmes suivants:	
	• Appui aux initiatives locales de promotion de l'emploi, amélioration des incitatifs du programme PAIE;	131
	• Intégration des chômeurs au marché du travail;	131
	• Parrainage des PME par les grandes entreprises (Programme recyclage et perfectionnement);	131
	• PDRH volet Parrainage;	132
	• Régime d'apprentissage en milieu de travail (Programme recyclage et perfectionnement);	132
	• SPRINT;	132
	• Amélioration de la contribution des ressources humaines à la qualité des produits (CAMO);	132
	• Embauche dans les PME de spécialistes en développement des ressources humaines;	132
	• PATA;	133
	• Fonds des travailleurs licenciés;	134
	• Fonds d'adaptation des quartiers défavorisés de Montréal;	
	b) Nombre de participants actuels ou prévus en 1997-1998 par programmes, selon le sexe, par sous-régions et municipalités.	
18.	Liste des projets soumis en 1997-1998 dans le cadre du programme « Jeunes volontaires » pour chacune des régions administratives et les critères d'évaluation des projets soumis.	135
19.	Ventilation par régions administratives et par projets du nombre de participants au programme « Jeunes volontaires » pour l'exercice financier 1997-1998, et les montants de chacune des subventions.	135
20.	Nombre de jeunes sur les listes d'attente pour chacune des régions administratives en mars 1996, mars 1997 et mars 1998.	154
21.	Nombre et caractéristiques des participants au programme « Jeunes volontaires » pour l'année 1997-1998 dans chacune des catégories suivantes:	155
	• Bénéficiaires de la sécurité du revenu;	
	• Prestataires de l'assurance-chômage;	
	• Sans revenu;	
	• Exclus de la sécurité du revenu en raison de la contribution parentale.	
22.	Dépenses relatives au programme de crédit d'impôt pour la formation professionnelle (CIRF)	156



#	Demandes de renseignements particuliers	Page
23.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats 1997-1998.	157
24.	Pour chacune des mesures désignées, mesures d'aide à l'emploi et mesures d'appoint suivantes:	158
	a) Rattrapage scolaire;	
	b) Stages en milieu de travail;	
	c) Travaux communautaires et Expérience de travail;	
	d) Retour aux études post-secondaires;	
	e) Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité;	
	f) Services externes de main-d'oeuvre;	
	g) Jeunes volontaires;	
	h) Bon d'emploi;	
	i) Programme d'aide à l'intégration en emploi; (PAIE)	
	j) Mesures d'appoint, selon la mesure;	
	k) Corporation intermédiaire de travail	
	l) Soutien à l'emploi autonome.	
	Ventilation (1997-1998) et prévisions 1998-1999:	
	a) des budgets et dépenses;	159
	b) de l'effectif total consacré auxdites mesures;	160
	c) du nombre de participants dans chacune des régions du Québec;	161
	d) du nombre de personnes s'étant vu refuser la participation, par région et selon le sexe;	163
	e) du nombre de personnes en attente de participation, par région et selon le sexe;	164
	f) du nombre d'abandons par région et selon le sexe.	165
25.	Liste des subventions accordées à chacun des SEMO en 1996-1997 et 1997-1998.	169
26.	Bilan du Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE) depuis ses débuts:	173
	a) nombre de participants, selon la catégorie de ménage, le groupe d'âge, le sexe, la scolarité;	173
	b) distribution des participants selon le type d'employeur (organismes communautaires, municipalités, entreprises);	173
	c) distribution des emplois selon leur type;	174
	d) salaire moyen offert pour chacun des types d'emplois;	174
	e) nombre moyen d'heures de travail par semaine selon le type d'emploi occupé et selon les catégories d'employeur (organismes communautaires, municipalités, entreprises);	175
	f) nombre d'abandons au programme, selon les caractéristiques de participants (catégorie de ménage, groupe d'âge, sexe, scolarité);	175
	g) nombre de participants restés en emploi, après la participation au programme, selon les caractéristiques des participants (catégorie de ménage, groupe d'âge, sexe, scolarité), le type d'emploi, la catégorie d'employeur (organismes communautaires, municipalités, entreprises)	176
27.	Bilan du programme "Corporations intermédiaires de travail (CIT)" depuis ses débuts avec le nombre de postes créés selon les catégories, location de main-d'oeuvre et production de biens et services:	177
	a) - location de main-d'oeuvre:	
	- entretien ménager	
	- aide à domicile	
	- agriculture	
	- foresterie	
	- gardiennage	
	- services aux personnes âgées	
	- autres (dépanneur, station-service, rénovation domiciliaire, etc...).	
	b) - production de biens et services:	
	- fabrication de meubles	

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- couture industrielle</li> <li>- recyclage (tous les secteurs)</li> <li>- service de traiteurs, préparation de repas</li> <li>- autres (les travaux en sous-traitance auprès d'autres entreprises)</li> </ul>	
	c) le nombre de CIT dans les secteurs de production de biens et services et dans celui de la location de main-d'oeuvre, ainsi que celles qui cumulent les deux fonctions.	
	d) le nombre d'emplois créés par les CIT depuis leur création et le nombre d'emplois créés par poste de travail.	
	e) le nombre de personnes qui ont conservé leur emploi à la suite de leur participation à la CIT par le biais du programme PAIE.	
	f) le salaire moyen des travailleurs des CIT selon le type de travail.	
28.	Bilan du Programme de soutien à l'emploi autonome:	179
	a) nombre d'entreprises créées depuis ses débuts;	
	b) types d'entreprises;	
	c) nombre de postes créés.	
29.	Liste des organismes subventionnés dans le cadre du programme de Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité, en spécifiant le type de service dispensé par l'organisme, et la subvention reçue (1996-1997 et 1997-1998).	180
30.	Cadre normatif pour chacun des programmes suivants: Corporation intermédiaire de travail, PAIE, Soutien à l'emploi, Rattrapage scolaire, Services externes de main-d'oeuvre et AGIR.	189
31.	Nombre de mesures d'employabilité offertes, pourcentage et motif de refus pour le Programme APTE dans la catégorie disponible, selon la région, l'âge et le sexe pour les années 1996-1997 et 1997-1998.	214
32.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des Centres Travail-Québec en 1996-1997, 1997-1998 et prévisions 1998-1999.	215
37.	Liste des projets subventionnés dans le cadre de l'économie sociale en spécifiant le type de service dispensé par l'organisme et la subvention reçue en 1997-1998 et prévisions 1998-1999.	216
39.	Texte de l'entente intervenue entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le ministère des Ressources humaines visant la formation de la main-d'oeuvre.	217
40.	Bilan et cadre de discussions avec le gouvernement fédéral concernant le régime d'assurance parentale.	326
41.	Copie du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.	327
42.	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.	328
	<u>Secrétariat à l'action communautaire autonome</u>	
43.	Dans chacun des programmes:	329
	a) Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999;	
	b) Politique et critères d'attribution des subventions.	
	<u>Fonds de lutte à la pauvreté:</u>	
44.	Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999;	330

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
	<u>Fonds de lutte à la pauvreté:</u>	
45.	Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999;	332
	<u>Carrefours jeunesse emploi:</u>	
46.	Budget total des carrefours jeunesse emploi pour les années 1997-1998 et prévisions 1998-1999.	333
	<u>Carrefours jeunesse emploi:</u>	
47.	Liste des subventions accordées à chacun des carrefours jeunesse emploi en 1997-1998 et prévisions 1998-1999.	334

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Fiche # 1

**Titre:** Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.

#### MES

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Catégories d'emploi	Nombre de personnes admissibles	nombre de personnes ayant bénéficié du Programme
Personnel d'encadrement	56	23
Professionnels	66	20
Techniciens	351	126
Soutien	96	36
Total	569	205

#### SQDM

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Catégories d'emploi	Nombre de personnes admissibles	Nombre de personnes ayant bénéficié du Programme
Personnel d'encadrement	11	1
Professionnels	87	41
Techniciens	37	16
Soutien	44	14
Total	179	72

Source : Direction des ressources humaines, 1998-04-02.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No fiche : 2

### Titre

Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du Cabinet ministériel et du Ministère.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### **Cabinet ministériel**

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du Cabinet ministériel est de : 13 535,42 \$.

#### **Ministère de l'Emploi et de la Solidarité**

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du ministère de l'Emploi et de la Solidarité est de : 80 450,28 \$.

#### **Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre**

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre est de : 28 191,00 \$.

Source : SQDM - Vice-présidence à l'administration  
Source : Direction des opérations financières et des ressources matérielles  
Validation : Bureau du SMA, DGPSO, 1998.04.03

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # 3 A

**Titre: Dépenses relatives à la création du Ministère de l'Emploi, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:**

**a) effectifs, transferts, indemnités en faveur du personnel cadre et syndiqué;**

#### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

##### **EFFECTIFS**

Effectifs en provenance de DRHC:      1 084 ETC

Effectifs en provenance de la SQDM:      966 ETC

##### **INDEMNITÉS DE DÉPART**

Le gouvernement du Canada a versé des indemnités de départ aux employés transférés équivalant à six mois de salaire auxquels s'ajoute une semaine de salaire par année de service.

**SOURCE:** Direction des ressources humaines, 1998-04-02.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 3 B

### Titre

Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:

b) déménagement, relocalisation, construction

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas d'impact à cet effet en 1997-1998. Un premier CLE a été livré le 23 mars 1998. Le plan de déploiement s'étendra jusqu'en décembre 1998.

**SOURCE :** Service de la gestion des espaces 1998-04-06  
**VALIDATION:** Bureau du SMA DGPSO 1998-04-06

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 3 C

**Titre**

Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:

- c) gestion des baux, liste des baux résiliés et coûts afférents.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'Entente Canada-Québec relative au marché du travail fait en sorte que le Québec doit offrir des services intégrés et découplés de qualité touchant le marché du travail à tous les québécoises et québécois en emploi ou en recherche d'emploi, tout en évitant les chevauchements, les doublages et en associant les partenaires du marché du travail à la gestion des mesures actives d'emploi.

Pour ce faire, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité doit réorganiser l'ensemble de ses opérations et redéployer ses effectifs pour desservir la population en ce sens. Ceci implique que les locaux abritant les centres Travail-Québec ne correspondent plus à la nouvelle mission du MES et qu'il faut remodeler ceux-ci à la nouvelle réalité.

La Société immobilière du Québec (SIQ) qui est responsable, en vertu de la réglementation gouvernementale, de la fourniture des locaux des ministères et organismes, doit donc réviser les disponibilités du parc locatif afin de livrer au MES de nouveaux locaux correspondants aux besoins du réseau des centres locaux d'emploi (CLE). La résiliation des baux du Fédéral est effectuée à leur échéance.

Pour aménager les locaux afin d'accueillir les employés fédéraux, le Canada convient de compenser le Québec jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par employé transféré au Québec.

Le Canada versera également au Québec une contribution en regard des coûts des loyers reliés aux ressources humaines transférées du fédéral. Cette contribution sera progressive au fur et à mesure de la libération des baux et pourrait atteindre 3,9M \$ une fois le transfert complété.

Les baux résiliés en 1997-1998 sont:

	mètres carrés
• 255 rue Crémazie Est, Montréal	1440
• 770 rue Sherbrooke Ouest, Montréal	365
• 425 rue Saint-Amable, Québec	472.5

**SOURCE**

Service de la gestion des espaces  
1998-04-02

**VALIDATION:**

Bureau SMA, DGPSO, 1998-04-02



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 3D

### Titre

Budgets disponibles par région et par volets d'intervention.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En l'année 1997-1998, les crédits disponibles au MES pour les mesures actives s'élevaient à 162,97 M\$. Quant à ceux de la SQDM, ils s'élevaient à 116,4 M\$, dont 58,2 M\$ pour les achats de formation financés par des fonds fédéraux. Les crédits fédéraux disponibles à DRHC pour les mesures actives, tel qu'indiqué dans l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail, s'élevaient à 457,3 M\$, desquels 32,3 M\$ étaient disponibles pour les frais de la SQDM et du ministère de l'Éducation du Québec en regard de la mesure "Achats de formation".

Dans chacune des organisations, la presque totalité du budget était réparti entre les régions, et les régions avaient la responsabilité d'affecter les sommes pertinentes dans les mesures qui répondent le mieux aux besoins de la clientèle. La répartition par région pour les fonds du MES et de la SQDM est présentée en annexe.

**SOURCE :** Direction du budget et des opérations financières  
**VALIDATION:** Avril 1998

**Répartition des budgets originaux d'intervention MES et SQDM  
par région en 1997-1998  
(en milliers de dollars)**

Régions	MES	SQDM (incl. Achats de formation)	TOTAL
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	3 832,3	2 185,1	6 017,4
Centre du Québec	4 328,4	3 061,8	7 390,2
Abitibi-Témiscamingue	3 937,7	2 294,5	6 232,2
Côte-Nord	1 955,6	1 844,2	3 799,8
Bas St-Laurent	5 027,5	3 326,9	8 354,5
Saguenay/Lac St-Jean	6 181,4	4 127,0	10 308,4
Chaudière-Appalaches	4 269,4	4 942,6	9 212,1
Mauricie	6 256,5	3 496,8	9 753,4
Estrie	6 618,5	3 310,2	9 928,7
Laval	6 754,0	3 413,7	10 167,6
Lanaudière	6 320,1	4 076,3	10 396,4
Laurentides	7 952,7	5 358,8	13 311,5
Outaouais	6 431,5	3 340,7	9 772,2
Québec	11 933,0	8 019,5	19 952,5
Montérégie	17 828,4	12 488,0	30 316,4
Montréal	51 148,8	20 101,9	71 250,7
Nord-du-Québec	274,7	0,0	274,7
Pour les régions	2 800,0	2 757,9	5 557,9
Central	9 118,9	28 254,1	37 373,0
<b>Total</b>	<b>162 969,5</b>	<b>116 400,0</b>	<b>279 369,5</b>

À la SQDM, la région Nord-du-Québec était desservie par les régions Abitibi et Saguenay.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

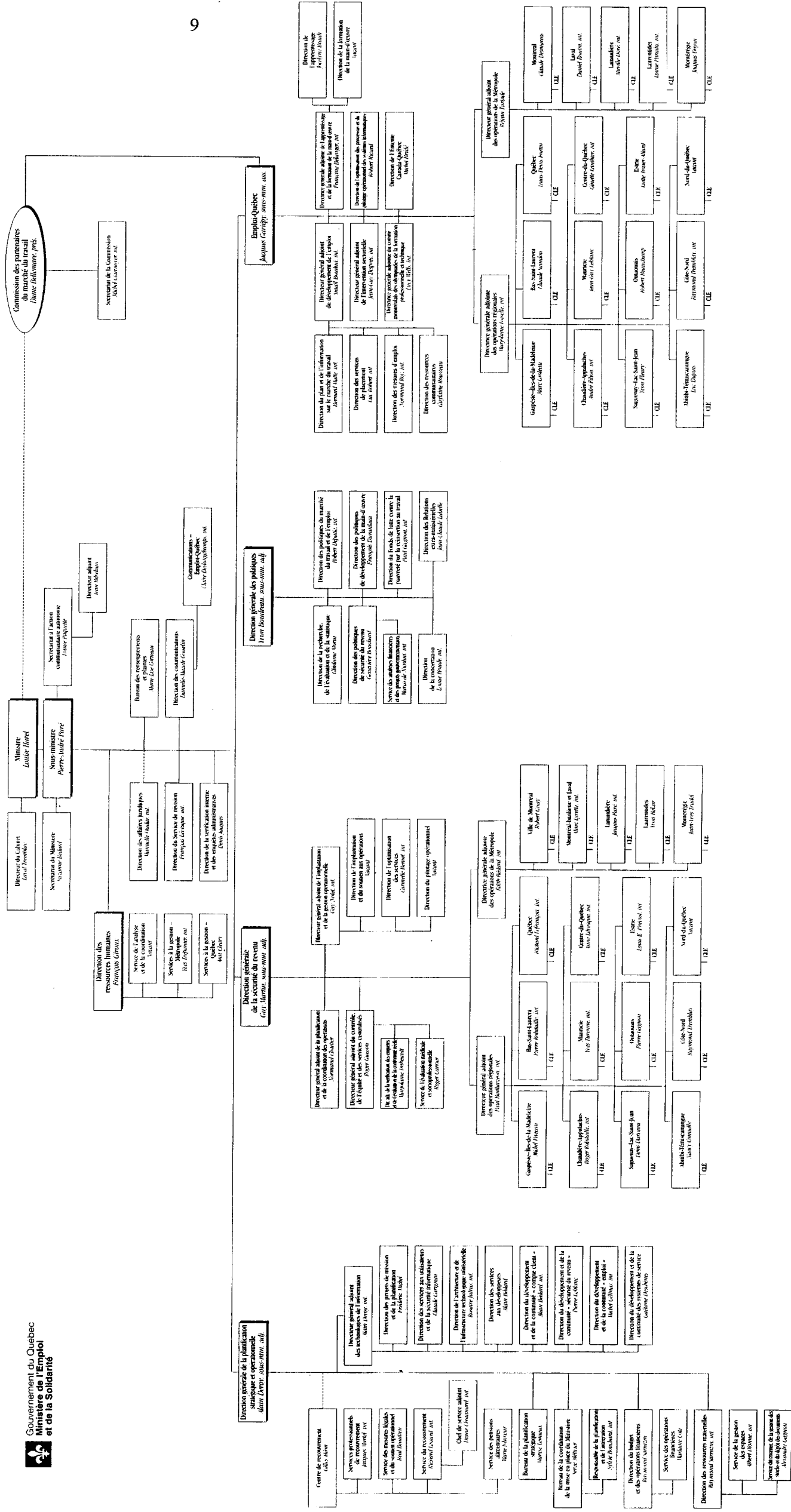
## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 4

<p><b>Titre</b></p> <p>Copie de l’organigramme du nouveau ministère et des nouvelles structures.</p>
--

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir organigramme ci-joint.</p>
---

## Organigramme du ministère de l'Emploi et de la Solidarité



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 5

<p><b>Titre</b></p> <p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><u>MES</u></p> <p>Voir tableau ci-joint</p> <p><u>SQDM</u></p> <p>La SQDM n'était pas tenue, jusqu'au 17 décembre 1997, de transiger avec la Société immobilière du Québec pour la location de ses espaces administratifs mais elle l'a fait sur une base volontaire pour les locaux de son siège social situé au 425, St-Amable à Québec, ainsi que pour les locaux de sa principale place d'affaires située au 800, Place Victoria à Montréal.</p> <p>La Société n'a par ailleurs donné aucun mandat à la Société immobilière du Québec en 1997-1998 pour des travaux d'aménagement ou de décoration de ses locaux.</p>

Source:           Service de la gestion des espaces , DGPSO, le 23 mars 1993  
                      et Emploi-Québec, le 31 mars 1998

**MINISTÈRE DE L'EMPOI ET DE LA SOLIDARITÉ**  
**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉS EN 1997-1998**

<u>Adresse des bureaux visés</u>	<u>Nature des travaux</u>
CTQ Charlesbourg 8500, Henri-Bourassa Charlesbourg	Réaménagement avec expansion
DRTQ Hull 170, Hôtel de Ville	Réaménagement avec diminution d'espace
CTQ Huntingdon 2C, Henderson	Réaménagement majeur du bureau
CTQ Jonquière 3885, Harvey	Expansion et construction de salles
CTQ Lac Etchemin 274, 3e Avenue	Réaménagement
Montréal 255, Crémazie Est	Rétrocession d'espace et aménagement
CTQ Montréal-Nord 5872, Léger	Réaménagement du bureau avec expansion
Québec 200, Chemin Ste-Foy	Attribution d'espace d'entreposage
CTQ Duberger 2725, Lafrance	Construction de salles d'entrevue
Montréal 770, Sherbrooke Ouest	Rétrocession d'espace et réaménagement
CTQ Jacques-Cartier 400, Jean-Lesage	Réaménagement avec expansion
Montcalm 930, Chemin Ste-Foy	Accroissement d'espace
Québec 150, René-Lévesque	Aménagement d'unités administratives et de consultants
DRTQ Rouyn-Noranda 29, du Terminus Ouest	Relocalisation du bureau
CTQ Sherbrooke-Est 740, Galt Ouest	Aménagement d'une salle de rencontre de groupe
CTQ Ste-Thérèse 206, Labelle	Réaménagement
CTQ Victoriaville 62, St-Jean-Baptiste	Attribution d'espace additionnel
Wemindji 31.1 Wemindji	Relocalisation du point de service

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 6

Titre	Pour chacun des programmes de formation et de qualification professionnelle (1997-1998) :
a)	nombre de participants bénéficiaires de la sécurité du revenu, bénéficiaires de l'assurance-chômage, de retour sur le marché du travail, en emploi ou autres, par région et selon le sexe ;
b)	nombre et motifs de refus pour chacun des programmes, par région et selon le sexe du demandeur ;
c)	répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité ;
d)	répartition des participants bénéficiaires de la sécurité du revenu et de l'assurance-chômage, pour les programmes relevant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• du ministère de L'Emploi et de la Solidarité ;</li> <li>• du Fonds de développement de l'emploi fédéral ;</li> <li>• du Fonds d'assurance-chômage ;</li> </ul>
e)	budget octroyé en 1997-1998 et budget réellement dépensé.

On trouvera aux pages suivantes les informations demandées concernant les programmes de formation et de qualification professionnelle administrés par la Société en 1997-1998. Ces programmes sont les suivants :

### 4.1 Programme d'aide aux individus (PAI)

Ce programme permet à des individus d'acquérir des compétences professionnelles ou d'accroître celles qu'ils possèdent déjà afin de répondre aux exigences du marché du travail, prioritairement dans des secteurs, métiers ou professions en pénurie de compétences ou qui offrent de bonnes perspectives d'emploi.

### 4.2 Programme « Achats de formation »

Ce programme désigne l'achat d'activités de formation en établissement fondé sur un diagnostic précis des besoins en compétence des prestataires de l'assurance-emploi.

### 4.3 Programme « Formation sur mesure en établissement » (FME)

Ce programme a été aboli le 1<sup>er</sup> avril 1996. Il s'adressait aux entreprises qui désiraient s'adapter à une nouvelle technologie et exercer une compétence en demande au plan régional. Les dix-neuf participants que l'on retrouve en 1997-1998 avaient débuté leur formation en 1995-1996.

**SOURCE :** Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 6

### 4.4 Programmes d'apprentissage et de qualification professionnelle réglementés

Ce programme apporte aide et conseil aux apprentis et aux travailleurs qualifiés dans les 13 métiers ou spécialités ou catégories définis au règlement adopté en vertu de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre*.

À noter que les informations relatives au programme « SPRINT » ont été regroupées sous la question 8 qui traite spécifiquement de ce programme.

Il importe de souligner par ailleurs que certaines des informations demandées ne sont pas disponibles parce qu'elles ne sont pas compilées par la Société.

**SOURCE :** Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31



Données en date du 19 mars 1998

4.1 Programme d'aide aux individus (PAI)

a) nombre de participants par région, selon qu'ils sont en emploi ou sans emploi

	Nombre de participants							
Régions	En emploi	%	Sans emploi	%	Indéterminé	%	Total	%
Bas St-Laurent, Gaspésie, Iles-de-la-Madeleine	592	41,1%	399	27,7%	450	31,2%	1 441	100%
Saguenay, Lac St-Jean	437	48,6%	111	12,3%	351	39,0%	899	100%
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	1 522	29,8%	2 193	42,9%	1392	27,3%	5 107	100%
Mauricie, Bois-Francs	811	44,0%	277	15,0%	756	41,0%	1 844	100%
Estrie	267	48,2%	119	21,5%	168	30,3%	554	100%
Montréal	2 065	59,6%	328	9,5%	1071	30,9%	3 464	100%
Laval, Laurentides, Lanaudière	2 790	42,0%	817	12,3%	3039	45,7%	6 646	100%
Montréal	647	24,4%	842	31,7%	1167	43,9%	2 656	100%
Outaouais	704	46,8%	175	11,6%	624	41,5%	1 503	100%
Abitibi-Témiscamingue	335	41,8%	198	24,7%	269	33,5%	802	100%
Côte-Nord	181	41,4%	65	14,9%	191	43,7%	437	100%
Total	10 351	40,8%	5 524	21,8%	9 478	37,4%	25 353	100%

b) Nombre et motifs de refus: information non disponible

Données en date du 19 mars 1998

4.1 Programme d'aide aux individus (PAI)  
(suite)

c) répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité

PROGRAMME D'AIDE AUX INDIVIDUS (PAI)								
NIVEAU DE SCOLARITÉ	SEXE	ÂGE INDÉFINI	MOINS DE 25 ANS	25 - 29 ANS	30 - 39 ANS	40 - 54 ANS	55 ANS ET PLUS	TOTAL
INDÉFINI	M	4	710	606	1 395	1 373	208	4 296
	F	2	550	606	1 890	1 973	213	5 234
	TOTAL	6	1 260	1 212	3 285	3 346	421	9 530
1 - 7 ANS	M		36	17	33	135	71	292
	F		14	9	44	93	22	182
	TOTAL	0	50	26	77	228	93	474
8 - 12 ANS	M	0	647	460	1 194	1 280	122	3 703
	F	2	375	296	1 187	1 379	124	3 363
	N/D	0	0	0	0	1	0	1
	TOTAL	2	1 022	756	2 381	2 660	246	7 067
13 - 14 ANS	M	0	158	168	367	235	16	944
	F	1	149	151	442	390	27	1 160
	TOTAL	1	307	319	809	625	43	2 104
15 - 19 ANS	M	0	93	199	431	426	59	1 208
	F	7	158	274	556	538	47	1 580
	TOTAL	7	251	473	987	964	106	2 788
GRAND TOTAL		16	2 890	2 786	7 539	7 823	909	21 963

- d) répartition des participants selon qu'ils sont prestataires de l'assurance-emploi ou de la sécurité du revenu:  
information non disponible
- e) Le 26 mars 1997, le Conseil des ministres adoptait la constitution d'un Fonds régional de développement de la main-d'œuvre suite au dépôt d'un mémoire de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité. Ce Fonds est en vigueur depuis le 1er avril 1997. Il regroupe tous les types d'aide que l'on retrouvait dans les mesures et les programmes de la SQDM.

Données en date du 19 mars 1998

4.2 Programme Achats de formation

a) nombre de participants par région et par sexe

	Nombre de participants			
Régions	H	F	N/D	Total
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	1 040	565	0	1 605
Saguenay, Lac St-Jean	801	404	0	1 205
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	1 746	1 407	0	3 153
Mauricie, Bois-Francs	890	507	0	1 397
Estrie	265	185	0	450
Montréal	2 546	2 170	0	4 716
Laval, Laurentides, Lanaudière	1 185	1 295	4	2 484
Montréal	721	511	2	1 234
Ontario	421	180	1	602
Abitibi-Témiscamingue	448	344	0	792
Côte-Nord	307	172	0	479
Total	10 370	7 740	7	18 117

H = homme

F = femmes

N/D = non disponible

Note: Le programme "Achats de formation" est réservé exclusivement aux prestataires de l'assurance-emploi.

b) Nombre et motifs de refus: information non disponible

SOURCE:  
Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole

Données en date du 19 mars 1998

4.2 Programme Achats de formation  
(suite)

c) répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité

ACHATS DE FORMATION								
NIVEAU DE SCOLARITÉ	SEXE	ÂGE INDÉFINI	MOINS DE 25 ANS	25 - 29 ANS	30 - 39 ANS	40 - 54 ANS	55 ANS ET PLUS	TOTAL
INDÉFINI	M	0	531	522	908	721	65	2 747
	F	1	211	335	811	654	47	2 059
	N/D	0	1	2	2	0	0	5
	TOTAL	298	689	859	1 982	1 375	141	4 811
1 - 7 ANS	M	0	78	82	114	121	34	429
	F	0	30	51	110	110	11	312
	TOTAL	0	97	133	233	231	38	741
8 - 12 ANS	M	2	889	949	1 931	1 642	107	5 520
	F	1	395	545	1 490	1 509	118	4 058
	N/D	0	1	1	0	0	0	2
	TOTAL	3	1 353	1 495	4 163	3 151	227	9 580
13 - 14 ANS	M	0	90	178	348	262	16	894
	F	0	53	113	295	204	16	681
	N/D	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	161	291	736	466	33	1 575
15 - 19 ANS	M	1	31	126	324	275	23	780
	F	0	26	104	269	211	20	630
	TOTAL	1	70	230	662	486	28	1 410
GRAND TOTAL		302	2 370	3 131	7 776	5 709	467	18 117

d) Répartition des participants selon qu'ils sont prestataires de l'assurance-emploi ou de la sécurité du revenu:  
information non disponible

e) Budget 1997-1998: 58 137 000\$  
Budget 1997-1998 engagé au 28 février 1998: 55 771 082\$

SOURCE:  
Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole

Données en date du 19 mars 1998

4.3 Programme Formation sur mesure en établissement (FME)

a) nombre de participants par région<sup>(1)</sup>

VOLET EMPLOI

RÉGIONS	Participants
Bas-St-Laurent, Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	0
Saguenay, Lac St-Jean	0
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	0
Mauricie, Bois-Francs	0
Estrie	0
Montréal	0
Outaouais	0
Abitibi-Témiscaminque	0
Côte-Nord	0
Laval, Laurentides, Lanaudière	0
Montréal <sup>(2)</sup>	19
Total	19

(1) Ce programme a été aboli par le gouvernement fédéral le 1er avril 1996.

(2) Il s'agit de participants ayant débuté leur formation en 1995-1996.

b) nombre et motifs de refus: information non disponible

Données en date du 19 mars 1998

4.3 Programme Formation sur mesure en établissement (FME)  
(suite)

c) répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité

FORMATION SUR MESURE EN ÉTABLISSEMENT (FME)								
NIVEAU DE SCOLARITÉ	SEXE	ÂGE INDÉFINI	MOINS DE 25 ANS	25 - 29 ANS	30 - 39 ANS	40 - 54 ANS	55 ANS ET PLUS	TOTAL
1 - 7 ANS	M	0	0	0	0	1	0	1
	F	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	0	1	0	1
8 - 12 ANS	M	0	0	0	5	12	1	18
	F	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	5	12	1	18
GRAND TOTAL		0	0	0	5	13	1	19

d) Répartition des participants selon qu'ils sont prestataires de l'assurance-emploi ou de la sécurité du revenu: information non disponible.

e) Le budget pour les reports 1997-1998 est inclus dans le budget "Achats de formation".

Données en date du 19 mars 1998

4.4 Programmes d'apprentissage et de qualification professionnelle réglementés

a) nombre de participants pour le secteur hors-construction (L.R.Q., c. F-5, r.4),

1997-1998	
<b>Carnet de l'apprenti</b>	
Émission	1 706
Révision	3 176
<b>Examen</b>	
Examen de qualification	847
Examen de reprise	400
<b>Certificat de qualification</b>	
Émission après exemption à l'examen	287
Renouvellement	11 374
<b>Attestation d'expérience</b>	
Émission	15
Renouvellement	444
Nombre de participants pour le programme des normes interprovinciales	
Examen de qualification	40

Projection au 28 février 1997

4.4 Programmes d'apprentissage et de qualification professionnelle réglementés (suite)

a) nombre de participants pour les autres métiers

	1997-1998
<b>Mécaniciens de machines fixes</b> (R.R.Q., c. M-6)	
Examen et reprise d'examen	666
Délivrance après réussite à l'examen	514
Renouvellement	3 282
<b>Gaz</b> (R.R.Q., c. D-10)	
Certification restriction	41
Examen	1 826
Délivrance après réussite à l'examen	1 094
Renouvellement	5 921
<b>Soudure</b> (R.R.Q., c. A-20.01)	
Inscription à l'épreuve de soudeur	870
<b>Appareils sous-pression</b> (R.R.Q., c. A20.01)	
Examen et examen de reprise d'inspecteur d'ASP	22
Délivrance après réussite à l'examen d'inspecteur d'ASP	21
Renouvellement de certificat d'inspecteur d'ASP	151
100% des participants sont en emploi	

Note: Les données ne sont pas régionalisées et la Société ne dispose d'aucune information sur l'âge, le sexe et le niveau de scolarité des requérants.

À noter par ailleurs que ces activités sont administrées par le personnel d'Emploi-Québec et qu'elles génèrent des revenus. Aucun budget fixe ne leur est cependant attribué.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 7

### Titre

Budgets et dépenses, ventilés par programme, de chacune des sociétés régionales de développement de la main-d'œuvre à travers le Québec (1997-1998), et prévisions 1998-1999 pour les nouvelles structures

Les tableaux ci-joints présentent la ventilation, au 28 février 1998, des budgets de chacune des sociétés régionales.

- Ces données sont présentées selon la nomenclature budgétaire utilisée par Emploi-Québec (SQDM) tout au long de l'exercice 1997-1998.
- À compter de 1998-1999, les données d'Emploi-Québec regrouperont également les fonds en provenance du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité pour le développement de l'employabilité, ainsi que les fonds reliés à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail.
- Pour l'année 1998-1999, les sociétés régionales n'existent plus. Elles sont remplacées par des directions régionales qui ont obtenu des enveloppes globales qu'elles devront répartir selon le plan d'action retenu. Chaque conseil régional prépare annuellement ce plan d'action qui présente, notamment, les stratégies et les objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi. Ce conseil approuve également les éléments des plans locaux d'action concertée pour l'économie et l'emploi relatifs aux services publics de l'emploi.

Les budgets 1998-1999 ci-joints sont présentés selon les regroupements régionaux utilisés pour la distribution initiale des enveloppes. Les plans d'action régionaux viendront préciser ultérieurement ces enveloppes.

**SOURCE :** Emploi-Québec  
1998-03-31

## EMPLOI-QUÉBEC

### Critères de répartition régionale des coûts d'intervention

Les crédits disponibles pour les interventions de développement de la main-d'oeuvre totalisent 704 M\$. Une partie du budget demeure au niveau central pour l'administration de certaines mesures, pour le paiement de transferts à d'autres ministères, et pour constituer une réserve pour des activités de francisation et d'adaptation des immigrants et pour des projets majeurs. L'enveloppe centrale de début d'année représente 13% du budget total, et l'enveloppe des régions en représente 87%, mais cette enveloppe des régions augmentera lorsque les réserves seront distribuées.

La répartition de l'enveloppe des régions est effectuée en fonction de critères de distribution. Le modèle de répartition régionale du budget d'intervention d'Emploi-Québec a pour objectifs de répartir entre les régions le budget du Fonds de développement du marché du travail :

- conformément à l'objectif de la politique active du marché du travail, de réduction du chômage; le modèle atteint cet objectif en allouant à chaque région une part du budget correspondant à la proportion de la population à risque de chômage localisée dans cette région; ceci assure que le budget per capita alloué à une région est d'autant plus élevé que le risque de chômage de sa population est élevé ;
- en respectant le principe de décloisonnement des clientèles qui veut que l'aide accordée à une personne le soit en fonction de ses difficultés d'intégration en emploi plutôt qu'en fonction de son statut à l'égard des régimes d'indemnisation du chômage; le modèle atteint cet objectif en incluant dans la population à risque aussi bien les prestataires que les personnes sans chèque, en emploi ou sans emploi ;
- en respectant le principe de la décentralisation et de la régionalisation permettant l'adaptation des interventions aux réalités régionales et locales; le modèle atteint cet objectif en n'imposant pas aux régions une répartition a priori de leur budget entre les mesures actives.

Le modèle calcule la part du budget d'intervention allouée à une région en trois étapes :

- Étape 1 : Calcul de la proportion de la population à risque de chômage résidant dans la région afin de déterminer la part du budget de l'aide aux personnes allouée à la région. Ce calcul prend en compte le poids démographique de la région et le risque de chômage de sa population ;
- Étape 2 : Calcul de la proportion des entreprises risquant de contribuer au chômage plus que la moyenne localisées dans la région afin de déterminer la part du budget d'aide aux entreprises allouée à la région. Ce calcul prend en compte le nombre d'entreprises localisées dans la région et leur risque de contribuer au chômage, soit par un taux élevé de roulement ou de licenciement de leur main-d'œuvre, soit par une création d'emplois plus faible que ce que permet leur potentiel ;
- Étape 3 : Calcul de la part du budget d'intervention allouée à la région à partir de la part du budget de l'aide aux personnes allouée à la région (étape 1), de la part du budget de l'aide aux entreprises allouée à la région (étape 2) et de la proportion du budget d'intervention consacrée respectivement à l'aide aux personnes et à l'aide aux entreprises.

Suite à l'examen de l'impact de l'application de ce modèle sur les budgets consolidés des régions pour 1997-1998 (MES, SQDM et DRHC) et leurs prévisions de dépenses, des critères transitoires ont été définis afin d'éviter des variations importantes et afin de

donner le temps aux régions de prendre les dispositions en vue de l'application du nouveau modèle. Ces critères transitoires sont basés en partie sur le modèle et en partie sur les prévisions de dépenses pour 1997-1998.

Le résultat de l'application de ces critères transitoires paraît à l'annexe 1, dans le tableau « Répartition des enveloppes régionales 1998-1999 », alors que la part de chacune des régions qui découle de l'application de ces critères paraît à l'annexe 2. L'annexe 3 présente, pour la région de Montréal, le détail des calculs de la part du budget d'intervention allouée à cette région par le modèle et donne une brève justification du choix des variables socio-économiques régionales retenues pour ces calculs.

Une brève description des critères transitoires qui ont été utilisés pour effectuer la répartition du budget entre les régions. Les fonds disponibles aux régions ont été considérés en trois volets: les fonds du Québec, les fonds fédéraux - excluant les Achats de formation, et les fonds fédéraux - Achats de formation.

La part de chacune des régions dans le modèle de base a d'abord été ajustée, après considération de budgets spécifiques accordés à la région Nord-du-Québec. Aussi, une somme de 20 M\$ a été identifiée pour la table métropolitaine de Montréal, et 1,5 M\$ pour la gestion interrégionale Québec/Chaudière-Appalaches.

- **Fonds du Québec:** Le modèle a été appliqué dans une proportion de 60% et la prévision de dépenses de 1997-1998 dans une proportion de 40%, et par la suite une limite minimum et maximum de variation a été appliquée lorsque le résultat était à l'extérieur de ces limites. Les limites définies sont: pas de diminution par rapport à la prévision de dépenses, et augmentation maximum de 7%. A ceci s'ajoutent les budgets spécifiques pour les SEMO et CDEC-FAIM.
- **Fonds fédéraux, excluant Achats de formation:** Le budget disponible aux régions, en y considérant les sommes à être distribuées par les deux tables métropolitaines aux régions concernées, est 27 M\$ supérieur à celui de l'année qui se termine. Par ailleurs, par rapport à la prévision de dépenses, cette valeur augmente. Le modèle a été appliqué dans une proportion de 80% et la prévision de dépenses de 1997-1998 dans une proportion de 20%, et par la suite des limites minimum et maximum d'augmentation ont été appliquées, considérant que chaque région devrait obtenir une part de l'augmentation du budget. La limite minimum d'augmentation d'une région a été fixée à 8% par rapport à son niveau de dépenses de 1997-1998, et l'augmentation maximum à 19%. Pour les régions associées à une table métropolitaine, la limite supérieure a été réduite pour tenir compte du fait que des fonds leur seront réinjectés par leur table métropolitaine.
- **Fonds fédéraux - Achats de formation:** Les modalités de cette mesure en étant à leur dernière année d'application, et le budget disponible étant identique à celui de 1997-1998, la continuité de cette mesure a été privilégiée, en allouant à chaque région la moyenne entre son budget original de 1997-1998 et son budget révisé à la mi-année, auquel s'ajoutent les sommes spécifiques au volet maritime pour les régions concernées.

Au budget total d'une région, composé de fonds québécois et de fonds fédéraux, s'ajouteront des sommes en réserve au niveau central d'Emploi-Québec, ainsi que les budgets aux régions concernées par la table métropolitaine de Montréal et de la gestion interrégionale de Québec.

**SOURCE:** Emploi-Québec, Direction du plan et de l'information sur le marché du travail / mars 1998  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction du budget et des opérations financières / mars 1998

## FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL

## Répartition des enveloppes régionales 1998-1999

(en milliers de dollars)

Régions administratives	Fonds du Québec	Fonds fédéraux Achats de formation	Fonds fédéraux excl. Achats de formation	TOTAL
***				
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	8 310,9	1 516,2	12 420,0	22 247,1
Centre du Québec	5 284,6	2 155,7	10 275,2	17 715,5
Abitibi-Témiscamingue	4 676,1	1 661,3	6 564,8	12 902,2
Côte-Nord	2 569,1	1 156,0	5 311,2	9 036,3
Bas St-Laurent	6 704,9	2 691,6	13 392,0	22 788,4
Saguenay/Lac St-Jean	7 555,9	2 669,8	14 694,0	24 919,6
Chaudière-Appalaches	6 312,8	3 385,3	13 683,2	23 381,3
Mauricie	7 183,4	2 446,9	14 472,0	24 102,3
Estrie	6 677,6	2 060,1	15 228,0	23 965,6
Laval	7 312,2	1 834,9	9 736,1	18 883,2
Lanaudière	7 680,1	2 120,1	12 055,4	21 855,6
Laurentides	9 627,3	2 893,2	14 187,3	26 707,8
Outaouais	7 813,1	2 190,7	12 675,5	22 679,3
Québec	15 088,7	4 942,8	24 549,4	44 580,9
Montréal	22 053,5	6 584,4	43 252,8	71 890,7
Montréal	58 780,3	11 137,0	79 679,2	149 596,5
Nord-du-Québec <sup>(1)</sup>	650,0		1 200,0	1 850,0
Réservé pour les régions	135,3	52 000,0		52 135,3
Sous-total	184 415,5	103 446,0	303 376,0	591 237,5
Table métropolitaine Québec		750,0	750,0	1 500,0
Table métropolitaine Montréal		9 250,0	10 750,0	20 000,0
Sous-total		10 000,0	11 500,0	21 500,0
Total	184 415,5	113 446,0	314 876,0	612 737,5

À cela s'ajoutent les budgets des ententes spécifiques pour les cris (290 k\$), Kativik (677 k\$) et Raglan (689 k\$).

## Annexe 2

<b>RESULTAT DE L'APPLICATION DES CRITERES DU MODELE DE BASE ET DES CRITERES TRANSITOIRES DE REPARTITION DU BUDGET D'INTERVENTION PAR REGION ADMINISTRATIVE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999</b>					
Régions administratives	CRITERES DU MODELE	RESULTAT DES CRITERES TRANSITOIRES			
	Modèle de base	Fonds québécois (incl. MES et SQDM)	Fonds fédéraux (excl. Achats de formation)	Fonds fédéraux (Achats de formation)	Global
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	2,2%	4,5%	3,9%	2,7%	4,0%
Centre du Québec	3,6%	2,9%	3,3%	3,8%	3,2%
Abitibi-Témiscamingue	2,2%	2,5%	2,1%	2,9%	2,3%
Côte-Nord	1,7%	1,4%	1,7%	2,0%	1,6%
Bas St-Laurent	3,3%	3,6%	4,3%	4,8%	4,1%
Saguenay/Lac St-Jean	4,4%	4,1%	4,7%	4,7%	4,5%
Chaudière-Appalaches	4,4%	3,4%	4,4%	6,3%	4,3%
Mauricie	3,9%	3,9%	4,6%	4,3%	4,3%
Estrie	3,7%	3,6%	4,8%	3,6%	4,3%
Laval	4,2%	4,0%	3,3%	3,9%	3,6%
Lanaudière	5,2%	4,2%	4,1%	4,5%	4,2%
Laurentides	5,6%	5,2%	4,8%	6,1%	5,1%
Outaouais	4,0%	4,2%	4,0%	3,9%	4,1%
Québec	8,7%	8,2%	7,9%	9,2%	8,2%
Montréal	15,1%	12,0%	14,7%	13,9%	13,7%
Montréal	27,3%	31,9%	27,0%	23,4%	28,3%
Nord-du-Québec	0,44%	0,4%	0,4%	0,0%	0,3%
Tables métropolitaines <sup>1</sup>					
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Note 1: Afin de permettre la comparaison des différents critères, les sommes des tables métropolitaines ont été réparties dans les régions concernées au prorata de leur part dans le secteur de leur table métropolitaine. Toutefois, la répartition réelle pourra être quelque peu différente.					

## **LE MODÈLE DE RÉPARTITION RÉGIONALE DU BUDGET D'INTERVENTION**

### **PRINCIPES DU MODÈLE, RATIONNEL DU CHOIX DES VARIABLES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CALCULS DE LA PART DU BUDGET ALLOUÉ AUX RÉGIONS**

---

#### **1. PRINCIPES À LA BASE DU MODÈLE DE RÉPARTITION**

Le modèle de répartition régionale du budget d'intervention des services d'Emploi-Québec repose sur les principes suivants :

1. La répartition entre les régions du budget d'intervention des services d'Emploi-Québec est fondée sur la répartition régionale de la clientèle potentielle de ces services. Cette clientèle correspond, dans le contexte de la politique active du marché du travail, à la population à risque de chômage. En conséquence, la répartition régionale du budget d'intervention est fondée sur le poids démographique des régions et sur le risque de chômage de leur population, ces deux variables déterminant la répartition régionale de la population à risque de chômage. Ceci a comme corollaire que le budget per capita dont dispose une région est d'autant plus élevé que le risque de chômage, notamment le risque de chômage prolongé, de sa population est élevé.
2. Le modèle de répartition prend en compte le principe du décloisonnement des clientèles en identifiant les clientèles à servir en fonction de leur risque de chômage plutôt que sur la base de leur statut à l'égard des régimes d'indemnisation du chômage ;
3. Le modèle de répartition prend en compte les principe de décentralisation et de régionalisation de la gestion des interventions, nécessaires à l'adaptation des interventions aux réalités régionales et locales, en n'imposant pas aux régions une répartition à priori de leur budget entre les mesures actives
4. Le modèle de répartition proposé ici prend en compte l'expérience des pays de l'OCDE. Les études indiquent que l'efficacité avec laquelle les services publics d'emploi ciblent les clientèles sur la base d'une évaluation de leur risque de chômage est une condition de l'efficacité avec laquelle ces services peuvent réduire le chômage et les coûts économiques et sociaux qui lui sont associés.

#### **2. CALCULS ET RATIONNEL DU CHOIX DES VARIABLES**

Le tableau qui suit présente le calcul de la part du budget d'intervention allouée à la région de Montréal, en donnant un bref rationnel du choix des variables socio-économiques retenues par le modèle de répartition. Le même modèle a été utilisé pour toutes les autres régions, et le résultat apparaît à l'annexe 2.

MODELE DE REPARTITION REGIONALE DU BUDGET D'INTERVENTION CALCUL DE LA PART DU BUDGET D'INTERVENTION ALLOUEE A MONTREAL					
VARIABLES / EXPLICATIONS					
AIDE AUX PERSONNES					
1	Proportion (%) du budget d'intervention consacrée à l'aide aux personnes <i>Ce pourcentage correspond à la proportion du budget consolidé des trois réseaux consacrée à ce type d'aide en 1997-98 ; elle inclut l'aide aux entreprises qui se traduit par une aide individuelle aux personnes en emploi</i>			80%	
2	% de la population (pop.) de 15 à 64 ans résidant à Montréal		24,45%		
3	Taux de chômage (officiel) à Montréal exprimé par rapport à celui du Québec	1.1597			
4	Ajustement au taux de chômage officiel. <i>La mesure officielle du chômage n'inclut que les personnes sans emploi qui se cherchent activement un emploi</i>	1.0870			
5	Durée moyenne du chômage à Montréal exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication du risque relatif de chômage prolongé que court la pop. de Montréal</i>	1.1516			
6	% de la pop. de Montréal qui est prestataire de la Sécurité du revenu apte au travail, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication du risque relatif de chômage de longue durée (12 mois et plus) que court la pop.</i>	1.4571			
7	% de la pop. de Montréal qui est prestataire de la Sécurité du revenu apte au travail depuis plus de 12 mois, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication du risque relatif de chômage de plus longue durée que court la pop. de Montréal</i>	1.4548			
8	Taux de licenciement à Montréal exprimé par rapport à celui du Québec. <i>Indication du risque relatif que courent les personnes en emploi à Montréal d'être licenciées et de devenir chômeurs</i>	0.9974			
9	% des personnes en emploi à Montréal ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication du risque relatif de devenir chômeur de longue durée que court la pop. en emploi à Montréal ; les personnes ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins ont une probabilité de devenir chômeur de longue durée nettement plus élevée que la moyenne</i>	0.8732			
10	% des personnes en emploi à Montréal ayant 45 ans et plus, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication du risque relatif de devenir chômeur de longue durée que court la pop. en emploi à Montréal ; les personnes ayant 45 ans ou plus ont une probabilité de devenir chômeur de longue durée nettement plus élevée</i>	0.9259			
11	Risque relatif de chômage, notamment de longue durée, que court la pop. de Montréal. <i>Moyenne des lignes 3 à 10</i>		1.14		
12	% de la pop. à risque de chômage localisée à Montréal. <i>Ligne 2 multipliée par la ligne 11 (ajusté pour totaliser à 100 %)</i>			27,71%	
13	Part du budget d'intervention allouée à Montréal pour l'aide aux personnes. <i>Ligne 1 multipliée par la ligne 12</i>				22,17%
AIDE AUX ENTREPRISES					
14	% du budget d'intervention consacrée à l'aide aux entreprises. <i>Ce pourcentage correspond à la proportion du budget consolidé des trois réseaux consacrée à ce type d'aide en 1997-98</i>			20%	
15	Proportion des entreprises localisées à Montréal		26,79%		
16	% des entreprises de Montréal comptant moins de 20 emplois, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Les petites entreprises courent un risque de contribuer au chômage par la rotation ou le licenciement de leur main-d'oeuvre nettement plus élevé</i>	0.9567			
17	% des entreprises de Montréal déclarant des besoins de formation, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Des besoins de formation non comblés font obstacle à la création d'emplois et à la réduction du chômage</i>	1.0118			
18	% des entreprises de Montréal déclarant des postes vacants, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Toutes choses égales par ailleurs, plus de postes vacants signifient moins d'emplois et plus de chômage</i>	1.0800			
19	Taux de licenciement à Montréal exprimé par rapport à celui du Québec. <i>Indication de l'importance relative des difficultés des entreprises à maintenir les emplois</i>	0.9974			
20	% des personnes en emploi à Montréal ayant une scolarité de niveau secondaire ou moins, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication de l'importance relative des difficultés d'adaptation que courent les entreprises de Montréal.</i>	0.8732			
21	% des personnes en emploi à Montréal ayant 45 ans et plus, exprimée par rapport à celle du Québec. <i>Indication de l'importance relative des difficultés d'adaptation que courent les entreprises de Montréal</i>	0.9259			
22	Risque relatif de contribuer au chômage des entreprises de Montréal. <i>Moyenne des lignes 16 à 21</i>		0.97		
23	% des entreprises à risque de chômage localisée à Montréal. <i>Ligne 15 multipliée par la ligne 22 (ajusté pour totaliser à 100 %)</i>			25,91%	
24	Part du budget d'intervention allouée à Montréal pour l'aide aux entreprises. <i>Ligne 14 multipliée par la ligne 23</i>				5,18%
PART DU BUDGET D'INTERVENTION ALLOUÉE À MONTRÉAL. Ligne 13 + ligne 24					27,35%

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Abitibi-Témiscamingue*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	898 585
-Aide financière	722 307
	1 620 892
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	74 018
-Aide financière	2 135 433
	2 209 451
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	55 304
-Aide financière	55 000
	110 304
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>3 940 647</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	79 099
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	11 121
-Aide financière	74 309
	85 430
Fonds de développement de l'emploi	
-Services à la clientèle et aide technique	31 560
-Aide financière	28 000
	59 560
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>224 089</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	235 721
Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	19 547
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>255 268</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>4 420 004</b>

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	4 080 834
Fonds fédéraux	6 564 780
<b>Sous-total</b>	<b>10 645 614</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	595 245
Achats de formation	1 661 305
<b>Sous-total</b>	<b>2 256 550</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>12 902 164</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>2 502 365</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>15 404 529</b>



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998  
Bas St-Laurent

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	902 508
-Aide financière	814 779
	1 717 287
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	59 581
-Aide financière	2 930 988
	2 990 569
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	55 697
-Aide financière	156 400
	212 097
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>4 919 953</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	77 105
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	246 032
	246 032
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>323 137</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	300 271
<b>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	66 710
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>366 981</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>5 610 071</b>

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	6 160 147
Fonds fédéraux	13 392 000
<b>Sous-total</b>	<b>19 552 147</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	544 750
Achats de formation	2 691 551
<b>Sous-total</b>	<b>3 236 301</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>22 788 448</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>3 334 697</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>26 123 145</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
Centre-du-Québec

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Axe des ressources humaines du Grand Montréal	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Fonds de l'intervention sectorielle	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Fonds de développement de l'emploi	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	4 772 955
Fonds fédéraux	10 275 229
Sous-total	15 048 184
Enveloppes dédiées	
SEMO	511 655
Achats de formation	2 155 659
Sous-total	2 667 314
Sous-total des aides financières	17 715 498
Services à la clientèle et aides techniques	2 190 972
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	19 906 470

Le budget 1997-1998 pour la région du Centre-du-Québec faisait partie du budget total de la région Mauricie, Bois-Francs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Chaudière-Appalaches*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	
Ententes spécifiques	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	5 957 861
Fonds fédéraux	13 683 197
Sous-total	19 641 058
Enveloppes dédiées	
SEMO	354 910
Achats de formation	3 385 327
Sous-total	3 740 237
Sous-total des aides financières	23 381 295
Services à la clientèle et aides techniques	3 462 872
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	26 844 168

Le budget 1997-1998 pour la région de Chaudière-Appalaches faisait partie du budget total de la région Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
Côte-Nord

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	1 127 921
-Aide financière	535 146
	1 663 067
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	55 082
-Aide financière	1 139 904
	1 194 986
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	26 922
-Aide financière	40 000
	66 922
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>2 924 975</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	6 969
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	3 969
	3 969
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>10 938</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	85 847
<b>Ententes spécifiques</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	75 741
	75 741
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>161 588</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>3 097 501</b>

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	2 423 317
Fonds fédéraux	5 311 178
<b>Sous-total</b>	<b>7 734 496</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	145 760
Achats de formation	1 156 001
<b>Sous-total</b>	<b>1 301 761</b>
Ententes spécifiques	22 620
<b>Sous-total</b>	<b>22 620</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>9 058 876</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>2 162 538</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>11 221 414</b>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998

*Estrie*Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	1 367 010
-Aide financière	1 003 958
	<u>2 370 968</u>
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	1 873 860
	<u>1 873 860</u>
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	36 509
-Aide financière	60 000
	<u>96 509</u>
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>4 341 337</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	67 808
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	183 810
	<u>183 810</u>
<b>Fonds de développement de l'emploi</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	92 593
	<u>92 593</u>
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>344 211</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	181 242
<b>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	3 000
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>184 242</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>4 869 790</b>

## BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	6 041 268
Fonds fédéraux	15 228 000
<b>Sous-total</b>	<b>21 269 268</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	636 285
Achats de formation	2 060 053
<b>Sous-total</b>	<b>2 696 338</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>23 965 606</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>3 091 892</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>27 057 498</b>

## SOURCE:

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction du budget et des opérations financières

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**  
**BUDGET 1997-1998**  
***Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine***

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	656 219
-Aide financière	560 936
	<u>1 217 155</u>
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	107 485
-Aide financière	1 516 155
	<u>1 623 640</u>
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	35 100
-Aide financière	108 012
	<u>143 112</u>
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>2 983 907</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	19 975
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	9 470
-Aide financière	165 825
	<u>175 295</u>
<b>Fonds de l'intervention sectorielle</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	20 890
-Aide financière	
	<u>20 890</u>
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>216 160</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	79 875
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>79 875</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>3 279 942</b>

BUDGET 1998-1999	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	7 063 660
Fonds fédéraux	12 420 000
<b>Sous-total</b>	<b>19 483 660</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	247 280
PAIE	1 000 000
Achats de formation	1 516 155
<b>Sous-total</b>	<b>2 763 435</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>22 247 095</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>2 208 741</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>24 455 837</b>

**SOURCE:**

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
 Direction du budget et des opérations financières

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Lanaudière*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	
Ententes spécifiques	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	7 401 315
Fonds fédéraux	12 055 395
Sous-total	19 456 710
Enveloppes dédiées	
SEMO	278 795
Achats de formation	2 120 144
Sous-total	2 398 939
Sous-total des aides financières	21 855 649
Services à la clientèle et aides techniques	3 577 005
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	25 432 654

Le budget 1997-1998 pour la région de Lanaudière faisait partie du budget total de la région Laval, Laurentides, Lanaudière.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998

**Laurentides**Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
<b>Ententes spécifiques</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	

## BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	9 058 325
Fonds fédéraux	14 187 261
<b>Sous-total</b>	<b>23 245 586</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	568 930
Achats de formation	2 893 241
<b>Sous-total</b>	<b>3 462 171</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>26 707 757</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>4 664 803</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>31 372 560</b>

Le budget 1997-1998 pour la région des Laurentides faisait partie du budget total de la région Laval, Laurentides, Lanaudière.

## SOURCE:

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction du budget et des opérations financières



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Laval*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	
Ententes spécifiques	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1998-1999	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	7 015 227
Fonds fédéraux	9 736 081
Sous-total	16 751 309
Enveloppes dédiées	
SEMO	296 925
Achats de formation	1 834 926
Sous-total	2 131 851
Sous-total des aides financières	18 883 159
Services à la clientèle et aides techniques	2 862 153
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	21 745 312

Le budget 1997-1998 pour la région de Laval faisait partie du budget total de la région Laval, Laurentides, Lanaudière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Laval, Laurentides, Lanaudière*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	2 177 980
-Aide financière	4 430 546
	6 608 526
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	239 842
-Aide financière	8 210 215
	8 450 057
Axe des ressources humaines du Grand Montréal	
-Services à la clientèle et aide technique	111 278
-Aide financière	589 200
	700 478
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	162 131
-Aide financière	270 000
	432 131
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	16 191 192

ENVELOPPES CENTRALES	
Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés (PATA)	
-Services à la clientèle et aide technique	105 101
-Aide financière	
	105 101
Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)	
-Services à la clientèle et aide technique	15 505
-Aide financière	
	15 505
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	72 662
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	118 970
	118 970
Fonds de l'intervention sectorielle	
-Services à la clientèle et aide technique	32 030
-Aide financière	
	32 030
Fonds de développement de l'emploi	
-Services à la clientèle et aide technique	26 515
-Aide financière	182 400
	208 915
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	553 183

ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	309 383
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	309 383

TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	17 053 758
-------------------------------------	------------

BUDGET 1998-1999  
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	
Fonds fédéraux	
Sous-total	
Enveloppes dédiées	
SEMO	
Achats de formation	
Sous-total	
Sous-total des aides financières	
Services à la clientèle et aides techniques	
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

Le budget 1998-1999 est décomposé en trois régions administratives. Voir les fiches 1998-1999 Laval, Laurentides et Lanaudière

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Mauricie, Bois-Francs*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	1 480 127
-Aide financière	1 894 615
	3 374 742
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	84 013
-Aide financière	4 705 221
	4 789 234
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	87 888
-Aide financière	164 000
	251 888
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	8 415 864
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	119 375
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	5 821
-Aide financière	121 500
	127 321
Fonds de développement de l'emploi	
-Services à la clientèle et aide technique	6 467
-Aide financière	20 475
	26 942
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	273 638
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	27 333
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	27 333
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	8 716 835

BUDGET 1998-1999  
Mauricie

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	6 651 968
Fonds fédéraux	14 472 000
Sous-total	21 123 968
Enveloppes dédiées	
SEMO	531 420
Achats de formation	2 446 945
Sous-total	2 978 365
Sous-total des aides financières	24 102 333
Services à la clientèle et aides techniques	3 599 753
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	27 702 086

Le budget 1998-1999 comprend seulement la région de la Mauricie, pour la région des Bois-Francs, voir la fiche 1998-1999 Centre-du-Québec.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998

**Montréal**Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	2 322 279
-Aide financière	4 740 572
	7 062 851
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	413 892
-Aide financière	7 510 626
	7 924 518
<b>Axe des ressources humaines du Grand Montréal</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	145 860
-Aide financière	589 200
	735 060
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	83 710
-Aide financière	236 773
	320 483
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>16 042 912</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	33 772
-Aide financière	
	33 772
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	396 757
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	15 357
-Aide financière	114 640
	129 997
<b>Fonds de l'intervention sectorielle</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	5 709
-Aide financière	
	5 709
<b>Fonds de développement de l'emploi</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	10 153
-Aide financière	27 000
	37 153
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>603 388</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	291 722
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>291 722</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>16 938 022</b>

## BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	20 735 684
Fonds fédéraux	43 252 821
<b>Sous-total</b>	<b>63 988 505</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	1 317 805
Achats de formation	6 584 393
<b>Sous-total</b>	<b>7 902 198</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>71 890 703</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>11 615 520</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>83 506 224</b>

## SOURCE:

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction du budget et des opérations financières

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998

**Montréal**Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	2 944 791
-Aide financière	6 483 284
	9 428 075
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	172 114
-Aide financière	12 103 037
	12 275 151
<b>Axe des ressources humaines du Grand Montréal</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	235 989
-Aide financière	6 506 347
	6 742 336
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	99 084
-Aide financière	302 165
	401 249
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>28 846 811</b>

<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	15 468
-Aide financière	
	15 468
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	160 546
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	6 535
-Aide financière	8 000
	14 535
<b>Fonds de l'intervention sectorielle</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	96 434
-Aide financière	
	96 434
<b>Fonds de développement de l'emploi</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	269 882
	269 882
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>556 865</b>

<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	270 358
<b>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	50 147
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>320 505</b>

<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>29 724 181</b>
--	-------------------

## BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	48 784 114
Fonds fédéraux	79 679 193
<b>Sous-total</b>	<b>128 463 308</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	4 896 180
CDEC et FAIM	5 100 000
Achats de formation	11 136 986
<b>Sous-total</b>	<b>21 133 166</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>149 596 474</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>23 292 972</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>172 889 446</b>

## SOURCE:

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction du budget et des opérations financières

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
Nord-du-Québec

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	
Ententes spécifiques	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1997-1998	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	650 000
Fonds fédéraux	1 200 000
Sous-total	1 850 000
Ententes spécifiques	1 656 000
Sous-total	1 656 000
Sous-total des aides financières	3 506 000
Services à la clientèle et aides techniques	447 150
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	3 953 150

Le budget 1997-1998 pour la région du Nord-du-québec faisait partie du budget total de la région Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Outaouais*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	1 056 838
-Aide financière	1 260 663
	2 317 501
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	112 357
-Aide financière	2 339 851
	2 452 208
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	16 225
-Aide financière	38 445
	54 670
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	4 824 379
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	65 746
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	7 840
	7 840
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	73 586
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	165 979
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	165 979
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5 063 944

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	7 111 867
Fonds fédéraux	12 675 509
Sous-total	19 787 376
Enveloppes dédiées	
SEMO	701 190
Achats de formation	2 190 723
Sous-total	2 891 913
Sous-total des aides financières	22 679 289
Services à la clientèle et aides techniques	3 807 184
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	26 486 474

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BUDGET 1997-1998

Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	2 566 153
-Aide financière	4 371 272
	6 937 425
Achats de formation	
-Services à la clientèle et aide technique	186 368
-Aide financière	8 684 623
	8 870 991
Jeunes volontaires	
-Services à la clientèle et aide technique	111 768
-Aide financière	320 000
	431 768
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	16 240 184
ENVELOPPES CENTRALES	
Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)	
-Services à la clientèle et aide technique	1 660
-Aide financière	
	1 660
Régime d'apprentissage	
-Services à la clientèle et aide technique	187 045
Fonds de stabilisation	
-Services à la clientèle et aide technique	60 876
-Aide financière	183 941
	244 817
Fonds de développement de l'emploi	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	548 669
	548 669
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	982 191
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
-Services à la clientèle et aide technique	279 086
Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre	
-Services à la clientèle et aide technique	139 644
Ententes spécifiques	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	1 781 448
	1 781 448
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	2 200 178
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	19 422 553

BUDGET 1998-1999

Québec

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes globales	
Fonds du Québec	14 006 742
Fonds fédéraux	24 549 355
Sous-total	38 556 097
Enveloppes dédiées	
SEMO	1 081 945
Achats de formation	4 942 832
Sous-total	6 024 777
Sous-total des aides financières	44 580 874
Services à la clientèle et aides techniques	7 309 578
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	51 890 452

Le budget 1998-1999 comprend seulement la région de Québec, pour les régions de Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec, voir les fiches 1998-1999 correspondantes.



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Saguenay, Lac St-Jean*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	1 056 235
-Aide financière	1 209 997
	2 266 232
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	114 108
-Aide financière	2 452 534
	2 566 642
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	13 470
-Aide financière	30 000
	43 470
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<b>4 876 344</b>
<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	71 003
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	56 225
-Aide financière	205 000
	261 225
<b>Fonds de développement de l'emploi</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	
-Aide financière	469 250
	469 250
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<b>801 478</b>
<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	117 127
<b>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	83 055
<b>Ententes spécifiques</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	65 536
-Aide financière	665 868
	731 404
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<b>931 586</b>
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>6 609 408</b>

**BUDGET 1998-1999**

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>Aides financières</b>	
<b>Enveloppes globales</b>	
Fonds du Québec	7 067 815
Fonds fédéraux	14 694 000
<b>Sous-total</b>	<b>21 761 815</b>
<b>Enveloppes dédiées</b>	
SEMO	488 060
Achats de formation	2 669 758
<b>Sous-total</b>	<b>3 157 818</b>
<b>Sous-total des aides financières</b>	<b>24 919 633</b>
<b>Services à la clientèle et aides techniques</b>	<b>4 320 189</b>
<b>TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>29 239 822</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999  
BUDGET 1997-1998  
*Autres budgets régionaux*

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
ENVELOPPES RÉGIONALES	
Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre	
Achats de formation	
Jeunes volontaires	
TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES	
ENVELOPPES CENTRALES	
Régime d'apprentissage	
Fonds de stabilisation	
Fonds de l'intervention sectorielle	
Fonds de développement de l'emploi	
TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES	
ENVELOPPES MIXTES	
Services d'information sur le marché du travail	
TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES	
TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	

BUDGET 1998-1999

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
Aides financières	
Enveloppes dédiées	
SEMO	135 265
Achats de formation (Soutien financier)	52 000 000 (1)
Sous-total	52 135 265
Budget inter-régional	
Québec, Chaudière-Appalaches	
Achats de formation	375 000
Soutien financier	375 000
Autres mesures	750 000
	1 500 000
Table métropolitaine	
Montréal	
Achats de formation	4 625 000
Soutien financier	4 625 000
Autres mesures	10 750 000
	20 000 000
Sous-total	73 635 265
Sous-total des aides financières	125 770 530
Services à la clientèle et aides techniques (2)	
	16 387 413
TOTAL: ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
	142 157 943

(1) Ce budget est imputé centralement en fonction des dépenses réelles versées aux participants de toutes les régions du Québec.

(2) Ce budget est composé en grande partie de bénéfices marginaux payés centralement pour l'ensemble des salariés des régions imputables aux services à la clientèle et aides techniques.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 8

Titre

Programme SPRINT

a)

ventilation du budget total pour 1996-1997 et 1997-1998;

b)

nombre de demandes ;

c)

type d'établissements d'enseignement ;

d)

principaux motifs de refus selon la région et le sexe ;

e)

durée moyenne de traitement des demandes ;

f)

montant moyen des subventions ou prêts selon le sexe et la région.

Subventions et prêts individuels aux travailleurs et travailleuses (SPRINT)

	Budget Provincial	Remboursement du fédéral	Budget Total
a) Budget 1996-1997	16 000 000 \$	3 800 000 \$	19 800 000 \$
Budget 1997-1998	16 000 000 \$	4 500 000 \$	20 500 000 \$

b)

Le nombre d'adhésions au programme SPRINT est de 3 389 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998. À noter qu'une demande d'adhésion au cours de l'exercice n'équivaut pas nécessairement à un participant pendant l'année financière. En effet, un demandeur peut être refusé ou admis et, parmi les admis, un certain nombre débiteront une formation au cours de l'année qui suit la date de leur admission.

c)

Voir le tableau 1 ci-joint. Il détaille les nouveaux participants (1997-1998) par région et par type d'établissement.

d)

Voir tableau 2 ci-joint.

e)

Le délai moyen entre la date de réception d'une demande au Centre de gestion SPRINT et la réponse d'une acceptation ou d'un refus est de 15 jours.

f)

Voir le tableau 3 ci-joint.

Les tableaux 4 à 6 sont des compléments d'information reliés à la question 6.

Tableau 1

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES  
(SPRINT)

NOMBRE DE PARTICIPANTS EN 1997-1998 PAR RÉGION, SEXE OU TYPE D'ÉTABLISSEMENT.							
RÉGION	HOMME	FEMME	SECONDAIRE		COLLÉGIAL		TOTAL
			PRIVÉ	PUBLIC	PRIVÉ	PUBLIC	
BAS ST-LAURENT	4	12	0	2	1	13	16
SAGUENAY /LAC ST-JEAN	17	8	0	5	16	4	25
QUÉBEC	257	216	1	35	107	330	473
MAURICIE/BOIS-FRANCS	35	34	0	31	13	25	69
ESTRIE	20	36	0	15	10	31	56
MONTREAL	146	111	5	27	125	100	257
OUTAOUAIS	12	10	0	3	10	9	22
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	1	2	1	0	1	1	3
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	4	2	0	2	1	3	6
CHAUDIÈRE-APPALACHES	85	78	0	36	30	97	163
LAVAL	34	30	1	9	28	26	64
LANAUDIÈRE	29	31	0	10	21	29	60
LAURENTIDES	44	33	1	24	31	21	77
MONTÉRÉGIE	163	179	1	33	121	187	342
TOTAL	851	782	10	232	515	876	1633

Le total des participants de ce tableau (1633) correspond au total des participants au 28 février 1998 pour l'exercice financier 1997-1998.

Tableau 2

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES (SPRINT)

PRINCIPAUX MOTIFS DE REFUS SELON LA RÉGION ET LE SEXE																		
	Non solvable			Inactivité sur le marché du travail			Formation non admissible			sans année de référence			Adhésion après le début de la formation ou non résident au Québec			TOTAL		
	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL
BAS ST-LAURENT	5	4	9	5	2	7	2	2	4	0	0	0	0	0	0	12	8	20
SAGUENAY /LAC ST-JEAN	16	4	20	20	2	22	1	0	1	1	0	1	2	0	2	40	6	46
QUÉBEC	127	85	212	164	105	269	22	18	40	17	5	22	3	3	6	333	216	549
MAURICIE/BOIS-FRANCS	15	12	27	15	17	32	3	7	10	0	1	1	1	0	1	34	37	71
ESTRIE	7	6	13	10	12	22	3	3	6	0	0	0	1	2	3	21	23	44
MONTREAL	78	30	108	100	40	140	16	4	20	5	2	7	3	1	4	202	77	279
OUTAOUAIS	12	4	16	7	4	11	5	0	5	2	2	4	1	1	2	27	11	38
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	0	4	4	2	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	2	10
CÔTE-NORD	2	1	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	4
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	2
CHAUDIÈRE-APPALACHES	27	18	45	30	28	58	5	6	11	4	3	7	1	0	1	67	55	122
LAVAL	20	9	29	17	11	28	4	2	6	1	1	2	1	0	1	43	23	66
LANAUDIÈRE	12	5	17	9	9	18	1	1	2	0	0	0	0	1	1	22	16	38
LAURENTIDES	21	10	31	13	13	26	4	4	8	0	0	0	1	0	1	39	27	66
MONTÉRÉGIE	51	38	89	51	62	113	8	5	13	4	3	7	1	1	2	115	109	224
TOTAL	397	226	623	446	308	754	75	52	127	34	17	51	15	9	24	967	612	1579

Il y a eu, en 1997-1998, 973 personnes refusées à la mesure SPRINT pour un total de 1579 motifs de refus. Il est à noter qu'une personne peut être refusée pour plus d'un motif.

Tableau 3

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES  
(SPRINT)

MONTANT MOYEN DES SUBVENTIONS ET DES PRÊTS ACCORDÉS SELON LE SEXE ET LA RÉGION											
	Subvention moyenne				Prêt moyen				Aide financière totale moyenne		
	HOMME	FEMME	TOTAL		HOMME	FEMME	TOTAL		HOMME	FEMME	TOTAL
BAS ST-LAURENT	1 096 \$	2 612 \$	2 233 \$		2 265 \$	3 438 \$	3 145 \$		3 361 \$	6 050 \$	5 378 \$
SAGUENAY /LAC ST-JEAN	2 795 \$	2 185 \$	2 600 \$		5 268 \$	3 304 \$	4 640 \$		8 063 \$	5 490 \$	7 240 \$
QUÉBEC	4 234 \$	3 364 \$	3 836 \$		6 289 \$	4 643 \$	5 537 \$		10 523 \$	8 006 \$	9 374 \$
MAURICIE/BOIS-FRANCS	5 593 \$	4 030 \$	4 823 \$		6 272 \$	3 732 \$	5 020 \$		11 865 \$	7 762 \$	9 843 \$
ESTRIE	5 323 \$	4 476 \$	4 778 \$		7 264 \$	3 951 \$	5 134 \$		12 587 \$	8 427 \$	9 913 \$
MONTREAL	5 339 \$	4 643 \$	5 038 \$		7 635 \$	5 522 \$	6 723 \$		12 974 \$	10 165 \$	11 761 \$
OUTAOUAIS	7 453 \$	5 910 \$	6 752 \$		9 219 \$	6 534 \$	7 998 \$		16 671 \$	12 444 \$	14 750 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$
CÔTE-NORD	8 686 \$	7 479 \$	7 881 \$		9 664 \$	7 694 \$	8 351 \$		18 350 \$	15 173 \$	16 232 \$
NORD-DU-QUÉBEC	0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$		0 \$	0 \$	0 \$
GASPÉSIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	741 \$	6 072 \$	2 518 \$		1 285 \$	5 041 \$	2 537 \$		2 026 \$	11 112 \$	5 055 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	4 339 \$	3 618 \$	3 994 \$		6 429 \$	4 079 \$	5 304 \$		10 768 \$	7 697 \$	9 298 \$
LAVAL	5 271 \$	5 646 \$	5 446 \$		7 574 \$	6 698 \$	7 163 \$		12 844 \$	12 344 \$	12 610 \$
LANAUDIÈRE	5 926 \$	4 624 \$	5 254 \$		8 293 \$	4 431 \$	6 298 \$		14 219 \$	9 055 \$	11 551 \$
LAURENTIDES	5 426 \$	4 877 \$	5 190 \$		6 844 \$	6 837 \$	6 841 \$		12 270 \$	11 713 \$	12 031 \$
MONTÉRÉGIE	4 942 \$	4 295 \$	4 603 \$		7 276 \$	4 439 \$	5 791 \$		12 218 \$	8 734 \$	10 394 \$
MOYENNE GÉNÉRALE	4 802 \$	4 092 \$	4 462 \$		6 876 \$	4 757 \$	5 861 \$		11 678 \$	8 849 \$	10 323 \$

Tableau 4

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES (SPRINT)

NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR GROUPE D'AGE, SEXE ET NIVEAU DE SCOLARITÉ												
GROUPES D'AGE	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Primaire et Secondaire	Collégial	Universitaire	TOTAL	Primaire et Secondaire	Collégial	Universitaire	TOTAL	Secondaire	Collégial	Universitaire	TOTAL
25 ANS ET MOINS	26	11	3	40	24	7	1	32	50	18	4	72
26 À 30 ANS	84	79	37	200	58	56	33	147	142	135	70	347
31 À 35 ANS	74	74	64	212	103	65	39	207	177	139	103	419
36 À 40 ANS	57	70	54	181	91	55	38	184	148	125	92	365
41 À 45 ANS	45	38	29	112	88	30	18	136	133	68	47	248
PLUS DE 45 ANS	37	25	44	106	44	22	10	76	81	47	54	182
TOTAL	323	297	231	851	408	235	139	782	731	532	370	1633

Le total des participants de ce tableau (1633) est établi en date du 28 février 1998

Tableau 5

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES  
(SPRINT)

NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR RÉGION, PAR SEXE ET QUI RETIRENT OU NON DE L'ASSURANCE-EMPLOI (A.E.)										
	HOMMES			FEMMES			TOTAL			
	AVEC A.E.	SANS A.E.	TOTAL	AVEC A.E.	SANS A.E.	TOTAL	AVEC A.E.	SANS A.E.	TOTAL	TOTAL
BAS ST-LAURENT	2	2	4	5	7	12	7	9	16	
SAGUENAY /LAC ST-JEAN	11	6	17	5	3	8	16	9	25	
QUÉBEC	111	146	257	105	111	216	216	257	473	
MAURICIE/BOIS-FRANCS	4	31	35	4	30	34	8	61	69	
ESTRIE	5	15	20	4	32	36	9	47	56	
MONTREAL	40	106	146	28	83	111	68	189	257	
OUTAOUAIS	1	11	12	1	9	10	2	20	22	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CÔTE-NORD	0	1	1	0	2	2	0	3	3	
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GASPÉSIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	3	1	4	0	2	2	3	3	6	
CHAUDIÈRE-APPALACHES	36	49	85	22	56	78	58	105	163	
LAVAL	9	25	34	7	23	30	16	48	64	
LANAUDIÈRE	8	21	29	3	28	31	11	49	60	
LAURENTIDES	10	34	44	11	22	33	21	56	77	
MONTÉRÉGIE	62	101	163	29	150	179	91	251	342	
TOTAL	302	549	851	224	558	782	526	1107	1633	

Le total des participants de ce tableau (1 633) correspond au total des participants au 28 février 1998 pour l'exercice 1997-1998



Tableau 6

ÉTUDES DES CRÉDITS

PROGRAMME SUBVENTIONS ET PRÊTS INDIVIDUELS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES  
(SPRINT)

SITUATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LA RÉGION ET LE SEXE																		
	En emploi			Prestataire de l'assurance-emploi			Prestataire de de la sécurité du revenu			Bénéficiaire de CSST ou SAAQ ou Assurance salaire privé			Retraite ou préretraite (16) ou Sans emploi dont les revenus n'ont pas été précisés			TOTAL		
	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL	Homme	Femme	TOTAL
BAS ST-LAURENT	1	7	8	2	3	5	0	0	0	0	0	0	1	2	3	4	12	16
SAGUENAY /LAC ST-JEAN	7	1	8	7	2	9	0	1	1	1	0	1	2	4	6	17	8	25
QUÉBEC	111	90	201	96	98	194	2	3	5	3	1	4	45	24	69	257	216	473
MAURICIE/BOIS-FRANCS	24	24	48	8	5	13	1	0	1	0	1	1	2	4	6	35	34	69
ESTRIE	11	31	42	3	4	7	1	1	2	0	0	0	5	0	5	20	36	56
MONTREAL	74	62	136	43	32	75	3	0	3	0	1	1	26	16	42	146	111	257
OUTAOUAIS	11	6	17	0	2	2	0	0	0	0	1	1	1	1	2	12	10	22
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	1	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE/ILES-DE-LA-MADELEINE	1	2	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	2	4	2	6
CHAUDIÈRE-APPALACHES	37	43	80	37	23	60	0	0	0	0	1	1	11	11	22	85	78	163
LAVAL	24	19	43	9	10	19	0	0	0	0	0	0	1	1	2	34	30	64
ILANAUDIÈRE	20	24	44	6	5	11	0	0	0	0	1	1	3	1	4	29	31	60
LAURENTIDES	22	14	36	12	11	23	0	0	0	3	0	3	7	8	15	44	33	77
MONTÉRÉGIE	74	114	188	56	40	96	0	0	0	3	0	3	30	25	55	163	179	342
TOTAL	418	439	857	280	235	515	7	5	12	10	6	16	136	97	233	851	782	1633

Selon la situation sur le marché du travail déclaré par les participants lors de leurs demandes d'adhésion. Il est à noter que la situation relative aux prestations d'assurance-emploi peut être différente lors du début de la formation. En effet, le tableau 5 met en perspective la situation pendant la formation.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 9

### Titre

Liste et description des programmes et des mesures de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM), à ce jour.

### LE FONDS RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

En mars 1997, par sa décision # 97-078, le gouvernement du Québec a autorisé la SQDM à regrouper la majeure partie de ses mesures à l'intérieur du *Fonds régional de développement de la main-d'œuvre*. Les mesures d'aide technique et financières pour ce Fonds sont établies en fonction des priorités régionales et des objectifs de résultats inscrits au plan d'action régional arrêté dans le cadre de la politique active du marché du travail (PAMT). Ces mesures sont regroupées selon les cinq axes de la PAMT, soit :

- 1) *préparation à l'emploi* : ces mesures répondent aux besoins des clientèles en matière d'orientation, de counselling, de développement de l'employabilité, d'évaluation et de reconnaissance des compétences, d'information scolaire et professionnelle ainsi qu'en matière d'aide à la formation générale, professionnelle et technique ;
- 2) *insertion en emploi* : ces mesures viennent supporter les individus rencontrant des obstacles à l'emploi afin d'augmenter les offres d'embauche en leur faveur ;
- 3) *maintien en emploi* : des aides financières, techniques et conseil sont offertes afin de soutenir l'effort d'adaptation des entreprises et de la main-d'œuvre et peuvent porter sur la gestion des ressources humaines, sur l'organisation du travail, dont l'aménagement et la réduction du temps de travail, et sur la mise en place de comités d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO) dans les entreprises ;
- 4) *stabilisation de l'emploi* : des aides financières, techniques et conseil sont utilisées pour allonger de manière récurrente la durée d'emploi dans les secteurs soumis aux fluctuations saisonnières ainsi que pour le travail à temps partiel ou précaire ;
- 5) *création d'emploi* : des aides financières, techniques et conseil sont offertes afin de soutenir les initiatives de mobilisation et de concertation en faveur de la création d'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec  
1998-03-31

**PATA**

Mesure offerte aux travailleurs âgés de 55 ans et plus victimes d'un licenciement collectif et qui se traduit par le versement de prestations mensuelles compensatoires. Le financement de cette mesure est partagé entre Québec (30%) et le gouvernement fédéral (70%).

Cette mesure a été abolie le 31 mars 1997 suite à la décision unilatérale du gouvernement fédéral de mettre fin à sa participation financière selon l'entente PATA Canada-Québec à cet effet. En conséquence, depuis le premier avril 1997, ce programme n'est plus accessible aux travailleurs. Cependant, les dossiers des travailleurs admissibles au 31 mars 1997 ont été traités en 1997-1998.

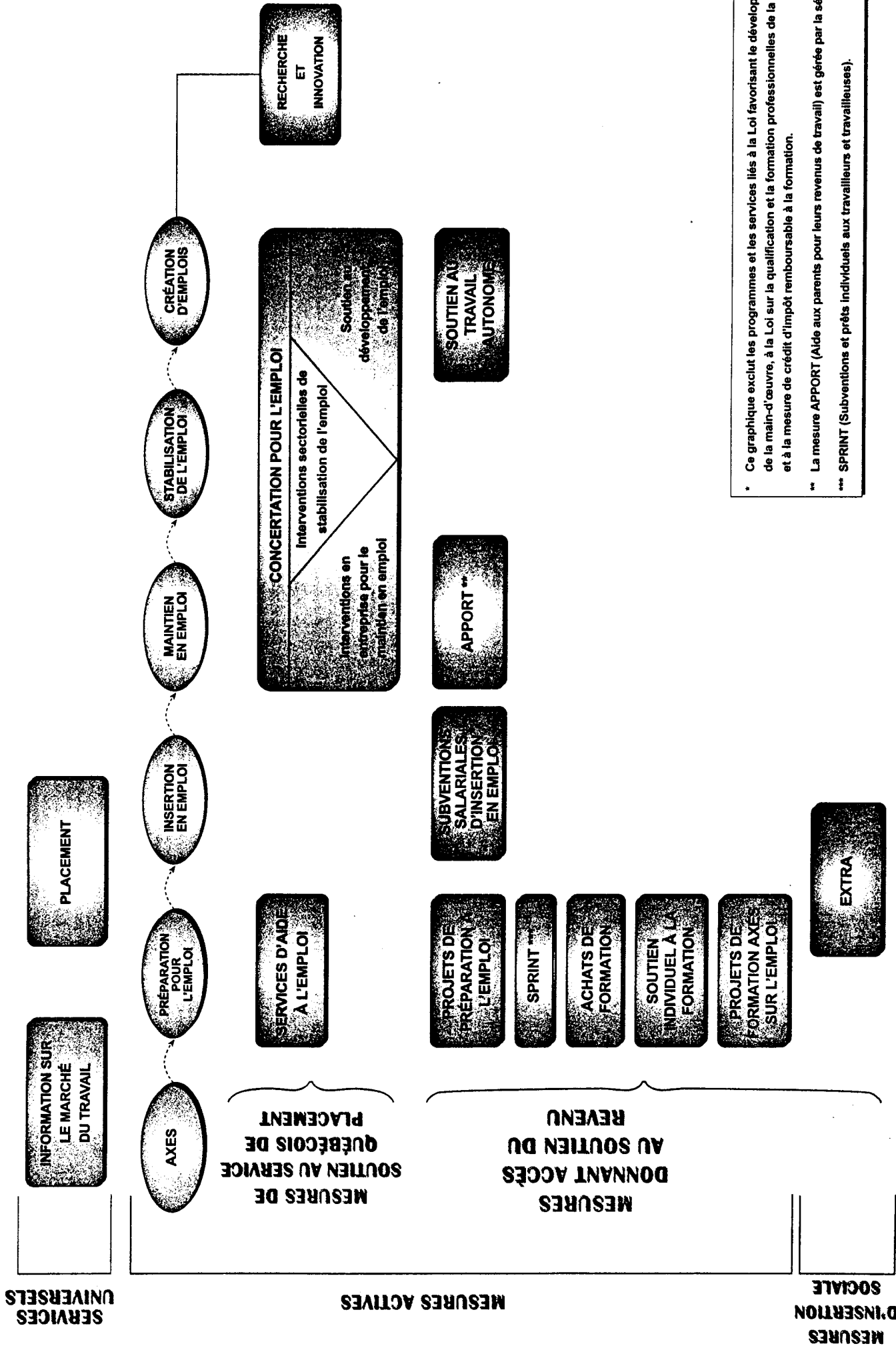
**SPRINT (Subventions et prêts individuels aux travailleurs et travailleuses)**

Programme offrant une aide financière aux personnes actives sur le marché du travail depuis plus de six ans et qui veulent entreprendre ou terminer une formation à temps plein.

**LE FONDS DE STABILISATION, DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET D'INTERVENTIONS SECTORIELLES**

Ce Fonds, administré centralement, est utilisé comme instrument de stabilisation et de développement de l'emploi. Il permet aussi l'intervention auprès de secteurs d'activités et de clientèles désignées prioritaires sur le plan national.

# REGROUPEMENT DES MESURES ET DES SERVICES D'EMPLOI-QUÉBEC LIÉS À LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ ET INSTITUANT LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL\*



\* Ce graphique exclut les programmes et les services liés à la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre, à la Loi sur la qualification et la formation professionnelles de la main-d'œuvre et à la mesure de crédit d'impôt remboursable à la formation.

\*\* La mesure APPORT (Aide aux parents pour leurs revenus de travail) est gérée par la sécurité du revenu.

\*\*\* SPRINT (Subventions et prêts individuels aux travailleurs et travailleuses).

MESURES DE FORMATION DE L'AXE «PRÉPARATION POUR L'EMPLOI»						
CARACTÉRISTIQUES	SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI	PROJETS DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	ACHATS DE FORMATION	SPRINT	SOUTIEN INDIVIDUEL À LA FORMATION	PROJETS DE FORMATION AXÉS SUR L'EMPLOI
1. Objectif	<p>Aider les personnes en démarche de recherche d'emploi à préciser leurs besoins en matière d'emploi ou de formation;</p> <p>Fournir les outils et les moyens aux personnes en démarche de recherche d'emploi par l'offre de services périphériques au placement ou d'aide-conseil à la recherche d'emploi;</p> <p>Offrir de l'aide-conseil aux entreprises et organismes dans leur recherche de main-d'oeuvre qualifiée.</p>	<p>Permettre à des personnes défavorisées au plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi.</p>	<p>Développer ou améliorer les compétences nécessaires des participants en vue de faciliter leur intégration au marché du travail par de l'achat de formation (principalement en achat de groupe).</p>	<p>Permettre à des personnes actives sur le marché du travail de compléter une formation menant à l'obtention d'une sanction d'études officielle offrant de bonnes perspectives d'emploi, en empêchant que la perte de revenu que pourrait encourir le participant soit un obstacle à ce cheminement.</p>	<p>Aider les individus à acquérir les compétences nécessaires à leur intégration ou réintégration au marché du travail par une formation adéquate.</p>	<p>Permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'intégration à l'emploi par une combinaison de formation et de stages de travail assurant un encadrement adapté aux besoins individuels.</p>
2. Mesures remplacées	<p>Une partie des activités actuelles des services d'aide à l'emploi de DRHC; une partie de RADE; une partie de FRAIE; une partie du volet individu du FRDMO</p>	<p>Activités de préparation à l'emploi de longue durée; activités réalisées dans le cadre du programme OPFD de DRHC; SEMO; partie de RADE; Projets Jeunes volontaires; certaines activités réalisées dans le cadre d'EXTRA; entreprises d'insertion; certaines activités réalisées dans le cadre des services d'aide à l'emploi et des projets de formation; certaines activités réalisées par le biais des CDEC; certaines activités réalisées dans le cadre des FRDMO; du FAIM et du FAQDM.</p>	<p>NSP</p>	<p>NSP</p>	<p>Rattrapage scolaire (MES), REPS (MES), Étudiants indépendants (DRHC), RADE-volet francisation et formation individuelle (MES), FRDMO-volet individu (SQDM).</p>	<p>Projets de formation (DRHC), FRAIE (MES), l'aide au développement des compétences du FRDMO (SQDM), RADE (MES).</p>
3. Clientèle visée	<p>Participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires de la sécurité du revenu, personnes sans emploi et sans soutien financier; tout autre individu ayant besoin de services d'aide à l'emploi (personne en emploi ou aux études).</p> <p>Entreprises privées dont la masse salariale n'excède pas 500,000\$ ainsi que tout autre groupe et organisme.</p>	<p>Participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires de la sécurité du revenu et, personnes sans emploi et sans soutien financier.</p> <p>Les individus participant à cette mesure doivent avoir été identifiés au plan de l'emploi dans le cadre du processus de détermination des besoins et de counselling</p>	<p>Participants admissibles à l'assurance-emploi.</p>	<p>Travailleurs en emploi, travailleurs autonomes, participants admissibles à l'assurance-emploi, récents PSR, femmes temporairement absentes du marché du travail, personnes sans emploi et sans soutien financier depuis peu</p>	<p>Participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires de la sécurité du revenu, personnes sans emploi et sans soutien financier.</p>	<p>Participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires de la sécurité du revenu, personnes sans emploi et sans soutien financier.</p>

MESURES DE FORMATION DE L'AXE «PRÉPARATION POUR L'EMPLOI»						
CARACTÉRISTIQUES	SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI	PROJETS DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	ACHATS DE FORMATION	SPRINT	SOUTIEN INDIVIDUEL À LA FORMATION	PROJETS DE FORMATION AXÉS SUR L'EMPLOI
4. Critères d'admissibilité	Les services ou activité peuvent s'inscrire ou non à l'intérieur d'un Parcours individualisé vers l'insertion, la formation et l'emploi. Lorsqu'un client est rélééré par Emploi-Québec à l'un de ces services ou activités, ou que des frais sont payés à un participant, ces services ou activités s'inscrivent à l'intérieur d'un Parcours individualisé.  Les activités et services sont offerts en complément à ceux du Centre local d'emploi (CLE).	Tout intervenant externe qui offre ses services dans le cadre de cette mesure doit :  offrir plusieurs des services ou des activités de façon intégrée et conforme à un plan d'intervention global et structuré;  favoriser une approche de groupe à l'intérieur de son intervention;  de façon générale, offrir des activités de stage pratique;  offrir des services de soutien et de suivi pendant au moins douze semaines aux participants qui ont complété leurs activités, que ces derniers soient en emploi ou non.	Généralement, avoir quitté les études régulières depuis au moins 24 mois.  Avoir un Parcours individualisé référant à l'Achat de formation.	Être solvable.  Avoir été actif sur le marché du travail pendant les 6 dernières années.  Exception : pour les participants admissibles à l'assurance-emploi, il faut avoir été actif au moins 4 ans sur le marché du travail au cours des 6 années précédentes.	Généralement, avoir quitté les études régulières depuis au moins 24 mois.  Avoir un Parcours individualisé référant à la mesure de Soutien individuel à la formation.  La pertinence de participer doit avoir été établie en fonction des besoins du participant et du marché du travail.  Avoir un Parcours individualisé référant à la mesure des Projets de formation.	Projets planifiés et développés en concertation avec les partenaires, attirés aux besoins du marché du travail et comportant un objectif défini d'intégration en emploi.
5. Activités admissibles	Sessions d'information sur le marché du travail; services d'orientation professionnelle; activités d'aide à la recherche d'emploi( notamment l'approche club de recherche d'emploi); activités d'aide au placement dont Motivation; évaluation psychosociale; détermination des besoins et accompagnement; services d'aide à l'emploi spécialisés et complémentaires; services d'aide au recrutement pour les entreprises en fonction des besoins locaux identifiés.	Mise à niveau, formation d'appoint ou actualisation des compétences; évaluation psychosociale; acquisition et développement de compétences personnelles, relationnelles et sociales liées à l'emploi; sessions d'information sur le marché du travail; services d'orientation professionnelle; activités d'aide à la recherche d'emploi; activités d'aide au placement; stages en entreprise; activités de production en milieu de travail.	Formation professionnelle, technique, générale, intégration socio-professionnelle (SIS).  Formation menant à une certification du MEQ, ou non.  Formation normée ou sur mesure.  Formation préparatoire à l'emploi (FPE).  Cours de langue aux migrants.	Formation professionnelle et technique.  Programme reconnu par le MEQ et formation, menant à une sanction d'études officielle offrant de bonnes perspectives d'emploi.	La formation peut être générale, professionnelle, technique et, dans certains cas, universitaire.  Elle peut comprendre de l'alphabétisation fonctionnelle et de la francisation.  Modes de formation adaptés (ex. : alternance travail-études, formation à distance, etc.)	Le projet peut comprendre les activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>formation hors des lieux de travail (générale et/ou professionnelle) menant ou non à un diplôme ;</li><li>formation sur les lieux de travail ;</li><li>stages en milieu de travail ;</li><li>activités d'appoint, d'accompagnement et d'intégration en emploi.</li></ul>
6. Durée maximale	Exercice 1998-1999, ententes ne dépasseront pas 52 semaines et pourront être renouvelées. Pour les années financières subséquentes, ententes triennales révisées chaque année en fonction de l'atteinte des objectifs de résultats et de la disponibilité des crédits budgétaires.	Exercice 1998-1999, ententes ne dépasseront pas 52 semaines et pourront être renouvelées. Pour les années financières subséquentes, ententes triennales révisées chaque année en fonction de l'atteinte des objectifs de résultats et de la disponibilité des crédits budgétaires.	Max. : 36 mois de formation	Généralement 12 mois de formation pouvant être répartis sur 16 mois.  Si plus de 12 mois, le rythme intensif est obligatoire.	Max. 36 mois de formation. Sauf en francisation: max. 12 mois de formation qui peut être calculé en sus des 36 mois.	Généralement, un Projet de formation axé sur l'emploi est d'une durée de 6 mois et ne dépasse pas 12 mois de calendrier.

MESURES DE FORMATION DE L'AXE «PRÉPARATION POUR L'EMPLOI»						
CARACTÉRISTIQUES	SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI	PROJETS DE PRÉPARATION À L'EMPLOI	ACHATS DE FORMATION	SPRINT	SOUTIEN INDIVIDUEL À LA FORMATION	PROJETS DE FORMATION AXÉS SUR L'EMPLOI
7. Intensité	Variable, offrant des activités de courte durée exigeant une participation de moins de 180 heures.	Participation d'au moins 20 heures par semaine, participation complète généralement d'au moins 180 heures.	Temps plein.  Rythme intensif de 25h/sem au collégial et de 30h/sem au secondaire.	Temps plein.  Si la formation est de plus de 12 mois, elle doit être offerte selon un rythme intensif de 25h/sem.	Temps plein.  Formation offerte selon un calendrier et un horaire intensifs de formation à moins d'exceptions.	Temps plein.  De l'ordre de 30h/sem.
8. Type de ressources pouvant offrir le service	Tous les types d'intervenants externes soit :  un organisme sans but lucratif; une entreprise privée à but lucratif; un consultant. Exceptionnellement les organismes parapublics (établissement d'enseignement, CLSC, municipalités, etc) qui répondent à certaines conditions.	Les intervenants externes pouvant offrir les projets de préparation à l'emploi sont les organismes communautaires sans but lucratif spécialisés dans le domaine de la main-d'oeuvre et de l'emploi, les établissements d'enseignement reconnus par le ministère de l'Éducation et les associations supportant les projets Jeunes volontaires.	Établissements publics ou privés reconnus par le MEQ.  Exceptionnellement, tout établissement offrant une formation spécialisée non disponible dans un établissement public ou privé reconnu par le MEQ.  Organismes communautaires spécialisés dans la formation.	Établissements publics et privés reconnus par le MEQ et programmes reconnus par le MEQ.	Établissements publics ou privés reconnus par le MEQ aux fins de sanction. Si la formation n'y est pas disponible, elle peut être offerte par un organisme communautaire, privé ou coopératif spécialisé dans la formation.	La conception et la réalisation d'un projet de formation axé sur l'emploi peuvent être confiées à un intervenant externe (coordonnateur) ou être prises en charge par Emploi-Québec.

AXES		AXE INSERTION EN EMPLOI	AXE CRÉATION D'EMPLOI	AXE MAINTIEN - STABILISATION - CRÉATION	MESURE D'INSERTION SOCIALE
CARACTÉRISTIQUES	MESURES	SUBVENTIONS SALARIALES D'INSERTION EN EMPLOI	SOUTIEN AU TRAVAIL AUTONOME	CONCERTATION POUR L'EMPLOI	EXTRA
	1. Objectif	Inciter les employeurs à embaucher des personnes à risque de chômage prolongé qui sont prêtes à intégrer le marché du travail mais qui ne seraient probablement pas embauchées en l'absence d'une aide financière	Offrir aux personnes, avant en main des projets promoteurs, un soutien et des conseils pour les aider à parvenir à l'autonomie sur le marché du travail en créant ou en développant leur entreprise ou en devenant des travailleurs autonomes.	Favoriser la prise en charge par les intervenants concernés, des problématiques auxquelles ils font face, en les aidant à développer et à mettre en application des stratégies permettant de solutionner ces problèmes	Favoriser l'insertion sociale et le développement d'attitudes, de comportements et d'habiletés préalables à l'intégration à l'emploi des personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à plus ou moins long terme..
2. Mesures remplacées	Subventions salariales ciblées Une partie de PAIE		Travail indépendant (DRHC); Soutien à l'emploi autonome (MES); ROFAINE (SQDM) et RADE (autonomie) MES).	Partenariat local du marché du travail (DRHC); Fonds régional de développement de la main d'œuvre (SQDM). * les mesures antérieurement du PDRHE * l'aide au reclassement des personnes licenciées * la politique d'intervention sectorielle	NSP
3. Clientèle visée	Personnes à risque de chômage prolongé parmi les participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires de la sécurité du revenu, personnes sans emploi et sans soutien du revenu pour lesquelles l'utilisation immédiate de la mesure pourrait permettre l'intégration au marché du travail.		Participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires sécurité du revenu, personnes sans emploi ni soutien financier et les travailleurs à statut précaire.	Les employeurs, incluant les coopératives les associations d'employés / d'employeurs les regroupements professionnels les regroupements de clientèles faisant face à une problématique commune d'emploi les travailleurs touchés par un licenciement collectif les collectivités et organismes du milieu	Les personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à plus ou moins long terme parmi les participants admissibles à l'assurance-emploi, prestataires sécurité du revenu, personnes sans emploi ni soutien financier.  Bien que les prestataires actifs à l'a.-e. sont des personnes admissibles, leur participation devrait être exceptionnelle puis-que la mesure ne s'adresse pas aux personnes ayant déjà une présence récente sur le marché du travail
4. Critères d'admissibilité	Entreprises privées, coopératives assimilables et entreprises de l'économie sociale: subvention accordée pour emplois durables et en demande.  Pour les entreprises privées et les coopératives assimilables, subvention accordée à l'égard des secteurs d'activité, de types d'occupation et/ou d'entreprises identifiés dans les plans régionaux ou le PLACEE.  OSBL, corporations municipales et conseils de bande: subvention accordée pour des emplois durables ou pour permettre l'acquisition d'expérience de travail transférable dans des occupations en demande. Recherche active d'emploi durant la participation lorsqu'il n'y a pas de possibilité de rétention en emploi.		La mesure repose sur un travail en concertation avec les intervenants du milieu compétents en matière d'entrepreneuship.  Pour être sélectionné, le projet devra être viable; répondre à un besoin du milieu, ne pas générer une saturation dans le secteur économique ni représenter, en raison de l'assistance requise, une concurrence déloyale vis-à-vis d'autres entreprises déjà établies.  La mesure <i>Soutien au travail autonome</i> ne vise pas à remplacer les mécanismes au démarrage d'entreprises existant dans le milieu. Seuls les projets ne pouvant se réaliser sans la mesure devraient être admissibles.		



AXES	AXE INSERTION EN EMPLOI		AXE CRÉATION D'EMPLOI		AXE MAINTIEN - STABILISATION - CRÉATION		MESURE D'INSERTION SOCIALE	
	SUBVENTIONS SALARIALES D'INSERTION EN EMPLOI		SOUTIEN AU TRAVAIL AUTONOME		CONCERTATION POUR L'EMPLOI		EXTRA	
5. Activités admissibles	Les activités exercées dans le cadre d'un emploi rémunéré au sein d'une entreprise ou d'un organisme.		<p>Coordonnateurs: promotion de la mesure, soutien à la préparation des projets et des plans d'affaires, sélection des projets à accepter, évaluation des besoins de formation des participants, organisation d'activités de formation pour les participants, support technique aux participants, suivi de participants pouvant inclure des enquêtes de relances auprès des participants et une évaluation des résultats.</p> <p>Participants: élaboration de leur plan d'affaires, démarrage de leur entreprise ou de leur emploi autonome.</p>		Mise sur pied et financement de comités divers; études, recherches et plans d'action; projets d'ARTT; projets de stabilisation de l'emploi; le support à la fonction ressources humaines; le support à l'exécution des mesures actives		<p>Activités réalisées dans le cadre de projets qui permettent le développement ou le maintien d'habiletés, d'attitudes ou de comportements favorisant l'insertion sociale et professionnelle par la participation à des activités communautaires bénévoles. Activités doivent offrir un cheminement évolutif et assurer un encadrement et un soutien adéquats aux participants. Activités ne doivent pas s'apparenter à des activités exercées par des personnes salariées.</p>	
6. Durée maximale	<p>Entreprises privées et coopératives assimilables au secteur privé : la période de subvention peut atteindre, de façon générale, jusqu'à 30 semaines et pourra être prolongée jusqu'à 52 semaines sur le territoire des centres locaux d'emploi (CLE) défavorisés sur le plan de l'emploi;</p> <p>Entreprises de l'économie sociale: la période de subvention est fixée à un maximum de 52 semaines avec la possibilité d'une prolongation de la subvention pour un maximum de 52 semaines additionnelles selon un mode de financement décroissant lorsqu'il y a possibilité de rétention en emploi</p> <p>OSBL, corporations municipales et conseils de bande : la période de subvention est fixée à un maximum de 52 semaines, en fonction des difficultés d'intégration du participant.</p>		<p>La durée de l'aide financière et technique sera convenue avec chaque participant pour une période maximale de 65 semaines.</p> <p>La durée convenue pourra être revue en cours de réalisation du projet.</p>		Généralement 1 an pouvant être prolongé jusqu'à, normalement, un maximum de 3 ans		Il n'y a pas de durée maximale de participation. Toutefois, la participation doit être réévaluée après douze mois et pourra être prolongée selon le cas.	
7. Intensité	Poste à temps plein ou selon la semaine régulière de travail de l'entreprise ou de l'organisme.		Activité principale du participant doit être la mise en oeuvre de son projet		NSP		La durée mensuelle de présence à la mesure est généralement de 60 heures les premiers six mois et de 80 heures par la suite.	
8. Type de ressources pouvant offrir le service	Entreprises privées et coopératives assimilables; entreprises de l'économie sociale, OSBL, corporations municipales et conseils de bande.		Les CLD ou les organismes du milieu agréés par les CLD compétents en matière de soutien à l'entrepreneuriat.		Consultants privés; organismes de la collectivité; associations patronales, syndicales ou professionnelles.			

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 10

**Titre**

Liste 1997-1998 de chacun des comités d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO) du Programme d'adaptation de la main-d'œuvre avec les budgets mis en place, en spécifiant la contribution du Fédéral et celle du Québec et en incluant les ententes qui régissent le partage du financement entre le Fédéral et le Québec

La liste 1997-1998 des comités d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO) est jointe en annexe.

Il n'y a pas d'entente qui régit le partage du financement entre le Fédéral et le Québec. Le cadre normatif du programme prévoit une aide du Québec couvrant généralement 50% des coûts admissibles ; de plus, lorsqu'un organisme gouvernemental (ex. le gouvernement fédéral) contribue à la réalisation d'activités autorisées par la SQDM, le pourcentage de la contribution de la Société pour ces activités est modifié en proportion de cette contribution gouvernementale.

**SOURCE :** Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO DE LA VACHE À MAILLOTTE	14 250,00 \$	14 250,00 \$
CMO SOUDURE DE LA CAPITALE	2 161,00 \$	2 280,00 \$
CMO SCIERIE LYBEC	11 250,00 \$	11 250,00 \$
CMO JONADOR INC.	28 125,00\$	56 250,00 \$
COMITÉ MEUBLES SUR MESURE	343,00 \$	2 000,00 \$
COMITÉ ÉBÉNISTERIE ROBERT NEAULT INC.	6 300,00 \$	6 300,00 \$
CMO DE FIBRO-CONCEPT INC.	13 650,00 \$	13 650,00 \$
COMITÉ LES ENTREPRISES PMB INC.	10 350,00 \$	10 350,00 \$
TOTAL	86 429,00 \$	116 330,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : BAS SAINT-LAURENT

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO TÉLÉCOMMUNICATION DENIS GIGNAC INC.	3 000,00 \$	5 000,00 \$
CMO FÉDÉRATION DE L'UPA ET SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE BOIS DU BAS ST-LAURENT	2 000,00 \$	2 000,00 \$
REGROUPEMENT DE PETITES TOURBIÈRES DU BAS ST-LAURENT	5 000,00 \$	10 000,00 \$
CMO CORPORATION DE GESTION DU PARC RÉGIONAL	1 600,00 \$	10 400,00 \$
CMO CLUB COOP D'ALIMENTATION	1 300,00 \$	1 500,00 \$
CMO ASSOCIATION COOPÉRATIVE ÉTUDIANTE DU CEGEP DE RIMOUSKI INC.	2 500,00 \$	3 750,00 \$
CMO DE LA COOP DES TECHNICIENS AMBULANCIERS DE L'EST DU QUÉBEC	5 500,00 \$	24 500,00 \$
CMO ÉCONO-BOIS BSL INC.	3 750,00 \$	6 000,00 \$
CMO FÉLIX HUARD INC.	2 820,00 \$	22 780,00 \$
CMO MARIUS AMIOT INC.	5 250,00 \$	8 400,00 \$
CMO FRIPERIE DE L'EST INC.	2 500,00 \$	7 500,00 \$
TOTAL	35 220,00 \$	101 830,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : CHAUDIÈRE / APPALACHES

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
COMITÉ NILUS LECLERC INC.	1 931,00 \$	5 000,00 \$
COMITÉ BONAIR LTÉE	56 250,00 \$	56 250,00 \$
TOTAL	58 181,00 \$	61 250,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : CÔTE-NORD

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CAMO TERRITORIAL BAIE-JOHAN-BEETZ NATASHQUAN	4 430,00 \$	0 \$
CAMO CRUSTACÉS BAIE-TRINITÉ	6 000,00 \$	6 000,00 \$
CAMO IMPRIMERIE FORESTVILLE INC.	6 000,00 \$	6 000,00 \$
CAMO BAIE-COMEAU DODGE CHRYSLER	20 000,00 \$	20 000,00 \$
CAMO ATELIERS WOOD INC.	40 000,00 \$	40 000,00 \$
TOTAL	76 430,00 \$	72 000,00 \$

<div> <div>Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)</div> </div>
--

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : ESTRIE

COMITÉ DE MAIN-D'OEUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO REGROUPEMENT D' ALIMENTS ALÉGRIA ET MEUNERIE MILANAISE	3 500,00 \$	0 \$
CMO ATELIER GILLES MEUNIER & FILS INC.	11 250,00 \$	11 250,00 \$
CMO SERRES YARGEAU INC.	3 000,00 \$	12 000,00 \$
CMO STUDIO FANTASIA INC.	2 000,00 \$	10 500,00 \$
CMO POLY DESIGN REMBOURRAGE INC.	18 750,00 \$	18 750,00 \$
CMO L.P. ROYER	13 881,00 \$	0 \$
CMO INDUSTRIES HYPERSHELL INC.	9 750,00 \$	9 750,00 \$
CMO CARREFOUR DES CUISINES COLLECTIVES	2 692,00 \$	6 552,00 \$
CMO DU COMITÉ D'ÉCONOMIE LOCALE ST-JOSEPH	2 000,00 \$	9 449,00 \$
TOTAL	66 823,00 \$	78 251,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : GASPÉSIE / ILES-DE-LA-MADELEINE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO CLUB NAUTIQUE JACQUES CARTIER	6 275,00 \$	6 275,00 \$
CMO HOTEL-MOTEL FRANCIS	3 750,00 \$	20 579,00 \$
CMO COOPÉRATIVE CENTRE DE SKI PIN ROUGE	6 750,00 \$	6 750,00 \$
CMO TRANSPORT DEGARIE	3 750,00 \$	3 750,00 \$
CMO ATELIER ACTIBEC 2000	3 750,00 \$	3 750,00 \$
CMO FABRICATION BEAUBASSIN INC.	3 750,00 \$	3 750,00 \$
TOTAL	28 025,00 \$	44 854,00 \$



Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE - LANAUDIÈRE		CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
COMITÉ LABEXCEL INC.		7 500,00 \$	7 500,00 \$
COMITÉ TRANSPORT E.L. CAMPEAU		3 905,00 \$	6 000,00 \$
COMITÉ PRÉVENTION PETITES ENTREPRISES MATAWINIE		19 489,00 \$	19 500,00 \$
COMITÉ RPÉVENTION PETITES ENTREPRISES JOLIETTE		10 155,00 \$	0 \$
COMITÉ ÉCONO-PORTE INC.		11 250,00 \$	11 250,00 \$
COMITÉ CHÂTEAU MONTCALM		15 750,00 \$	15 750,00 \$
COMITÉ LA PERDRIÈRE		14 486,00 \$	23 250,00 \$
COMITÉ BUANDERIE GRANDCHAMP		15 000,00 \$	15 000,00 \$
COMITÉ RÉGIONAL DE MONTCALM		22 300,00 \$	22 300,00 \$
COMITÉ FENESTRATION D.B. CONCEPT		0 \$	4 000,00 \$
TOTAL		119 835,00 \$	124 550,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE - LAVAL	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO IMAGITEK (9002-4043 QUÉBEC INC.)	37 500,00 \$	0 \$
TOTAL	37 500,00 \$	0 \$

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE - LAURENTIDES	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO LES VÊTEMENTS YANIC SPORTSWEAR	0 \$	0 \$
CMO RESTAURANT CHEZ GIRARD	9 038,00 \$	3 012,00 \$
TOTAL	9 038,00 \$	3 012,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MAURICIE / BOIS-FRANCS

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
COMITÉ M.G. ARSENAULT	4 700,00 \$	15 700,00 \$
COMITÉ DES ENTREPRISES PLOYARD	1 966,00 \$	0 \$
CMO CLUB ODANAK LA TUQUE INC.	2 700,00 \$	2 700,00 \$
CMO LES ALIMENTS FARINAR	2 383,00 \$	6 000,00 \$
CMO GUILBAULT HYDRAULIQUE	5 063,00 \$	5 063,00 \$
CAMO 3R ESTIMATION INC.	9 000,00 \$	9 000,00 \$
COMITÉ BOULANGERIE & PÂTISSERIE N. LAMONTAGNE INC.	6 000,00 \$	6 000,00 \$
COMITÉ A.R.T.T. TRIPAP	20 475,00 \$	0 \$
CMO UBT	11 000,00 \$	16 400,00 \$
TOTAL	63 287,00 \$	60 863,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MONTÉRÉGIE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CAMO RAMPART PARTITIONS	21 000,00 \$	21 000,00 \$
CAMO ROYAL CABINET MODULAIRE	6 375,00 \$	6 375,00 \$
CAMO EXPLOSIFS ETI (QUÉBEC)	5 000,00 \$	5 000,00 \$
CAMO LES SOUDURES CHAGNON LTÉE	23 750,00 \$	23 750,00 \$
CMO DES EX-EMPLOYÉS DE CRANE CANADA	5 625,00 \$	5 625,00 \$
CAMO FURNITRAD	15 000,00 \$	15 000,00 \$
CAMO LAGACÉ ET FRÈRE (A/S F. POIRIER)	9 375,00 \$	9 375,00 \$
CAMO COOP. TECH. AMBULANCIERS MONTÉRÉGIE	12 750,00 \$	12 750,00 \$
CAMO PLEIN AIR DAVIGNON	49 875,00 \$	61 125,00 \$
CAMS INC. - CAMO	11 125,00 \$	11 125,00 \$
CAMO LES CHAMPIGNONS	29 000,00 \$	0 \$
CAMO ROHMER COLLECTIONS	14 250,00 \$	14 250,00 \$
CMO ENERFIN	6 000,00 \$	6 000,00 \$
CAMO VÊTEMENTS CHAMBLY INC. ET CIRRUS MODA INC.	2 997,00 \$	17 625,00 \$
CAMO LES SERRES MOOJEKIND	14 100,00 \$	0 \$
CAMO ICG PROPANE	26 250,00 \$	26 250,00 \$
CAMO DOC	12 750,00 \$	0 \$
CMO PPG CANADA INC.	7 015,00 \$	7 015,00 \$
CAMO THERMOVISION	15 000,00 \$	15 000,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MONTÉRÉGIE

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CAMO TILCO INTERNATIONAL	18 750,00 \$	18 750,00 \$
CAMO TOITURES COUTURE ET ASSOCIÉS	14 250,00 \$	14 250,00 \$
CAMO HÉROUX INC.	45 000,00 \$	45 000,00 \$
TOTAL	365 237,00 \$	335 265,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MONTRÉAL

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
144011 CANADA INC. (AIDBUS)ES)	3 279,00 \$	3 279,00 \$
ABC SONORISATION INC.	9 120,00 \$	0,00 \$
ABEILLES AU FOYER INC. (LES)	8 880,00 \$	8 880,00 \$
BECARCO NOOTER INC.	2 175,00 \$	2 175,00 \$
BELTRON TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	21 200,00 \$	21 200,00 \$
BIJ DESING	11 250,00 \$	0,00 \$
BUMEDA LTÉE	10 655,00 \$	10 655,00 \$
CIMATEC ENVIRONMENTAL ENGINEERING INC.	2 307,00 \$	2 307,00 \$
COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD	5 989,00 \$	13 245,00 \$
CONTACT LABORATOIRE PHOTO	32 400,00 \$	0,00 \$
COOPÉRATIVE DES TRAVAILLEURS	9 231,00 \$	0,00 \$
CORP. GESCOFAB LTÉE (LA)	4 550,00 \$	4 550,00 \$
DISTRIBUTION DEZYNE INC.	7 250,00 \$	16 933,00 \$
DONFOAM INTERNATIONAL INC.	2 058,00 \$	3 381,00 \$
DOZIER BOUTIQUE INC.	24 440,00 \$	24 440,00 \$
DUBORD ET RAINVILLE INC.	361,00 \$	361,00 \$
ÉPICERIE UNIS MÉTRO-RICHELIEU INC.	2 701,00 \$	3 024,00 \$
FONDERIE CANADIENNE D'ACIER LTÉE	15 000,00 \$	15 000,00 \$
FREINS P.S.Y. INC.	1 538,00 \$	1 538,00 \$
GENTRY (1978) INC.	2 365,00 \$	2 365,00 \$
GROUPE LAVERGNE	2 199,00 \$	8 296,00 \$
GROUPE MICROTEC SERVICES TECHNIQUES INC.	11 917,00 \$	14 481,00 \$
INDUSTRIES DE LAVAGE DENTEX INC. (LES)	9 000,00 \$	9 000,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MONTRÉAL

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
INDUSTRIES FORESTEEL INC. (LES)	11 493,00 \$	11 493,00 \$
INDUSTRIES WINK LTÉE (LES)	36 400,00 \$	61 105,00 \$
ITEC SÉRIGRAPHIE INC.	1 751,00 \$	1 898,00 \$
IVANHOÉ INC.	21 793,00 \$	0,00 \$
J.A. BESNER & FILS (CANADA) LTÉE	16 210,00 \$	26 080,00 \$
JOHN MEUNIER INC.	8 000,00 \$	8 000,00 \$
KEARNEY NATIONAL	10 260,00 \$	10 260,00 \$
LADY SANDRA DU CANADA LTÉE	3 625,00 \$	3 625,00 \$
LAVO LTÉE	12 698,00 \$	12 698,00 \$
LESSARD, BEAUCAGE, LEMIEUX INC.	27 721,00 \$	27 721,00 \$
LIVRAIRIE CHAMPIGNY INC.	30 000,00 \$	0,00 \$
LIBRAIRIE MONA LISAIT	14 202,00 \$	0,00 \$
MA DIVINE CLÉMENTINE	28 750,00 \$	0,00 \$
MACHINA SAPIENS	962,00 \$	962,00 \$
MANUFACTURE DE BIJOUX KEYES LTÉE	12 375,00 \$	12 375,00 \$
MATADOR CONVERTISSEURS CIE LTÉE	65 875,00 \$	79 058,00 \$
NORMEX TELECOM INC.	18 750,00 \$	18 750,00 \$
ORG. CATHOLIQUE CANADIENNE	14 013,00 \$	14 013,00 \$
PERMACON-MONTCO	26 460,00 \$	26 460,00 \$
PRÉSENTOIR DE MÉTAL AWW INC.	9 165,00 \$	9 165,00 \$
REMORQUAGE ET SAUVETAGE MC ALLISTER INC.	1 026,00 \$	1 879,00 \$
ROSMAR LITHO INC.	31 875,00 \$	31 875,00 \$
SD ENVIROPRO INC.	2 070,00 \$	2 070,00 \$
SÉCURITÉ INCENDIE CLS INC.	8 381,00 \$	0,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : MONTREAL

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
SÉCURITÉ UNIQUE INC.	4 100,00 \$	4 100,00 \$
SICOTTE LTÉE	4 085,00 \$	0,00 \$
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE TRIZECHAHN LTÉE	11 367,00 \$	0,00 \$
SPÉCIALISTE EN COMBUSTIONS.D. (1976)	13 369,00 \$	0,00 \$
SUCRE LANTIC, USINE NOTRE-DAME	2 081,00 \$	2 081,00 \$
THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE	1 994,00 \$	1 994,00 \$
TRIALPHA TECHNOLOGIES INC.	23 000,00 \$	10 999,00 \$
W.E. CANNING INC.	24 000,00 \$	24 000,00 \$
TOTAL	699 476,00 \$	570 071,00 \$



Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1 <sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)
---

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : OUTAOUAIS

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO PRODUITS DE CIMENT BM	4 500,00 \$	4 500,00 \$
CMO CADCOM	13 500,00 \$	13 500,00 \$
CMO DES TRAVAILLEURS FORESTIERS	18 750,00 \$	18 750,00 \$
CMO OSIRIS	9 750,00 \$	9 750,00 \$
CMO PCU RÉGIONAL	4 500,00 \$	4 500,00 \$
CMO FERME LIPIAL	1 968,00 \$	15 000,00 \$
TOTAL	52 968,00 \$	66 000,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : QUÉBEC

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
COMITÉ IMPRIMERIE CHARLEVOIX	7 500,00 \$	0 \$
COMITÉ BOISERIES ET ESCALIERS LAB-CO INC.	22 500,00 \$	0 \$
COMITÉ TRANSFORME-BOIS INC.	12 750,00 \$	12 750,00 \$
COMITÉ SMC PROTEK	3 750,00 \$	3 750,00 \$
COMITÉ ENTREPRISES DUBOIS ET GIRARD INC.	9 375,00 \$	14 375,00 \$
COMITÉ LE VEAU DE CHARLEVOIX	18 600,00 \$	18 600,00 \$
COMITÉ FERME JEAN-ROBERT AUDET	7 500,00 \$	0 \$
TOTAL	81 975,00 \$	49 475,00 \$

Liste des comités de main-d'œuvre et contribution du Québec et du fédéral (1<sup>er</sup> avril 1997 au 28 février 1998)

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE : SAGUENAY / LAC ST-JEAN

COMITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE	CONTRIBUTION DU QUÉBEC	CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL
CMO SOCIÉTÉ DE GESTION V.V.F. ST-ÉTIENNE	14 833,00 \$	14 832,00 \$
CMO DES EMPLOYÉS DE DISTRIBUTION BÉLAN INC.	1 381,00 \$	0 \$
CMO TRAVERSÉE INTERNATIONALE DU LAC ST-JEAN INC.	22 000,00 \$	22 000,00 \$
CMO INITIATIVE TOURISTIQUE LAC ST-JEAN	0 \$	16 000,00 \$
CMO REGROUPEMENT DES CENTRES DE SKI MONT-EDOUARD, MONT LAC VERT ET LE VALINOUÂT	20 125,00 \$	20 125,00 \$
CMO HYDRO-PRICE	2 530,00 \$	7 500,00 \$
CMO ALIMENTS L.R. INC.	7 500,00 \$	7 500,00 \$
CMO INDUSTRIES ESTHÔTE INC.	20 000,00 \$	20 000,00 \$
CMO AUTOMNE 80	10 000,00 \$	10 000,00 \$
CMO GROUPE VISION INTERACTIF	7 500,00 \$	7 500,00 \$
TOTAL	105 869,00 \$	125 457,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 11

<b>Titre</b>
Programme Recyclage et Perfectionnement
a) budget 1997-1998 et nombre de participants selon le volet (entreprise ou aide aux individus), la région et le sexe ;
b) prévisions pour 1998-1999.

<p>Ce programme n'existe plus. Il a été refondu à l'intérieur du Programme d'aide aux individus (PAI) qui est traité à la question n° 6.</p>
--

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 12

Titre

Programme d'aide aux entreprises pour 1997-1998

a)

nombre d'entreprises ayant bénéficié des programmes d'aide à la formation et d'autres mesures s'adressant directement à elles ;

b)

liste des programmes, dépenses et prévisions pour le volet d'aide aux entreprises avec la part du budget du Québec et du Fédéral ;

c)

impact de ces programmes sur la formation des travailleurs et la création ou le maintien des emplois.

a)

1 755 entreprises ont bénéficié en 1997-1998 de programmes d'aide à la formation et d'autres mesures s'adressant directement à elles <sup>(1)</sup>.

b)

	Budget 1997-1998	Engagements 1997-1998	Dépenses au 28 février 1998
Aide aux entreprises	5,1 M\$	4,1 M\$	2,6 M \$

c)

Données non disponibles sur l'impact des programmes d'aide aux entreprises sur la formation des travailleurs, la création ou le maintien des emplois.

(1)

Le 26 mars 1997, le Conseil des ministres adoptait la constitution d'un *Fonds régional de développement de la main-d'œuvre* suite au dépôt d'un mémoire de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité. Ce Fonds est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1997. Il regroupe tous les types d'aide que l'on retrouvait dans les mesures et les programmes du Québec de la SQDM dont le « Programme d'aide au travail », le « Programme de développement des ressources humaines, le « Programme d'aide aux personnes licenciées ». Tous ces programmes ont été abolis mais les types d'aide qu'ils offraient demeurent presque intégralement.

SOURCE :   Emploi-Québec  
                  Direction générale des opérations régionales  
                  Direction générale des opérations de la Métropole  
                  1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 13

### Titre

Programme d'aide aux travailleurs âgés (PATA)

- a) ventilation du budget total pour 1997-1998 ;
- b) budget disponible pour l'année en cours s'il y a lieu, état des négociations avec le gouvernement fédéral.

- a) Ventilation du budget total pour 1997-1998 :

Budget :	7 854 929,00 \$
Dépenses :	7 854 929,00 \$
Solde au 31 mars 1998 :	0 \$

Le programme PATA a été aboli le 1<sup>er</sup> avril 1997, à la suite de la décision unilatérale du gouvernement fédéral de mettre fin à sa participation financière de 70% selon l'Entente PATA Canada-Québec à cet effet.

Suite à l'abolition du programme, le gouvernement fédéral décidait d'allouer le montant représentant sa quote part de 70% pour le règlement des demandes d'aide des travailleurs jugés admissibles avant le 31 mars 1997. De son côté, Emploi-Québec maintenait sa participation égale à 30% de l'aide accordée.

- b) Pour l'année 1998-1999, aucun budget n'est disponible pour le programme d'adaptation pour les travailleuses et travailleurs âgés (PATA). De plus, aucune négociation n'est en cours pour la reconduction de ce programme.

**SOURCE :** Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 14

Titre

Accord Canada-Québec sur la formation en établissement, pour l'année 1997-1998

a) répartition entre le ministère et le MEQ des budgets et des dépenses pour l'achat direct de formation, et pour l'achat de formation sur mesure ;

b) nombre de participants par région et selon le sexe ainsi que type de formation des programmes suivants :

- ALFEPAC ;
- FME ;
- Achats de formation (formation générale et professionnelle) ;
- Initiation aux métiers non traditionnels, Accès aux carrières technologiques ;
- Accès à la formation professionnelle (acquisition du diplôme d'études secondaires ; mise à niveau ; préformation à la formation technologique) ;
- Formation préparatoire à l'emploi ;
- Nouveau régime d'apprentissage ;
- Orientation scolaire et professionnelle ;
- Programme de stage en milieu de travail ;

c) budgets par région, par établissement d'enseignement et par type de cours pour chacun des programmes ci-haut mentionnés.

Accord Canada-Québec - budget 1997-1998

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, le gouvernement fédéral et la SQDM ont convenu d'harmoniser les deux mesures « Achats directs » et « ALFÉPAC » pour les regrouper dans une nouvelle famille appelée « Achats de formation ». Les sous-volets « Initiation aux métiers non traditionnels », « Accès aux carrières technologiques », « Accès à la formation professionnelle », et « Formation préparatoire à l'emploi » sont inclus dans les « Achats de formation ». À signaler également que le programme « Formation sur mesure en établissement » (FME) a été aboli au 1<sup>er</sup> avril 1996.

L'Accord Canada-Québec sur la formation en établissement n'inclut pas les programmes suivants : « Nouveau régime d'apprentissage », « Orientation scolaire et professionnelle », « Stage en milieu de travail ».

a)	Achats de formation
	<hr/>
SQDM	70 341 000
MEQ	<hr/>
	20 059 000
	<hr/>
	90 400 000
	<hr/>

b) Voir les tableaux joints pour les mesures regroupés dans « Achats de formation » et FME

c) On trouvera aux tableaux fournis en réponse à la question 7 la ventilation des budgets reliés aux interventions fédérales par société régionale.

**Question 14: Accord Canada-Québec sur la formation en établissement, pour l'année 1997-1998**  
b) nombre de participants par région et selon le sexe ainsi que le type de formation pour le programme "Achats de formation" au 6 mars 1998.

ACHATS DE FORMATION		
RÉGIONS		
H O M M E S	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	1 040
	Saguenay, Lac St-Jean	801
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	1 746
	Mauricie, Bois-Francs	890
	Estrie	265
	Montréal	2 546
	Outaouais	422
	Abitibi-Témiscaminque	448
	Côte-Nord	307
	Laval, Laurentides, Lanaudière	1 185
F E M M E S	Montréal	721
	<b>Total</b>	<b>10 371</b>
	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	565
	Saguenay, Lac St-Jean	404
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	1 407
	Mauricie, Bois-Francs	507
	Estrie	185
	Montréal	2 170
	Outaouais	180
	Abitibi-Témiscaminque	344
T O T A L	Côte-Nord	172
	Laval, Laurentides, Lanaudière	1 295
	Montréal	511
	<b>Total</b>	<b>7 740</b>
	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	1 605
	Saguenay, Lac St-Jean	1 205
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	3 153
	Mauricie, Bois-Francs	1 397
	Estrie	450
	Montréal	4 716
A L	Outaouais	602
	Abitibi-Témiscaminque	792
	Côte-Nord	479
	Laval, Laurentides, Lanaudière	2 480
	Montréal	1 232
	<b>Total</b>	<b>18 111</b>

**SOURCE:**  
Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole



**Question 14: Accord Canada-Québec sur la formation en établissement, pour l'année 1997-1998**  
b) nombre de participants par région et selon le sexe ainsi que le type de formation  
pour le programme "Formation sur mesure en établissement" au 6 mars 1998.

FORMATION SUR MESURE EN ÉTABLISSEMENT (FME)		
RÉGIONS		Volet emploi
H O M M E S	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	0
	Saguenay, Lac St-Jean	0
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	0
	Mauricie, Bois-Francs	0
	Estrie	0
	Montréal	0
	Outaouais	0
	Abitibi-Témiscaminque	0
	Côte-Nord	0
	Laval, Laurentides, Lanaudière	0
	Montréal	19
Total		19
F E M M E S	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	0
	Saguenay, Lac St-Jean	0
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	0
	Mauricie, Bois-Francs	0
	Estrie	0
	Montréal	0
	Outaouais	0
	Abitibi-Témiscaminque	0
	Côte-Nord	0
	Laval, Laurentides, Lanaudière	0
	Montréal	0
Total		0
T O T A L	Bas-St-Laurent, Gaspésie îles-de-la-Madeleine	0
	Saguenay, Lac St-Jean	0
	Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	0
	Mauricie, Bois-Francs	0
	Estrie	0
	Montréal	0
	Outaouais	0
	Abitibi-Témiscaminque	0
	Côte-Nord	0
	Laval, Laurentides, Lanaudière	0
	Montréal	19
Total		19

**SOURCE:**  
Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 15

**Titre**  
  
Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi pour l'année 1997-1998 :  
  
a) nombre de participants par région, selon le sexe et le type de formation reçue dans le cadre des programmes suivants :

- Développement de l'emploi, Intégration professionnelle ;
- Acquisition de compétences ;
- Pénuries de main-d'œuvre ;

b) budgets par région, par établissement d'enseignement et par type de cours pour chacun de ces programmes.

a) Voir le tableau 1 ci-joint.

Le nombre de participants est partagé selon cinq volets actuellement en usage dans le cadre du programme « Planification de l'emploi ». Les nombres ont été établis à partir des plans de formation reçus dans les sociétés régionales entre le 1<sup>er</sup> avril 1997 et le 28 février 1998. Le nombre de participants par plan de formation varie selon le type de formation.

Nombre moyen de participants par plan de formation	
• Projet de développement de l'emploi	2
• Formation en milieu de travail	1
• Perspective d'emploi	1
• Projets de formation	10
• Jeunes stagiaires	10

b) Voir le tableau 2 ci-joint.

SOURCE : Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31

a) Nombre de participants par région entre le 1er avril 1996 et le 28 février 1998

Tableau 1

	Projet de développement d'emploi Approbation de plan	Formation en milieu de travail	Perspective d'emploi	Projets de formation	Jeunes stagiaires	Total
Bas St-Laurent						0
Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine			1	230		231
Saguenay, Lac St-Jean				30		30
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec				30		30
Mauricie, Bois-Francs				130		130
Estrie						0
Montréal				160	70	230
Outaouais					10	10
Abitibi-Témiscamingue						0
Côte-Nord						0
Laval, Laurentides, Lanaudière				240	30	270
Montréal				400		400
TOTAL	0	0	1	1 220	110	1 331

b) Budget par région au 28 février 1998

Tableau 2

	Réalisations au 28 février 1998 11 mois \$	Prévisions au 31 mars 1998 12 mois \$
Bas St-Laurent	297	324
Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	16 200	17 673
Saguenay, Lac St-Jean	1 040	1 135
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	2 675	2 918
Mauricie, Bois-Francs	6 093	6 647
Estrie		
Montréal	17 092	18 646
Outaouais	445	485
Abitibi-Témiscamingue		
Côte-Nord		
Laval, Laurentides, Lanaudière	7 282	7 944
Montréal	15 903	17 349
TOTAL	67 027	73 121

SOURCE:  
Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

Titre	Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (EMPLOI-QUÉBEC)
	a) résultat des interventions de la SQDM sur le terrain en 1997-1998

	Résultats des interventions	Engagements au 98/02/28
1. Fonds québécois		
- Fonds régionaux de développement de la main-d'œuvre (nombre de bénéficiaires) :	111 338	26 605 467 \$
- Jeunes Volontaires (nombre de participants) :	1 229	1 553 912 \$
- Régime d'apprentissage (nombre d'apprentis actifs) :	1 805	
- Programme d'adaptation pour les travailleurs et les travailleuses âgés (PATA) (nombre de personnes):	8 545	6 219 808 \$ (dépense)
- Subventions et prêts individuels aux travailleurs travailleuses (SPRINT) (nombre de participants) :	1 633	19 731 979 \$ <sup>(1)</sup>
- Nombre d'entreprises desservies :	1 755	
- Nombre de comités de main-d'œuvre :	140	
- Nombre de diagnostics réalisés :	89	
- Nombre d'activités de formation :	139	N/D
- Nombre d'activités en ressources humaines :	474	
- Nombre de projets de parrainage :	725	
- Nombre de services de ressources humaines mis sur pied :	43	
- Aide à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (emplois maintenus) :	329	1 636 269 \$
- Fonds d'aide aux quartiers défavorisés de Montréal et RESO (nombre de projets) :	88	4 164 000 \$
- Fonds d'aide à l'innovation de Montréal (nombre de projets) :	39	747 149 \$
- CREECQ (nombre de projets) :	N/D	N/D
2. Fonds québécois, Axe du Grand Montréal		
- Nombre de parrainage :	133	254 958 \$
- Nombre de comités de main-d'œuvre :	26	2 441 118 \$
- Nombre d'embauches de spécialistes en ressources humaines :	77	1 198 471 \$
3. Fonds fédéraux		
- Achats de formation (nombre de participants) :	18 117	55 771 082 \$
- Formation sur mesure en établissement (nombre de participants)	19	N/D <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Au 98-01-31

SOURCE : Emploi-Québec  
Direction générale des opérations régionales  
Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

Titre
b) détails du budget de la SQDM et des effectifs prévus en 1997-1998

<p>On trouvera au tableau ci-joint les données budgétaires 1997-1998 de la SQDM.</p> <p>Il importe de noter que ces données reflètent le <b>budget total</b> de la SQDM, en 1997-1998, qui est constitué de la subvention versée par la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, de revenus autonomes et de prélèvements du Fonds spécial.</p> <p>Concernant l'effectif d'Emploi-Québec au 31 mars 1998, la situation est la suivante :</p> <table><tr><td>• Sociétés régionales</td><td>774</td></tr><tr><td>• Siège social et principale place d'affaires</td><td>195</td></tr><tr><td><b>Total</b></td><td><b>969</b></td></tr></table>		• Sociétés régionales	774	• Siège social et principale place d'affaires	195	<b>Total</b>	<b>969</b>
• Sociétés régionales	774						
• Siège social et principale place d'affaires	195						
<b>Total</b>	<b>969</b>						

SOURCE :   Emploi Québec -  
                  1998-03-31

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**  
**BUDGET 1997-1998**  
**SQDM**

Budget au  
28 février 1998

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	
<b>ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	
<b>Fonds régional de développement de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	18 664 646
-Aide financière	28 028 075
	<hr/> 46 692 721
<b>Achats de formation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	1 618 860
-Aide financière	58 137 000
	<hr/> 59 755 860
<b>Axe des ressources humaines du Grand Montréal</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	493 127
-Aide financière	7 684 747
	<hr/> 8 177 874
<b>Jeunes volontaires</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	783 808
-Aide financière	1 780 795
	<hr/> 2 564 603
<b>TOTAL DES ENVELOPPES RÉGIONALES</b>	<hr/> <b>117 191 058</b>

<b>ENVELOPPES CENTRALES</b>	
<b>Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés (PATA)</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	217 717
-Aide financière	7 241 003
	<hr/> 7 458 720
<b>Subventions et prêts individuels aux travailleurs (SPRINT)</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	383 199
-Aide financière	16 000 000
	<hr/> 16 383 199
<b>Régime d'apprentissage</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	2 298 180
<b>Fonds de stabilisation</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	175 405
-Aide financière	2 024 683
	<hr/> 2 200 088
<b>Fonds de l'intervention sectorielle</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	1 038 793
-Aide financière	4 237 000
	<hr/> 5 275 793
<b>Fonds de développement de l'emploi</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	186 507
-Aide financière	4 000 000
	<hr/> 4 186 507
<b>TOTAL DES ENVELOPPES CENTRALES</b>	<hr/> 37 802 487

<b>ENVELOPPES MIXTES</b>	
<b>Services d'information sur le marché du travail</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	2 716 193
<b>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	425 496
<b>Ententes spécifiques</b>	
-Services à la clientèle et aide technique	65 536
-Aide financière	3 751 842
	<hr/> 3 817 378
<b>TOTAL DES ENVELOPPES MIXTES</b>	<hr/> <b>6 959 067</b>

<b>TOTAL DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>161 952 612</b>
--	--------------------

ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES	
Gestion des ressources	23 712 768
Planification, évaluation et recherche	1 784 158
Communications	1 932 553
Projet d'investissement en informatique	1 579 679
<b>TOTAL DES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES</b>	<hr/> <b>29 009 158</b>

<b>TOTAL DES ACTIVITÉS</b>	<b>190 961 770</b>
----------------------------	--------------------

**SOURCE:**

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction du budget et des opérations financières

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

- c) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 le nombre de demandes de certification reçues en vertu de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (loi 90) ;

En vertu de l'article 23 de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*, les demandes pour l'obtention d'un certificat d'activité admissible depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 se répartissent comme suit :

#### 1996 (1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996)

423 demandes ; 410 certificats émis ; 6 demandes refusées ; 7 demandes incomplètes

#### 1997 (1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1997)

346 demandes ; 342 certificats émis ; 4 demandes refusées

#### 1998 (1<sup>er</sup> janvier 1998 au 5 mars 1998)

43 demandes ; 42 certificats émis ; 1 demande refusée

En ce qui concerne le *Règlement sur les organismes collecteurs* :

- 6 certificats de reconnaissance comme organisme collecteur ont été demandés et émis
- 6 certificats d'agrément d'un plan de formation ont été émis.

Les 6 organismes reconnus comme organisme collecteur sont :

- l'Institut des communications graphiques du Québec
- la Fédération québécoise des coopératives de travail
- l'Institut québécois des ressources humaines en horticulture
- La Fondation d'éducation et de formation économique (FTQ)
- Plastiservices inc.
- le Regroupement des résidences et services aux retraités du Québec

**SOURCE :** Emploi Québec -  
Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

- d) le nombre et le nom des entreprises, groupes communautaires et associations sectorielles qui ont été reconnus comme formateur conformément à la loi 90 ;
- e) procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la SQDM et copie des mémoires qui ont été déposés pour chacune des réunions en 1997-1998
- f) dernier organigramme de la SQDM incluant les directions régionales avec une identification des statuts d'embauche du personnel de la direction de la société - permanent et intérimaire
- g) les effectifs et le budget affecté à l'application de la loi 90.
- h) les dépenses et frais à payer au ministère du Revenu pour l'application de la loi 90

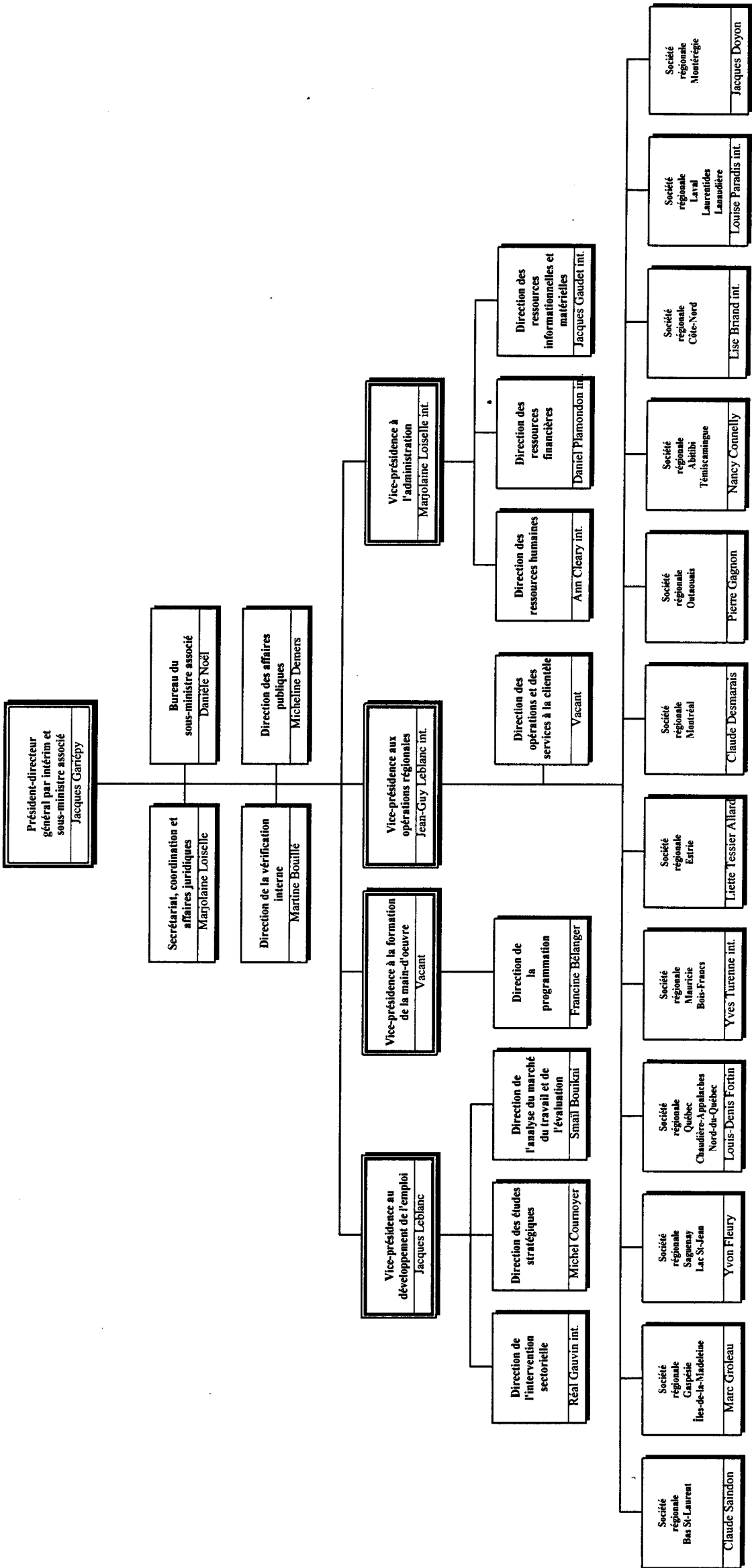
- d) Les données saisies ne nous permettent pas de distinguer la nature des détenteurs, tel que demandé dans la question (entreprises, groupes communautaires, associations sectorielles). Toutefois, une copie de la liste des titulaires d'agrément et la liste des titulaires d'enregistrement sont jointes en annexe de la question 16 j).
- e) La réponse à cette question se trouve à la fin de la question 16.
- f) Voir organigramme ci-joint.
- g) Voir le tableau 1 ci-joint.
- h) L'entente administrative visant à déterminer les frais de gestion que la SQDM devra verser au ministère du Revenu (MRQ) n'a pas encore été conclue. Toutefois, le MRQ a retenu une somme 293 0 k\$ de frais de perception sur le versement de 9 841 M\$ de cotisations perçues. Les ajustements appropriés seront effectués après la signature de l'entente.

**SOURCE : Emploi-Québec**

**Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31**



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE



ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

QUESTION 16G  
Tableau 1

*Effectifs et budgets affectés à la  
Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre*

Prévision des coûts associés aux effectifs affectés à la Loi et pour lesquels les  
dépenses seront imputées au Fonds national de formation de la main-d'oeuvre  
Du 1er avril 1997 au 31 mars 1998

SOCIÉTÉS RÉGIONALES	Nombre d'effectifs	Traitements et bénéfices marginaux	Frais de déplacement	Total
Bas St-Laurent	1	41 014	2 785	43 799
Gapésie, Iles-de-la-Madeleine	1	39 969	3 626	43 594
Saguenay, Lac St-Jean	1	44 388	2 820	47 208
Québec, Chaudière-Appalaches et Nord-du-Québec	3	121 920	1 933	123 853
Mauricie, Bois-Francs	2	66 128	879	67 007
Estrie	1	41 538	2 702	44 239
Montréal	5	185 772	2 597	188 369
Outaouais	1	41 510	461	41 971
Abitibi-Témiscamingue	1	41 170	1 464	42 635
Côte-Nord	1	27 884	1 755	29 639
Laval, Laurentides, Lanaudière	2	86 628	1 228	87 855
Montréal	4	826 739	2 716	829 455
Total	23	1 564 660	24 966	1 589 626

SIÈGE SOCIAL ET PRINCIPALE PLACE D'AFFAIRES	Nombre d'effectifs	Traitements et bénéfices marginaux	Frais de déplacement	Total
Secrétariat, coordination et affaires juridiques, Direction des affaires publiques	2	120 346	2 591	122 937
Vice-présidence au développement de l'emploi	1	65 108	203	65 311
Vice-présidence à la formation de la main-d'oeuvre	12	583 395	1 772	585 167
Vice-présidence à l'administration	2	127 449	101	127 550
Vice-présidence aux opérations régionales	-	-	-	-
Total	17	896 298	4 667	900 965

Grand total	40	2 460 958	29 632	2 490 590
-------------	----	-----------	--------	-----------

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16 i)

### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

i) copie des critères et des règles d'accréditation et d'agrément pour l'application de la loi 90 ;

### Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation

#### 1) SERVICE INTERNE DE FORMATION

##### 1.1) Agrément à titre de service de formation (employeur unique)

L'employeur, dont certains employés ont la responsabilité d'organiser des activités de formation destinées à son personnel et dispensées par des ressources internes, peut demander un agrément pour son service de formation.

Pour être agréé, le service de formation à l'interne (employeur unique) doit remplir les conditions d'agrément suivantes :

- assumer ou coordonner l'élaboration des plans spécifiques de formation, la conception et la programmation des activités ;
- assumer ou coordonner la mise en œuvre d'activités de formation destinées au personnel de l'employeur et dispensées par les employés compétents de ce dernier ou par un fournisseur en matériaux, en équipements ou en logiciels ;
- assumer ou coordonner la reconnaissance de la réussite par un membre du personnel.

##### 1.2) Agrément à titre de service de formation multi-employeurs

L'unité administrative ou la personne morale qui est chargée d'organiser la formation du personnel des employeurs membres d'un regroupement identifié à une bannière commune, à une marque de commerce, à une gamme de produits ou de services peut demander un agrément à titre de service de formation multi-employeurs.

Pour être agréé, le service de formation multi-employeurs doit remplir les conditions d'agrément suivantes :

- assumer ou coordonner l'élaboration des plans spécifiques de formation, la conception et la programmation des activités pour l'ensemble des employeurs identifiés dans le regroupement;
- assumer ou coordonner la mise en œuvre d'activités de formation destinées au personnel de l'ensemble des employeurs identifiés dans le regroupement et dispensées par les employés compétents d'un des employeurs identifiés dans le regroupement ou par un fournisseur en matériaux, en équipement ou en logiciels ;
- assumer ou coordonner, pour l'ensemble des employeurs identifiés dans le regroupement, la reconnaissance de la réussite par un membre du personnel.

SOURCE : Emploi-Québec

Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16 i) (suite)

### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

i) copie des critères et des règles d'accréditation et d'agrément pour l'application de la loi 90 ;

### 2) RESSOURCE EXTERNE

#### 2.1) Agrément à titre d'organisme formateur

Pour être agréé, l'organisme formateur doit remplir les conditions d'agrément suivantes :

- posséder le statut juridique de personne morale ou de société ;
- être immatriculé auprès de l'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (sauf pour les personnes morales de droit public qui ne sont pas tenues légalement d'avoir une telle immatriculation) ;
- démontrer que ses formateurs (salariés et contractuels) possèdent dans l'ensemble une expérience moyenne de travail, rémunéré ou non, d'au moins trois ans dans chacun des champs professionnels pour lesquels il demande l'agrément ;
- démontrer que chacun des formateurs (salariés et contractuels) possède :
  - un minimum de 135 heures de formation en méthodes de transmission des connaissances ; OU
  - une expérience d'au moins 250 heures à titre de formateur; OU
  - un minimum de 90 heures de formation en méthodes de transmission des connaissances et une expérience d'au moins 100 heures à titre de formateur.

#### 2.2) Agrément à titre de formateur

Pour être agréé comme formateur individuel, la personne doit remplir les conditions d'agrément suivantes :

- démontrer qu'elle possède une expérience de travail, rémunéré ou non, d'au moins trois ans dans chacun des champs professionnels pour lesquels elle demande l'agrément ;
- démontrer qu'elle possède :
  - un minimum de 135 heures de formation en méthodes de transmission des connaissances; OU
  - une expérience d'au moins 250 heures à titre de formateur ; OU
  - un minimum de 90 heures de formation en méthodes de transmission des connaissances et une expérience d'au moins 100 heures à titre de formateur.

SOURCE : Emploi-Québec

Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16 i) (suite)

#### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

i) copie des critères et des règles d'accréditation et d'agrément pour l'application de la loi 90 ;

#### 3) RÈGLEMENT SUR LES ORGANISMES COLLECTEURS

Les conditions de reconnaissance pour un organisme qui veut devenir un organisme collecteur sont les suivantes :

- être constitué en tant que personne morale à but non lucratif
- être immatriculé auprès de l'Inspecteur général des institutions financières en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises
- démontrer que les employeurs qui lui verseront des sommes pour élaborer et mettre en œuvre un plan de formation appartiennent à un même secteur d'activité économique ou qu'ils sont issus d'une même région administrative.

Pour être agréé, un plan de formation doit inclure :

- une analyse des besoins de formation du personnel des employeurs concernés
- une description de chaque activité de formation proposée
- l'identification d'un ordre de priorités de formation selon les catégories d'emplois
- le calendrier de réalisation
- une description des moyens nécessaires à la mise en œuvre du plan de formation.

L'article 8 de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* prévoit que divers types d'associations peuvent être reconnus comme organisme collecteur pour mettre en œuvre un plan de formation agréé. Un règlement établit les conditions en vertu desquelles seront reconnus les organismes demandeurs. Il spécifie également les critères qui conduiront à l'agrément d'un plan de formation. Cette reconnaissance et cet agrément sont obtenus auprès d'Emploi-Québec.

L'employeur peut effectuer des versements à un organisme collecteur dont le mandat est d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de formation au bénéfice de son personnel.

SOURCE : Emploi-Québec

Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

#### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

j) liste des personnes et entreprises reconnues par la SQDM à titre de formateur ;

j) Le 9 juillet 1997, le *Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation* entré en vigueur. Ce règlement prévoit quatre catégories d'agrément : organisme formateur, formateur, service de formation employeur unique et service de formation multi-employeurs. Tous les détenteurs d'enregistrements (système en vigueur avant le 9 juillet 1997) devront demander un agrément au terme de leur accréditation, soit d'ici le 8 juillet 1998.

La liste des personnes et entreprises reconnues par la SQDM à titre de formateur, qui est très volumineuse, est disponible aux Communications d'Emploi-Québec.

Il est à noter que le répertoire des titulaires d'agrément et des titulaires d'enregistrement se retrouve sur Internet. Le site développé permet aux utilisateurs seulement de valider le numéro d'agrément ou d'enregistrement, et de procéder à des recherches par champ professionnel, par sous-champ professionnel et par région, ce qui apparaît utile pour l'employeur à la recherche d'un formateur qui est détenteur d'une telle reconnaissance.

**SOURCE : Emploi-Québec**

**Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

### Titre

Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre :

- k) liste des entreprises n'ayant pas dépensé 1 % de leur masse salariale à la formation
- l) montants reçus par la SQDM en provenance des montants perçus par Revenu Québec auprès d'entreprises n'ayant pas versé au moins 1 % de leur masse salariale en formation professionnelle en 1996-1997 et 1997-1998

- k) En vertu de l'article 69.1 de la *Loi sur le ministère du Revenu*, il nous est impossible de communiquer à l'Assemblée nationale la liste des employeurs n'ayant pas dépensé 1% de leur masse salariale en formation puisque ces renseignements sont obtenus dans le cadre de l'application d'une loi fiscale. Toutefois, nous pouvons mentionner que 13,2 % des employeurs assujettis et conciliés pour l'année civile 1996, soit 669 employeurs sur 5 069, n'avaient pas dépensé 1% de leur masse salariale en formation et versaient des cotisations au Fonds national de formation de la main-d'oeuvre. Les données finales concernant les employeurs assujettis à la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre* pour l'année civile 1996 ne seront disponibles qu'en mai 1998.
- l) En ce qui a trait aux montants reçus par la SQDM, en provenance des montants perçus par Revenu Québec auprès d'employeurs n'ayant pas versé au moins 1 % de leur masse salariale en formation pour l'année civile 1996, nous sommes en mesure de déclarer qu'il s'agit d'un montant de 9,481 M\$. Pour 1997-1998, cette information sera disponible vers la fin d'avril 1998.

SOURCE : Emploi-Québec

Direction générale de l'apprentissage et de la formation de la main-d'œuvre  
1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 16

**Titre**

e) procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la SQDM et de la commission des partenaires du marché du travail, et copie des mémoires qui ont été déposés pour chacune des réunions en 1997-1998

En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.c.A-2.1), seules les décisions du conseil d'administration de la SQDM, et de la commission des partenaires du marché du travail peuvent être rendues publiques.

On trouvera en annexe copie des résolutions adoptées pour 1997-1998.



RÉSOLUTIONS ADOPTÉES

PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT

DE LA MAIN-D'OEUVRE

1997-1998

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 7 AVRIL 1997**

**97-001            RÉORGANISATION DES SERVICES PUBLICS D'EMPLOI**

ATTENDU l'ensemble des discussions tenues jusqu'à ce jour sur la *Réorganisation des services publics d'emploi*;

ATTENDU le projet de proposition gouvernementale sur la *Réorganisation des services publics d'emploi avec les partenaires du marché du travail* soumise par la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, le 24 mars 1997, aux membres du comité exécutif;

ATTENDU la volonté du conseil d'administration de formuler clairement aux instances gouvernementales le cadre d'intervention à l'intérieur duquel les partenaires du marché du travail accepteraient, par leur participation dynamique et soutenue, de poursuivre l'expérience de concertation déjà acquise à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre dans le nouveau contexte de la structure ministérielle faisant l'objet de la réforme annoncée;

ATTENDU que le projet de document intitulé *Position du Conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre suite à la proposition gouvernementale soumise le 24 mars 1997* représente rigoureusement la position du conseil d'administration dans le dossier de la *Réorganisation des services publics d'emploi*;

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Gérald A. Ponton, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'adopter le document intitulé *Position du Conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre suite à la proposition gouvernementale soumise le 24 mars 1997*, cette position ferme du conseil d'administration devant être transmise dans les meilleurs délais à la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, madame Louise Harel, ainsi qu'à monsieur Hubert Thibault, directeur de Cabinet du Premier Ministre, en prévision de la rencontre avec les membres du comité exécutif, le 9 avril prochain.

**97-002            PROJET DE RÈGLEMENT SUR L'AGRÈMENT DES ORGANISMES FORMATEURS, DES FORMATEURS ET DES SERVICES DE FORMATION / PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES DÉPENSES DE FORMATION ADMISSIBLES**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Diane Drouin, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

DE PRENDRE le règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation / Regulation respecting the accreditation of training bodies, trainers and

training services dont les versions française et anglaise sont jointes en annexe du procès-verbal de l'assemblée pour en faire partie intégrante.

DE PRENDRE le règlement modifiant le Règlement sur les dépenses de formations admissibles / Regulation amending the Regulation respecting eligible training expenditure dont les versions française et anglaise sont jointes en annexe du procès-verbal de l'assemblée pour en faire partie intégrante.

Et, conformément à l'article 22 de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, suite aux consultations effectuées, DE SOUMETTRE ces deux règlements dûment pris par le conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre à l'approbation du gouvernement.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 21 AVRIL 1997**

**97-003**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Ghislain Dufour, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adresser une motion de félicitations à toute l'équipe de négociation soit à monsieur Michel Noël de Tilly, madame Diane Bellemare et monsieur Michel Boivin, qui ont été les artisans de première ligne de cette Entente, ainsi qu'à madame Louise Harel et au Premier Ministre lui-même, qui ont su insuffler la volonté politique de la conclure.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 24 AVRIL 1997**

**97-004      ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Nycol Pageau-Goyette, dûment appuyée par Diane Drouin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

**97-005            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 23 JANVIER 1997 ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Lorraine Pagé, dûment appuyée par Laurent Pellerin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 23 janvier 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-006            CRÉATION DU COMITÉ AVISEUR SUR LA CLIENTÈLE JUDICIARISÉE ADULTE**

Sur proposition de Claude Gingras, dûment appuyée par Pierre Paquet, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de :

- ♦ CRÉER le comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte selon la proposition décrite dans le mémoire déposé au conseil d'administration en référence à ce sujet;
- ♦ MANDATER la SQDM via la VPDE pour qu'elle invite le Service correctionnel Canada à participer aux travaux du comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte au même titre que les organismes gouvernementaux du Québec;
- ♦ OCTROYER une enveloppe budgétaire de 15 000 \$ au comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte. Les sommes seront versées au comité aviseur selon les modalités contenues au protocole d'entente signé par les parties.

**97-007            CRÉATION D'UN COMITÉ AVISEUR POUR LES TRAVAILLEURS DE 45 ANS ET PLUS**

Sur proposition de Gérald Larose, dûment appuyée par Henri Massé, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de :

- ♦ CRÉER le comité aviseur des travailleurs et travailleuses de 45 ans et plus selon la proposition décrite au mémoire adressé au conseil d'administration relativement à ce sujet;
- ♦ D'OCTROYER une enveloppe budgétaire de 15 000 \$ pour l'année 1997-1998. Ces sommes seront versées au comité aviseur des travailleurs et travailleuses de 45 ans et plus selon les modalités contenues au protocole d'entente signé par les deux parties.

**97-008            MISE EN PLACE DU COMITÉ SECTORIEL DE LA SIDÉRURGIE**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Nycol Pageau-Goyette, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'entériner la mise en place du comité sectoriel de la sidérurgie et de lui accorder un budget de départ de 20 000 \$ en 1997-1998 à même le budget d'intervention sectorielle.

**97-009          STRATÉGIE D'INTERVENTION SECTORIELLE 1997-1998**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Gaston Lafleur, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver la stratégie d'intervention sectorielle de la Société pour 1997-1998 et notamment :

- ♦ les budgets pour chaque comité sectoriel et clientèle poursuivant ses travaux, tel qu'il appert à la page 2 du document intitulé *Stratégie d'intervention sectorielle 1997-1998* joint au mémoire au conseil d'administration;
- ♦ les recommandations spécifiques s'adressant à certains comités tels que formulés au document intitulé *Analyse et recommandations à l'intention du conseil d'administration* reproduisant des fiches spécifiques pour chacun des comités sectoriels 1997-1998;
- ♦ les cinq secteurs où un nouveau comité sectoriel pourrait être mis en place soit, les mines, les aliments et boissons, le commerce en alimentation, la première transformation de métaux ainsi que le papier;
- ♦ les orientations générales proposées telles que reproduites à la page 3 du document *Stratégie d'intervention sectorielle 1997-1998* également joint au mémoire adressé au présent conseil d'administration.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 22 MAI 1997**

**97-010          OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL**

La motion spéciale de remerciement qui suit est alors formulée à son endroit:

C'est avec regret que les administrateurs ont appris le départ de monsieur Ghislain Dufour à titre de membre du conseil d'administration.

Il est unanimement proposé et résolu de remercier sincèrement monsieur Ghislain Dufour pour sa contribution à la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, tant au conseil d'administration, au comité exécutif qu'aux différents comités *ad hoc* du conseil d'administration.

Dans l'exercice de ses fonctions, monsieur Dufour a su apporter un éclairage positif, empreint d'ouverture, et n'a ménagé ni son temps ni ses efforts pour maintenir une approche de concertation, où la rigueur et l'humour avaient leur place.

Les partenaires du marché du travail, réunis au conseil d'administration de la Société, lui souhaitent chance et succès dans les nouveaux défis qu'il entend relever.

**97-011            ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Gaston Lafleur, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

**97-012            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 27 FÉVRIER 1997 ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Pierre Paquet, dûment appuyée par Diane Drouin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver, tel que corrigé, le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 27 février 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-013            PROJET DE LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ**

**ATTENDU** le dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi n° 150 intitulé *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* ;

**ATTENDU QUE** ce projet de loi reconnaît que la concertation et le partenariat sont nécessaires à la prise de décision relative à la mise en œuvre et à la gestion des mesures et programmes relevant de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ;

**ATTENDU QU'**aux termes de ce projet de loi, tant la Commission des partenaires du marché du travail que les conseils régionaux des partenaires du marché du travail, institués en même temps que l'unité autonome identifiée sous le nom d'*Emploi-Québec*, prendront respectivement la relève du conseil d'administration et des conseils régionaux de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, permettant ainsi aux partenaires du marché du travail de maintenir leur engagement en faveur d'une politique active du marché du travail dans le cadre de la réorganisation des services publics d'emploi ;

**ATTENDU** l'importance d'assurer une certaine continuité dans la représentation des conseils régionaux, tout particulièrement en ce qui concerne le maintien d'un nécessaire équilibre entre les représentants de la main-d'œuvre, les représentants des entreprises et les autres membres issus notamment d'organismes communautaires et des milieux de l'enseignement, ainsi que du rôle que la Commission devrait également être appelée à exercer dans la mise en place de ces instances régionales à cet égard ;

Sur proposition de Gérald Larose dûment appuyée par Gérald A. Ponton, IL EST UNANIMENT RÉSOLU :

- D'exprimer la satisfaction ainsi que l'appui des partenaires du marché du travail réunis au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre au projet de loi n° 150 intitulé *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* ;
- De formuler toutefois une réserve à cet appui en ce qui concerne la composition des conseils régionaux prévue à son article 40, tout particulièrement en ce qui a trait à la représentation des membres autres que les six membres représentant la main-d'œuvre et les six membres représentant les entreprises :

à cet effet, qu'il soit recommandé à la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité de maintenir le *statu quo* à l'égard de cette troisième catégorie de membres par rapport à la représentation actuelle et ce, en conformité avec le paragraphe 3° de l'article 36 de notre loi constitutive ainsi qu'aux principes de représentation convenus avec la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité en septembre 1995 à l'égard de cette catégorie de membres ;

et, plus généralement, en ce qui concerne le processus de nomination, que les recommandations de l'ensemble des membres des conseils régionaux ayant droit de vote soient effectuées, lorsque applicables et ainsi qu'il se fait actuellement, par les associations et les organismes dûment représentés au sein de la Commission des partenaires du marché du travail ;

par ailleurs, en ce qui concerne les membres non votants, qu'il y ait un ajout au dernier alinéa de l'article 40 afin qu'on y retrouve également un représentant régional (directeur régional) du ministère de l'Éducation du Québec ainsi qu'un représentant régional (directeur régional) du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie en vue d'assurer une composition des conseils régionaux des partenaires du marché du travail qui s'harmonise autant que possible à celle de la Commission des partenaires du marché du travail, réunissant au sein de ces instances régionales les partenaires des comités régionaux d'emploi (CRE), évitant ainsi une duplication des structures ;

- Enfin, de mandater les services internes de la Société pour effectuer un examen technique du projet de loi n° 150 et d'en faire rapport aux autorités appropriées.

**97-014 BUDGET 1997-1998 DE LA SOCIÉTÉ**

Sur proposition de Lorraine Pagé, dûment appuyée par Pierre Paquet, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser des engagements au Fonds spécial pour un montant de 17 531 000 \$ se répartissant comme suit :

Mesure «ARTT» (incluant le projet «Abitibi Price» 361K \$)	4 000 000 \$
Volet métropolitain	2 000 000 \$
Phase II du «Plan d'investissement en informatique»	2 500 000 \$
Régime d'apprentissage - développement et implantation	390 000 \$
PATA	7 241 000 \$
Fonds de stabilisation	1 400 000 \$

**97-015 BUDGET 1997-1998 DE LA SOCIÉTÉ**

Sur proposition de Claude Gingras, dûment appuyée par Nycol Pageau-Goyette, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU de d'approuver la répartition du budget 1997-1998 par unité administrative ainsi que les budgets alloués aux programmes, aux mesures et aux fonds, tels que présentés aux annexes 2a), 2b) et 2c) jointes au procès-verbal pour en faire partie intégrante et, conformément à l'article 48 de notre loi constitutive, de soumettre au gouvernement, pour son approbation, le budget 1997-1998 qui suit :



BUDGET 1997-1998	
Subvention du ministère de l'Emploi et de la Solidarité <sup>(1)</sup>	165 108 700 \$
Provision pour créances douteuses et autres	650 000 \$
	<hr/>
	165 758 700 \$
Revenus autonomes	5 552 000 \$
Engagements au Fonds spécial	<hr/>
	17 531 000 \$
	<hr/>
	188 841 700 \$
<sup>(1)</sup> La subvention versée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité correspond à la subvention de 173 427 000 \$ telle qu'elle apparaît au Livre des crédits, diminuée de la portion des coûts variables qui s'appliquent à la baisse des budgets confirmée par le gouvernement fédéral, tel que prévu aux règles budgétaires de la Société.	

**97-016            BUDGET 1997-1998 DE LA SOCIÉTÉ**

Sur proposition d'Henri Massé, dûment appuyée par Gaston Lafleur, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver les règles budgétaires de la Société pour l'exercice financier 1997-1998 telles que présentées et corrigées à l'annexe 3 jointe au procès-verbal pour en faire partie intégrante et de les soumettre au gouvernement pour approbation.

**97-017            PLAN D'EFFECTIFS DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 1997-1998**

Sur proposition de Denis Beauregard, dûment appuyée par Gaétan Boucher, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver pour l'exercice financier 1997-1998 un plan d'effectifs pour la Société de 934 ETC (équivalent temps plein) comprenant 40 ETC affectés à la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*.

**97-018 PROJET DE RÈGLEMENT SUR LES ORGANISMES COLLECTEURS**

Sur proposition de Denis Beauregard, dûment appuyée par Henri Massé, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de prendre le règlement sur les organismes collecteurs dont la version française est jointe en annexe du procès-verbal de l'assemblée pour en faire partie intégrante et d'en soumettre les versions française et anglaise au gouvernement, pour approbation, afin qu'il entre en vigueur au cours de l'été 1997.

**97-019 PROJET DE RÈGLEMENT SUR LES PLACEMENTS DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyé par Denis Beauregard, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de prendre le règlement sur les placements du Fonds national de formation de la main-d'œuvre dont la version française est jointe au procès-verbal pour en faire partie intégrante et d'en soumettre les versions française et anglaise à l'approbation du gouvernement.

**97-020 FORME DU PLAN D'AFFECTATION ET RENSEIGNEMENTS QU'IL DOIT CONTENIR**

Sur proposition de Gaétan Boucher, dûment appuyée par Denis Beauregard, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter la forme du Plan d'affectation ainsi que les renseignements qu'il doit contenir conformément aux titres des sections et sous-sections 5.1 à 5.4 du sommaire exécutif préalablement transmis au soutien de ce sujet.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 26 JUIN 1997**

**97-021 OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL**

Sur proposition d'Henri Massé, dûment appuyée par Pierre Paquet, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adresser à M. Claude Gingras la motion de remerciement qui suit:

«Tous les administrateurs remercient chaleureusement M. Claude Gingras pour sa contribution soutenue comme administrateur au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de

développement de la main-d'œuvre ainsi qu'à titre de membre et président du comité de vérification depuis plusieurs années.

Son expérience et ses sages conseils constituèrent un apport positif à nos délibérations et contribuèrent à la nécessaire concertation parmi nous pour le développement de la main-d'œuvre québécoise.

Nous lui souhaitons toute la chance qu'il mérite.»

**97-022            ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Gaston Lafleur, dûment appuyée par Denis Beauregard, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver l'ordre du jour tel que modifié.

**97-023            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 27 MARS 1997  
ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Gaston Lafleur, dûment appuyée par Gérald Larose, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 27 mars 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-024            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 7 AVRIL 1997 ET  
AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Laurent Pellerin, dûment appuyée par Pierre Paquet, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de l'assemblée spéciale du conseil d'administration tenue par conférence téléphonique le 7 avril 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-025            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 21 AVRIL 1997 ET  
AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition d'Henri Massé, dûment appuyée par Laurent Pellerin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de la session extraordinaire du conseil d'administration tenue le 21 avril 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-026            COMITÉ EXÉCUTIF / NOMINATION D'UN MEMBRE REPRÉSENTANT LES ENTREPRISES  
JUSQU'AU 31 MARS 1998 EN REMPLACEMENT DE M. GHISLAIN DUFOUR**

Sur proposition de Gaston Lafleur, dûment appuyée par Gérald A. Ponton, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de nommer Denis Beauregard membre du comité exécutif représentant les entreprises, et ce jusqu'au 31 mars 1998, en remplacement de Ghislain Dufour.

**97-027           RENOUVELLEMENT DE MANDAT DE MME DIANE DROUIN JUSQU'AU 31 MARS 1998**

Sur proposition de Nancy Neamtan, dûment appuyée par Gaétan Boucher, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de renouveler le mandat de Mme Diane Drouin à titre de membre du comité de vérification représentant la catégorie autres membres et ce, jusqu'au 31 mars 1998.

**97-028           PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME D'APPRENTISSAGE (LOI 103 SACTIONNÉE LE 27 MAI 1997)**

Sur proposition de Claude Gingras, dûment appuyée par Laurent Pellerin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de prendre le projet de règlement sur le régime d'apprentissage tel que modifié, dont les versions française et anglaise sont jointes au procès-verbal pour en faire partie intégrante et ce, pour fins de pré-publication à la Gazette officielle du Québec et consultation, le tout étant soumis à l'approbation du gouvernement.

**97-029           PLAN D'AFFECTATION DES RESSOURCES DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

Sur proposition de Gaétan Boucher, dûment appuyée par Gaston Lafleur, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter le plan d'affectation 1997 des ressources du fonds national de formation de la main-d'œuvre, tel que modifié en séance, et de le soumettre à l'approbation de la ministre.

**97-030           CONVENTION DE SERVICES BANCAIRES (SPRINT)**

**ATTENDU** les explications fournies à la lumière de la documentation soumise;

**ATTENDU** la nécessité d'assurer sans interruption la poursuite de la gestion du programme SPRINT;

**ATTENDU** que le renouvellement du contrat des services bancaires avec la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec sur la mesure SPRINT ne devrait pas excéder un an,

Sur proposition de Claude Gingras, dûment appuyée par Laurent Pellerin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:**

D'autoriser aux mêmes conditions le renouvellement du contrat des services bancaires avec la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec portant sur la mesure SPRINT pour une période ne devant pas excéder 12 mois.

De requérir que soit produit au conseil d'administration, lors de sa réunion du mois de septembre, une recommandation concernant des scénarios d'appels d'offres ainsi que du rapatriement de la partie administrative de la mesure, selon l'analyse qui sera faite du dossier.

**97-031            PLAN DE DÉLÉGATION EN MATIÈRE DE GESTION FINANCIÈRE**

Sur proposition de Denis Beauregard, dûment appuyée par Gaétan Boucher, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:**

D'abroger le Règlement concernant le plan de délégation en matière de gestion financière approuvé par le conseil d'administration le 25 avril 1996 (RÉS. # 96-013);

D'inclure au plan de délégation en matière de gestion financière le plan de délégation en matière de signature de chèques adopté le 24 novembre 1996 (RÉS. # 94-060);

De prendre le Règlement concernant le plan de délégation en matière de gestion financière dont le texte est joint au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

Enfin, conformément à l'article 28 de la loi constitutive de la Société, de soumettre tel règlement au pouvoir de désaveu de la ministre.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 28 AOÛT 1997**

**97-032            OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL**

Sur proposition de tous les administrateurs, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adresser à Mme Nycol Pageau-Goyette la motion de remerciement qui suit:

«C'est avec regret que les membres du conseil d'administration ont pris connaissance de la lettre de démission de madame Nycol Pageau-Goyette datée du 1<sup>er</sup> juin 1997.

Tous les administrateurs réunis au conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre désirent sincèrement remercier madame Nycol Pageau-Goyette pour sa contribution soutenue au développement de la formation de la main-d'œuvre, tout particulièrement par son implication, son sens de

la concertation ainsi que son franc parler au sein du conseil d'administration depuis 1994 et plus récemment au comité de vérification de la Société.

Nous lui souhaitons toute la chance qu'elle mérite dans la poursuite de ses multiples responsabilités.»

**97-033            ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Denis Beauregard, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver l'ordre du jour tel que modifié.

**97-034            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 24 AVRIL ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Gérald Larose, dûment appuyée par Gaston Lafleur, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver tel que corrigé le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 24 avril 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-035            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 28 AVRIL 1997 ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Denis Beauregard, dûment appuyée par Gérald Larose, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue par conférence téléphonique le 28 avril 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-036            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 5 MAI 1997 ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Gaston Lafleur, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver le procès-verbal de la séance spéciale du conseil d'administration tenue par conférence téléphone le 5 mai 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-037            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 22 MAI 1997 ET AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Denis Beauregard, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 22 mai 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-038            APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION TENUE LE 26 JUIN 1997 ET  
AFFAIRES QUI EN DÉCOULENT**

Sur proposition de Gérald Larose, dûment appuyée par Gaston Lafleur, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 26 juin 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**97-039            COMITÉ DE VÉRIFICATION - ÉTAT DE SITUATION**

Attendu l'entrée en vigueur de la Loi n° 150 ainsi que de la mise en place de nouvelles structures d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 1998, entraînant par la même occasion la fin des activités des divers comités de la Société, sur proposition de Gérald A. Ponton, dûment appuyée par Gaston Lafleur, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de ne pas procéder à de nouvelles nominations au comité de vérification et de confier, d'ici la fin des activités de la Société, le mandat du comité de vérification prévu à l'article 31 du règlement de régie interne de la Société au comité exécutif.

**97-040            ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1997 ET  
SYNTHÈSE BUDGÉTAIRE 1996-1997**

**ATTENDU** la note de non-conformité à la loi inscrite dans le rapport du Vérificateur général sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1997;

**ATTENDU** que le Vérificateur général ne tient nullement compte de l'approche par Fonds préconisée par la Société et des efforts déployés par cette dernière en vue de se conformer à la loi;

**ATTENDU** le principe de droit qu'à l'impossible nul n'est tenu;

**ATTENDU** finalement le redressement opéré par le Décret du 26 mars 1997;

Sur proposition de Gérald A. Ponton, dûment appuyée par Henri Massé, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de formuler le désaccord du conseil d'administration sur la note de non-conformité à la loi inscrite dans le rapport du Vérificateur général sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1997.

**97-041            ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1997 ET  
SYNTHÈSE BUDGÉTAIRE 1996-1997**

**Attendu** les états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 1997;

**Attendu** le désaccord du conseil d'administration sur la note de non-conformité à la loi formulée par le Vérificateur général dans son rapport sur ces états financiers;

Sur proposition de Gérald Larose, dûment appuyée par Gérald A. Ponton, et sous réserve du quatrième paragraphe de la page 1 des états financiers concernant une note relative à la conformité à la loi inscrite au rapport du Vérificateur général du Québec, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver les états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 1997 tels que présentés et qui tiennent compte des modifications comptables tel qu'expliqué à la note 3 de ces états;

De prendre acte de la synthèse budgétaire de l'exercice 1996-1997;

De réitérer le désaccord du conseil d'administration sur la note de non-conformité à la loi formulée par le Vérificateur général dans son rapport sur les états financiers 1996-1997 de la Société.

**97-042            ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1997 ET SYNTHÈSE BUDGÉTAIRE 1996-1997**

Sur proposition de Gaétan Boucher, dûment appuyée par Gaston Lafleur, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU de mandater madame Diane Bellemare et monsieur Denis Beauregard pour signer les états financiers pour et au nom du conseil d'administration.

**97-043            ÉTATS FINANCIERS DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1997. (RÉS. #97-043) (RÉS. #97-044)**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Nancy Neamtan, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver les états financiers annuels du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour l'exercice terminé le 30 juin 1997.

**97-044            ÉTATS FINANCIERS DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1997 (RÉS. #97-043) (RÉS. #97-044)**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Jean-Yves Bourque, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU de mandater madame Diane Bellemare et monsieur Gérald A. Ponton pour signer les états financiers du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour et au nom du conseil d'administration.

**97-045            BUDGET 1997-1998 / NOUVEAUX PRÉLÈVEMENTS AU FONDS SPÉCIAL**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Gaétan Boucher, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

De prendre acte de la réduction de 920 321 \$ de l'affectation initiale prévue pour le plan d'investissement en informatique à la suite du changement de méthode comptable pour les dépenses capitalisables;



D'autoriser des engagements au Fonds spécial totalisant 2 320 281 \$, conformément à la répartition suivante:

- 519 146 \$ pour les surplus des sociétés régionales, montant à être réparti entre celles-ci par la Vice-présidence aux opérations régionales et 346 098 \$ à la Vice-présidence à l'administration;
- 624 683 \$ pour les reports des projets de stabilisation de l'emploi, selon la répartition à être déterminée par la Vice-présidence au développement de l'emploi;
- 455 607 \$ pour les interventions reliées aux «pluies diluviennes», selon la répartition proposée au présent mémoire entre les sociétés régionales visées;
- 374 747 \$ pour le Fonds d'aide à l'innovation du Grand Montréal (FAIM) - Société régionale de Montréal.

#### **97-046            ÉTAT DE SITUATION CONCERNANT LES MESURES DE DÉPARTS ASSISTÉS**

Sur proposition de Henri Massé, dûment appuyée par Gérald A. Ponton, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU de prendre acte:

- Que le comité de gestion à sa réunion du 5 août 1997 a décidé de financer le coût des primes de départ des employés ayant quitté la Société en demandant au Conseil du trésor de reconnaître une réduction de la péremption des crédits reliés aux achats de formation;
- Que le paiement des vacances, des congés de maladie, du temps supplémentaire cumulé au 31 mars 1997 ainsi que des primes de départ sera supporté par les réserves centrales;

Et d'autoriser:

- Une modification au plan d'effectifs adopté par le conseil d'administration en mai dernier (RÉS. #97-017) de 934 ETC à 870 ETC au titre de réduction des coûts de main-d'œuvre;
- Une modification au budget de chaque unité administrative pour d'une part refléter les économies à la masse salariale et d'autre part l'ajustement consenti en ressources.

#### **97-047            INTERVENTION SECTORIELLE / APPROBATION DU BUDGET 1997-1998 POUR LE COMITÉ SECTORIEL DE SIDÉRURGIE ASSISTÉS**

Sur proposition de Gaétan Boucher, dûment appuyée par Gérald A. Ponton, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'allouer au comité sectoriel de la sidérurgie un budget supplémentaire de 40 000 \$ à même le budget d'intervention sectorielle.

**97-048            PROJET DE RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION DE L'APPLICATION DE LA SECTION II DU  
CHAPITRE II DE LA LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION DE LA MAIN-  
D'ŒUVRE**

ATTENDU qu'en vertu de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (Loi 90), tout employeur a l'obligation de participer au développement de la formation de la main-d'œuvre en consacrant à des dépenses de formation admissibles un montant représentant au moins 1 % de sa masse salariale;

ATTENDU la proposition soumise par l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec ayant pour objet d'alléger les procédures et les contrôles administratifs et fiscaux reliés à l'application de la Loi 90 à l'égard des employeurs ayant déjà développé et établi, au sein de leur entreprise, une culture de formation continue;

ATTENDU qu'à cette fin et conformément au paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 20 de la Loi 90, un comité technique de la Société a élaboré un avant-projet de règlement sur les exemptions de l'application de la section II du chapitre II de la Loi 90;

ATTENDU que le comité exécutif en recommande l'adoption, ayant fixé à trois années civiles (deux années civiles pour l'année 1998) précédant la demande d'exemption de l'employeur, la participation de ce dernier au développement de la formation de ses employés, cette participation devant s'élever en moyenne à 2 % de sa masse salariale par année, telle exemption pouvant être renouvelée pour une période équivalente aux conditions y prévues;

ATTENDU que les exemptions qui seront accordées par l'application de ce règlement auront un caractère exceptionnel, n'ayant pour objet que d'alléger les procédures et contrôles administratifs et fiscaux reliés à l'application de la Loi 90 à l'égard des employeurs qui ont su développer et maintenir, au sein de leur entreprise, une culture de formation continue, tout en constituant un incitatif au développement d'une telle culture pour les employeurs qui n'en rencontrent pas les conditions d'application;

ATTENDU par ailleurs que le seuil minimal fixé à 1 % de la masse salariale représentant les dépenses de formation qu'un employeur doit consacrer au développement de la formation de la main-d'œuvre, doit demeurer la norme qui régit généralement l'application de la Loi 90;

Il est proposé par Gérald A. Ponton, dûment appuyée par Gérald Larose, de prendre l'avant-projet de règlement sur les exemptions de l'application de la section II du chapitre II de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, dont les versions française et anglaise sont jointes au procès-verbal pour en faire partie intégrante, et ce, pour fins de prépublication à la Gazette officielle du Québec et consultation, le tout devant être soumis au gouvernement pour approbation.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 25 SEPTEMBRE 1997**

**97-049            OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL**

ATTENDU la contribution remarquable de monsieur Jacques Lanoux au développement de la formation de la main-d'œuvre, tout particulièrement dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi 90 depuis son entrée en fonction à la vice-présidence à la formation de la main-d'œuvre;

ATTENDU que l'expertise et la compétence de monsieur Jacques Lanoux n'ont d'égal que ses talents de fin négociateur et d'habile pédagogue;

ATTENDU enfin l'humour exceptionnel de monsieur Jacques Lanoux, si peu transférable mais combien qualifiant pour qui le côtoie;

IL EST UNANIMEMENT PROPOSÉ ET RÉSOLU de remercier très chaleureusement monsieur Jacques Lanoux pour les services rendus à la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre.

**97-050            OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL**

ATTENDU la contribution exceptionnelle de madame Lucy Wells à la gestion des affaires de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre à titre de vice-présidente à l'administration depuis deux ans;

ATTENDU que la rigueur et les habiletés de gestionnaire de madame Lucy Wells n'ont eu d'égal que son dévouement et sa loyauté envers l'organisation;

IL EST UNANIMEMENT PROPOSÉ ET RÉSOLU de remercier très chaleureusement madame Lucy Wells pour les services rendus à la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre et de lui souhaiter toute la chance qu'elle mérite dans les nouveaux défis qu'elle sera appelée à relever dans la poursuite de sa carrière.

**97-051            ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de François Vaudreuil, dûment appuyée par Jean-Yves Bourque, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver l'ordre du jour tel que modifié.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 23 OCTOBRE 1997**

**97-052          Approbation du procès-verbal de la réunion tenue le 28 août 1997**

Sur proposition de Gérald A. Ponton, dûment appuyée par Robert Guay, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver le procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 28 août 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS D'UNE SÉANCE SPÉCIALE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE  
TENUE LE 30 OCTOBRE 1997**

**97-053          ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ**

**ATTENDU** que quelque 300 travailleurs seront mis à pied à la suite de la cessation de l'exploitation des opérations de la Mine B.C. le 1<sup>er</sup> novembre 1997;

**ATTENDU** la volonté du conseil d'administration d'agir de façon équitable à l'endroit de tout travailleur dont l'entreprise pourrait se retrouver dans la même situation, favorisant dès lors des interventions d'ensemble à l'égard des travailleurs qui vivent des difficultés similaires;

**ATTENDU** par ailleurs qu'en l'occurrence, l'avis de licenciement des travailleurs concernés est antérieur au 31 mars 1997, date à laquelle le gouvernement du Québec et du Canada ont mis fin au programme PATA;

Après discussion, **SUR PROPOSITION** de monsieur Denis Beauregard, **DUMENT APPUYÉE PAR** madame Lorraine Pagé, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** :

**D'APPUYER** les démarches de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, madame Louise Harel, auprès de son homologue fédéral, le ministre du Développement des ressources humaines Canada, monsieur Pierre Pettigrew, afin d'assurer la mise en place d'un programme d'adaptation des travailleurs âgés (PATA) à l'intention des travailleurs admissibles de la mine B.C.;

Dans le cadre de ce programme, DE NE PAS PÉNALISER les travailleurs admissibles dans l'éventualité où l'employeur bonifierait la rente applicable;

D'ASSURER enfin la mise en place d'autres mesures actives, notamment un programme d'aménagement et de réduction du temps de travail, pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles au PATA.

**97-054            CRÉATION DU POSTE DE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT AUX OPÉRATIONS RÉGIONALES**

ATTENDU l'exposé de la situation;

Sur PROPOSITION DE monsieur Henri Massé, DUMENT APPUYÉE PAR monsieur Michel Audet, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

- DE CRÉER le poste de directeur général adjoint aux opérations régionales jusqu'à la mise en place d'Emploi-Québec ainsi que la dotation des postes d'encadrement prévus à son POAS;
- DE DÉSIGNER monsieur Jean-Guy Leblanc au poste de directeur général adjoint par intérim aux opérations régionales;
- D'AUTORISER le directeur général adjoint aux opérations régionales à exercer les pouvoirs actuellement dévolus au vice-président aux opérations régionales conformément au règlement concernant le Plan de délégation en matière de gestion financière et, à cette fin, DE PRENDRE le Règlement 2 modifiant le Règlement concernant le Plan de délégation en matière de gestion financière dont le texte est déposé et joint en annexe au procès-verbal;
- DE REFONDRE les règlements 1 et 2 modifiant le Règlement concernant le Plan de délégation en matière de gestion financière dans un règlement intitulé «Règlement refondu concernant le Plan de délégation en matière de gestion financière» et DE PRENDRE en conséquence le règlement refondu concernant le Plan de délégation en matière de gestion financière dont le texte est déposé et joint en annexe au procès-verbal;
- D'AUTORISER le directeur général adjoint aux opérations régionales à exercer les pouvoirs actuellement dévolus au vice-président aux opérations régionales conformément au Règlement concernant le plan de délégation en matière de gestion des ressources humaines et, à cette fin, de prendre le Règlement 1 modifiant le Règlement concernant le Plan de délégation en matière de gestion des ressources humaines dont le texte est déposé et joint en annexe au procès-verbal.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES**  
**PAR LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU**  
**MARCHÉ DU TRAVAIL**  
**1997-1998**

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE  
DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
TENUE LE 12 SEPTEMBRE 1997**

**C/97-001      PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE**

**SUR PROPOSITION** de Lorraine Pagé, dûment **APPUYÉE** par Diane Drouin, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de désigner monsieur Denis Beauregard à titre de président ad hoc de l'assemblée et M<sup>e</sup> Pierre Bourbonnais à titre de secrétaire ad hoc de l'assemblée.

**C/97-002      CONSULTATION/AVIS DE LA COMMISSION POUR LA PRÉSIDENTIE ET LE POSTE DE  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

**ATTENDU** que les dispositions de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail sont entrées en vigueur le 10 septembre 1997;

**ATTENDU** qu'à pareille date, conformément aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 21, le gouvernement a procédé à la nomination des six membres représentant la main-d'œuvre québécoise, de quatre des six membres représentant les entreprises, des deux membres représentant les organismes communautaires ainsi que des deux membres représentant le milieu de l'enseignement;

**ATTENDU** qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 21, le sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité ainsi que le secrétaire général de la Commission sont d'office membres de la Commission;

**ATTENDU** qu'en vertu du troisième alinéa de l'article 21, le sous-ministre associé du Secrétariat au développement des régions, le sous-ministre de l'Éducation, le sous-ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le sous-ministre de la Métropole, ou, le cas échéant, le sous-ministre associé ou adjoint désigné par chacun d'eux, sont aussi membres de la Commission, sans y avoir droit de vote;

**ATTENDU** qu'en vertu du premier paragraphe du premier alinéa de l'article 21, la Commission est en outre composée d'un président choisi après consultation de la Commission;

**ATTENDU** qu'en vertu de l'article 22, le secrétaire général de la Commission est nommé par le gouvernement après avoir obtenu un avis formel de celle-ci;

**ATTENDU** que tous les membres déjà nommés par le gouvernement ou désignés d'office par la loi ont été dûment convoqués à la présente réunion;

**ATTENDU** qu'il y a lieu de compléter la composition de la Commission des partenaires du marché du travail dans les meilleurs délais afin d'enclencher dès le début de l'automne les discussions qui mèneront à la conclusion d'une entente de gestion relative à Emploi-Québec;

ATTENDU qu'en conséquence, il y a lieu pour la Commission, composée des membres déjà ainsi nommés ou désignés, de formuler sa recommandation au gouvernement quant à la nomination de son président ainsi que de lui formuler un avis formel quant à la nomination du secrétaire général de la Commission;

**SUR PROPOSITION de monsieur Gérald Larose, DUMENT APPROUVÉ par monsieur Gérald A. Ponton, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :**

De recommander au gouvernement la candidature de madame Diane Bellemare, actuelle présidente-directrice générale de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, comme présidente de la Commission des partenaires du marché du travail et qu'à ce titre, la durée du mandat de madame Diane Bellemare se poursuive jusqu'au 22 novembre 1999, celle-ci continuant de bénéficier, en faisant les adaptations nécessaires, des mêmes conditions d'emploi que celles qu'elle possède actuellement en vertu du Décret 1617-94 du 16 novembre 1994 et du Décret 321-95 du 15 mars 1995;

Et de formuler au gouvernement l'avis formel à l'effet que monsieur Jacques Gariépy, actuel sous-ministre adjoint à la concertation au ministère de l'Emploi et de la Solidarité, occupe le poste de secrétaire général de la Commission dans les meilleurs délais.



**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
TENUE LE 25 SEPTEMBRE 1997**

**C/97-003      OUVERTURE DE LA RÉUNION / DÉSIGNATION D'UN(E) PRÉSIDENT(E) INTÉrimAIRE ET D'UN(E) SECRÉTAIRE D'ASSEMBLÉE**

Sur proposition de Henri massé, dûment appuyée par Nancy Neamtan, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** de désigner madame Diane Bellemare présidente intérimaire de la Commission des partenaires du marché du travail et monsieur Pierre Bourbonnais secrétaire d'assemblée.

**C/97-004      ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Denis Beauregard, dûment appuyée par Gérald Larose, **IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU** d'approuver l'ordre du jour tel que modifié.

**C/97-005      NÉGOCIATIONS SUR L'ENTENTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE DE PRINCIPE CANADA-QUÉBEC / RÉSOLUTION D'APPUI**

ATTENDU le consensus établi le 2 novembre 1990 dans le cadre de la Conférence permanente sur l'adaptation de la main-d'œuvre et réaffirmé le 2 octobre 1995 par le conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre à l'effet que «le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'œuvre et de formation professionnelle sur son territoire et rapatrier en conséquence les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec» et que «dans le cadre constitutionnel actuel et dans la perspective d'un meilleur service à la clientèle, le Québec récupère le contrôle et l'administration des différents services relatifs à l'emploi et au développement de la main-d'œuvre et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec à ces fins, et reçoit en conséquence les budgets qui accompagnent normalement une telle prise en charge»;

ATTENDU l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail intervenue le 21 avril 1997 sur la mise en œuvre des mesures actives d'emploi;

CONSIDÉRANT que le placement constitue une responsabilité reconnue au Québec en vertu de ladite entente de principe;

CONSIDÉRANT que lors d'un récent exposé de l'état des négociations sur l'entente de mise en œuvre de l'Entente Canada-Québec, les partenaires du marché du travail réunis au sein du conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre étaient informés de certaines difficultés rencontrées dans le cadre de ces négociations concernant notamment le placement, l'information sur le marché du travail et les questions de financement;

CONSIDÉRANT que ces mêmes partenaires sont aujourd'hui réunis au sein de la nouvelle Commission des partenaires du marché du travail;

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Denis Beauregard, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

- DE RÉAFFIRMER le consensus exprimé à plusieurs reprises par le conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre ainsi que l'importance qu'attachent les partenaires du marché du travail à la mise en place d'un guichet unique québécois en matière de services d'emploi compris dans l'Entente de principe Canada-Québec intervenue entre les gouvernements du Canada et du Québec;
- DE DEMANDER que les négociations se poursuivent afin d'en arriver à une entente de mise en œuvre dans les meilleurs délais, notamment sur la question du placement.

**C/97-006      RÈGLES DE FONCTIONNEMENT TEMPORAIRES DE LA COMMISSION**

ATTENDU l'article 27 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, sur proposition de Lorraine Pagé, dûment appuyée par Pierre Paquet, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU :

D'APPROUVER les règles de fonctionnement temporaires de la Commission déposées en séance et jointes en annexe au procès-verbal ;

Aux fins de l'application desdites règles de fonctionnement temporaires, DE DÉSIGNER le secrétaire du conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre pour agir à titre de secrétaire d'assemblée de la Commission et ce, jusqu'à ce que le futur secrétaire général de la Commission lui formule, s'il y a lieu, une nouvelle recommandation à cet effet ;

DE DÉSIGNER madame Diane Bellemare en vue d'assurer l'intérim à la présidence de la Commission d'ici à ce que le gouvernement nomme celle-ci conformément à la recommandation de la Commission émise en vertu du premier paragraphe de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail ;

Outre la présidence et le secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail, DE NOMMER les membres actuels du comité exécutif du conseil d'administration de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, membres du comité exécutif de la Commission jusqu'au 31 mars 1998, à savoir :

- À titre de représentants de la main-d'œuvre québécoise, messieurs Gérald Larose et Henri Massé;
- À titre de représentants des entreprises, messieurs Denis Beauregard et Gérald A. Ponton;
- À titre de représentante des organismes communautaires, madame Nancy Neamtan;
- À titre de représentant du milieu de l'enseignement, monsieur Gaétan Boucher.

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉE  
DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
TENUE LE 23 OCTOBRE 1997**

**C/97-007      CRÉATION DES 17 CONSEILS RÉGIONAUX / TABLE DE CONCERTATION MÉTROPOLITAINE**

ATTENDU l'intention de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité d'assurer, dans les meilleurs délais, la mise en place de l'ensemble des conseils régionaux des partenaires du marché du travail conformément à la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150);

ATTENDU qu'à la suite de cette opération et conformément à l'article 4 de la Loi 150, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité a également l'intention de former sans plus tarder, pour le territoire de la région métropolitaine de recensement, une table de concertation sur les questions relatives à la politique du marché du travail;

ATTENDU les quatre scénarios envisagés en regard de la composition de cette table de concertation métropolitaine ainsi que la recommandation formulée;

ATTENDU que le mandat de cette table de concertation métropolitaine ne devrait, en aucun cas, être de nature décisionnelle, cette table de concertation devant plutôt constituer un lieu de concertation et de synergie entre les cinq régions concernées sur toute question relative à la politique du marché du travail;

ATTENDU en conséquence les réserves exprimées à l'endroit du projet de mandat tel que formulé dans les deux mémoires soumis à la Commission des partenaires du marché du travail en référence à ce dossier;

Sur proposition de François Vaudreuil, dûment appuyée par Denis Beauregard, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

- En ce qui concerne la composition de la table de concertation métropolitaine, DE RECOMMANDER à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité de retenir le troisième scénario proposé, à savoir :
  - La formation d'une table de concertation métropolitaine formée de quatorze (14) personnes selon la représentation suivante:
    - \* un(e) président(e);
    - \* le(la) président(e) de chacun des cinq conseils régionaux de Montréal, de Laval, de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière;
    - \* deux représentant(e)s du milieu patronal regroupé sur une base métropolitaine;
    - \* deux représentant(e)s du milieu syndical regroupé sur une base métropolitaine;
    - \* deux représentant(e)s du milieu de l'éducation regroupé sur une base métropolitaine, dont l'un(e) au niveau secondaire;
    - \* un(e) représentant(e) du milieu communautaire désigné(e) sur une base métropolitaine;
    - \* une personne oeuvrant, à l'échelle métropolitaine, dans le domaine de l'emploi auprès des clientèles immigrantes.

- Une personne du ministère de la Métropole serait invitée à siéger à titre d'observateur sans droit de vote.
- En ce qui concerne le mandat de la table de concertation métropolitaine proposé, DE RECOMMANDER à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité d'en réviser la formulation afin d'assurer, d'une part, qu'il ne lui soit accordé aucun pouvoir décisionnel qui relève, en vertu de la Loi 150, soit de la Commission des partenaires du marché du travail, soit des conseils régionaux des partenaires du marché du travail concernés et, d'autre part, que les principales fonctions de cette table de concertation métropolitaine soient formulées en tenant compte et en lien avec les attributions de la Commission des partenaires du marché du travail ainsi qu'avec celles des conseils régionaux concernés.
- Enfin, DE RECOMMANDER à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité de ne pas former la table de concertation métropolitaine avant que la formulation de son mandat ne fasse l'objet d'une nouvelle proposition à la Commission des partenaires du marché du travail.

**C/97-008      ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de Michel Noël de Tilly, dûment appuyée par Denis Beauregard, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver l'ordre du jour révisé tel que modifié.

**C/97-009      APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE TENUE LE 12 SEPTEMBRE 1997**

Sur proposition d'Henri Massé, dûment appuyée par Pierre Paquet, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver le procès-verbal de l'assemblée constituante de la Commission des partenaires du marché du travail tenue par conférence téléphonique le 12 septembre 1997, le secrétaire ayant été exempté d'en faire lecture.

**C/97-010      APPROBATION DES ORIENTATIONS CONVENUES ENTRE LA MINISTRE ET LES PARTENAIRES LE 5 SEPTEMBRE 1997**

Sur proposition de Robert Guay, dûment appuyée par Lorraine Pagé, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'approuver le document intitulé *Orientations pour la mise en place des services publics d'emploi convenues entre la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et les partenaires du marché du travail lors de la rencontre du 5 septembre 1997*.

**C/97-011 DÉTERMINATION DES CRITÈRES DE RÉPARTITION DES RESSOURCES**

Sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions pertinentes de la Loi 150 [articles 38 (5°), 17 (4°) et 19], sur proposition de Gérald Larose, dûment appuyé par Gaétan Boucher, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU d'adopter le principe du modèle de répartition régionale du budget d'intervention des services d'Emploi-Québec dont le texte est déposé au dossier de la Commission et de demander l'avis des conseils régionaux sur les indicateurs retenus préalablement à l'approbation finale du modèle en question.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 17

### Titre

#### **Volet métropolitain** (Axe ressources humaines du Grand Montréal)

- a) budgets, activités et réalisations ainsi que la participation du gouvernement fédéral, s'il y a lieu, en 1997-1998 pour les programmes suivants :
1. Appui aux initiatives locales de promotion de l'emploi ; amélioration des incitatifs du programme PAIE
  2. Intégration des chômeurs au marché du travail
  3. Parrainage des PME par les grandes entreprises (Programme recyclage et perfectionnement)
  4. PDRH volet Parrainage
  5. Régime d'apprentissage en milieu de travail (Programme recyclage et perfectionnement)
  6. SPRINT
  7. Amélioration de la contribution des ressources humaines à la qualité des produits (CAMO)
  8. Embauche dans les PME de spécialistes en développement des ressources humaines
  9. PATA
  10. Fonds des travailleurs licenciés
  11. Fonds d'adaptation des quartiers défavorisés de Montréal
  12. Fonds d'aide à l'innovation de Montréal
- b) nombre de participants actuels ou prévus en 1997-1998 par programme, selon le sexe, par sous-région et municipalité.

Le gouvernement n'accorde plus aucun budget spécifique pour l'Axe du Grand Montréal depuis le 1<sup>er</sup> avril 1997.

Cependant, la SQDM a continué de financer des activités spécifiques pour l'Axe pendant l'exercice financier 1997-1998, les objectifs visés étant de stimuler le développement de la région, de favoriser une plus grande concertation des agents du milieu et de soutenir le relèvement de la région de Montréal.

1. Appui aux initiatives locales de promotion de l'emploi : amélioration des incitatifs au programme PAIE  
Les incitatifs du programme PAIE ont été étendus à l'ensemble de la province..
2. Intégration des chômeurs au marché du travail  
Ces programmes d'intégration relevaient du gouvernement fédéral (DRHC) en 1997-1998
3. Parrainage des PME par les grandes entreprises (Programme recyclage et perfectionnement)  
On trouvera, au point 4, la réponse à cette question.

**SOURCE :**      **Emploi-Québec**  
                          **Direction générale des opérations régionales**  
                          **Direction générale des opérations de la Métropole**  
                          **1998-03-31**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 17

FICHE EXPLICATIVE

(suite)				
4. PDRH volet Parrainage				
- nombre de parrains <sup>(1)</sup> : 133				
- budget SQDM 1997-1998 : 254 958 \$				
(1) Données au 28 février 1998				
5. Régime d'apprentissage en milieu de travail (Programme recyclage et perfectionnement)				
Le programme recyclage et perfectionnement n'existe plus.				
6. Subventions et prêts individuels aux travailleurs et travailleuses (SPRINT)				
Sous-région	Nombre de participants		Total	Budget 1997-1998
Montréal	146	111	257	2 520 000 \$
Laval	34	30	64	627 000 \$
Total	180	141	321	3 147 000 \$
Il n'est pas possible de donner le détail des participants et des budgets pour les autres sous-régions incluses dans l'axe du Grand Montréal. À noter par ailleurs que le gouvernement fédéral a confirmé qu'il assumera les coûts pour les participants provenant de l'assurance-emploi.				
7. Amélioration de la contribution des ressources humaines à la qualité des produits (CAMO)				
- nombre de comités de main-d'oeuvre constitués : 26				
- nombre de salariés dans les entreprises concernées : 912				
- budget SQDM 1997-1998 : 244 118 \$				
- engagements DRHC 1997-1998 : 140 444 \$				
8. Embauche dans les PME de spécialistes en développement des ressources humaines				
- nombre de spécialistes embauchés : 77				
- budget SQDM 1997-1998 : 1 198 471 \$				

SOURCE :      Emploi-Québec  
                 Direction générale des opérations régionales  
                 Direction générale des opérations de la Métropole  
                 1998-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 17 FICHE EXPLICATIVE

(suite)			
9. Programme PATA (Région de Montréal Centre et Laval)			
Budget <sup>1</sup>			
	Budget alloué (Québec + fédéral)	Québec (SQDM) 30%	Fédéral 70%
Volet régulier du programme	6 272 874 \$	1 881 862 \$	4 391 011 \$
<sup>1</sup> Données au 31 mars 1998			
Participants			
	Total	Homme	Femme
Volet régulier du programme	261	136	125
<p>La mesure « Habillement-Montréal » a pris fin en 1996. Le nombre total de participants à cette mesure s'est élevé à 472 travailleurs, pour un coût total de 8 061 918 \$ assumé par le Québec.</p>			
10. Fonds des travailleurs licenciés :			
Nombre de dossiers avec avis de licenciement permanents			158
Nombre de dossiers avec avis de licenciement temporaires			6
Nombre de dossiers sans avis de licenciement			<u>2</u>
Total des participants			166
Nombre de personnes visées par ces licenciements			15 207
Nombre de comités réguliers constitués			55
Nombre de comités de reclassement à entrées continues constitués			10
Nombre d'entreprises dont les travailleurs licenciés ont été référés aux comités de reclassement à entrées continues			166
Nombre de protocoles signés avec des entreprises qui ont financé elles-mêmes le reclassement de leurs travailleurs licenciés			27
Budget SQDM 1997-1998 :			N/D <sup>(1)</sup>
(1) Les crédits attribués à cette mesure sont intégrés ans le Fond régional de développement de la main-d'œuvre et ne peuvent être isolés.			

SOURCE :      Emploi-Québec  
                 Direction générale des opérations régionales  
                 Direction générale des opérations de la Métropole  
                 1998-03-31



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 17

FICHE EXPLICATIVE

(suite)		
11.	Fonds d'adaptation des quartiers défavorisés de Montréal et RESO :	
	Nombre de projets	88
	Engagements au 1998-02-28	4 164 000 \$
12.	Fonds d'aide à l'innovation de Montréal :	
	Nombre de projets	39
	Engagements 1997-1998 au 1998-02-28	1 359 617 \$

SOURCE :      Emploi-Québec  
                 Direction générale des opérations régionales  
                 Direction générale des opérations de la Métropole  
                 1998-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 18

**Titre**  
  
Liste des projets soumis en 1997-1998 dans le cadre du programme «Jeunes Volontaires» pour chacune des régions administratives et les critères d'évaluation des projets soumis (voir liste ci-jointe)

# de fiche : 19

**Titre**  
  
Ventilation par région administrative et par projet du nombre de participants au programme «Jeunes Volontaires» pour l'exercice financier 1997-1998, et les montants de chacune des subventions (voir liste ci-jointe)

Nombre de projets soumis en 1997-1998 :

Bas Saint-Laurent :	68
Gaspésie :	56
Saguenay, Lac Saint-Jean :	16
Québec, Chaudière-Appalaches :	68
Mauricie, Bois-Francs :	52
Estrie :	15
Montréal :	64
Outaouais :	5
Abitibi, Témiscamingue :	11
Côte-Nord :	19
Laval, Laurentides, Lanaudière :	233
Montréal :	<u>137</u>
<b>Total :</b>	<b>744</b>

Les critères d'évaluation sont différents d'une région à l'autre. Les projets sont analysés par les comités conseils de chacune des régions, selon les disponibilités financières et l'apprentissage que peuvent réaliser les jeunes dans le cadre de leur projet.

La liste des projets acceptés, ventilés entre les régions et indiquant le montant de chacune des subventions, est placée en annexe.

SOURCE :   Emploi-Québec  
              Direction régionale des opérations régionales  
              Direction régionale des opérations de la Métropole  
              1998-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

EMPLOI-QUÉBEC : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				
Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>			Subventions
Abitibi-Témiscamingue	1	Ébénisterie	1	2 152,43 \$
	2	Téléguider	2	302,00 \$
	3	Création d'ateliers socio-culturels	1	2 515,90 \$
	4	L'élevage du Rang 10	1	2 231,86 \$
	5	Loisirs Plus	15	2 152,30 \$
	6	Prévention M.T.S.	1	1 590,00 \$
	7	Sous toutes les coutures	7	15 467,24 \$
	8	Centre de récupération	3	6 042,00 \$
	9	Réparation dans l'Est	1	2 609,42 \$
	10	Design 2000	2	0,00 \$
	11	Petit Pied	1	838,84 \$

Source :   Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales  
              Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole  
              1998-03-31



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

EMPLOI-QUÉBEC : BAS-SAINT-LAURENT

Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions
Bas Saint-Laurent (suite)	29	Indiscipline	2	3 870,00 \$
	30	Vidéo direct	1	800,00 \$
	31	Demo 1 Ravenloft	4	4 520,00 \$
	32	Le récupérateur	1	1 765,00 \$
	33	Le marché	1	795,00 \$
	34	Désordre mental	3	4 770,00 \$
	35	Spectacle jeunesse	3	2 100,00 \$
	36	Introspection	2	2 400,00 \$
	37	Dossier B.D.	1	2 150,00 \$
	38	L'enchère d'art	1	746,36 \$
	39	St-Hubert 100 ans d'histoire religieuse	1	467,07 \$
	40	Cheminement secrétariat	1	852,20 \$
	41	Perfection. Secrétariat-comptabilité	1	413,70 \$
	42	Poste d'assistant en informatique	1	1 210,00 \$
	43	Groupe musical alternatif	1	827,00 \$
	44	Mélodram	3	3 747,00 \$
	45	Catégorisation des activités de loisirs	1	582,07 \$
	46	Speedwax 21	1	2 154,80 \$
	47	Bande dessinée - Alain Roy bédéiste	1	834,80 \$
	48	(Album CD) Marie-Hélène Lizotte	1	834,80 \$
	49	Le Promocome	1	400,00 \$
	50	Comité jeunesse l'Amazone	1	3 549,60 \$
	51	Apprentissage à l'abattoir	1	1 810,16 \$
	52	Music'Art	1	2 241,36 \$
	53	Service de garde Kamouraska	1	1 627,12 \$
	54	Perform plus	1	424,76 \$
	55	Maskinongé	1	932,24 \$
	56	Place à la jeunesse	2	2 197,72 \$



Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

EMPLOI-QUÉBEC : CHAUDIÈRE-APPALACHES

Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions \$
Chaudière - Appalaches	1	Enregistrement d'un démo live	1	1 955,00 \$
	2	Soignauto	2	4 055,00 \$
	3	Les champs d'Dalou	1	2 300,00 \$
	4	Éditions de l'Un	1	1 905,00 \$
	5	La petite ferme de Sophie	1	2 305,00 \$
	6	Consultation loisirs	1	1 955,00 \$
	7	Démo musique	1	1 955,00 \$
	8	Apprentissage en vente	1	1 955,00 \$
	9	L'écoute corporelle	1	720,00 \$
	10	Horticulture	1	2 755,00 \$
	11	Rine	1	1 955,00 \$
	12	Projet exercice démarrage	2	3 910,00 \$
	13	Nutrition JNC	1	3 555,00 \$
	14	Massaging orthothérapie	1	1 955,00 \$
	15	Démo jolie campagne	2	3 910,00 \$
	16	Le site Internet d'ultra jambon	2	3 910,00 \$
	17	Distribution SIM	2	4 330,00 \$

Source :      Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales  
                  Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole  
                  1998-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999 Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme <i>Jeunes Volontaires</i>				
EMPLOI-QUÉBEC : CÔTE-NORD				
Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions
Côte-Nord	1	Glucose	4	3 370,00 \$
	2	Aide-mécanicien	1	1 060,00 \$
	3	Centre animalier ami fidèle	1	467,00 \$
	4	Jeune Atout	3	725,00 \$
	5	Animation pour enfants malades	1	1 590,00 \$
	6	Luth	1	600,00 \$
	7	Jam	3	1 950,00 \$
	8	No pressure	1	1 590,00 \$
	9	Atelier de bricolage pour personnes âgées	1	3 000,00 \$
	10	Préparation d'une tournée européenne	5	4 120,00 \$
	11	Study hall	1	800,00 \$
	12	Nature crofts	1	800,00 \$
	13	Discover	1	800,00 \$
	14	D.J.K. Brooks	3	2 400,00 \$
	15	Elixir	1	1 370,00 \$
	16	Organisation d'une maison de jeunes	3	1 492,00 \$
	17	Aide financière	1	690,00 \$
	18	Allons de l'avant	3	1 203,00 \$
	19	Village en forme	5	793,00 \$

Source :   Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales  
 Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole  
 1998-03-31



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

EMPLOI-QUÉBEC : ESTRIE				
Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions
Estrie	1	Photo MP	1	1 632,00 \$
	2	La Valse Triste	1	2 132,00 \$
	3	C'est ta vie après tout	6	4 088,80 \$
	4	Service de musicothérapie	1	1 099,40 \$
	5	Douce naissance	1	5 416,00 \$
	6	Étiope	1	1 076,00 \$
	7	Formation audio-visuelle	1	615,00 \$
	8	Sopranini	1	0,00 \$
	9	Drowned confusion...suite	4	3 860,00 \$
	10	Service de rééducation avec le cheval	2	3 555,00 \$
	11	Buildings	4	5 550,00 \$
	12	Graphiq-Illustration	2	2 150,00 \$
	13	L'Audionomie	1	815,00 \$
	14	Tribal Maha	3	2 431,00 \$
	15	Méliart	3	7 190,00 \$

Source :   Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales  
Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole  
1998-03-31



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

EMPLOI-QUÉBEC : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions
Gaspésie - Îles de la Madeleine (suite)	31	Jeune 2000	1	830,00 \$
	32	Homme à tout faire	1	325,00 \$
	33	Apprentissage	1	0,00 \$
	34	Fournier mécanique	1	600,00 \$
	35	Service biblio	1	600,00 \$
	36	Menuiserie	1	905,00 \$
	37	Jeunes volontaires sportifs	4	5 127,00 \$
	38	Le petit journal	3	1 735,00 \$
	39	Nouvel horizon	1	0,00 \$
	40	Pulsion d'art	1	1 170,00 \$
	41	Club de tennis de table	1	600,00 \$
	42	Étude de marché pour boutique «Simplicité»	2	519,19 \$
	43	Apprentissage plus	1	231,49 \$
	44	Poésie thérapeutique	1	550,00 \$
	45	Participations	1	442,00 \$
	46	Création «Board»	1	1 092,00 \$
	47	Jeune en action	1	1 060,00 \$
	48	Technatique	1	955,00 \$
	49	Ado-Ado	8	5 275,00 \$
	50	Joujoutech	7	4 840,00 \$
	51	Aménagement forestier	4	2 695,00 \$
	52	Confiserie Annie	1	730,00 \$
	53	Me faire connaître	1	0,00 \$
	54	De l'expérience en abondance	1	820,00 \$
	55	Téléphonie II	1	1 120,00 \$
	56	Technicien d'appareils ménagers	1	800,00 \$

Source :      **Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales**  
                 **Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole**  
                 **1998-03-31**





ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires*

EMPLOI-QUÉBEC : MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC				
Région	Projet : <i>Jeunes Volontaires</i>		Nombre de participants	Subventions
Mauricie et Centre du Québec	1	Design N.F.	1	2 115,00 \$
	2	Danyfno	1	2 490,00 \$
	3	Nouvelle Attraction 15-17 Ans	1	890,00 \$
	4	Réalisation d'activités artistiques	1	735,00 \$
	5	Paquin T-Shirt	1	1 220,00 \$
	6	Diversions	1	1 080,00 \$
	7	Les Pros C.J.N.	14	3 926,00 \$
	8	Poésie Saine	1	620,00 \$
	9	Festival Art Foetal	3	1 386,00 \$
	10	Troupe Théâtre professionnelle	6	16 700,00 \$
	11	L'oreille cassée	2	4 720,00 \$
	12	Les Ateliers Depanecole	1	3 185,00 \$
	13	Stage Électro	1	572,00 \$
	14	Promotion Ado '98	2	7 392,00 \$
	15	Antidote	3	3 345,00 \$
	16	Adj. Commissaire touristique	1	3 320,00 \$
	17	Stage pâtissière	1	1 301,00 \$
	18	Animation 3 <sup>e</sup> Âge	1	780,00 \$
	19	Stage Mécano VI 101	1	600,00 \$
	20	Meublistage apprentissage	1	1 060,00 \$
	21	Polymaquettes	1	1 060,00 \$
	22	Adjointe administration à la DG	1	1 025,00 \$
	23	Finance-Aide	1	1 950,00 \$
	24	Gallipettes	1	730,00 \$
	25	Commis-stage	1	300,00 \$
	26	Friperie des petites aubaines	5	6 991,00 \$
	27	Une voix, des voies	1	1 315,00 \$
	28	Le cri de la relève	4	8 535,00 \$











**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle concernant le programme *Jeunes Volontaires***

**EMPLOI-QUÉBEC : SAGUENAY – LAC SAINT-JEAN**

Région	Projet : Jeunes Volontaires	Nombre de participants	Subventions
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1 Quatre-Temps	1	1 000,00 \$
	2 EBE La Conquête	3	3 720,00 \$
	3 Une Garderie Propre-Propre-Propre	1	79,91 \$
	4 Publication d'un livre	1	500,00 \$
	5 Kiosque de vente artisanale	3	3 720,00 \$
	6 Animal moderne	1	2 120,00 \$
	7 Entraide parentale	5	16 965,00 \$
	8 Loves révélations cachées de Nana	1	500,00 \$
	9 Vita Activa / Vita Contemplativa	1	1 071,25 \$
	10 L'Autre pas	2	800,00 \$
	11 Recherche en histoire Sag-Lac	1	400,00 \$
	12 Chansonnier soliste	1	500,00 \$
	13 Groupe de musique Karapace	1	300,00 \$
	14 Démon musical	2	2 400,00 \$
	15 Comité Conseil Saguenay	4	500,00 \$
	16 Comité Conseil Lac-Saint-Jean	3	500,00 \$

**Source :**  
**Emploi-Québec – Direction générale des opérations régionales**  
**Emploi-Québec – Direction générale des opérations de la Métropole**  
**1998-03-31**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 20

Titre			
Jeunes volontaires - Nombre de jeunes sur les listes d'attente pour chacune des régions administratives, en mars 1996, en mars 1997 et mars 1998			
	<u>Mars 1996</u>	<u>Mars 1997</u>	<u>Mars 1998</u>
Bas Saint-Laurent	2	19	0
Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Saguenay, Lac Saint-Jean	0	0	0
Québec, Chaudière-Appalaches	324	162	56
Mauricie, Bois-Francs	0	0	0
Estrie	0	0	0
Montréal	138	57	26
Abitibi	0	4	0
Outaouais	1	0	0
Côte-Nord	0	0	0
Laval, Laurentides, Lanaudière	0	0	0
Montérégie	0	0	5
Total :	<u>465</u>	<u>242</u>	<u>87</u>

SOURCE :   Emploi-Québec  
                  Direction générale des opérations régionales  
                  Direction générale des opérations de la Métropole  
                  1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 21

Titre

Nombre et caractéristiques des participants au programme «Jeunes Volontaires» pour l'année 1997-1998 dans chacune des catégories suivantes :

- bénéficiaires de la sécurité du revenu ;
- prestataires de l'assurance-chômage ;
- sans revenu ;
- exclus de la sécurité du revenu en raison de la contribution parentale.

Nombre total de participants dans les catégories suivantes pour l'année 1997-1998 :

	<u>1997-1998</u>
Prestataires de la sécurité du revenu	338
Prestataires de l'assurance-chômage	107
Sans revenu	<u>784</u>
<b>Total :</b>	<b>1 229</b>

Les informations concernant les participants exclus de la sécurité du revenu en raison de la contribution parentale ne sont pas disponibles.

SOURCE :   Emploi-Québec  
                  Direction générale des opérations régionales  
                  Direction générale des opérations de la Métropole  
                  1998-03-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 22

### Titre

Dépenses relatives au programme « Crédit d'impôt remboursable pour la formation » (CIRF)

Les données disponibles les plus récentes relativement au CIRF concernent l'année d'imposition 1996 et datent du 31 décembre 1997. Elles sont tirées du rapport *État des cotisations* préparé par le ministère des Finances du Québec.

Depuis 1994, le montant de crédit accordé dans le cadre de la mesure CIRF provient d'une estimation du ministère des Finances du Québec. Depuis cette date, la donnée relative au montant de crédit formation, colligée par le ministère du Revenu du Québec, comprend également le montant de crédit accordé aux fins des stages, de l'apprentissage et du design.

Ainsi, pour l'année d'imposition 1996, un montant de crédit formation de près de 46 millions \$ a été accordé. Selon le ministère des Finances du Québec, on peut estimer que 50 % de ce montant l'a été aux fins du crédit stages et apprentissage, 30 % aux fins du crédit design et 20 % aux fins du CIRF, soit un montant de plus de 9 millions \$.

La faiblesse de ce montant s'explique par l'entrée en vigueur, en 1996, de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre* qui a généré une baisse de volume de 75 % des demandes de CIRF.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 23

**Titre**

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Référer à la question 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24 a)

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour chacune des mesures désignées, mesures d'aide à l'emploi et mesures d'appoint suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Rattrapage scolaire ;</li><li>b) Stages en milieu de travail ;</li><li>c) Travaux communautaires et Expérience de travail ;</li><li>d) Retour aux études post-secondaires ;</li><li>e) Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité ;</li><li>f) Services externes de main-d'oeuvre ;</li><li>g) Jeunes volontaires ;</li><li>h) Bon d'emploi ;</li><li>i) Programme d'aide à l'intégration à l'emploi (PAIE) ;</li><li>j) Mesures d'appoint, selon la mesure ;</li><li>k) Corporation intermédiaire de travail ;</li><li>l) Soutien à l'emploi autonome.</li></ul> <p><b>Ventilation (1997-1998 ) et prévisions (1998-1999) ;</b></p> <p><b>24 a) des budgets et dépenses</b></p>

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir tableau ci-joint.</p>
--



FICHE 24. A)

VENTILATION DES BUDGETS ET DES DÉPENSES  
EXERCICE FINANCIER 1997-1998

Mesures		Budget modifié 1997-1998	Dépenses probables 1997-1998
a) Rattrapage scolaire		26 200,0	26 162,7
b) Stages en milieu de travail		20,0	16,6
c) Travaux communautaires et Expérience de travail		16 721,9	16 161,1
d) Retour aux études post-secondaires		4 000,0	3 633,4
e) Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité		11 200,0	11 148,0
f) Services externes de main-d'oeuvre		3 200,0	3 034,6
g) Jeunes volontaires		350,0	310,6
h) Bon d'emploi		Ne s'applique pas	
i) Programme d'aide à l'intégration à l'emploi (PAIE)		62 072,0	57 047,3
j) Mesures d'appoint, selon la mesure		3 300,0	2 237,7
k) Corporation intermédiaire de travail	(1)		2 656,2
l) Soutien à l'emploi autonome	(1)		5 730,2
Plus: Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité (volet emploi autonome)			
		325,8	291,1

Note:

(1) Ces dépenses sont incluses dans la mesure PAIE

Mesures d'appoint (mesures non désignées):

Ces mesures visent à compenser certaines dépenses occasionnées par les démarches prévues au plan d'action proposé à un prestataire qui désire s'intégrer au marché du travail.

Source: Direction du budget et des opérations financières 1998-04-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24 b

### Titre

Pour chacune des mesures désignées, mesures d'aide à l'emploi et mesures d'appoint suivantes:

- a) Rattrapage scolaire;
- b) Stages en milieu de travail;
- c) Travaux communautaires et Expérience de travail;
- d) Retour aux études post-secondaires;
- e) Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité;
- f) Services externes de main-d'oeuvre;
- g) Jeunes volontaires;
- h) Bon d'emploi;
- i) Programme d'aide à l'intégration à l'emploi (PAIE);
- j) Mesures d'appoint, selon la mesure;
- k) Corporation intermédiaire de travail;
- l) Soutien à l'emploi autonome.

Ventilation (1996-1997) et prévisions (1997-1998):

24 b) du nombre total d'effectifs consacré auxdites mesures;

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

24 b) Les effectifs au développement de l'employabilité et à l'intégration à l'emploi ne sont pas répartis par mesure. Au total, 1 100 employés, dont 726 agents d'aide (voir fiche no 32), oeuvraient dans ce secteur d'activités au sein du réseau Travail-Québec.

En 1998-1999, les mesures actives seront sous la responsabilité du réseau Emploi-Québec. On comptera environ 2 350 personnes dans les CLE.

**SOURCE :** Direction du budget et des opérations financières

**VALIDATION:** 3 avril 1998

L:\DGA\BPR\COMMUN\WORD\COMM9899\FDP24.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24c

Ventilation du nombre de participants dans chacune des régions du Québec

DÉCEMBRE 1997											
Région	Mesures désignées								Nombre de participation s <sup>2</sup>	Nombre d'adultes distincts <sup>3</sup>	%
	Rattrapage scolaire	Stages en milieu de travail	Expérience de travail	Retour aux études postsecon.	R.A.D.E.	S.E.M.O.	Jeunes volontaires	Autres mesures désignées <sup>1</sup>			
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	404	0	391	10	125	23	24	28	1 005	1 004	3,1 %
1B Bas-Saint-Laurent	397	0	346	17	168	26	27	64	1 045	1 038	3,2 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	834	0	273	57	316	189	11	45	1 725	1 715	5,4 %
3A Québec	1 238	0	927	74	665	198	20	56	3 178	3 151	9,8 %
3B Chaudière - Appalaches	306	0	425	28	80	16	1	60	916	911	2,8 %
04 Mauricie - Bois-Francis	868	0	786	61	278	175	14	56	2 238	2 218	6,9 %
05 Estrie	421	0	351	55	445	43	6	36	1 357	1 353	4,2 %
6A Montréal - Banlieue	1 036	0	562	110	648	199	0	26	2 581	2 561	8,0 %
6B Laurentides	567	0	573	44	328	114	16	39	1 681	1 655	5,2 %
6C Montérégie	1 650	0	1 145	127	734	260	6	116	4 038	3 971	12,4 %
6D Lanaudière	344	0	446	39	167	69	5	53	1 123	1 113	3,5 %
6E Laval	248	0	194	17	245	50	0	6	760	754	2,4 %
6F Ville de Montréal	3 209	0	1 378	267	2 011	707	42	130	7 744	7 667	23,9 %
07 Outaouais	747	0	341	28	409	49	0	12	1 586	1 582	4,9 %
08 Abitibi - Témiscamingue	322	0	199	19	76	95	3	23	737	731	2,3 %
09 Côte-Nord	229	0	205	10	49	13	9	2	517	513	1,6 %
10 Nouveau-Québec	61	0	2	0	18	0	0	3	84	82	0,3 %
99 Central	5	0	0	0	2	0	0	0	7	7	0,0 %
TOTAL	12 886	0	8 544	963	6 764	2 226	184	755	32 322	32 026	100,0 %

1. Incluant les mesures Insertion sociale et professionnelle des jeunes, Acquisition de compétences, Étudiants indépendants, Transition-Travail, Études postsecondaires à temps partiel ainsi que les personnes inscrites à une mesure de formation dont la participation est interrompue à cause des vacances scolaires.
2. Comptabilise toutes les participations à une mesure désignée d'un même adulte s'il y a plus d'une participation au cours du mois.
3. Un adulte qui a participé à plus d'une mesure désignée au cours du mois n'est comptabilisé qu'une seule fois.

DÉCEMBRE 1997											
Région	Mesures d'appoint							Autres activités			
	AGIR	Suivi démarche personnelle	Diagnostic emploi autonome	Activités locales	Fonds régional d'aide à l'innovation	Autres <sup>1</sup>	Nombre de partici- pations <sup>2</sup>	Nombre d'adultes <sup>3</sup>	%	Options	Suivi person- nalisé
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	140	9	0	0	3	4	156	154	1,1 %	20	117
1B Bas-Saint-Laurent	273	18	3	8	16	14	332	328	2,3 %	53	29
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	275	210	2	10	65	104	666	645	4,5 %	107	9
3A Québec	509	66	1	68	29	128	801	783	5,5 %	74	157
3B Chaudière - Appalaches	201	568	0	40	41	286	1 136	1 006	7,0 %	57	41
04 Mauricie - Bois-Francis	641	168	3	92	76	133	1 113	1 086	7,6 %	89	225
05 Estrie	195	9	0	130	32	56	422	398	2,8 %	72	64
6A Montréal - Banlieue	562	32	1	61	236	8	900	893	6,2 %	105	150
6B Laurentides	343	247	4	1	2	147	744	728	5,1 %	71	46
6C Montérégie	661	827	21	272	93	328	2 202	2 065	14,4 %	265	91
6D Lanaudière	317	122	0	28	54	11	532	506	3,5 %	40	38
6E Laval	179	29	0	11	19	60	298	297	2,1 %	47	133
6F Ville de Montréal	1 388	2 516	1	481	129	92	4 607	4 462	31,2 %	247	311
07 Outaouais	214	109	3	88	78	192	684	640	4,5 %	62	47
08 Abitibi - Témiscamingue	63	62	8	51	28	9	221	207	1,4 %	49	22
09 Côte-Nord	50	6	0	6	16	32	110	108	0,8 %	10	10
10 Nouveau-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %	2	14
99 Central	2	0	0	0	0	0	2	2	0,0 %	5	1
TOTAL	6 013	4 998	47	1 347	917	1 604	14 926	14 308	100,0 %	1 375	1 505

1. Incluant les mesures Aide à la recherche d'emploi, Ressources communautaires, Aide au placement, Club de recherche d'emploi, Counseling évaluation, Démarche spécialisée, Formation d'appoint, Recherche d'emploi, Réalité travail I et II, Session de motivation, Session d'orientation en groupe et Méthode dynamique de recherche d'emploi.
2. Comptabilise toutes les participations à une mesure d'appoint d'un même adulte s'il y a plus d'une participation au cours du mois.
3. Un adulte qui a participé à plus d'une mesure d'appoint au cours du mois n'est comptabilisé qu'une seule fois.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24c (suite)

Ventilation du nombre de participants dans chacune des régions du Québec

DÉCEMBRE 1997

Région	Programmes d'aide à l'intégration en emploi												
	Économie sociale										Nombre de partici- pations <sup>2</sup>	Nombre d'adultes <sup>3</sup>	%
	PAIE Régulier	Soutien à l'emploi autonome	Corpora- tions inter- médiaires de travail <sup>1</sup>	Maintien à domicile	Projets acceptés par les CRES	Autres	Dévelop- pement local	Entreprises d'insertion	Impact Jeunesse	Emplois muni- cipaux			
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	296	16	0	6	3	11	8	0	0	104	444	439	8,3 %
1B Bas-Saint-Laurent	175	8	0	21	10	22	34	49	0	0	319	317	6,0 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	118	21	0	16	8	31	32	24	0	5	255	249	4,7 %
3A Québec	113	38	0	42	4	46	9	96	0	0	348	348	6,6 %
3B Chaudière - Appalaches	90	17	0	15	13	0	0	34	0	0	169	169	3,2 %
04 Mauricie - Bois-Francs	244	37	0	16	46	45	17	19	0	0	424	424	8,0 %
05 Estrie	19	11	0	18	1	0	0	84	0	0	133	133	2,5 %
6A Montréal - Banlieue	197	31	0	4	28	45	2	78	5	0	390	389	7,4 %
6B Laurentides	155	38	0	25	6	27	0	20	0	0	271	271	5,1 %
6C Montérégie	198	62	1	24	81	28	18	56	2	0	470	470	8,9 %
6D Lanaudière	85	18	0	32	15	9	15	21	0	0	195	195	3,7 %
6E Laval	53	12	0	12	12	20	7	24	0	0	140	140	2,7 %
6F Ville de Montréal	713	88	0	27	84	234	5	222	2	0	1 375	1 373	26,0 %
07 Outaouais	89	8	0	42	5	9	7	4	0	0	164	157	3,0 %
08 Abitibi - Témiscamingue	47	8	0	20	15	29	2	6	0	0	127	127	2,4 %
09 Côte-Nord	43	8	0	1	12	5	4	0	0	0	73	73	1,4 %
10 Nouveau-Québec	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0,1 %
99 Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0,0 %
TOTAL	2 641	421	1	321	343	561	160	737	9	110	5 304	5 281	#### #

1. Depuis le début de l'année financière 1997-1998, ce volet du PAIE n'existe plus. Il s'agit donc d'une personne en fin de participation.  
2. Comptabilise toutes les participations d'un même adulte et de tous les adultes ayant effectué au moins une participation au cours du mois.  
3. Un adulte qui a participé à plus d'un volet du PAIE au cours du mois n'est comptabilisé qu'une seule fois.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.  
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24 d)

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de personnes s'étant vu refuser la participation par région et selon le sexe</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucune donnée n'est disponible concernant les personnes s'étant vu refuser la participation à une mesure d'employabilité ou à un programme d'intégration au marché du travail.</p> <p>L'accessibilité aux mesures est une priorité pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Aussi, lors de l'évaluation de l'employabilité d'un prestataire l'agent détermine avec ce dernier la mesure ou le programme qui répond le mieux à ses besoins. Il vérifie également si le client répond aux critères d'admissibilité de la mesure ou du programme ; si oui, celui-ci est référé selon la disponibilité des places ou des postes.</p> <p>Par ailleurs, le partenaire avec lequel nous transigeons a un droit de regard sur l'acceptation ou la non-acceptation d'un candidat référé. En effet, il peut refuser un client référé s'il considère que celui-ci ne répond pas aux exigences que l'organisme s'est établi.</p> <p>Par conséquent, le prestataire demeure toujours admissible à une mesure et peut être référé en tout temps à un autre partenaire.</p>

SOURCE : Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.19)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24e

Nombre de personnes en attente de participation par région et selon le sexe

Le barème de disponibilité était octroyé aux personnes intéressées à participer à une mesure désignée, mais qui ne peuvent y participer immédiatement. Compte tenu de l'abolition du barème de disponibilité le 1<sup>er</sup> avril 1996, le nombre de personnes en attente de participation ne peut plus être comptabilisé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24f)

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre d'abandons par région selon le sexe</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les tableaux en annexe présentent le nombre d'abandons par mesure et par région pour la période du 1er avril 1997 au 20 février 1998.</p> <p>Un abandon se définit comme étant une fin prématurée de participation à une mesure. C'est le motif invoqué par le prestataire ou le partenaire qui détermine si la participation a été interrompue. Le motif peut être justifié ou non. Par exemple, une personne peut avoir abandonné une mesure parce qu'elle est retournée à l'emploi.</p> <p>Le tableau identifie la répartition par mesure et par région, des participations terminées avant terme par rapport au total des participations terminées pour chaque mesure. De plus, le pourcentage global d'abandon pour l'ensemble des mesures désignées est également identifié pour chaque région et pour l'ensemble du réseau Travail-Québec.</p>

SOURCE : Direction générale des politiques de main d'oeuvre et d'emploi (1998-03-19)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24f

### Ventilation du nombre d'abandons par région et selon le sexe

#### SEXE : FÉMININ

PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998

NOMBRE D'ABANDONS	Mesures désignées								Nombre d'abandons	
	Rattrage scolaire	Stages en milieu de travail	Expé- rience de travail	Retour études post- second.	R.A.D.E.	S.E.M.O.	Jeunes volon- taires	Autres mesures désignées <sup>1</sup>		
Région										
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	116	0	158	5	40	14	7	0	340	2,4 %
1B Bas-Saint-Laurent	134	0	142	4	131	20	2	5	438	3,1 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	218	1	131	10	105	85	0	28	578	4,1 %
3A Québec	440	0	485	16	253	115	2	10	1 321	9,4 %
3B Chaudière - Appalaches	152	0	277	4	67	14	1	20	535	3,8 %
04 Mauricie - Bois-Francs	355	0	484	12	114	91	5	12	1 073	7,6 %
05 Estrie	199	0	185	8	179	34	4	28	637	4,5 %
6A Montréal - Banlieue	411	1	423	20	292	97	0	13	1 257	8,9 %
6B Laurentides	232	0	309	7	147	95	4	9	803	5,7 %
6C Montérégie	728	0	630	18	259	109	2	35	1 781	12,7 %
6D Lanaudière	179	0	231	13	75	34	0	8	540	3,8 %
6E Laval	103	1	124	5	138	17	0	8	396	2,8 %
6F Ville de Montréal	1 066	6	848	39	697	280	1	34	2 971	21,1 %
07 Outaouais	372	0	171	2	134	23	0	2	704	5,0 %
08 Abitibi - Témiscamingue	150	1	162	1	70	34	2	2	422	3,0 %
09 Côte-Nord	80	0	142	1	17	7	0	2	249	1,8 %
10 Nouveau-Québec	6	0	8	0	3	0	0	0	17	0,1 %
99 Central (hébergés)	1	0	2	0	3	0	0	0	6	0,0 %
TOTAL	4 942	10	4 912	165	2 724	1 069	30	216	14 068	100,0 %

1. Incluant les mesures Insertion sociale et professionnelle des jeunes, Acquisition de compétences, Étudiants indépendants, Transition-Travail, Études post-secondaires à temps partiel ainsi que les personnes inscrites à une mesure de formation dont la participation est interrompue à cause des vacances scolaires.

#### SEXE : MASCULIN

PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998

NOMBRE D'ABANDONS	Mesures désignées								Nombre d'abandons	
	Rattrage scolaire	Stages en milieu de travail	Expé- rience de travail	Retour études post- second.	R.A.D.E.	S.E.M.O.	Jeunes volon- taires	Autres mesures désignées <sup>1</sup>		
Région										
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	107	0	124	0	53	11	6	4	305	2,3 %
1B Bas-Saint-Laurent	171	0	172	0	133	15	12	11	514	3,9 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	293	1	123	1	280	94	2	21	815	6,2 %
3A Québec	519	1	577	1	390	140	2	18	1 648	12,5 %
3B Chaudière - Appalaches	128	0	219	0	38	19	0	11	415	3,1 %
04 Mauricie - Bois-Francs	398	0	483	0	106	61	12	13	1 073	8,1 %
05 Estrie	180	0	133	0	218	47	6	18	602	4,6 %
6A Montréal - Banlieue	231	2	240	0	208	96	0	10	787	6,0 %
6B Laurentides	211	0	322	0	141	77	14	10	775	5,9 %
6C Montérégie	483	1	486	0	217	151	1	23	1 362	10,3 %
6D Lanaudière	131	0	215	0	90	27	2	8	473	3,6 %
6E Laval	77	0	82	0	151	38	0	1	349	2,6 %
6F Ville de Montréal	817	5	788	0	758	454	8	46	2 876	21,7 %
07 Outaouais	256	0	159	1	156	19	1	0	592	4,5 %
08 Abitibi - Témiscamingue	131	0	143	0	78	35	5	2	394	3,0 %
09 Côte-Nord	86	0	97	0	27	11	3	2	226	1,7 %
10 Nouveau-Québec	7	0	2	0	4	0	0	0	13	0,1 %
99 Central (hébergés)	0	0	2	0	1	3	0	0	6	0,0 %
TOTAL	4 226	10	4 367	3	3 049	1 298	74	198	13 225	100,0 %

1. Incluant les mesures Insertion sociale et professionnelle des jeunes, Acquisition de compétences, Étudiants indépendants, Transition-Travail, Études post-secondaires à temps partiel ainsi que les personnes inscrites à une mesure de formation dont la participation est interrompue à cause des vacances scolaires.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24f (suite)

Ventilation du nombre d'abandons par région et selon le sexe

SEXE : FÉMININ										
PÉRIODE DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998										
NOMBRE D'ABANDONS	Mesures d'appoint						Autres activités			
	AGIR	Suivi démarche person- nelle	Diag. emploi autonome	Activités locales	Fonds régional d'aide à l'innov.	Autres <sup>1</sup>	Nombre d'abandons	%	Options	Suivi person- nalisé
Région										
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	44	4	0	0	0	2	50	0,8 %	20	42
1B Bas-Saint-Laurent	81	5	0	3	27	1	117	1,8 %	14	23
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	154	103	1	6	14	14	292	4,5 %	84	79
3A Québec	243	17	0	15	29	31	335	5,2 %	54	43
3B Chaudière - Appalaches	114	225	3	7	4	129	482	7,5 %	34	11
04 Mauricie - Bois-Francs	228	104	1	19	33	25	410	6,4 %	70	99
05 Estrie	105	4	0	64	15	35	223	3,5 %	110	22
6A Montréal - Banlieue	360	35	0	22	86	3	506	7,9 %	137	244
6B Laurentides	205	78	3	4	19	36	345	5,4 %	37	20
6C Montérégie	486	227	0	111	23	111	958	14,9 %	115	165
6D Lanaudière	139	41	0	14	48	6	248	3,9 %	20	32
6E Laval	89	21	0	1	27	35	173	2,7 %	94	10
6F Ville de Montréal	691	808	6	180	44	30	1 759	27,4 %	229	248
07 Outaouais	191	61	1	19	23	44	339	5,3 %	42	9
08 Abitibi - Témiscamingue	50	33	0	27	6	1	117	1,8 %	27	17
09 Côte-Nord	46	3	0	10	1	6	66	1,0 %	6	4
10 Nouveau-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %	0	6
99 Central (hébergés)	1	0	0	0	0	4	5	0,1 %	5	0
TOTAL	3 227	1 769	15	502	399	513	6 425	100,0 %	1 098	1 074

1. Incluant les mesures Aide à la recherche d'emploi, Ressources communautaires, Aide au placement, Club de recherche d'emploi, Counseling évaluation, Démarche spécialisée, Formation d'appoint, Recherche d'emploi, Réalité travail I et II, Session de motivation, Session d'orientation en groupe et Méthode dynamique de recherche d'emploi.

SEXE : MASCULIN										
PÉRIODE DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998										
NOMBRE D'ABANDONS	Mesures d'appoint						Autres activités			
	AGIR	Suivi démarche person- nelle	Diag. emploi autonome	Activités locales	Fonds régional d'aide à l'innov.	Autres <sup>1</sup>	Nombre d'abandons	%	Options	Suivi person- nalisé
Région										
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	106	13	0	1	2	1	123	1,1 %	28	44
1B Bas-Saint-Laurent	192	6	0	7	11	4	220	1,9 %	22	36
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	294	151	1	9	19	14	488	4,2 %	151	151
3A Québec	540	39	0	40	25	35	679	5,9 %	107	82
3B Chaudière - Appalaches	154	228	1	8	2	50	443	3,8 %	42	21
04 Mauricie - Bois-Francs	493	133	0	9	12	30	677	5,9 %	126	136
05 Estrie	221	21	0	56	19	34	351	3,0 %	181	39
6A Montréal - Banlieue	630	93	0	34	116	8	881	7,6 %	257	450
6B Laurentides	463	87	3	1	51	39	644	5,6 %	81	42
6C Montérégie	857	429	1	78	22	110	1 497	13,0 %	226	232
6D Lanaudière	297	41	1	8	7	5	359	3,1 %	49	45
6E Laval	236	37	1	4	37	41	356	3,1 %	167	17
6F Ville de Montréal	1 429	2 095	14	285	79	73	3 975	34,4 %	388	546
07 Outaouais	359	119	0	24	12	80	594	5,1 %	71	17
08 Abitibi - Témiscamingue	88	36	1	30	3	1	159	1,4 %	48	25
09 Côte-Nord	64	11	0	4	0	7	86	0,7 %	6	11
10 Nouveau-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %	11	9
99 Central (hébergés)	4	2	0	0	1	0	7	0,1 %	11	0
TOTAL	6 427	3 541	23	598	418	532	11 539	100,0 %	1 972	1 903

1. Incluant les mesures Aide à la recherche d'emploi, Ressources communautaires, Aide au placement, Club de recherche d'emploi, Counseling évaluation, Démarche spécialisée, Formation d'appoint, Recherche d'emploi, Réalité travail I et II, Session de motivation, Session d'orientation en groupe et Méthode dynamique de recherche d'emploi.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 24f (suite)

Ventilation du nombre d'abandons par région et selon le sexe

SEXE : FÉMININ												
PÉRIODE DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998												
NOMBRE D'ABANDONS	Programmes d'aide à l'intégration en emploi											
	PAIE Régulier	Soutien à l'emploi autonome	Corpora- tions inter- médiaires de travail	Économie sociale			Dévelop- pement local	Entreprises d'insertion	Impact Jeunesse	Emplois municipaux	Nombre d'abandons	%
				Maintien à domicile	Projets acceptés par les CRES							
					Autres							
Région												
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	43	1	0	0	0	5	4	0	0	0	53	3,6 %
1B Bas-Saint-Laurent	50	0	0	7	0	0	3	3	0	0	63	4,3 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	41	2	14	22	3	3	21	1	0	1	108	7,3 %
3A Québec	30	3	10	14	1	4	3	20	0	0	85	5,8 %
3B Chaudière - Appalaches	39	2	0	8	2	0	0	4	0	0	55	3,7 %
04 Mauricie - Bois-Francs	32	4	1	13	2	7	9	2	0	0	70	4,7 %
05 Estrie	5	4	11	10	0	0	0	9	0	0	39	2,6 %
6A Montréal - Banlieue	60	3	10	3	3	14	1	33	10	0	137	9,3 %
6B Laurentides	57	4	1	10	3	1	0	5	2	0	83	5,6 %
6C Montérégie	96	6	8	1	7	12	5	16	3	0	154	10,4 %
6D Lanaudière	35	0	2	5	4	0	7	1	0	0	54	3,7 %
6E Laval	19	1	4	5	1	5	2	4	0	0	41	2,8 %
6F Ville de Montréal	203	3	34	13	17	42	2	49	4	0	367	24,9 %
07 Outaouais	40	2	2	53	3	5	1	2	0	0	108	7,3 %
08 Abitibi - Témiscamingue	14	1	0	14	1	6	0	2	0	0	38	2,6 %
09 Côte-Nord	8	1	0	0	7	1	0	1	0	0	18	1,2 %
10 Nouveau-Québec	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1 %
99 Central (hébergés)	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	2	0,1 %
TOTAL	773	37	98	178	54	105	58	153	19	1	1 476	100,0 %

SEXE : MASCULIN												
PÉRIODE DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 1997 AU 20 FÉVRIER 1998												
NOMBRE D'ABANDONS	Programmes d'aide à l'intégration en emploi										Nombre d'abandons	%
	PAIE Régulier	Soutien à l'emploi autonome	Corpora- tions inter- médiaires de travail	Économie sociale			Dévelop- pement local	Entreprises d'insertion	Impact Jeunesse	Emplois municipaux		
				Maintien à domicile	Projets acceptés par les CRES	Autres						
Région												
1A Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	40	2	1	0	0	12	4	1	0	27	87	4,4 %
1B Bas-Saint-Laurent	17	2	3	1	1	8	13	14	0	0	59	3,0 %
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	45	5	16	4	0	23	39	8	2	2	144	7,3 %
3A Québec	36	6	30	1	0	25	1	33	0	0	132	6,7 %
3B Chaudière - Appalaches	28	9	1	0	5	0	0	7	0	1	51	2,6 %
04 Mauricie - Bois-Francs	44	5	6	2	1	27	20	9	0	0	114	5,8 %
05 Estrie	3	13	13	2	0	4	2	69	0	0	106	5,4 %
6A Montréal - Banlieue	58	2	17	0	4	15	4	46	9	0	155	7,8 %
6B Laurentides	84	8	9	3	3	6	0	26	2	0	141	7,1 %
6C Montérégie	99	9	15	3	3	15	27	48	3	0	222	11,2 %
6D Lanaudière	27	1	5	6	1	2	9	4	0	0	55	2,8 %
6E Laval	11	1	5	1	1	3	2	9	0	0	33	1,7 %
6F Ville de Montréal	213	8	48	6	7	79	9	120	6	0	496	25,1 %
07 Outaouais	42	4	2	4	1	8	0	4	0	0	65	3,3 %
08 Abitibi - Témiscamingue	16	5	3	1	1	69	0	2	0	0	97	4,9 %
09 Côte-Nord	11	0	0	0	1	1	3	0	0	0	16	0,8 %
10 Nouveau-Québec	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0,3 %
99 Central (hébergés)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1 %
TOTAL	781	80	174	34	29	297	133	400	22	30	1 980	100,0 %

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.  
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 25

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des subventions accordées à chacun des SEMO (1995-1996, 1996-1997 et prévisions 1997-1998)</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les informations pertinentes apparaissent en annexe.</p> <p>Ces données correspondent à l'exercice financier des SEMO, c'est-à-dire, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de chaque année.</p>

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi(1998.03.18)  
**VALIDATION:** Direction du budget et des opérations financières (1998.03.20)

**SEMO**  
**SUBVENTIONS ALLOUÉES 1995-1996, 1996-1997 ET PRÉVISIONS 1997-1998**

IDENTIFICATION			1995-1996		1996-1997		1997-1998	
RÉGION	NOM DU SEMO	TYPE DE CLIENTÈLE	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION
01A	GASPÉSIE-ILES	F + H	162	247 280,00 \$	156	247 740,00 \$	156	247 280,00 \$
01B	RÉGION DE MATANE	J + H	115	141 460,00 \$	93	141 460,00 \$	93	141 460,00 \$
01B	FICELLES	F	93	162 540,00 \$	108	162 540,00 \$	108	162 540,00 \$
01B	CENTRAP MITIS	H	91	120 375,00 \$	75	120 375,00 \$	75	120 375,00 \$
01B	LA RESCOUSSE	H	88	120 375,00 \$	75	120 375,00 \$	75	120 375,00 \$
02	SEMO SAGUENAY	H + J	116	152 475,00 \$	128	195 630,00 \$	126	195 630,00 \$
02	LAC ST-JEAN, CHIBOUGAMAU-CHAPAIS	H + F	164	249 800,00 \$	168	292 430,00 \$	192	292 430,00 \$
03A	CENTRE ÉTAPE	F	208	281 435,00 \$	187	281 435,00 \$	187	281 435,00 \$
03A	COUP DE POUCE TRAVAIL	J	226	287 455,00 \$	194	292 455,00 \$	191	287 455,00 \$
03A	CENTRE ACTION-TRAVAIL	A	198	227 255,00 \$	151	227 255,00 \$	151	227 255,00 \$
03A	PASSEPORT EMPLOI	A + H	105	189 390,00 \$	119	189 390,00 \$	119	189 390,00 \$
03A	APPUI, RÉGION CHARLEVOIX	H + J	62	96 410,00 \$	62	96 410,00 \$	62	96 410,00 \$
03B	SEMO CHAUDIÈRE APPALACHES	H + A	236	354 910,00 \$	223	354 910,00 \$	224	354 910,00 \$
04	DRUMMOND INC.	H + A	192	282 895,00 \$	179	282 895,00 \$	179	282 895,00 \$
04	LIAISON FEMMES-TRAVAIL	F	157	228 760,00 \$	152	228 760,00 \$	152	228 760,00 \$
04	OPTION INTÉGRATION INC.	M	458	531 420,00 \$	344	531 420,00 \$	344	531 420,00 \$
05	TRAVAIL-ACTION (CEPIT)	H	88	141 240,00 \$	87	139 635,00 \$	87	139 635,00 \$
05	CIME <sup>1</sup>	A + F	158	237 790,00 \$	156	234 780,00 \$	156	234 780,00 \$
05	CLUB PLACEMENT RÉGIONAL INC.	M	115	173 075,00 \$	108	162 640,00 \$	108	162 540,00 \$
05	INTRO-TRAVAIL	M	56	84 280,00 \$	66	99 330,00 \$	66	99 330,00 \$
06A-E	SERVICE 18-30 ENR.	J	192	288 960,00 \$	192	288 960,00 \$	192	288 960,00 \$

SEMO

SUBVENTIONS ALLOUÉES 1995-1996, 1996-1997 ET PRÉVISIONS 1997-1998

IDENTIFICATION			1995-1996		1996-1997		1997-1998	
RÉGION	NOM DU SEMO	TYPE DE CLIENTÈLE	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION
06A-E	OPTION TRAVAIL INC.	H	185	296 925,00 \$	185	296 925,00 \$	185	296 925,00 \$
06A-E	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST <sup>2</sup>	M	130	195 650,00 \$	133	200 150,00 \$	130	195 650,00 \$
06B-D	SEMO DES LAURENTIDES	M	144	216 720,00 \$	144	216 720,00 \$	144	216 720,00 \$
06B-D	INT. TRAVAIL LAURENTIDES INC.	H + M	191	266 430,00 \$	234	352 210,00 \$	222	352 210,00 \$
06B-D	POINT D'APPUI LANAUDIÈRE	H	94	150 870,00 \$	94	150 870,00 \$	94	150 870,00 \$
06B-D	GROUPE RESSOURCES LANAUDIÈRE	F + A	118	127 925,00 \$	85	127 925,00 \$	85	127 925,00 \$
06C	I.M.T.M.	J	177	201 670,00 \$	134	201 670,00 \$	134	201 670,00 \$
06C	C.I.J. AD. INC.	J + A	119	164 045,00 \$	109	164 045,00 \$	110	165 550,00 \$
06C-G	C.R.I.T.	H	218	449 400,00 \$	280	449 400,00 \$	284	449 420,00 \$
06C	FORM-O-SUD <sup>3</sup>	F	199	204 680,00 \$	125	188 125,00 \$	118	177 590,00 \$
06C	LE JALON	F + A	142	174 580,00 \$	116	174 580,00 \$	120	180 600,00 \$
06C-G	GRANBY ET RÉGION	M	95	123 410,00 \$	93	133 965,00 \$	95	142 975,00 \$
06F	OPÉRATION PLACEMENT JEUNESSE	J	155	233 275,00 \$	155	233 275,00 \$	155	233 275,00 \$
06F	INTÉGRA. JEUNESSE QUÉBEC	J	166	249 830,00 \$	166	249 830,00 \$	166	249 830,00 \$
06F	EMPLOI JEUNESSE 16-25 INC.	J	176	264 880,00 \$	176	264 880,00 \$	176	264 880,00 \$
06F	BOURGADE INC. (L'ÉTAPE)	H	195	312 975,00 \$	195	312 975,00 \$	195	312 975,00 \$
06F	ACTION MAIN-D'ŒUVRE MTL	H	226	362 730,00 \$	226	362 730,00 \$	226	362 730,00 \$
06F	L'ARRIMAGE INC.	H	307	492 735,00 \$	307	492 735,00 \$	307	492 735,00 \$
06F	INCA - SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE POUR LES AVEUGLES	H	163	261 615,00 \$	163	261 615,00 \$	134	215 070,00 \$
06F	SORIF INC.	F	263	395 815,00 \$	263	395 815,00 \$	263	395 815,00 \$
06F	OPTIONNELLE	F	325	489 125,00 \$	325	489 125,00 \$	325	489 125,00 \$

SEMO

SUBVENTIONS ALLOUÉES 1995-1996, 1996-1997 ET PRÉVISIONS 1997-1998

IDENTIFICATION			1995-1996		1996-1997		1997-1998	
RÉGION	NOM DU SEMO	TYPE DE CLIENTÈLE	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION	OBJECTIF ADMISSION	SUBVENTION
06F	CENTRE EUREKA INC.	M	209	314 545,00 \$	209	314 545,00 \$	209	314 545,00 \$
06F	SIMO	M	167	251 335,00 \$	167	251 335,00 \$	167	251 335,00 \$
06F	CARREFOUR RELANCE INC.	M	253	380 765,00 \$	253	380 765,00 \$	253	380 765,00 \$
06F	GROUPE PLEIN EMPLOI <sup>4</sup>	A	151	227 255,00 \$	151	227 255,00 \$	151	227 255,00 \$
06F	YMCA DE MONTRÉAL	A	147	221 235,00 \$	147	221 235,00 \$	147	221 235,00 \$
07	CLUB RECH. EMPLOI PONTIAC	M	98	159 530,00 \$	106	159 530,00 \$	106	159 530,00 \$
07	OUTAOUAIS-TRAVAIL	H	82	190 995,00 \$	119	190 995,00 \$	119	190 995,00 \$
07	PROJET INT. FEMMES OUTAOUAIS	F	221	350 665,00 \$	233	350 665,00 \$	233	350 665,00 \$
08	VISION TRAVAIL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE <sup>5</sup>	M	389	595 245,00 \$	389	595 245,00 \$	389	595 245,00 \$
09	GROUPE DE LA CÔTE INC.	H	98	146 055,00 \$	93	146 055,00 \$	92	145 760,00 \$
	TOTAUX		9 214	13 244 055,00 \$	8 595	13 248 015,00 \$	8 577	13 197 135,00 \$

<sup>1</sup> À compter de juin 1997, fusion de Trait-d'union et du Centre d'aiguillage Estrie inc. pour former le Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME).

<sup>2</sup> Avant octobre 1996, connu sous le nom de Relais jeunes adultes S-0.

<sup>3</sup> Fin des activités en janvier 1998.

<sup>4</sup> Avant février 1997, connu sous le nom de Centre Ex-Aequo inc.

<sup>5</sup> Fusion de SEMO Personnes handicapées et Femmes en Abitibi-Témiscamingue.

Type de clientèle

A : Autres clientèles spécifiques

H : Personnes handicapées

M : Multiples, toute clientèle ou 3 spécificités et plus

F : Femmes

J : Jeunes

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 26

<b>Titre</b>
Bilan du programme d'aide à l'intégration à l'emploi (PAIE)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

A) Distribution des participants selon la catégorie de ménage, le groupe d'âge, le sexe, la scolarité (données mensuelles décembre 1997)

		Nombre dans la catégorie	Proportion dans la catégorie (%)
Catégorie de ménage	Personnes seules	3194	60,3
	Familles monoparentales	1176	22,1
	Couples	933	17,5
	Inconnue	1	0,1
Groupe d'âge	Moins de 30 ans	1 484	28,0
	30 à 44 ans	2 724	51,3
	45 ans et plus	1 096	20,7
Sexe	Hommes	2 530	47,8
	Femmes	2 774	52,2
Scolarité	Primaire	256	4,8
	Secondaire	3 363	63,4
	Collégiale	755	14,2
	Universitaire	697	13,2
	Inconnue	233	4,4
TOTAL		5 304	100

Source : Direction de la recherche, évaluation et statistique - DRES, 16 mars 1998.

B) Distribution des contrats signés selon la catégorie d'employeur  
avril 1997 à février 1998 (PAIE régulier)\*

Nouveaux contrats (participations)	Entreprises privées	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Total
Nombre	491	198	4809	5498
Proportion	8,9 %	3,6 %	87,5 %	100 %

\* ( Ne comprend que le volet régulier du programme PAIE ).

Source : Direction générale du réseau Travail-Québec (DGRTQ - Ces données diffèrent de celles publiées habituellement par la DRES, compte tenu des variables retenues. La DGRTQ comptabilise l'ensemble des contrats ou des participations. La DRES comptabilise le nombre de participants différents.

<b>C) Distribution des emplois selon leur type (données sur 1 235 répondants) (données tirées d'une étude réalisée en 1991) (données non disponibles pour 1997-1998)</b>	
Type d'emplois (code CCDP) classification canadienne descriptive des professions	Proportion des participants par type d'emploi
Personnel administratif (41) (ex. secrétaire)	27 % (328)
Travailleurs spécialisés dans les services (61) (ex. concierge, coiffeur)	18 % (221)
Travailleurs des industries de transformation et travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation (81-85) (ex. ouvrier, manoeuvre)	17 % (212)
Travailleurs spécialisés dans la vente (51) (ex. commis-vendeur)	8 % (104)
Personnel d'exploitation des transports, conducteurs de machines et travailleurs non classés (91, 95, 99) (ex. camionneur, manoeuvre)	8 % ( 97)
Travailleurs des sciences naturelles, techniques, mathématiques et enseignants (21-27) (ex. horticulteur, travailleur dans les garderies)	7 % ( 83)
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs spécialisés des sports et loisirs (31-37) (ex. aide-infirmière, travailleur auxiliaire en sports et loisirs)	6 % ( 72)
Autres	9 % (118)
<b>TOTAL</b>	<b>100 % (1 235)</b>
Source: DRES 1991, Évaluation du programme PAIE : Analyse de performance du programme.	
<b>D) Salaire horaire moyen offert par chaque catégorie d'employeurs (données tirées d'une étude réalisée en 1991) (données non disponibles pour 1997-1998)</b>	
Organismes communautaires	5,92 \$
Municipalités	5,98 \$
Entreprises privées	6,20 \$
* (Salaire horaire moyen par type d'emploi : données non disponibles).	
Source : DRES 1991, Évaluation du programme PAIE : Analyse de performance du programme.	



**E) Nombre d'heures de travail par semaine selon les catégories d'employeurs (organismes communautaires, municipalités, entreprises privées) (données tirées d'une étude réalisée en 1991) (données non disponibles pour 1997-1998)**

Nombre d'hres/sem.	Catégories d'employeurs		
	Organismes communautaires	Municipalités	Entreprises privées
Moins de 40 hres	75 %	46 %	42 %
40 heures	23 %	54 %	46 %
Plus de 40 heures	2 %	0 %	12 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\* (Nombre moyen d'heures de travail selon le type d'emploi : données non disponibles).

Source : DRES 1991, Évaluation du programme PAIE : Analyse de performance du programme.

**F1) Participations terminées avant terme  
(PAIE régulier, 20 mars 1997 au 20 février 1998)**

Nombre de participations terminées	Proportion des participations menées à terme	Proportion des participations terminées avant terme	Proportion des participations terminées avant terme sauf celles justifiées par l'obtention d'un emploi
5 064	66,3 %	23,6 %	18,3 %

Source : DGRTQ - Information de gestion, février 1998.

**F2) Participations terminées avant terme selon les caractéristiques des participants (catégorie de ménage, groupe d'âge, sexe, scolarité) (données sur 700 répondants) (données tirées d'une étude réalisée en 1991) (données non disponibles pour 1997-1998)**

Caractéristiques		Interruptions avant terme	
		Nombre dans la catégorie	Proportion dans la catégorie
<b>Catégorie de ménage</b>	Personnes seules	441	63 %
	Familles monoparentales	126	18 %
	Couples	133	19 %
<b>Groupe d'âge</b>	Moins de 30 ans	315	45 %
	30-44 ans	294	42 %
	45 ans et plus	91	13 %
<b>Sexe</b>	Hommes	378	54 %
	Femmes	322	46 %
<b>Scolarité</b>		N.D.	N.D.
<b>TOTAL</b>		<b>700</b>	<b>100 %</b>

Source : DRES 1991, Évaluation du programme PAIE : Analyse de performance du programme.

<b>G) Participants intégrés à l'emploi, après la participation au programme, selon les caractéristiques des participants (catégorie de ménage, groupe d'âge, sexe, scolarité), le type d'emploi, la catégorie d'employeurs (organismes communautaires, municipalités, entreprises privées) (données sur 523 répondants)</b>  <b>(données tirées d'une étude réalisée en 1991) (données non disponibles pour 1997-1998)</b>			
Caractéristiques		Intégration en emploi	
		Nombre dans la catégorie	Proportion dans la catégorie
Catégorie de ménage	Personnes seules	267	51 %
	Familles monoparentales	157	30 %
	Couples	99	19 %
Groupe d'âge	Moins de 30 ans	204	39 %
	30-44 ans	230	44 %
	45 ans et plus	89	17 %
Sexe	Hommes	199	38 %
	Femmes	324	62 %
Scolarité	Sans diplôme	251	48 %
	Avec diplôme	272	52 %
Type d'emploi	Personnel administratif	179	34%
	Travailleurs des services	78	15%
	Travailleurs des entreprises de transformation, fabrication, montage et réparation	73	14%
	Ventes	47	9%
	Autres	146	28%
Catégorie d'employeurs	Entreprises privées	331	63%
	Organismes communautaires	171	33%
	Municipalités	5	1%
	Autres (travailleurs autonomes, organismes gouvernementaux, parapublic)	16	3%
<b>TOTAL</b>		<b>523</b>	<b>100 %</b>

Source : DRES 1991, Évaluation du programme PAIE : Analyse de performance du programme.

SOURCE : Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.16)

VALIDATION: Direction du budget et des opérations financières (1998.03.20)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : 27**

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan des « Corporations intermédiaires de travail (C.I.T.)</p>
--

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Cette mesure n'existe plus depuis le 1er avril 1997.</p>
--

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.18)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 27

### Titre

Entreprises d'insertion

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

On compte environ 36 entreprises d'insertion actives au Québec présentement. La moitié d'entre elles sont dans la région de Montréal. Elles offrent une démarche d'insertion par l'économie et mettent en situation de travail et de formation intégrée des personnes fortement défavorisées au plan de l'emploi.

Elles répondent à des critères relatifs à leur mission d'insertion, à leur potentiel d'insertion, à la véritable situation de travail qu'elles offrent et aux besoins intégrés de formation, d'encadrement et de suivi.

Un comité interministériel, mis sur pied en juin 1996, a étudié la situation des entreprises d'insertion, principalement au plan financier. Un constat en est ressorti : les sources de financement sont dispersées, non coordonnées, insuffisantes, et placent les organismes en état de précarité. Plusieurs ministères ou organismes ont contribué à l'aide financière : MSR, SQDM, Fonds de lutte contre la pauvreté, etc.

En 1997-1998, les entreprises d'insertion ont connu des périodes d'instabilité financière. L'attente d'un cadre de financement et la restructuration des services d'emploi ont rendu difficile la consolidation de l'aide financière. L'apport du Fonds de lutte contre la pauvreté a offert une solution temporaire et a permis à plusieurs entreprises de maintenir leurs activités.

Le travail s'est poursuivi pour une solution plus durable. Un cadre de reconnaissance et de financement, complété d'une démarche de suivi, a été élaboré et vient d'être adopté. Il prévoit des ententes axées sur des objectifs de résultats et couvrant les services d'insertion. L'activité économique doit être soutenue par les revenus autonomes.

Ce sont les instances régionales qui vont conclure des ententes de service avec les 36 entreprises existantes et la dizaine d'autres qui sont susceptibles de démarrer en 1998-1999. Environ 1 900 participants profiteront des services offerts par les entreprises d'insertion.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche :28

**Titre**

Bilan de la mesure soutien à l'emploi autonome

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)****A) Nombre d'entreprises créées depuis le début de la mesure**

De mars 1994 à mars 1998, 2633 projets d'entreprises ont été acceptés par les comités d'approbation des projets.

**B) Types d'entreprises**

En moyenne, 21 mois après le lancement de l'entreprise;

- 63 % des entreprises ont reçu un prêt bancaire
- 85 % des prêts bancaires sont garantis (totalement ou en partie) par la SQDM
- 31% des entreprises ont eu un prêt additionnel
- 34 % des entreprises créées sont surtout dans les services et 18 % sont dans la vente
- 59 % des entreprises sont installées dans le domicile du promoteur
- 41 % des entreprises sont fondées par plus d'un promoteur
- dette totale moyenne: 22 068 \$
- prêt bancaire moyen: 19 704 \$
- participation personnelle moyenne: 2 130 \$
- chiffre d'affaires mensuel moyen: 2915 \$
- salaire mensuel versé à soi-même: nul (37 %); seulement 10 % se versent en supplément du programme paie plus de 100 \$ par mois
- bénéfices mensuels moyens: nuls ou négatifs (36%); seulement 25 % déclarent des bénéfices de plus de 1 000 \$ par mois.

**C) Nombre de postes créés**

De mars 1994 à mars 1998, 3441 emplois ont été créés.

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.18)

**VALIDATION:** Direction du budget et des opérations financières (1998.03.20)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 29

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des organismes subventionnés dans le cadre du programme de <b>Reconnaissance des activités de développement de l'employabilité</b>, en spécifiant le type de service dispensé par l'organisme, et la subvention reçue (1996-1997 et 1997-1998)</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p>  <p><u>Liste des documents</u></p> <p>Portrait des subventions versées aux organismes pour les années <b>1996-1997</b> et <b>1997-1998</b>.</p>
---

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.16)  
**VALIDATION:** Direction du budget et des opérations financières (1998.03.23)

**NOTE**

Le Ministère peut verser aux organismes qui sont reconnus dans RADE une allocation de 20 \$ par mois par participant. Voici la liste des organismes qui ont reçu cette allocation pour l'année financière complète 1996-1997.

**SUBVENTIONS VERSÉES AUX ORGANISMES RECONNUS DANS RADE : 1996-1997**

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
01B	Collectif formation travail du K.R.T.B. inc.	140,00 \$
01B	Commission scolaire de Matane	9 240,00 \$
01B	Commission scolaire Vallée de la Matapédia	3 194,25 \$
01B	Corporation P.A.R.C. Bas Saint-Laurent	600,00 \$
01B	Tremplin travail Vallée de la Matapédia inc.	740,00 \$
	Sous-total	13 614,25 \$
02	Corporation Accès travail-femme du Saguenay	1 320,00 \$
02	Travailleurs et Travailleuses Potentiels du Sag./Lac St-Jean	3 120,00 \$
02	Carrefour-Jeunesse (La Bivoie)	560,00 \$
02	Commission scolaire Baie des Ha! Ha! (Centre Durocher)	1 320,00 \$
02	Compagnie des jeunes travailleurs inc.	280,00 \$
02	Polyvalente de Jonquière Gisèle Munger	1 100,00 \$
02	Service Relance Saguenay Lac St-Jean inc.	22 020,00 \$
	Sous-total	29 720,00 \$
03A	Le Pavois inc.	860,00 \$
03A	Projet Arbre inc.	2 380,40 \$
03A	Atelier de préparation à l'emploi A.P.E. inc.	560,00 \$
03A	Centre d'Entraide Sociale du Bas de la Falaise	10 860,00 \$
03A	Centre de formation de Québec inc.	745,74 \$
03A	Centre de Formation Option-Travail inc.	202,90 \$
03A	Centre François-Charon, unité d'adaptation professionnelle	300,00 \$
03A	Centre Jacques-Cartier	2 300,00 \$
03A	CLSC La Source / C.A. La Maisonnée	2 380,00 \$
03A	Corporation des Travailleurs Immigrants inc. (Orientation Travail)	4 820,00 \$
03A	Gestion Jeunesse inc.	620,00 \$
03A	GIT Société inc.	560,00 \$
03A	Jonathan 1445 inc.	280,00 \$
03A	L'Auguste Chiffonnier inc.	500,00 \$
03A	Le portage	2 800,00 \$
03A	La Croisée S.I.T. inc.	3 749,12 \$
03A	La maison de Lauberivière	3 920,00 \$
03A	Les œuvres de la Maison Dauphine inc.	1 700,00 \$
	Sous-total	39 538,16 \$
03B	Passage-Travail Rive-Sud	340,00 \$
03B	Transition'elle	180,00 \$
03B	Association des Familles monoparentales Montmagny inc.	240,00 \$
03B	Club de Recherche d'Emploi de Thetford Mines inc.	240,00 \$
03B	Le Murmure	120,00 \$
03B	Passeport Travail de Beauce Inc.	2 060,00 \$
	Sous-total	3 180,00 \$
04	Confection mi-de-sous inc.	480,00 \$
04	Impact Mauricie, Groupe Profit	1 580,00 \$
04	Table de concertation éducation main-d'œuvre de Drummond	120,00 \$
04	Club de recherche d'emploi Mauricie/Bois-Francis	40,00 \$
04	Centre de la femme Rond-Point de la Mauricie inc.	700,00 \$
04	Centre l'étape du Bassin de Maskinongé inc.	120,00 \$
04	Formation pro-active S.R. inc.	180,00 \$
04	La Relance Nicolet-Bécancour inc.	100,00 \$
04	Les Mutantes de Drummond inc.	640,00 \$
04	Sprint Trois-Rivières Inc.	700,00 \$
	Sous-total	4 660,00 \$
05	I.M.P.A.C. de la région de Lac-Mégantic inc.	1 060,00 \$
	Sous-total	1 060,00 \$



RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
06A	Académie du savoir	400,00 \$
06A	Centre d'Intégration Multi-Services de l'Ouest de l'Île	11 720,00 \$
06A	Formation XL inc.	280,00 \$
06A	VIA Emploi inc.	1 080,00 \$
06A	Accueil St-Léonard	10 060,00 \$
06A	C A R I St-Laurent	8 780,00 \$
06A	Centre de formation en informatique inc.	2 520,00 \$
06A	Carrefour Solidarité inc.	20,00 \$
06A	Centre Communautaire Multi-ethnique de Montréal-Nord	3 120,00 \$
06A	Centre des femmes interculturel Claire	2 200,00 \$
06A	Centre P.R.I.S.M.E.	4 560,00 \$
06A	Club de Recherche d'Emploi de l'Est CREE inc.	280,00 \$
06A	Impulsion-Travail	1 520,00 \$
06A	Rond-point jeunesse au travail	2 460,00 \$
	Sous-total	49 000,00 \$
06B	Action info-travail Mont-Laurier	80,00 \$
06B	La Fondation du Mouvement des jeunes au travail	120,00 \$
06B	Centre de la famille du grand St-Jérôme inc.	2 360,00 \$
06B	Commission scolaire Long-Sault	840,00 \$
06B	Fondation Clara Bourgeois	280,00 \$
	Sous-total	3 680,00 \$
06C	École Jean XXIII	720,00 \$
06C	Centre d'information sur l'environnement Longueuil (C.I.E.L.)	200,00 \$
06C	Collège Monfard inc.	100,00 \$
06C	Passage Yamaska	150,00 \$
06C	Service de formation aux immigrants Montérégie Inc.	11 280,00 \$
06C	Centre de Formation Communautaire de Huntingdon	4 300,00 \$
06C	Centre de Formation Vallée du Richelieu inc. (Académie du Savoir)	400,00 \$
06C	Carrefour Le Moutier	3 943,38 \$
06C	Centre de formation de la Rive Sud	480,00 \$
06C	Club de Recherche d'emploi du Sud-Ouest P.S. Jeunesse inc.	20,00 \$
06C	Comité d'Entraide Populaire en alphabétisation (CÉPA)	420,00 \$
06C	CON Emp. enr.	2 380,00 \$
06C	École d'Informatique de Chambly enr.	240,00 \$
06C	Bourassa et Ass. École sur mesure Rive-Sud	640,00 \$
06C	École-Entreprise Surbois	2 200,00 \$
06C	Élan Demain inc.	700,00 \$
06C	Fondation M.S.R. pour causes spéciales	160,00 \$
06C	L'Académie du savoir	420,00 \$
06C	L'Écrit tôt de Saint-Hubert	800,00 \$
06C	La clé des mots	1 340,00 \$
06C	Les Ateliers Transition inc.	2 580,00 \$
06C	Maison Internationale Rive Sud inc.	15 300,00 \$
06C	Nouveau départ national inc.	440,00 \$
06C	Services Bureautiques JMS	3 060,00 \$
	Sous-total	52 273,38 \$
06D	Coopérative de développement régional de Lanaudière	720,00 \$
06D	Club de Placement Lanaudière	20,00 \$
06D	Commission scolaire de l'industrie	800,00 \$
06D	Intégration professionnelle Avenue Jeunesse inc.	380,00 \$
06D	La Clef inc.	160,00 \$
06D	La formatheque des Moulins inc.	60,00 \$
06D	Service de personnel N.M. inc.	1 540,00 \$
06D	Transit Lanaudière	1 020,00 \$
	Sous-total	4 700,00 \$
06E	Centre de recherche d'emploi Laval	300,00 \$
06E	Centre des femmes de Laval inc.	860,00 \$
06E	Commission scolaire Les Écores	3 660,00 \$
	Sous-total	4 820,00 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
06F	Centre américain multi-ethnique	4 150,00 \$
06F	Service d'aide communautaire et de liaison pour immigrants	6 430,00 \$
06F	Agence montréalaise pour l'emploi	420,00 \$
06F	Accès cible (santé mentale, travail)	1 580,00 \$
06F	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	3 690,00 \$
06F	Ass. Canadienne de l'Ataxie de Friedreich	120,00 \$
06F	Association québécoise de l'Épilepsie	5 396,00 \$
06F	C.L.S.C. Côte-des-Neiges	5 920,00 \$
06F	Carrefour familial Hochelaga	1 660,00 \$
06F	Club travail sans frontières	20,00 \$
06F	Comité inter-entreprise d'intégration (CIIT)	1 460,00 \$
06F	Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc. (C.A.P.)	2 200,00 \$
06F	Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique (CLAM)	6 440,00 \$
06F	Carrefour Sainte-Croix (CREP)	3 220,00 \$
06F	Centre éducatif « Le phare » (CREP)	3 300,00 \$
06F	Centre ALPHA Ste-Anne	9 000,00 \$
06F	Centre d'éducation populaire de Rivière-des-Prairies	740,00 \$
06F	Centre d'alphabétisation NA Rive de Montréal	1 440,00 \$
06F	Centre d'appui communautés immigrantes Bordeaux-Cartierville	3 190,00 \$
06F	Centre d'information pour les espagnols (CREP)	3 460,00 \$
06F	Centre d'initiative pour le développement communautaire - L'unité	1 666,50 \$
06F	Centre de formation pour femmes	7 100,00 \$
06F	Centre de recherche-action éducative et sociale multiethnique	7 500,00 \$
06F	Centre des femmes de Montréal (CREP et MAIICC)	3 640,00 \$
06F	Centre multi-ethnique de Notre-Dame-de-Grâce	30 410,00 \$
06F	Centre social d'aide aux immigrants	3 320,00 \$
06F	CIBL Radio	2 080,00 \$
06F	CODAS H.M.	260,00 \$
06F	Collectif des femmes immigrantes du Québec	180,00 \$
06F	Concertation-Femmes (CREP)	2 700,00 \$
06F	Corporation de développement économique communautaire CDN/NDG	160,00 \$
06F	Corporation de Développement de l'Est	460,00 \$
06F	Cuisine-Atout Entreprise d'insertion inc.	1 200,00 \$
06F	Groupe conseil St-Denis inc.	540,00 \$
06F	Intégration Jeunesse du Québec inc.	1 920,00 \$
06F	L'Hirondelle, service d'accueil et d'intégration des immigrants	2 760,00 \$
06F	Le Tournesol - Commission scolaire Jérôme Le Royer	1 340,00 \$
06F	La Marie Debout	1 220,00 \$
06F	Le Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne	2 340,00 \$
06F	Les ateliers de meubles recyclés Ahuntsic-Cartierville	520,00 \$
06F	Les Glaneuses (Montréal) inc.	240,00 \$
06F	Maison d'Haïti (CREP)	1 960,00 \$
06F	Maison de l'amitié de Montréal	3 330,00 \$
06F	Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	820,00 \$
06F	Programme d'initiation au travail région Est de Montréal	3 760,00 \$
06F	Projet Part inc.	1 860,00 \$
06F	Promis (promotion-multiculture-intégration-société nouvelle)	13 200,00 \$
06F	Regroupement Relance économique et sociale Sud-Ouest (RESO)	240,00 \$
06F	Resto Plateau	1 440,00 \$
06F	Service d'aide et de liaison La Maisonnée (MRCT)	8 330,00 \$
06F	Service d'interprète et d'aide aux réfugiés indochinois	13 100,00 \$
06F	Services canadiens d'assistance aux immigrants Juifs	1 860,00 \$
	Sous-total	185 292,50 \$
07	Action Emploi Papineau	180,00 \$
07	Le Carrefour-Jeunesse-Emploi	2 740,00 \$
	Sous-total	2 920,00 \$
08	Commission scolaire Rouyn-Noranda	2 220,00 \$
	Sous-total	2 220,00 \$
09	Centre d'Action bénévole Le Nordest	280,00 \$
09	Centre Émersion Manicouagan inc.	620,00 \$
	Sous-total	900,00 \$
	<b>GRAND TOTAL:</b>	<b>397 578,29 \$</b>

**NOTE**

Le Ministère peut verser aux organismes qui sont reconnus dans RADE une allocation de 20 \$ par mois par participant. Voici la liste des organismes qui ont reçu cette allocation pour l'année financière 1997-1998.

## SUBVENTIONS VERSÉES AUX ORGANISMES RECONNUS DANS RADE : 1997-1998

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
01A	Association culturelle du Havre-Aubert (A.C.H.A.)	300,00 \$
01A	Association Contre Vents et Marées (monoparentales)	3 200,00 \$
01A	Commission scolaire Des Falaises	1 840,00 \$
01A	Commission scolaire Miguasha	2 160,00 \$
01A	Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs	1 020,00 \$
01A	CSR Gaspésie	960,00 \$
	Sous-total	9 480,00 \$
01B	Commission scolaire de Matane	8 630,00 \$
01B	Corporation P.A.R.C. Bas Saint-Laurent	1 300,00 \$
01B	Centre des femmes du Témiscouata L'Aurore	400,00 \$
01B	Commission scolaire Vallée de la Matapédia	2 785,75 \$
01B	S.A.I.T.P.H.	480,00 \$
01B	Tandem-Jeunesse	60,00 \$
01B	Tremplin travail Vallée de la Matapédia inc.	580,00 \$
	Sous-total	14 235,75 \$
02	Travailleurs et Travailleuses Potentiels du Sag./Lac St-Jean	2 580,00 \$
02	Accès Travail Emploi	1 300,00 \$
02	CODERR-02	360,00 \$
02	Commission scolaire Baie des Ha! Ha! (Centre Durocher)	1 300,00 \$
02	Polyvalente de Jonquière Gisèle Munger	740,00 \$
02	Service Relance Saguenay Lac St-Jean inc.	15 960,00 \$
	Sous-total	22 240,00 \$
03A	L'Arbre	3 620,00 \$
03A	Le Pavois inc.	600,00 \$
03A	Atelier de préparation à l'emploi A.P.E. inc.	1 240,00 \$
03A	Centre d'Entraide Sociale du Bas de la Falaise	12 099,98 \$
03A	Centre de formation de Québec inc.	4 060,00 \$
03A	Centre François-Charon, unité d'adaptation professionnelle	60,00 \$
03A	Centre Jacques-Cartier	2 980,00 \$
03A	CLSC La Source / C.A. La Maisonnée	1 080,00 \$
03A	Gestion Jeunesse inc.	520,00 \$
03A	Jonathan 1445 inc.	920,00 \$
03A	Le portage	2 280,00 \$
03A	La Croisée S.I.T. inc.	5 180,00 \$
03A	La Maison de Lauberivière	4 480,00 \$
03A	YMCA de Québec inc.	420,00 \$
	Sous-total	39 539,98 \$
03B	Transition'elle	980,00 \$
03B	Club de Recherche d'Emploi de Thetford Mines inc.	420,00 \$
03B	Passeport Travail de Beauce Inc.	2 600,00 \$
	Sous-total	4 000,00 \$
04	Impact Mauricie, Groupe Profit	820,00 \$
04	Centre de la femme Rond-Point de la Mauricie inc.	260,00 \$
04	Centre l'étape du Bassin de Maskinongé inc.	320,00 \$
04	Chambre de commerce de Drummond	120,00 \$
04	Club de recherche d'emploi Mauricie-Bois-Francs	20,00 \$
04	Comité d'accueil aux néo-canadiens (Trois-Rivières) inc.	120,00 \$
04	Corporation de développement centre-ville de Drummondville	220,00 \$
04	Les Mutantes de Drummond inc.	600,00 \$
04	Sprint Trois-Rivières Inc.	560,00 \$
	Sous-total	3 040,00 \$
05	I.M.P.A.C. de la région de Lac-Mégantic inc.	300,00 \$
	Sous-total	300,00 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
06A	Centre d'Intégration Multi-Services de l'Ouest de l'Île	7 240,00 \$
06A	Service d'entraide et de placement de l'Ouest de l'Île	280,00 \$
06A	VIA Emploi inc.	560,00 \$
06A	Accueil St-Léonard	1 360,00 \$
06A	C A R I St-Laurent	3 060,00 \$
06A	Centre de formation en informatique inc.	8 720,00 \$
06A	Club de Recherche d'Emploi de l'Est CREE inc.	2 800,00 \$
06A	Coup de main à domicile	100,00 \$
06A	Carrefour Solidarité inc.	1 180,00 \$
06A	Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord	1 480,00 \$
06A	Centre des femmes interculturel Claire	320,00 \$
06A	Centre P.R.I.S.M.E.	920,00 \$
06A	Impulsion-Travail	120,00 \$
06A	Répît-Ressource de l'Est de Montréal	120,00 \$
06A	Service d'aide communautaire Anjou	900,00 \$
	Sous-total	29 160,00 \$
06B	Action info-travail Mont-Laurier	80,00 \$
06B	Centre de la famille du grand St-Jérôme inc.	2 040,00 \$
06B	Resto-Nord des Laurentides	780,00 \$
	Sous-total	2 900,00 \$
06C	École Jean XXIII	1 120,00 \$
06C	Carrefour jeunesse-emploi St-Hubert	1 340,00 \$
06C	Centre d'information sur l'environnement Longueuil (C.I.E.L.)	140,00 \$
06C	Coffre	1 000,00 \$
06C	L'Envol des langues	860,00 \$
06C	Service de formation aux immigrants Montérégie Inc.	7 260,00 \$
06C	Centre de Formation Communautaire de Huntingdon	2 620,00 \$
06C	Centre de Formation Vallée du Richelieu inc. (Académie du Savoir)	220,00 \$
06C	Centre de formation de la Rive Sud	180,00 \$
06C	Club de Recherche d'emploi du Sud-Ouest P.S. Jeunesse inc.	560,00 \$
06C	Comité d'Entraide Populaire en alphabétisation (CÉPA)	140,00 \$
06C	COMQUAT	620,00 \$
06C	CON Emp. enr. Division 2759 1114 QC inc.	280,00 \$
06C	École d'Informatique de Chambly enr.	180,00 \$
06C	École sur mesure Rive-Sud inc.	60,00 \$
06C	École-Entreprise Surbois	2 980,00 \$
06C	L'Écrit tôt de Saint-Hubert	480,00 \$
06C	La clé des mots	1 140,00 \$
06C	Maison Internationale Rive Sud inc.	6 060,00 \$
06C	Services Bureautiques JMS	900,00 \$
	Sous-total	28 140,00 \$
06D	Ateliers Les Recycleurs Lanaudière	540,00 \$
	Sous-total	540,00 \$
06E	Centre des femmes de Laval inc.	560,00 \$
06E	Commission scolaire Les Écores	3 460,00 \$
	Sous-total	4 020,00 \$

RÉGION	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
06F	Centre américain multi-ethnique	1 910,00 \$
06F	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	1 580,00 \$
06F	Association latino-américaine de Côte-des-Neiges (MRCI)	360,00 \$
06F	Ateliers Les Recycleurs inc.	7 400,00 \$
06F	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants (CREP)	2 740,00 \$
06F	Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique (CLAM)	1 470,00 \$
06F	Centre éducatif « Le phare » (CREP)	540,00 \$
06F	Centre ALPHA Ste-Anne	3 530,00 \$
06F	Centre d'appui communautés immigrantes Bordeaux-Cartierville	1 310,00 \$
06F	Centre d'information pour les espagnols (CREP)	710,00 \$
06F	Centre d'initiative pour le développement communautaire - L'unité	790,00 \$
06F	Centre des femmes de Montréal (CREP et MAIICC)	1 960,00 \$
06F	Centre haïtien d'animation et d'intervention sociale	4 660,00 \$
06F	Centre multi-ethnique de Notre-Dame-de-Grâce	17 390,00 \$
06F	Centre social d'aide aux immigrants	610,00 \$
06F	Concertation-Femmes (CREP)	1 560,00 \$
06F	Interaction Famille Hochelaga-Maisonnette	1 620,00 \$
06F	Le Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne	700,00 \$
06F	Maison d'Haïti (CREP)	2 440,00 \$
06F	Maison de l'amitié de Montréal	470,00 \$
06F	Programme d'initiation au travail région Est de Montréal	380,00 \$
06F	Promis (promotion-multiculture-intégration-société nouvelle)	7 320,00 \$
06F	Service d'aide communautaire et de liaison pour immigrants	1 860,00 \$
06F	Service d'aide et de liaison La Maisonnée (MRCI)	3 270,00 \$
06F	Service d'interprète et d'aide et de référence aux indochinois	5 100,00 \$
06F	Services canadiens d'assistance aux immigrants Juifs	1 360,00 \$
	Sous-total	73 040,00 \$
07	Association des familles monoparentales de l'Outaouais	900,00 \$
07	Le Carrefour-Jeunesse-Emploi	1 660,00 \$
	Sous-total	2 560,00 \$
08	Commission scolaire Rouyn-Noranda	2 090,00 \$
08	Commission scolaire Lac Témiscamingue	320,00 \$
	Sous-total	2 410,00 \$
09	Centre d'Action bénévole Le Nordest	120,00 \$
09	Centre Émersion Manicouagan inc.	1 140,00 \$
09	Dépannage de L'Anse inc.	120,00 \$
09	Résidence St-Joseph inc.	200,00 \$
	Sous-total	1 580,00 \$
	<b>GRAND TOTAL:</b>	<b>237 185,73 \$</b>

Source: Système opérationnel de subventions, mars 1998

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche :30

<p><b>Titre</b></p> <p>Cadre normatif pour chacun des programmes suivants: PAIE, Corporations intermédiaires de travail (CIT), Soutien à l'emploi autonome (SEA), Rattrapage scolaire (RS), Services externes de main-d'oeuvre (SEMO), AGIR.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir documentation en annexe.</p> <p>Les cadres normatifs pour SEA et les CIT sont inclus dans le programme PAIE.</p>

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998-03-18)

**PROGRAMME D'AIDE À L'INTÉGRATION  
À L'EMPLOI (PAIE)**

**Version consolidée du cadre normatif**

**Direction de l'intégration  
à l'emploi  
1997-02-26**



## **OBJECTIF**

Ce programme vise à favoriser l'accès à des emplois pour les clients de la sécurité du revenu qui éprouvent des difficultés particulières à intégrer le marché du travail.

## **DESCRIPTION**

Programme d'aide à l'emploi qui consiste à inciter les employeurs à embaucher des clients de la sécurité du revenu. À cette fin, une subvention couvrant une partie du salaire versé au participant est accordée à l'employeur pour une période prédéterminée.

Le programme subventionne également des projets de développement de l'emploi autonome.

### **1. LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ**

#### **1.1 Les personnes admissibles**

Les personnes qui répondent à l'un des critères suivants sont admissibles à un poste de travail subventionné auprès d'un employeur admissible au programme, ou à une subvention pour un projet d'emploi autonome approuvé.

1.1.1 Tout client de la sécurité du revenu ayant cumulé une présence minimale de six (6) mois au cours des douze (12) mois précédant sa demande de participation. La priorité est accordée aux personnes ayant une plus longue présence à la sécurité du revenu.

1.1.2 Une personne identifiée comme chef de famille monoparentale est admissible au programme dès son entrée à la sécurité du revenu.

1.1.3 Une personne âgée de 45 ans et plus est admissible au programme dès son entrée à la sécurité du revenu.

1.1.4 Un participant à une mesure de développement de l'employabilité désignée par le Ministre est admissible au programme lorsqu'il a atteint les objectifs fixés dans le cadre de cette mesure.

1.1.5 Sont exclus :

- les revendicateurs du statut de réfugié.

#### **1.2 Les employeurs admissibles**

Toute entreprise, corporation ou organisme à but lucratif ou sans but lucratif est admissible au programme.

Le travailleur autonome est admissible comme employeur, et, dans certains cas à titre de travailleur.

1.2.1 L'organisme ou l'entreprise à but lucratif ou sans but lucratif devra, si une loi ou un règlement l'exige, être inscrit à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST).

/3

**1.2.2** Les personnes sélectionnées par le Ministère dans le cadre d'un projet d'emploi autonome sont admissibles à une subvention pour leur propre emploi.

**1.2.3** Sont exclus :

- les partis ou associations politiques;
- les ministères et organismes du gouvernement du Québec dont le personnel est nommé et rémunéré en vertu de la Loi sur la Fonction publique du Québec (L.R.Q., c.F-31);
- les ministères et organismes du gouvernement fédéral;
- les organismes ou entreprises qui n'ont pas fini de rembourser une dette contractée antérieurement envers le ministère de la Sécurité du revenu dans le cadre des programmes de création d'emplois sauf ceux qui respectent une entente écrite de remboursement avec le Ministère;
- les organismes ou entreprises dont les activités portent à controverse et avec qui il serait déraisonnable d'associer le nom du Ministère;
- les organismes ou entreprises dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out).

## **2. LA NATURE DES POSTES DE TRAVAIL**

Cette partie ne s'applique pas aux participants de la mesure Soutien à l'emploi autonome.

### **2.1 Postes considérés admissibles**

#### **2.1.1 Poste permanent :**

L'embauche d'une personne admissible au programme doit permettre d'occuper un poste régulier à caractère permanent. Ce poste doit être situé au Québec.

#### **2.1.2 Poste à caractère saisonnier :**

Un poste relié à un emploi à caractère saisonnier est admissible au programme s'il a une durée minimale de dix-huit (18) semaines.

#### **2.1.3 Poste nouveau :**

De plus, l'embauche d'une personne participante au programme doit permettre la création d'un nouveau poste de travail (poste additionnel) dans la même famille de profession reliée à l'emploi offert.

Sont exclus de l'application de ce critère :

- un poste dans un projet relié à l'économie sociale et à des travaux d'utilité collective, reconnu par le Ministère ;
- un poste dans une entreprise d'insertion ou reconnue comme telle par le Ministère.

#### **2.1.4 Poste à temps plein :**

Le programme donne une priorité au poste à temps plein générant au moins trente-cinq (35) heures régulières par semaine ou à défaut, un nombre d'heures régulières par semaine équivalant à celui effectué dans la famille de profession reliée à l'emploi offert, dans l'établissement où il s'exerce.

Un poste à temps partiel est également admissible.

### **2.2 Postes considérés non admissibles**

Nonobstant le point 2.1, est considéré exclu du programme :

- un poste pour lequel l'employeur reçoit déjà une subvention gouvernementale pour le même motif;
- un poste qui peut être occupé par une personne assujettie à une convention collective qui comporte un droit de rappel;
- un poste dont la création aurait eu pour effet de réduire la durée normale de travail des effectifs réguliers, sauf s'il s'agit d'une disposition de la convention collective;
- un poste devenu vacant à la suite d'un départ ou d'un congédiement ou d'une mise à pied, sauf dans le cas des exceptions prévues en 2.1.3;
- tout poste qui vise la propagation d'une doctrine religieuse.

### **2.3 Nombre maximal de postes subventionnés**

2.3.1 Une demande supérieure à 25 postes devra faire l'objet d'une analyse particulière du Ministère.

2.3.2 Le nombre maximal de postes subventionnés est fixé de la façon suivante:

- pour les entreprises de cinq (5) employés et moins, un (1) poste peut être subventionné;
- pour les entreprises de six (6) à dix (10) employés, deux (2) postes peuvent être subventionnés;
- pour les entreprises de plus de dix (10) employés, le nombre maximal correspond à 20 % de l'effectif régulier.

Cette disposition s'applique exclusivement aux entreprises, corporations ou organismes à but lucratif.

### **3. PÉRIODE DE SUBVENTION**

#### **3.1 Emploi à caractère permanent et à caractère saisonnier**

La durée de la période de subvention est fixée à un maximum de trente (30) semaines.

#### **3.2 Projets d'emploi autonome approuvés**

La durée de la période de subvention est fixée à un maximum de cinquante-deux (52) semaines.

#### **3.3 Projets reliés à l'économie sociale et aux travaux d'utilité collective**

La durée de la période de subvention est fixée à un maximum de 52 semaines.

#### **3.4 Délai additionnel**

Un délai additionnel équivalant au plus au tiers de la période totale de subvention prévue au contrat peut être accordé par la personne désignée par le Ministère, lors de l'interruption de la participation, notamment en cas de sinistre, lock-out, grève, maladie, accident de travail, baisse ou arrêt momentané de production.

Le délai additionnel maximal peut être prolongé pour couvrir la période prévue dans le cas d'une interruption due à un congé de maternité.

### **4. LA COUVERTURE DE LA SUBVENTION SALARIALE**

La subvention couvre une partie du salaire brut versé au participant au programme.

Pour les prestataires participant à un projet d'emploi autonome approuvé, la subvention est un revenu d'entreprise.

#### **4.1 Pour les entreprises, corporations ou organismes du secteur privé, la subvention couvre :**

- 50 % du salaire brut versé, jusqu'à concurrence de 120 \$ par semaine.

#### **4.2 Pour les municipalités et organismes du secteur municipal, la subvention couvre :**

- un maximum équivalant à 50 % du salaire brut versé, jusqu'à concurrence de 120 \$ par semaine.

/6

**4.3 Pour les entreprises, les corporations et les organismes à but non but lucratif, la subvention couvre :**

- un maximum équivalant à 100 % du salaire minimum en vigueur au Québec et ce, jusqu'à un maximum de 35 heures par semaine;
- les corporations dans le secteur de l'aide à domicile obtiennent de plus une subvention de 100 \$ par mois par participant.

**4.4 Pour les participants à un projet d'emploi autonome accepté, la subvention couvre :**

- un maximum équivalant à 100 % du salaire minimum en vigueur au Québec et ce, jusqu'à un maximum de 35 heures par semaine.

**5. PARTICULARITÉS**

Cette partie ne s'applique pas aux participants de la mesure Soutien à l'emploi autonome.

**5.1 Période d'essai**

L'employeur bénéficie d'une période d'essai d'un (1) mois au cours de laquelle il peut mettre fin au contrat sans que son admissibilité au programme ne soit affectée. Le poste de travail relié à une telle fermeture de contrat pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un nouveau contrat et être occupé par un autre participant au programme.

**5.2 Départ volontaire du participant**

Le départ volontaire du participant au programme avant la fin de la période contractuelle n'entache pas l'admissibilité de l'employeur et du poste de travail concerné. Dans ce cas, les modalités mentionnées au point 5.1 s'appliquent.

**6. LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention est versée à l'employeur, ou au participant à un projet d'emploi autonome approuvé, sur présentation et acceptation d'une réclamation, selon les modalités fixées par le ministère de la Sécurité du revenu à la signature du contrat.

**7. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le programme entre en vigueur à la date prévue par le ministre de la Sécurité du revenu.

## **8. LES MODALITÉS DIVERSES**

### **8.1 La vérification**

Le Ministère se réserve le droit d'effectuer, auprès des organismes bénéficiaires de subventions, les vérifications qu'il juge nécessaires en regard des subventions accordées.

1997-02-26

## RATTRAPAGE SCOLAIRE

### CADRE NORMATIF

#### DESCRIPTION

Rattrapage scolaire est une mesure de développement de l'employabilité permettant à des prestataires de la sécurité du revenu d'acquérir une formation de niveau présecondaire ou secondaire. La formation de niveau secondaire peut aller jusqu'à l'obtention du diplôme.

#### OBJECTIF GÉNÉRAL

La mesure vise l'acquisition des connaissances nécessaires pour faciliter l'insertion professionnelle et acquérir l'autonomie financière.

#### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

La mesure a les objectifs suivants :

- poursuivre une formation professionnelle secondaire pouvant aller jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) ou de l'attestation de spécialisation professionnelle (ASP) ;
- compléter une formation générale pouvant aller jusqu'à l'obtention du diplôme d'études secondaires (DES). Les activités de formation générale sont :
  - la formation générale présecondaire ;
  - la formation générale de premier cycle (1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire) ;
  - la formation générale de deuxième cycle (3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire) ;
  - la préparation à la formation professionnelle ;
  - la préparation aux études postsecondaires.
- acquérir une formation de base fonctionnelle en alphabétisation.

#### 1. LES CONDITIONS D'ADMISSION

##### 1.1 Les personnes admissibles

Est admissible toute personne qui répond aux exigences suivantes :

- est un adulte inscrit à l'aide financière de dernier recours au sens de la *Loi sur la sécurité du revenu* ;
- a quitté depuis 24 mois les études régulières à temps plein ;
- la pertinence de participer à la mesure a été établie au plan d'action.

Pour la formation professionnelle, en plus de ces critères, la personne :

- a cumulé 24 mois de présence à la sécurité du revenu au cours des 36 derniers mois.

##### 1.2 Les exclusions

Est exclue de la mesure toute personne qui :

- possède un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, à moins de s'inscrire à des cours préalables à son admission à des études supérieures ou à une formation professionnelle de niveau secondaire susceptible d'améliorer ses perspectives d'emploi ;
- a abandonné la mesure Rattrapage scolaire, sans motif sérieux, au cours des 12 derniers mois.

## **2. LES MODALITÉS DE PARTICIPATION**

### **2.1 Référence de la clientèle**

En tenant compte des places disponibles à l'intérieur de la mesure et dans les établissements de formation ainsi que du mode d'organisation des institutions scolaires, les prestataires peuvent être référés en tout temps de l'année.

Un profil de formation doit être fourni par la commission scolaire, avant le début de la formation générale ou professionnelle. Il est transmis à la fin des activités d'Entrée en formation.

Un rapport sur l'orientation scolaire et professionnelle est exigé avant le début des activités préparatoires à la formation ou de la formation professionnelle.

### **2.2 La participation**

La personne qui participe à la mesure Rattrapage scolaire doit :

- respecter les engagements inscrits à son plan d'action ;
- fréquenter un établissement d'enseignement reconnu par le gouvernement du Québec ;
- suivre, au début de sa participation, l'activité *Entrée en formation* ;
- suivre intégralement le programme de formation établi par l'établissement d'enseignement jusqu'à l'échéance fixée au plan d'action ;
- respecter le nombre minimal d'heures de fréquentation scolaire, soit 25 heures par semaine en formation générale et en formation professionnelle et 20 heures par semaine en alphabétisation. En alphabétisation, le maximum de temps accordé est de 2000 heures ;
- suivre avec assiduité les activités de formation ;
- autoriser la transmission de renseignements relatifs à son cheminement scolaire.

### **2.3 La fin de la participation**

La participation se termine :

- à l'échéance du plan d'action ;
- lorsque le prestataire abandonne la mesure ;
- lorsqu'il ne respecte plus les règles en vigueur ;
- lorsque la mesure ne s'avère plus pertinente pour le prestataire.

La fin de la fréquentation scolaire entraîne un changement de barème dans les prestations. Le barème de participation n'est plus accordé au prestataire pendant les vacances scolaires.

### **2.4 Suivi et évaluation de la participation**

En cours de formation, pour assurer un suivi adéquat des prestataires, l'établissement d'enseignement transmet au CTQ un rapport d'absences mensuel.

Selon les modalités indiquées au protocole d'entente régional, l'établissement d'enseignement transmet un rapport semestriel sur l'évolution des apprentissages des prestataires inscrits en alphabétisation et en formation générale. En alphabétisation, un premier rapport doit être transmis trois mois après le début de la formation.



### **3. LES PRESTATIONS**

Pendant la durée de sa participation à la mesure, la personne reçoit la prestation de base, les prestations spéciales ou toute autre prestation prévue par le *Règlement sur la sécurité du revenu* (frais de garde, coûts d'études).

### **4. COÛTS DE LA FORMATION**

En tenant compte des filières de formation, le Ministère prescrit des tarifs maximaux pour les services complémentaires et le matériel didactique obligatoire.

### **5. MODALITÉS DIVERSES**

Le Ministère se réserve le droit d'effectuer, auprès des organismes bénéficiaires de subventions, les vérifications qu'il juge pertinentes au regard des subventions accordées.

## **SERVICES EXTERNES DE MAIN-D'OEUVRE (SEMO)**

### **CADRE NORMATIF**

#### **DESCRIPTION**

Programme de subvention à des organismes sans but lucratif qui offrent des services professionnels spécialisés et adaptés de développement de l'employabilité et de réinsertion au marché du travail. Ces organismes desservent des personnes aux prises avec des difficultés particulières et qui sont privées d'une autonomie suffisante pour qu'elles puissent retourner immédiatement sur le marché du travail. Celles-ci peuvent être notamment des personnes handicapées, des femmes en difficulté et qui ont été absentes du marché du travail pendant une longue période, des jeunes en difficulté et d'autres personnes ayant vécu des situations particulièrement difficiles (ex. : ex-détenus, ex-toxicomanes, ex-alcooliques, etc.).

#### **OBJECTIFS**

Viser prioritairement l'insertion ou la réinsertion au marché du travail des personnes éprouvant des difficultés particulières au moyen de services spécialisés et adaptés à leur besoin.

Accroître l'autonomie personnelle, sociale et financière des personnes aux prises avec des difficultés particulières afin d'augmenter ou de maintenir leur employabilité.

#### **1. RECONNAISSANCE DES ORGANISMES**

Le Ministère entend recourir à des organismes spécialisés, issus du milieu, pour faciliter l'insertion ou la réinsertion professionnelle des personnes en difficulté. Les services offerts par ces organismes devront être complémentaires à ceux offerts par le réseau Travail-Québec.

##### **1.1 Les organismes admissibles**

Les organismes qui croient pouvoir satisfaire aux critères suivants peuvent faire une demande de reconnaissance :

##### **1.1.1 Critères de reconnaissance :**

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué et reconnu dans son milieu pour son implication à l'endroit de la ou des catégories de clients qu'il compte desservir ;
- doit desservir une ou des clientèles cibles visées par le programme ;
- être en mesure d'offrir des services spécialisés et adaptés à une ou des clientèles cibles, et pour ce faire, démontrer la compétence du personnel qu'il emploie ou compte employer et la qualité des services qu'il offre ou compte offrir. Dans ce dernier cas, l'organisme devra démontrer qu'il utilise des méthodes ou des techniques appropriées en matière d'évaluation, de détermination du profil d'employabilité, de counselling, d'aide à la recherche d'emploi et de suivi en emploi ;
- démontrer la capacité de gestion des ressources humaines et financières de la personne responsable ;
- avoir un conseil d'administration représentatif de son milieu et dont certains membres connaissent bien la ou les clientèles à desservir ;

- être inscrit à la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (C.S.S.T.) et à la Commission des normes du travail (C.N.T.), si la loi ou un règlement l'exige ;
- démontrer, s'il y a lieu, le respect des ententes antérieures avec le Ministère ou d'autres organismes de qui il a pu obtenir une subvention ;

### 1.1.2 Les organismes non admissibles

Les organismes suivants ne peuvent être reconnus :

- les ministères ou organismes du gouvernement fédéral ;
- les ministères ou organismes para ou péripublics du gouvernement du Québec dont les employés(es) sont nommés(es) et rémunérés(es) en vertu de la *Loi sur la fonction publique du Québec* (L.R.Q. c.f. 3-1) ;
- les corporations municipales ;
- les organismes à but lucratif ;
- les conseils régionaux et les établissements tels que définis dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ;
- les commissions scolaires et les maisons d'enseignement privées et publiques ;
- les associations ou partis politiques ;
- les organismes qui n'ont pas fini de rembourser une dette contractée antérieurement envers le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle dans le cadre de ses programmes et qui n'ont pas conclu une entente de remboursement avec le Ministère ou ne respectent pas une telle entente.

## 1.2 La période de reconnaissance

La reconnaissance de l'organisme est faite sur une base triennale. Toutefois, le Ministre peut mettre fin en tout temps à la reconnaissance, si l'organisme ne respecte plus les critères ; un préavis d'au plus 90 jours serait, dans ce cas, donné à l'organisme.

## 1.3 Les personnes desservies par ces organismes

Les personnes desservies sont celles aux prises avec des difficultés particulières et privées d'autonomie suffisante pour prendre seules en charge leur démarche de retour vers le marché du travail. Ces personnes requièrent des services spécialisés et adaptés que le réseau Travail-Québec ne peut leur offrir.

L'organisme Services externes de main-d'œuvre (Semo) devra desservir des personnes prestataires de la sécurité du revenu dans une proportion minimale de 75 % de l'ensemble de sa clientèle.

Les prestataires de la sécurité du revenu doivent être référés à l'organisme Semo par un centre Travail-Québec ou, s'ils ne l'ont pas été, faire l'objet d'un accord de prise en charge avec lui. Un mécanisme de référence et de rétro-information avec le réseau Travail-Québec est établi pour chacun des Semo ayant un contrat avec le Ministère.

## **1.4 Les services couverts par le contrat**

### **1.4.1 La nature des services**

L'organisme Semo assure aux personnes qu'il accepte de prendre en charge le ou les services professionnels spécialisés et adaptés à leurs besoins. Ces services peuvent être dispensés directement par un Semo ou par d'autres organismes reconnus dans leur milieu auquel le Semo peut faire appel pour appuyer ou compléter son action.

Il s'agit notamment des services suivants :

- l'évaluation et l'établissement du profil d'employabilité des personnes ;
- l'élaboration d'un plan d'intervention individualisé afin de déterminer pour chaque client des objectifs personnels réalistes et de mettre au point des modalités d'aide à la recherche d'emploi et à l'intégration au marché du travail ;
- l'application d'un plan d'intervention individualisé pouvant comprendre des activités préparatoires à l'emploi et un séjour d'immersion dans des activités de travail régulier (stages) afin d'évaluer les capacités des personnes d'intégrer le marché du travail et de permettre de reprendre le contact avec la réalité du travail. Lors du séjour d'immersion, le stagiaire doit occuper une fonction de travail habituellement occupée par un salarié à plein temps ;
- l'information sur le marché du travail, sur les entreprises et sur les occupations et le placement ;
- le suivi et le support individuel des personnes après l'insertion au marché du travail ;

Dans le cas des Semo pour personnes handicapées, le plan d'embauche et le contrat d'intégration au travail de l'Office des personnes handicapées du Québec sont utilisés comme des outils additionnels d'insertion ou de réinsertion sur le marché du travail.

De plus, l'organisme doit être en mesure d'organiser des activités de promotion afin de constituer un réseau d'entreprises disposées à faciliter, par l'intermédiaire des stages ou autrement, l'insertion professionnelle des personnes ayant recours à leurs services.

### **1.4.2 L'offre de service**

Les services sont offerts sous forme d'un programme, d'un plan individualisé de recouvrement de l'autonomie ou d'actions préparatoires à l'emploi.

Les services proposés aux participants(es) s'inscrivent dans une suite d'étapes progressives permettant l'acquisition d'habiletés ou de moyens d'intégration à l'emploi ou d'augmentation du niveau d'employabilité par l'élimination des barrières à l'emploi. Ces activités doivent être structurées suivant un calendrier préétabli.

Les services offerts sont décrits en annexe au contrat.

## 2. LES SOMMES VERSÉES

Le Ministère finance les organismes Semo sur les bases contractuelles suivantes : un nombre convenu de clients admis comprenant un pourcentage de prestataires de la sécurité du revenu et un coût moyen fixé par catégorie de Semo.

### 2.1 Le mode de subvention

La subvention versée à un organisme Semo dans le cadre d'un contrat avec le Ministère sert exclusivement à s'acquitter du mandat qui lui est confié. Elle couvre les frais suivants : les coûts reliés à l'organisation, au fonctionnement, au personnel (encadrement - professionnel - soutien), aux activités préparatoires à l'emploi, aux stages d'immersion et aux frais de garde.

### 2.2 L'attribution de la subvention

Le Ministre détermine annuellement, pour chaque catégorie d'organismes Semo, un niveau de financement calculé sur les critères suivants :

- un coût moyen normalisé par client admis ;
- un nombre de clients admis convenu par contrat.

Les coûts moyens normalisés par client sont les suivants :

- SEMO pour les personnes handicapées	= 1 605 \$,
- SEMO les femmes en difficulté	= 1 505 \$
- SEMO pour les jeunes en difficulté	= 1 505 \$
- SEMO pour les autres clientèles en difficulté	= 1 505 \$

Ces coûts pourront être réévalués pour les années subséquentes dans le cadre de la revue de programme.

Le client admis est celui pour lequel l'évaluation, l'établissement du profil d'employabilité et l'élaboration du plan d'intervention individualisé auront été complétés par l'organisme Semo dans l'année de référence au contrat.

### 2.3 L'affectation des crédits

L'organisme est autorisé à faire les affectations de crédits qu'il juge opportunes entre ses diverses catégories budgétaires. Il doit toutefois se soumettre aux règles suivantes :

- respecter intégralement l'enveloppe globale qui lui est octroyée dans le cadre du contrat qui le lie avec le Ministère ;
- ne pas affecter plus de 15 % de son budget global à ses frais de fonctionnement i.e., loyer, électricité, eau, chauffage, téléphone, fourniture de bureau, équipement, taxes, frais d'entretien, assurances, frais bancaires, publicité, participation à des colloques, conférences, autres ; par ailleurs, le Ministère est autorisé à permettre un dépassement maximum de 5 000 \$ par Semo à la norme du 15 % à l'intérieur du budget global signifié à un Semo. Un rapport annuel sur ces dépassements comprenant le nom de l'organisme, le montant du dépassement, la ou les raisons invoquées et les motifs de l'autorisation devra être déposé au Conseil du trésor le 15 décembre de chaque année ;

- Respecter les normes reliées aux versements d'allocations aux clients : 8 00 \$/jour - participant pour les activités préparatoires à l'emploi et le salaire minimum/heure participant pour le stage d'immersion ;
- Dans le cas des personnes qui ne sont pas prestataires de la Sécurité du revenu affecter un maximum de 10 00 \$/jour/enfant pour les frais de garde réellement encourus. Ces frais sont remboursés dans la mesure où ils ne dépassent pas les frais normalement exigés, pour un service équivalent, de l'ensemble de la clientèle de l'établissement qui offre les services de garde. En outre, lorsqu'une aide financière est versée par l'Office des services de garde à l'enfance dans le cadre du programme d'exonération financière, ces frais ne sont remboursés que dans la mesure où ils excèdent cette aide financière.

Dans le cas des personnes qui sont prestataires de la sécurité du revenu, les modalités prévues au Règlement sur la sécurité du revenu s'appliquent.

Dans le cas d'un couple, ils ne sont remboursés que si les deux conjoints sont dans l'impossibilité d'assurer la garde de l'enfant.

Ces frais de garde ne sont pas payables lors de la participation au séjour d'immersion en milieu de travail.

## **2.4 Les frais liés aux services spécialisés :**

### **2.4.1 Les activités préparatoires à l'emploi**

Une allocation maximale de 8 00 \$/jour pour couvrir le coût du transport, des repas ou autres dépenses reliées à des activités préparatoires à l'emploi peut être allouée aux participants et ce, pour une durée fixée par le Ministère. Toutefois cette allocation n'est pas versée au participant lorsque celui-ci bénéficie du barème de participation ou de prestation spéciale allouée en vertu des programmes APTE et SOUTIEN FINANCIER.

Pour avoir droit à l'allocation journalière, le ou la participante doit avoir participé aux activités prévues. Cette allocation ne s'applique pas durant le séjour d'immersion.

### **2.4.2 Le séjour d'immersion en milieu de travail**

Le séjour d'immersion en milieu de travail doit correspondre à une fonction de travail habituellement occupée par un salarié à plein temps et ce, pour une durée maximale de 6 semaines.

## **2.5 L'établissement et le versement des prestations.**

Pendant la durée de sa participation à la mesure, la personne participante reçoit la prestation de base et les prestations spéciales prévues au Règlement sur la sécurité du revenu.

Ces prestations sont versées par le Ministère selon les modalités fixées au Règlement.

## **2.6 La période de subvention**

La subvention octroyée à un organisme Semo est d'une durée maximale d'un an et renouvelable après analyse par le Ministère et sous réserve des crédits disponibles.

Le Ministère peut en tout temps mettre fin au contrat si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un pré-avis de 90 jours sera, dans de tels cas, donné à l'organisme.

## **2.7 Frais de démarrage et de réinstallation**

Un budget non récurrent ne dépassant pas 21 500 \$ peut, au besoin, être alloué pour défrayer les coûts inhérents à l'installation d'un nouvel organisme Semo.

Un budget ne dépassant pas 5 000 \$ pourra être accordé pour la réinstallation d'un organisme déjà subventionné. Les raisons qui peuvent justifier une telle réinstallation sont : l'éviction des lieux pour des raisons valables, usuelles et hors du contrôle de l'organisme, une augmentation des coûts de loyer pouvant justifier, à l'intérieur d'une période de deux ans, la rentabilité d'une telle réinstallation, une variation dans le type ou le bassin de la clientèle à desservir ou tout autre raison similaire.

## **2.8 Autres sources de financement**

L'organisme peut avoir d'autres sources de financement. Toutefois, ces autres sources doivent financer les coûts autres que ceux prévus par la subvention du Ministère ou qui leur sont excédentaires.

## **2.9 Le changement de raison sociale de structure juridique**

Lors d'un changement de raison sociale, de structure juridique ou de propriété, l'organisme ainsi modifié peut continuer les activités subventionnées, s'il se conforme aux critères de reconnaissance, aux normes et critères du programme et reçoit l'approbation du Ministère.

## **3. LES RÉSULTATS DE L'INTERVENTION**

Le Ministère évalue, à la fin de chaque année, la performance de l'organisme Semo. Cette évaluation porte principalement sur :

Le nombre de clients effectivement admis par rapport au nombre prévu au contrat ;

Le nombre effectif de placement en emploi pour une période déterminée par le Ministère ; toutefois, les placements réalisés en vertu d'un programme d'emplois subventionnés ne sont pas comptabilisés dans le nombre de placements qui servirait à établir l'admissibilité à un montant supplémentaire.

Lors de l'évaluation, le Ministère tient compte également, dans une mesure qu'il déterminera, des résultats atteints par les clients référés par l'organisme Semo aux mesures de développement de l'employabilité.

Le Ministre peut exceptionnellement, en cours d'année, suite à l'analyse de la performance de l'organisme Semo et, le cas échéant, si les crédits budgétaires disponibles le permettent, réviser à la hausse ou à la baisse le niveau de la subvention accordée par contrat à l'organisme.

De plus, il peut accorder un montant pouvant atteindre 300 \$ par client additionnel admis et placé, à condition que l'organisme ait dépassé l'objectif de clients placés et l'objectif de clients admis, tel que convenu au contrat. La majoration à cette fin du budget d'un Semo pourra atteindre le plus élevé de 6 % du budget ou de 10 000 \$.

Le montant total ainsi obtenu par l'organisme Semo ne sera pas récurrent sur les années subséquentes. De plus, ce montant devra être utilisé aux seules fins prévues par le programme.

#### **4. LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention est versée selon les modalités suivantes :

##### **4.1 Les modalités de versement**

**1<sup>er</sup> versement :**

À la signature du contrat, un versement d'au plus 60 % de la subvention totale est versée à l'organisme ;

Après analyse des rapports financiers analytiques de l'organisme à la satisfaction du Ministère, les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, et 4<sup>e</sup> versements sont effectués de la façon suivante :

**2<sup>e</sup> versement :**

Au début du 3<sup>e</sup> trimestre, un versement cumulatif d'au plus 85 % de la subvention totale est versé à l'organisme sous réserve de disponibilité budgétaire.

**3<sup>e</sup> versement :**

Au début du 4<sup>e</sup> trimestre, un versement cumulatif d'au plus 95 % de la subvention totale.

**4<sup>e</sup> versement :**

À la fin du contrat, un versement cumulatif d'au plus 100 % de la subvention totale.

##### **4.2 Rapport annuel**

L'organisme Semo doit présenter au représentant du Ministère son rapport annuel à la date fixée par le Ministère.

#### **5. DISPOSITION DIVERSES**

La demande de reconnaissance d'un organisme Semo et la demande de subvention doivent être déposées à des dates déterminées par le Ministère.

Le Ministère peut, pour assurer le développement harmonieux de nouveaux Semo, faire appel, pour le conseiller, à des personnes ou à des organismes compétents et reconnus pour leur implication sociale auprès des catégories de clients habituellement desservis par les organismes Semo.

Le Ministère se réserve le droit d'effectuer, auprès des organismes bénéficiaires de subventions, les vérifications qu'il juge nécessaires en regard des subventions accordées.



**6. PÉRIODE DE VALIDITÉ**

Le Conseil du trésor approuve les normes du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de chaque année sous réserve des crédits budgétaires disponibles.

**7. RÉSERVE BUDGÉTAIRE**

Une réserve de 0,3 \$ est créée pour le paiement des montants supplémentaires prévus à la section 3.

1993-03-24

## **Activité de Groupe pour l'Intégration par la Recherche d'emploi (AGIR)**

### **CADRE NORMATIF**

#### **1. Description**

L'activité « AGIR » propose un encadrement de la recherche d'emploi de prestataires non participants. Il s'agit d'une activité de groupe obligatoire visant à outiller et motiver les prestataires et à accroître l'efficacité de leurs recherches d'emploi.

#### **2. Objectif général**

Favoriser l'intégration à l'emploi de prestataires non participants.

#### **3. Objectifs spécifiques**

Accroître l'efficacité de la recherche d'emploi des prestataires qui prennent part à l'activité.

Favoriser une meilleure conformité réelle en encadrant les prestataires visés par l'activité.

Favoriser une réduction des coûts de la sécurité du revenu.

#### **4. La clientèle ciblée**

L'activité « AGIR » sera offerte à des prestataires non participants jugés prêts à l'emploi par les agents et agentes du suivi personnalisé, de OPTIONS ou de gestion des dossiers actifs.

#### **5. Le contenu et la durée des activités**

L'activité « AGIR » est une activité de groupe, d'une durée moyenne, généralement dispensée sur une période de sept semaines. Elle prévoit cinq rencontres de groupes

- 2 -

d'une durée totale de 12 heures. Le contenu de cette activité est décrit dans le manuel « Recherche stratégique d'emploi », guide pouvant être adapté en fonction des besoins des clientèles et des réalités locales et régionales.

## **6. Les prestations spéciales**

Les prestataires qui prendront part aux groupes d'aide à la recherche d'emploi auront droit, selon les normes et directives en vigueur, aux prestations spéciales prévues dans le cas de la participation à une mesure d'appoint.

## **7. L'organisation de l'activité**

Les régions sont responsables de déterminer de quelle manière cette activité sera réalisée. Elles préciseront leur contribution à l'atteinte des objectifs ministériels annuels pour l'activité « AGIR », dans le cadre du processus de détermination des attentes opérationnelles.

**Activité de Groupe pour l'Intégration  
par la Recherche d'emploi  
BALISES OPÉRATIONNELLES**

**Références**

Les références des prestataires ciblés pour l'activité seront faites par les agents responsables du suivi personnalisé dans le cadre de plan d'action des prestataires ou par les agents d'attribution ou éventuellement par les agents de gestion des dossiers actifs.

Chaque prestataire référé à AGIR aura préalablement signé le plan d'action AGIR. À chaque fois que cela est possible, l'agent référant inscrit au plan d'action la date de la 1<sup>ère</sup> rencontre AGIR. L'enregistrement de l'ASRP-CRE se fait au moment de la signature du plan d'action.

La référence sera faite selon le mode d'organisation de chaque CTQ.

Le CTQ doit prendre les actions appropriées pour s'assurer que les prestataires référés à AGIR soient convoqués le plus rapidement possible à l'intérieur d'un délai maximal de 30 jours suivant la date de référence.

**Planification des activités**

La séquence suggérée pour la réalisation de l'activité avec un groupe est la suivante :

- semaine 1 : 1<sup>ère</sup> rencontre (information et mise en mouvement)
- semaine 2 : 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rencontres (formation préparatoire à la recherche)
- semaine 4 : 4<sup>e</sup> rencontre (suivi)
- semaine 7 : 5<sup>e</sup> rencontre (suivi et bilan)

Nous vous suggérons de convoquer les prestataires référés par groupe de neuf (9) et d'organiser deux premières rencontres par semaine. Vous devrez donc vous assurer d'avoir au moins dix-huit références avant d'entreprendre la première séquence. Compte tenu du pourcentage estimé de prestataires ne poursuivant pas la démarche au-delà de la première rencontre (environ le tiers), cela permettra de recomposer un groupe gérable et où il peut s'établir une dynamique souhaitée (12 personnes par groupe). Ces nombres peuvent être augmentés lorsqu'il y a plus d'un animateur.

- 2 -

Pour la réalisation de l'activité de groupe, vous aurez besoin d'utiliser la salle de réunion de façon fréquente. Pour faciliter la conciliation des besoins de l'activité « AGIR » avec les autres besoins du CTQ, pour faciliter la planification de votre temps et parce que de varier les moments de réunion permettra de mieux repérer des prestataires non conformes, nous vous suggérons d'adopter la planification hebdomadaire suivante.

	A.M.	P.M.
Lundi	1 <sup>ère</sup> rencontre	1 <sup>ère</sup> rencontre
Mardi	2 <sup>e</sup> rencontre	Convocation et administration
Mercredi	Convocation et administration	4 <sup>e</sup> rencontre
Jeudi	3 <sup>e</sup> rencontre	Disponibilité pour consultations individuelles
Vendredi	Préparation	5 <sup>e</sup> rencontre

Ainsi, la salle utilisée sera disponible à des moments fixes, facilitant la planification des autres réunions. Même, en vitesse de croisière, la salle sera toujours disponible les mardi p.m., mercredi a.m. et le vendredi a.m..

Au cours des premières semaines, l'agent responsable de l'activité disposera de davantage de temps, lui permettant de s'approprier les outils et développer son expertise et sa connaissance relative au marché du travail.

Un tel calendrier permettrait, dans un bureau où une personne serait affectée à temps plein à cette activité, de finaliser environ 660 cas au cours d'une période de 10 mois.

Dans les bureaux où un agent pourrait être affecté à temps partiel à l'activité, le nombre de groupes à démarrer sera sans doute plus restreint et l'occupation des salles de réunion moins problématique, mais nous vous conseillons quand même d'avoir un calendrier du même type pour l'ensemble des raisons invoquées auparavant.

Quelques explications sur le « jeudi p.m. », identifié comme moment de disponibilité pour consultations individuelles. Nous vous suggérons fortement de prévoir un moment où des participants à l'activité « AGIR » peuvent venir consulter les outils, tels les bottins d'employeurs, la CNP, etc., ou encore puissent vous faire réviser leur CV, prendre des arrangements pour des photocopies, vous parler d'un problème particulier. Cela pourrait demander que la salle leur soit accessible à moins que vous ne disposiez d'un autre local pour permettre la réalisation de cette activité : une salle où plusieurs personnes peuvent consulter des documents à l'aise.

- 3 -

## **CONSTITUTION DES GROUPES**

Dans la constitution des groupes, on doit prendre soin de regrouper ensemble les prestataires ayant été rencontrés en entrevue d'évaluation individuelle dans le cadre du suivi personnalisé, tandis que ceux ayant participé à OPTIONS devraient être ensemble et tous les autres n'ayant jamais participé à l'une ou l'autre de ces activités devraient être dans le même groupe.

De plus, il est fort enrichissant qu'un groupe soit formé de personnes avec des domaines d'expériences très différents. Par contre, il faut aussi tenter de regrouper des participants ayant des rythmes de compréhension similaires.

## **CONVOCATIONS**

Advenant le cas où le plan d'action n'indique pas la date de la 1<sup>ère</sup> rencontre, l'agent responsable de l'activité doit convoquer les prestataires référés par les agents. Cette convocation doit être faite par téléphone et confirmée par écrit au moyen d'une lettre-type faisant ressortir tant l'obligation du prestataire que les avantages de l'activité.

Dans le cas, où un prestataire ne se présente pas à la rencontre, il doit être convoqué à nouveau, en utilisant une lettre-type précisant les conséquences d'une absence sans motif sérieux. Cette nouvelle convocation doit être expédiée au moins dix jours avant la date prévue de nouvelle rencontre.

Si, après deux convocations, le prestataire ne se présente pas, sans motif sérieux, l'agent responsable de l'activité informe l'agent de gestion concerné qui applique une pénalité en utilisant le motif « refus de se présenter ».

## **DÉBUT DE LA PARTICIPATION**

Pour les prestataires présents au début de la première rencontre, l'agent responsable de l'activité informe les agents de gestion en leur retournant la copie du plan d'action annotée.

L'agent de gestion inscrit la participation en utilisant le code d'activité AGIR via la transaction ASRP-MOD. Il est très important d'inscrire la date réelle de début de participation, car c'est cette date qui servira de date de référence pour fournir les données d'information de gestion, permettant d'établir les résultats de l'activité en terme d'insertion. L'agent de gestion verse au prestataire qui a débuté la participation

- 4 -

à l'activité « AGIR » l'allocation prévue pour les frais reliés à une mesure d'appoint, maximum de 40 \$ par mois.

#### **FIN DE L'ACTIVITÉ**

Si en cours de participation à l'activité « AGIR », le prestataire abandonne l'activité, l'agent responsable de l'activité tente une démarche pour le convaincre de revenir. Si le prestataire quitte l'activité, malgré tout, sans motif sérieux, l'agent responsable de l'activité informe l'agent de gestion concerné qui applique une pénalité.

Dans tous les cas, que ce soit à la suite d'un abandon ou lorsque l'activité est complétée, l'agent responsable de l'activité transmet à l'agent de gestion des recommandations quant aux actions appropriées pour poursuivre la démarche d'intégration à l'emploi.

#### **INFORMATION DE GESTION**

La DGRTQ fournira aux CTQ et aux régions, une information de gestion permettant de suivre la réalisation de l'activité et ses résultats. (Voir tableaux ci-joints)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 31

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de mesures d'employabilité offertes, pourcentage et motifs de refus pour le Programme APTE, selon les régions, l'âge et le sexe des prestataires et ce, pour les années 1996-1997 et 1997-1998.</p>
---

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La <b>catégorie disponible</b> du Programme APTE est <b>abolie</b> depuis le 1er avril 1996.</p>
--

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998-04-21)



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 32

<b>Titre</b>	
Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres Travail-Québec en 1997-1998 et prévision 1998-1999 pour les centre locaux d'emploi.	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
	<u>1997-1998</u>
<u>Réception et accueil</u>	292
<u>Aide financière</u>	
• Attribution initiale	313
• Gestion des dossiers actifs (incluant le recouvrement)	1234
• Ressources pour la conformité: enquêtes, vérification et projet garants défaillants	529
<u>Développement de l'employabilité et intégration à l'emploi</u>	
• Plans, profil et suivi	290
• Promotion et gestion de programmes	147
• AGIR	118
• Suivi personnalisé	99
• OPTIONS	72
<u>Personnel de soutien en support opérationnel</u>	353
<u>Chefs d'équipe</u>	323
<u>Personnel administratif et de direction</u>	244
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>4 014</b>
Même si la charge globale de travail est comparable d'un CTQ à l'autre, on note des écarts significatifs quant au nombre de dossiers assignés à un agent.	
C'est ainsi qu'à l'aide financière le ration moyen se situe à environ 400 dossiers-ménages/agent et peut varier entre 350 et 450 dossiers.	
Relativement à la fonction DEIE, quoique le nombre moyen de dossiers-adultes par agent est de 900 dossiers, ce dernier varie entre 600 et 1 200 dossiers selon les particularités locales et la clientèle.	
(1) Ce nombre inclut les employés de la ville de Montréal.	

**SOURCE :** Direction de l'optimisation des processus et du pilotage opérationnel  
**DATE:** 22 avril 1998  
DBOF - 31 mars 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 37

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des projets subventionnés dans le cadre de l'économie sociale en spécifiant le type de service dispensé par l'organisme et la subvention reçue en 1997-1998</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité contribue au financement des projets d'économie sociale par le biais du programme de subvention salariale, PAIE. L'intervention du MES à cet égard consiste à permettre l'insertion des prestataires de la sécurité du revenu dans des emplois de ce secteur d'activités et de favoriser la création d'emplois. Il importe aussi de rappeler que le programme PAIE donne lieu à un véritable statut de travailleur et que les personnes qui y sont inscrites sont couvertes par les différentes lois régissant le marché du travail.</p> <p>Les fichiers du MSR ne permettent pas de répondre à la demande de l'Opposition officielle. Les projets subventionnés dans le cadre de l'économie sociale sont confondus avec ceux de l'ensemble des organismes sans but lucratif sauf en ce qui concerne l'aide domestique et des services liés au maintien à domicile.</p> <p>Pour 1997-1998, le MES estime sa contribution totale à près de 32 M\$ dans l'économie sociale. Plus de 25,5 M\$ sont estimés investis dans divers projets soumis par des organismes confondus avec l'ensemble des organismes à but non lucratif bénéficiaires du programme.</p> <p>Plus de 6,5 M\$ ont été investis pour des projets reconnus par les comités régionaux d'économie sociale et pour des projets d'organismes d'action communautaire œuvrant dans le secteur du maintien à domicile.</p>

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.24)  
**VALIDATION:** Direction du budget et des opérations financières (1998.03.24)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 39

<b>Titre</b>
Texte de l'entente intervenue entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le ministère des Ressources humaines visant la formation de la main-d'œuvre

<p>Voir documents ci-joints <i>des Ententes Canada-Québec relatives au marché du travail</i></p>
--

SOURCE : Emploi-Québec  
1998-03-31

**ENTENTE DE PRINCIPE  
CANADA - QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ  
DU TRAVAIL**

## ENTENTE DE PRINCIPE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

**ENTRE**

le gouvernement du Canada, ci-après appelé le Canada, représenté par le Premier ministre du Canada, le ministre du Développement des ressources humaines et la Commission de l'assurance-emploi du Canada

**ET**

le gouvernement du Québec, ci-après appelé le Québec, représenté par le Premier ministre du Québec, la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Le Canada et le Québec conviennent de ce qui suit :

### **1.0 BUT, PORTÉE ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

#### **1.1 But et portée de l'entente**

Le Canada et le Québec conviennent que la présente entente a pour but d'établir, conformément aux rôles et responsabilités convenus ci-après, les principes, le cadre de négociation, ainsi que l'échéancier en vue de conclure une entente visant la mise en oeuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi.

#### **1.2 Objectifs de l'entente**

Le Québec et le Canada entendent poursuivre les objectifs suivants en ce qui concerne le marché du travail:

1. offrir à la population du Québec des services de qualité touchant le marché du travail;
2. offrir des mesures et des services d'emploi intégrés et décloisonnés à tous les Québécois en emploi et / ou en recherche d'emploi;
3. améliorer le fonctionnement du marché du travail;
4. éliminer les chevauchements et les dédoublements;
5. associer les partenaires du marché du travail et de l'emploi à la gestion des mesures actives d'emploi;
6. adopter dans la gestion des mesures actives d'emploi destinées aux usagers de l'assurance-emploi, un fonctionnement régionalisé fondé sur la prise de décision au niveau local et l'atteinte de résultats;
7. accorder la priorité à l'intégration des sans-emploi au marché du travail;

8. favoriser l'autonomie financière des individus, notamment par l'occupation d'un emploi, de façon à réduire leur dépendance envers l'aide de l'État;
9. mobiliser les individus et les partenaires du marché du travail et de l'emploi afin de les amener à prendre une part active à la réinsertion au travail et de faciliter la réinsertion professionnelle des chômeurs.

## **2.0 RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES GOUVERNEMENTS**

### **2.1 Le Québec est responsable :**

- 2.1.1 de déterminer les priorités du marché du travail sur son territoire en tenant compte, pour les fonds provenant du Compte d'assurance-emploi, des objectifs convenus et des besoins identifiés au niveau local et régional;
- 2.1.2 de la conception, de la mise en oeuvre et de l'évaluation des mesures actives d'emploi, financées avec des fonds provenant du Compte d'assurance-emploi, qui soient conformes aux objectifs convenus entre les parties;
- 2.1.3 d'offrir un service de placement et, à cette fin, d'établir des liens appropriés avec le Canada;
- 2.1.4 de déterminer les besoins des usagers de l'assurance-emploi en matière de services;
- 2.1.5 d'offrir l'orientation vers les services appropriés et le «counselling» d'emploi;
- 2.1.6 d'aider les gens à établir des plans d'acquisition de compétences professionnelles dont ils ont besoin et les guider dans la recherche fructueuse d'un emploi;
- 2.1.7 de produire l'information sur le marché du travail québécois nécessaire à la prise en charge des responsabilités qui lui sont confiées dans la présente entente ainsi que de diffuser sur son territoire l'information sur le marché du travail relative à la mise en oeuvre de la présente entente;
- 2.1.8 de participer à l'amélioration du système pancanadien d'information sur le marché du travail et de maintenir un lien avec ce dernier, conformément au principe de la libre circulation des personnes, tel qu'établi dans *l'Accord sur le commerce intérieur*.

### **2.2 Le Canada est responsable :**

- 2.2.1 du Compte d'assurance-emploi;
- 2.2.2 de verser des prestations de chômage, y compris celles versées aux prestataires actifs d'assurance-emploi qui participent à des mesures actives d'emploi;
- 2.2.3 de produire et de diffuser l'information sur le marché du travail nécessaire à l'exercice des responsabilités qui lui sont reconnues dans la présente entente ainsi que celles liées à la gestion du Compte d'assurance-emploi et à l'appui à la mobilité interprovinciale;

- 2.2.4 d'administrer des activités pancanadiennes financées au moyen du Compte d'assurance-emploi, dont les interventions sectorielles interprovinciales et d'intervenir dans des situations de crise économique.
- 2.3 Le Canada et le Québec ont la responsabilité de collaborer à l'amélioration de la recherche et de l'innovation touchant le marché du travail au Québec.
- 2.4 Le Canada et le Québec conviennent de traiter des activités sectorielles dans le cadre de l'entente de mise en oeuvre.
- 3. DISPOSITIONS TOUCHANT LES MESURES ACTIVES D'EMPLOI ET LES FONCTIONS DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT (SNP) VISÉES PAR L'ENTENTE**
- 3.1 **Mesures actives d'emploi financées à même le Compte d'assurance-emploi**
- 3.1.1 Les mesures actives d'emploi visent à faciliter l'accès au marché du travail et à l'emploi ainsi qu'à améliorer les qualifications professionnelles et le fonctionnement du marché du travail. Elles exercent leurs effets en modifiant le comportement des agents économiques, pour réduire l'incidence ou la durée du chômage à court terme et à long terme, pour protéger les emplois existants ou créer des emplois.
- 3.1.2 Les mesures actives d'emploi sont celles financées par l'assurance-emploi et qui sont comprises dans les axes d'interventions suivants : i) *la préparation à l'emploi*, ii) *l'insertion en emploi*, iii) *le maintien en emploi*, iv) *la création directe d'emploi* et v) *la stabilisation de l'emploi*.
- 3.1.3 Les mesures actives d'emploi comprennent des aides financières, des aides-conseils et de l'assistance.

Celles qui font l'objet de cette entente sont :

- A) des prestations d'emploi en vue d'aider les participants de l'assurance-emploi à obtenir un emploi, soit des prestations visant à :
- i) inciter les employeurs à les engager;
  - ii) les encourager, au moyen d'incitatifs tels que les suppléments temporaires de revenu, à accepter un emploi;
  - iii) les aider à créer leur entreprise ou à devenir travailleurs indépendants;
  - iv) leur fournir des occasions d'emploi qui leur permettent d'acquérir une expérience de travail en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi durable;
  - v) les aider à acquérir des compétences - de nature générale ou spécialisée - liées à l'emploi.
- B) des mesures de soutien au service national de placement, ayant pour but d'aider ou de soutenir :
- i) les organismes qui offrent des services d'aide à l'emploi aux chômeurs;

- ii) les employeurs, les associations d'employés ou d'employeurs, les organismes communautaires et les collectivités à développer et à mettre en application des stratégies permettant de faire face aux changements au sein de la population active et de satisfaire aux exigences en matière de ressources humaines;
- iii) la recherche et l'innovation, dans le cadre de l'article 2.3, afin de trouver de meilleures façons d'aider les personnes à devenir ou rester aptes à occuper ou à reprendre un emploi et à être des membres productifs du marché du travail.

3.1.4 Dans le cas de la création directe d'emplois, les subventions visant principalement à couvrir les coûts en capital des entreprises ne sont pas prises en compte, pas plus que les subventions à caractère général en faveur de l'emploi.

3.1.5 Les dépenses publiques au titre des mesures actives d'emploi ne comprennent pas les dépenses au titre des prestations de chômage ou de l'aide de dernier recours versée aux prestataires de la sécurité du revenu pendant qu'ils participent à ces mesures actives.

### **3.2 Les fonctions du service national de placement dont le Québec devient responsable**

3.2.1 Ces fonctions comprennent :

- le traitement de l'offre et de la demande;
- l'information sur le marché du travail, tel que décrit à la clause 2.1.7.

3.2.2 De plus, le Québec assure la transmission au système pancanadien d'information sur le marché du travail des renseignements dont il dispose au niveau local et au niveau du Québec en vertu, notamment, des responsabilités définies dans la présente entente.

3.2.3 Les usagers du service national de placement sont les individus et organismes à qui le service fournit de l'assistance, soit les travailleurs, les employeurs, les associations d'employés et les organismes privés ou publics qui assurent des services d'aide à l'emploi aux travailleurs.

### **3.3 Autres mesures actives d'emploi financées à même le Compte d'assurance-emploi**

Advenant de nouvelles mesures actives d'emploi financées par l'assurance-emploi, autres que celles visées par la présente entente, les parties conviennent qu'elle seront soumises aux dispositions de la présente, en conformité avec les objectifs, rôles et responsabilités qui y sont définis.

### **3.4 Participant de l'assurance-emploi**

Dans cette clause comme dans toute cette entente, le terme "participant de l'assurance-emploi" désigne l'assuré d'assurance-emploi qui demande de l'aide dans le cadre d'une prestation d'emploi et qui, à la date de la demande, est un chômeur à l'égard de qui, selon le cas:

- a) une période de prestations d'assurance-emploi a été établie ou a pris fin au cours des trente-six derniers mois;



- b) une période de prestations d'assurance-emploi a été établie au cours des soixante derniers mois et qui :
- (i) a bénéficié de prestations parentales ou de maternité, en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*, au cours de la période de prestations,
  - (ii) a subséquemment quitté le marché du travail pour prendre soin de son ou de ses nouveau-nés ou d'un ou plusieurs enfants placés chez lui en vue de leur adoption,
  - (iii) tente de réintégrer le marché du travail.

### **3.5 Usager de l'assurance-emploi**

Dans cette clause comme dans toute l'entente, le terme "usager de l'assurance-emploi" inclut toute personne susceptible d'avoir recours aux mesures actives d'emploi et aux fonctions du service national de placement.

## **4. PRINCIPES RÉGISSANT LES SERVICES AUX USAGERS ET LA STRUCTURE DE LIVRAISON DE SERVICES**

### **4.1 Services aux usagers**

#### **4.1.1 Les parties s'entendent sur les principes suivants de services aux usagers:**

- un accès facile aux programmes et services;
- un service, courtois, prévenant et rapide;
- des approches flexibles et innovatrices au marché du travail et aux besoins de la communauté;
- l'optimisation du potentiel individuel et le respect de la dignité humaine;
- une attention particulière aux groupes ayant des besoins spécifiques.

#### **4.1.2 Le Québec offrira les mesures actives d'emploi et les fonctions du service national de placement dont il est responsable à tout usager de l'assurance-emploi, sans égard à la durée de temps depuis laquelle cette personne est résidente du Québec.**

#### **4.1.3 Le Québec convient que la priorité d'accès aux mesures actives d'emploi soit donnée aux prestataires actifs de l'assurance-emploi.**

De plus, en ce qui concerne la présélection et le counselling d'emploi, la priorité d'accès sera également donnée aux prestataires actifs de l'assurance-emploi.

#### **4.1.4 En matière de modalités relatives à la langue de service dans laquelle seront dispensées par le Québec les mesures actives et les fonctions du service national de placement dont le Québec devient responsable en vertu de la présente entente, l'accord des parties à ce sujet s'est établi par leur échange de lettres en date des 25 et 28 mars et du 8 avril 1997, en annexe, dont les deux parties se déclarent satisfaites, et qui font partie intégrante de l'entente.**

#### **4.1.5 Dans cette clause comme dans toute l'entente, le terme "prestataire actif d'assurance-emploi" désigne le prestataire d'assurance-emploi au profit duquel une période de prestations est établie.**

## 4.2 Structure de livraison de services

Dans le but de maintenir, voir d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers, les parties conviennent de préciser dans l'entente de mise en oeuvre :

- la structure de livraison de services;
- la nature des services offerts;
- le calendrier de relocalisation et d'implantation des points de services et des employés transférés;
- les arrangements requis aux fins de la livraison de services;
- les liens appropriés entre les systèmes d'information respectifs;

## 5. IMPUTABILITÉ

5.1 Le cadre d'imputabilité développé conjointement ci-dessous par le Québec et le Canada constitue un élément essentiel de toute entente entre eux sur les mesures actives d'emploi.

5.2 Le cadre d'imputabilité permettant d'atteindre les objectifs poursuivis en ce qui concerne le marché du travail mettra l'accent sur :

- la participation des usagers de l'assurance-emploi visés par les interventions;
- l'obtention d'un emploi et les modifications du comportement de l'utilisateur de l'assurance-emploi;
- l'impact des interventions sur le Compte d'assurance-emploi.

5.3 Le cadre d'imputabilité comporte également des dispositions relatives à l'établissement d'objectifs de résultats, à la vérification financière, à l'évaluation, au contrôle des abus et à la conformité ainsi qu'à l'échange d'informations et de données.

## 5.4 Mesures des résultats

### 5.4.1 Plan annuel

Considérant les objectifs poursuivis dans la présente entente en ce qui concerne le marché du travail;

considérant que les fonds versés à titre de contribution financière dans le cadre de la présente entente servent à l'atteinte de ces objectifs;

considérant la nécessité d'un cadre d'imputabilité, notamment, afin de mesurer les résultats obtenus dans l'utilisation des fonds versés à titre de contribution financière à même le Compte d'assurance-emploi et compte tenu de l'obligation de reddition de comptes des deux parties devant leurs parlements respectifs;

le Québec transmettra au Canada dans un plan annuel la description des prestations d'emploi et des mesures de soutien qu'il entend offrir sur son territoire.

Ce plan annuel sera transmis au Canada le plus tôt possible avant le début de l'année fiscale et il décrira :

- les problématiques retenues pour l'ensemble du Québec liées au marché du travail et pour lesquelles des actions seront planifiées au cours de la prochaine année;

- l'éventail des prestations d'emploi et mesures de soutien offertes à la clientèle éligible;
- les coûts projetés d'utilisation des fonds provenant du Compte d'assurance-emploi pour chacun des axes d'intervention.

**5.4.2** Le Canada convient que le Québec peut mettre sur pied de nouvelles mesures actives d'emploi visées par cette entente et faire des modifications à celles déjà existantes. Pour que ces nouvelles mesures ou ces mesures modifiées puissent être financées à même la contribution du Canada, les parties devront convenir entre elles que ces nouvelles mesures et mesures modifiées sont conformes aux dispositions de l'article 3.1 de la présente.

#### **5.4.3 Indicateurs de base**

De plus les deux parties conviennent:

- d'utiliser les indicateurs de base suivants pour mesurer les résultats :
  - le nombre de participants de l'assurance-emploi qui bénéficient des mesures actives d'emploi visées par l'entente, l'accent étant mis sur l'accès prioritaire des prestataires actifs d'assurance-emploi;
  - l'obtention d'un emploi et les modifications observables du comportement des usagers de l'assurance-emploi à l'égard du marché du travail et du développement de leurs compétences;
  - les économies générées au Compte d'assurance-emploi.
- que les mécanismes relatifs à l'établissement, au suivi, à la révision des cibles de résultats, cibles qui feront à l'échelle du Québec l'objet de discussions continues entre le Québec et le Canada, et à leur mise en application progressive, par le Québec, seront définis dans l'entente de mise en oeuvre. Ces révisions de cibles tiendront compte, notamment, des changements au contexte économique et à celui du marché du travail.

### **5.5 Évaluation**

**5.5.1** Le Canada et le Québec reconnaissent la nécessité d'évaluer les résultats des mesures actives d'emploi visées par l'entente ainsi que des fonctions du service national de placement dont le Québec devient responsable.

**5.5.2** Le Canada et le Québec conviennent des éléments suivants concernant le cadre d'évaluation :

- que les évaluations seront conformes aux pratiques reconnues en ce domaine;
- que les évaluations viseront à établir l'efficacité, la conformité et l'efficience des interventions.

**5.5.3** Le Canada et le Québec conviennent de déterminer dans une entente de mise en oeuvre les modalités relatives à la conduite des évaluations dans l'esprit de l'Entente relative aux Initiatives stratégiques.

## **5.6 Vérification financière et contrôle**

- 5.6.1** Chaque année, le Québec soumettra au Canada un rapport sur l'utilisation du fonds créé aux fins de la gestion des sommes provenant du Compte d'assurance-emploi détaillant les coûts de chacun des programmes relatifs aux mesures actives d'emploi et les frais liés à l'administration en découlant. Ce rapport sera vérifié par le Vérificateur général du Québec.

Les parties s'entendront, dans le cadre de l'entente de mise en oeuvre, quant aux éléments pouvant faire l'objet de vérification et aux échéances visées pour remettre au Canada le rapport vérifié.

- 5.6.2** Le Canada et le Québec conviennent de coopérer pour développer des moyens de détection et de contrôle des abus relatifs aux mesures actives d'emploi visées par la présente entente et de déterminer dans l'entente de mise en oeuvre par qui et comment ces moyens seront appliqués.

## **5.7 Échanges d'informations et de données**

- 5.7.1** Le Canada et le Québec conviennent d'échanger régulièrement des informations et des données sur leurs activités dans le domaine du marché du travail traitant des résultats à court, moyen et long terme.
- 5.7.2** Le Québec s'engage, dans le cadre de ses responsabilités, à fournir au Canada les informations et les données dont il a besoin pour assumer sa responsabilité de détection et de contrôle des abus dans l'utilisation des fonds provenant du Compte d'assurance-emploi.
- 5.7.3** Le Canada s'engage à fournir au Québec les informations et les données dont il a besoin sur les prestataires actifs et les participants de l'assurance-emploi ainsi que sur les activités pancanadiennes pour assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la présente entente.
- 5.7.4** Le Canada et le Québec conviennent que la nature des informations et des données échangées et les modalités de ces échanges seront définies dans l'entente de mise en oeuvre.
- 5.7.5** Dans leurs échanges d'informations et de données, le Canada et le Québec s'engagent à respecter les dispositions législatives relatives à la protection des renseignements personnels et à l'accès à l'information.
- 5.7.6** Le Canada et le Québec conviennent que chacun peut utiliser, publier, distribuer et permettre l'utilisation des informations, des données, des outils d'analyse et autres produits générés par les travaux relatifs à la mesure des résultats, à l'évaluation, à la vérification financière et au contrôle.

## **6. RESSOURCES HUMAINES**

- 6.1** Le Canada et le Québec conviennent de poursuivre les mêmes valeurs qui caractérisent leur gestion des ressources humaines, soit l'équité, le respect et la transparence. Les décisions relatives aux ressources humaines feront l'objet de communications ouvertes, claires et en temps opportun avec les employés et les syndicats.

Les deux parties reconnaissent l'expertise particulière et l'importante contribution des employés fédéraux à la prestation des mesures actives d'emploi visées par la présente entente.

- 6.2 Les dispositions traitant des ressources humaines, dans la présente entente, s'appliquent aux employés concernés par les 1084 ETP du Canada visés par la présente entente ou aux postes laissés vacants par ceux-ci. L'entente de mise en oeuvre précisera le nombre d'employés du Canada qui seront transférés au Québec correspondant à ces 1084 ETP.
- 6.3 Dans le cadre de son offre d'emploi raisonnable au sens de la partie VII de la Directive fédérale sur le réaménagement des effectifs, le Québec offrira aux employés à statut indéterminé du Canada un statut de permanent/régulier à l'intérieur de la nouvelle structure d'accueil; ce statut sera effectif au moment du transfert. Une garantie d'emploi sera accordée pour une période de trois ans à chaque employé transféré.
- 6.4 Concernant les heures, la classification et la rémunération, l'employé fédéral transféré est rémunéré sur la base de 35 heures/semaine, dans un échelon de l'échelle de traitement égal ou immédiatement supérieur, dans une classe d'emploi au Québec correspondant aux tâches habituelles et principales qu'il exerçait à la fonction publique du Canada. La différence entre le revenu fédéral et le traitement provincial est versé en forfaitaire. Quel que soit le type de paiement retenu par le Québec, le revenu annuel que l'employé recevait au moment de son départ de la fonction publique du Canada, selon son poste d'attache est maintenu et tient compte, lorsqu'approprié, des ajustements dus à la parité salariale.
- 6.5 L'ancienneté acquise par un employé du Canada est transférée aux fins de l'application des mesures prévues aux conventions collectives sauf en ce qui concerne le traitement de l'ancienneté ayant trait aux mouvements de personnel et à l'identification du personnel en surplus au Québec. Ces points feront l'objet d'une discussion en vue d'une entente entre les parties, au moment de la préparation de la proposition de transfert des employés (PTE).
- 6.6 Les employés du Canada se verront offrir un emploi dans un lieu situé à moins de 40 km de leur lieu de travail actuel et une stabilité à cet égard leur sera assurée pour une période minimale d'une année; les règles pertinentes définies aux conventions collectives s'appliqueront, s'il y a lieu, par la suite.
- 6.7 Les employés fédéraux transférés au gouvernement du Québec dans le cadre de la présente entente seront assujettis au RREGOP ou au RRPE à compter de leur date de transfert. Ils pourront choisir l'alternative suivante concernant leurs années de service acquises au gouvernement fédéral dans le régime de pension en vertu de la LPFP:
  - a) transférer leur service acquis à l'emploi du gouvernement fédéral au RREGOP ou RRPE. Une telle option s'effectuera en vertu de l'entente de transfert actuelle, signée le 12 décembre 1984 entre la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance du Québec et le gouvernement du Canada;
  - b) ne pas transférer le service acquis auprès du gouvernement du Canada.

Dans l'éventualité où un employé choisit de ne pas transférer le service qu'il a acquis à l'emploi du gouvernement fédéral, le service crédité en vertu de la LPFP comptera aux fins de l'admissibilité à une rente de retraite ou à une autre prestation payable en vertu du RREGOP ou du RRPE; inversement, le service crédité au RREGOP ou au RRPE sera pris en compte aux fins de l'admissibilité à la rente ou à la prestation payable en vertu du régime de la LPFP.

- 6.8 Les dispositions relatives à l'offre d'emploi du Québec seront définies dans le cadre de la PTE. Cette proposition sera soumise par le Québec pour approbation avant la signature de l'entente de mise en oeuvre dont elle fera partie.
- 6.9 Les employés du Canada bénéficieront de soixante jours pour accepter ou refuser l'offre écrite présentée par le Québec.
- 6.10 Le Canada et le Québec détermineront conjointement le mode de sélection du personnel visé, lorsque requis.
- 6.11 Les crédits au titre des congés de maladie et de vacances seront transférés intégralement. Les crédits de congés de maladie accumulés ne serviront qu'aux fins de l'assurance-traitement, pour utilisation en priorité lors d'absence pour cause de maladie, mais ne seront monnayables en aucun cas par le Québec.
- 6.12 Pour la période allant de la date de la signature de la présente à la date d'entrée en fonction des employés fédéraux chez le nouvel employeur, à moins d'urgence ou de nécessité absolue, le Canada n'effectuera aucune réévaluation de postes ni ne dotera de façon permanente aucun des postes entièrement voués à l'emploi et visés par cette entente, qui deviendraient vacants. Lorsque nécessaire, la dotation de ces postes se fera de façon intérimaire.
- 6.13 Les autres conditions de travail seront celles définies dans les conventions collectives qui seront applicables.
- 6.14 Les différents régimes collectifs prévus aux conditions de travail, tels les droits parentaux, les régimes d'assurance-vie, maladie et traitement, les régimes d'accident du travail et de maladie professionnelle s'appliqueront aux employés du Canada transférés.

## **7. FINANCEMENT**

### ***Financement des mesures actives d'emploi***

- 7.1 Pour chacun des exercices de 1997-1998 à 2001-2002 inclusivement, le Canada convient de rendre disponible au Québec une contribution, pour les frais encourus pour ces années au titre des mesures actives d'emploi régies par cette entente, dont le plafond sera établi en conformité avec le modèle de répartition décrit dans la lettre du 26 juin 1996 du sous-ministre du Développement des ressources humaines au secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes du Québec.
- 7.2 Sous réserve de 7.2.1, le montant de la contribution du Canada pour les frais liés aux mesures actives d'emploi du Québec et encourus au cours de chacun des exercices 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, sera respectivement de 457,298 millions de dollars, 527,012 millions de dollars et de 559,366 millions de dollars. Pour les exercices 2000-2001 et 2001-2002, le Canada s'engage à rendre disponible au Québec un montant au moins égal à 559,366 millions de dollars.
  - 7.2.1 Étant donné la nature du modèle de répartition, le montant réel de la contribution rendue disponible pour chacun des exercices susmentionnés sera confirmé au mois de janvier précédant l'exercice concerné et ne variera qu'en fonction de ce modèle.
  - 7.2.2 À compter de la troisième année de la présente entente, le Canada s'engage à informer le Québec du niveau de contribution projeté pour chacun des trois exercices suivants. De cette façon, le Québec disposera en tout temps d'un cadre de planification financière de trois ans.

- 7.3 Pour les années subséquentes aux cinq premières années de la présente entente, le Canada révisera annuellement avec le Québec le montant de la contribution qu'il lui rendra disponible tout en lui fournissant les projections triennales auxquelles fait référence le paragraphe précédent.
- 7.4 Le Canada s'engage à examiner, dans un délai de vingt-quatre mois après la signature de cette entente, le montant global prévu pour le financement des mesures actives d'emploi, examen qui sera fondé en partie sur les résultats obtenus dans le cadre des ententes relatives au marché du travail.
- Cet examen se fera dans le contexte des évaluations relatives aux répercussions de la mise en oeuvre de ces ententes. Ces évaluations seront utilisées pour la préparation du rapport annuel du ministre du Développement des ressources humaines au Parlement du Canada.
- 7.5 Le Canada s'engage à établir un processus intergouvernemental ayant pour objectif d'examiner la formule actuelle de répartition des fonds provenant du compte d'assurance-emploi destinés aux mesures actives d'emploi définies dans la présente entente et de proposer des options qui mettraient l'emphase, notamment, sur l'atteinte des résultats et sur les économies générées au Compte d'assurance-emploi.
- 7.6 Pour les années subséquentes aux trois premières années de cette entente, le Canada examinera, dans le cadre d'un processus intergouvernemental et à la lumière de la situation économique, les questions relatives au niveau global de financement et à la participation aux bénéfices des économies résultant des mesures actives d'emploi et cela en tenant compte des résultats généraux de la réforme de l'assurance-emploi, y compris les résultats de l'efficacité des mesures actives d'emploi.
- 7.7 En ce qui a trait aux mesures actives d'emploi qui constituent des prestations d'emploi au sens de la présente entente, le Québec s'engage à utiliser les fonds provenant du Compte d'assurance-emploi uniquement pour les participants de l'assurance-emploi, tel que défini à l'article 3.4 de cette entente. Cette restriction ne s'impose pas aux mesures de soutien qui s'adressent aux usagers du service national de placement.

***Financement des frais d'administration des mesures actives d'emploi***

- 7.8 En plus des ajustements prévus aux articles 7.11, 7.14, 7.15 et 7.16, le Canada convient d'allouer une contribution maximale de 53,555 millions de dollars pour chacune des années de l'entente, au titre des frais liés à l'administration des mesures actives d'emploi encourus par le Québec durant chacune de ces années.
- 7.9 Il est entendu que le montant définitif de la contribution maximale au titre des frais d'administration dépendra du nombre d'employés et des postes vacants qui seront éventuellement transférés au Québec en vertu de la Partie 6 de la présente entente et du type d'offre qui sera faite aux employés concernés par le transfert.
- 7.10 Le Canada reconnaît que, dans le cadre de sa gestion des effectifs concernés par la présente, un certain nombre de postes seront devenus vacants au moment du transfert effectif des ressources humaines fédérales. Les sommes concernées seront versées au Québec à compter du moment du transfert des employés ou, dans le cas de certains postes vacants, à compter du moment où le Canada se sera libéré des implications financières qui pourraient découler de la gestion de certains de ces postes.

- 7.11 Le Canada versera au Québec une contribution correspondant aux coûts des loyers des espaces libérés suite au transfert au Québec des ressources humaines fédérales. Ces sommes ne seront versées qu'au fur et à mesure que les baux en vigueur prendront fin.
- 7.12 Il est entendu que l'équipement et le mobilier incluant les équipements informatiques des employés fédéraux transférés seront cédés au Québec. La liste de ces biens et les modalités de leur transfert seront établies dans l'entente de mise en oeuvre.
- 7.13 Le Canada s'engage également à assumer les coûts de connexité aux systèmes fédéraux existants pour les employés fédéraux transférés au Québec et pour 542 employés québécois impliqués dans la prestation des services et mesures d'emploi.
- 7.14 Les parties conviennent que les employés transférés dans le cadre de cette entente bénéficieront aux frais du Canada d'un régime de soins dentaires pour une durée de trois ans. Les modalités de cet arrangement, y compris son coût maximum, seront établies dans l'entente de mise en oeuvre.
- 7.15 Le Canada convient de compenser le Québec jusqu'à concurrence de 1,000 \$ par employé fédéral transféré pour les coûts de leur emménagement dans des nouveaux locaux. Le Canada défraiera ces coûts au moment de la relocalisation effective d'un employé.
- 7.16 Advenant qu'aux cours des trois prochaines années, le Conseil du Trésor du Canada mette à la disposition du ministère du Développement des ressources humaines des sommes supplémentaires reliées aux anciens employés du Canada transférés au Québec en exécution de la présente entente, le Canada convient d'augmenter, pour ces années, la contribution payable au Québec au titre des frais administratifs d'un montant égal à ces sommes.

## **8. INFORMATION AU PUBLIC**

- 8.1 Le Québec et le Canada conviennent de l'importance que le public soit informé de leurs rôles respectifs, notamment de la contribution financière du Canada et de la responsabilité du Québec en matière de mesures actives d'emploi, dans le contexte de cette entente. L'entente de mise en oeuvre doit contenir les dispositions donnant suite à cet engagement, notamment en ce qui concerne :
- le matériel à l'intention des usagers de l'assurance-emploi, incluant les dépliants et brochures;
  - l'information au public et, notamment, aux prestataires actifs de l'assurance-emploi dans les bureaux où sont offerts les programmes, mesures et services financés dans le cadre de l'entente;
  - les rapports des ministères ou agences des deux gouvernements concernés par la présente;
  - pour les usagers de l'assurance-emploi bénéficiant d'une mesure active d'emploi, un avis écrit les informant, dès leur admission, de la provenance du financement.
- 8.2 Le Québec et le Canada conviennent de définir dans l'entente de mise en oeuvre des moyens novateurs qui rencontreront les exigences de chacun en matière d'information au public.



- 8.3 Le Canada et le Québec conviennent de préparer le matériel d'information publique, d'organiser et de participer à toute annonce publique relative à la présente.
- 8.4 Chaque partie peut développer des initiatives d'information publique sur des activités et résultats couverts par cette entente. Le Québec et le Canada conviennent de s'informer mutuellement et d'avance de telles initiatives et ce, dans un délai raisonnable.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

- 9.1 La présente entente a une durée indéterminée sous réserve des dispositions suivantes:
- aucune des parties ne peut mettre fin unilatéralement à l'entente au cours des trois premiers exercices sur lesquels elle porte;
  - au cours de cette période initiale, les parties conviennent de compléter ensemble un examen des résultats obtenus, de réviser le cadre et les mécanismes d'imputabilité, de réviser les dispositions relatives au financement des mesures actives d'emploi du Québec et aux ressources matérielles et financières et ce, afin de déterminer si elles désirent poursuivre cette entente;
  - en ce qui a trait aux autres éléments de l'entente, les parties conviennent de procéder, au besoin, à leur révision, en vue d'y apporter des modifications.
- 9.2 Une fois complétée la révision dont il est question à la clause 9.1, chacune des parties peut mettre fin à l'entente en donnant à l'autre un préavis formel d'au moins deux ans de son intention d'y mettre fin. Les parties s'entendent qu'advenant qu'elles décident de mettre fin à l'entente, elles s'assureront que les services aux usagers sont aussi peu affectés ou interrompus que possible en raison de cette terminaison.

Dans l'éventualité où, après trois ans, le Canada résilie unilatéralement l'entente, il paiera au Québec une compensation raisonnable qu'il aura négociée avec celui-ci. La compensation ne pourra excéder les coûts directement attribuables aux postes transférés initialement.

## **10. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### ***Entente de mise en oeuvre***

- 10.1 Une fois cette entente signée, les parties s'engagent à conclure, au plus tard le 30 septembre 1997, une entente de mise en oeuvre qui pourrait, en tout ou en partie, entrer en vigueur le 1er janvier 1998.
- 10.2 Les parties conviennent de la nécessité d'établir un mécanisme conjoint et paritaire, responsable de faciliter la mise en oeuvre des dispositions de nature aussi bien transitoire que permanente de l'entente de principe et conviennent également de déterminer dans l'entente de mise en oeuvre les modalités de ce mécanisme.

10.3 Les parties conviennent également d'inclure dans une entente de mise en oeuvre, notamment, les modalités relatives :

- à la recherche et l'innovation ;
- aux activités sectorielles;
- à leur collaboration en ce qui concerne l'information sur le marché du travail et aux modalités de réalisation des fonctions du service national de placement;
- aux différents éléments concernant la structure de livraison et les services aux usagers;
- aux cibles de résultats ;
- à l'évaluation;
- à la vérification financière et au contrôle;
- à l'échange d'information et de données;
- au nombre d'employés transférés;
- à l'inventaire du mobilier et de l'équipement;
- au régime de soins dentaires;
- à l'information au public;
- au mécanisme de gestion;
- au mode et à la fréquence du versement de la contribution.

10.4 Suite à la transmission du plan annuel dont il est fait mention à l'article 5.4, les parties s'engagent à établir chaque année, dans une annexe à l'entente de mise en oeuvre :

- (i) le niveau de financement du Canada pour l'année à venir;
- (ii) les cibles de résultats pour cette même année et ce, en conformité avec l'article 5.4.3.

#### ***Période de transition***

10.5 Les deux parties réaffirment la nécessité de coopérer pour continuer à assurer des services de qualité à ceux qui les utilisent, tout au long de la période de transition, soit la période entre le moment, suivant la signature de l'entente de mise en oeuvre, où le Canada va commencer à se retirer des secteurs du marché du travail régis par cette entente et celui où le Québec aura pris totalement en charge les mesures actives d'emploi de même que les fonctions du service national de placement dont il devient responsable.

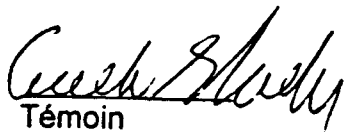
#### ***Autres dispositions générales***

10.6 La présente entente peut être modifiée ou résiliée moyennant le consentement mutuel des parties, signifié par écrit, et cette modification ou résiliation s'appliquera à la date convenue par les parties.

10.7 Aucun député du Parlement ne peut être partie à cette entente ou participer aux bénéfices qui en découlent.

10.8 Si une entente signée entre le Canada et une province ou un territoire comportait des dispositions qui, si elles étaient appliquées à l'entente, seraient de nature à bonifier celle-ci, le Canada acceptera que, si le Québec en fait la demande, l'entente soit modifiée afin que le Québec puisse se prévaloir des dispositions mentionnées qu'il juge opportunes.

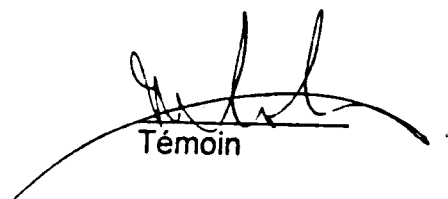
Cette entente a été signée au nom du Canada par le Premier ministre du Canada, le ministre du Développement des ressources humaines et le président de la Commission de l'assurance-emploi du Canada le 21<sup>ème</sup> jour d'avril 1997.

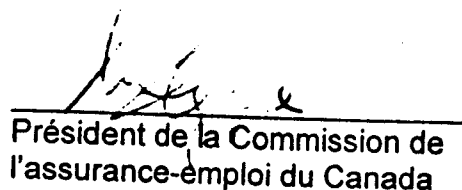
  
Témoin

  
Premier ministre du Canada

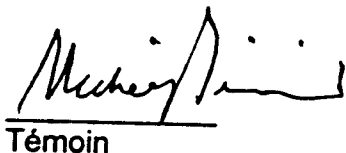
  
Témoin

  
Ministre du Développement des  
ressources humaines

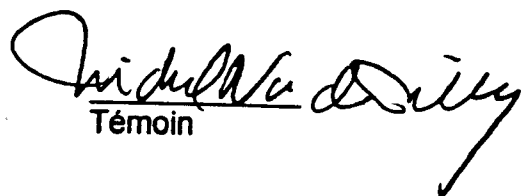
  
Témoin

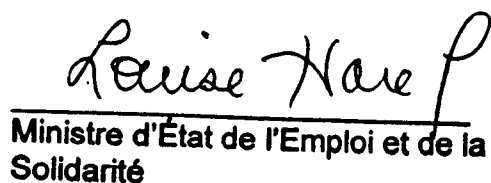
  
Président de la Commission de  
l'assurance-emploi du Canada

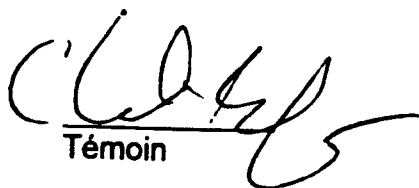
Cette entente a été signée au nom du Québec par le Premier ministre du Québec, la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes le 21<sup>ème</sup> jour d'avril 1997.

  
Témoin

  
Premier ministre du Québec

  
Témoin

  
Ministre d'État de l'Emploi et de la  
Solidarité

  
Témoin

  
Ministre délégué aux Affaires  
intergouvernementales canadiennes

**ANNEXE**

**Lettres des 25, 28 mars et 8 avril 1997  
entre les ministres Pettigrew et Harel  
et portant sur la langue de service**

Le ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité,  
ministre de la Sécurité du revenu,  
ministre responsable de la Condition féminine  
et de l'Action communautaire autonome

Québec, le 25 mars 1997

Monsieur Pierre Pettigrew  
Ministre du Développement des ressources humaines  
Gouvernement du Canada  
146, Promenade du Portage  
Hull (Québec)  
K1A 0L5

Monsieur le Ministre,

J'ai pris connaissance de vos récentes déclarations et de celles de votre premier ministre en relation avec l'entente en cours de négociation en matière de mesures actives et de services de placement. Il m'apparaît opportun, dans ce contexte, de vous confirmer les positions du Québec telles qu'exprimées à la table de négociation en ce qui concerne la langue et plus précisément les trois éléments suivants : le service à la clientèle, le champ d'application de la *Loi sur les langues officielles*, celui de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

J'aimerais d'abord vous informer des services dont dispose la clientèle de langue anglaise au Québec en matière d'emploi, de sécurité du revenu et de mesures actives y relatives. En ce qui a trait aux relations avec les individus, tant sur le plan de l'écrit que de l'oral, le service est donné en anglais à partir du moment où la demande en est faite. Sur le plan électronique, l'information est disponible en anglais dans un espace distinct de la version française. Les dépliants, brochures etc. sont disponibles en anglais sur supports distincts. En ce qui a trait aux boîtes vocales, le message offre de composer un numéro pour poursuivre en anglais.

En matière de langue de prestation des mesures actives de main-d'oeuvre (cours, stages, etc.) et de services de placement concernés par une éventuelle entente à intervenir entre nous, le gouvernement du Québec les rendra disponibles à la clientèle de langue anglaise selon les mêmes paramètres qu'il applique déjà en matière d'emploi, de sécurité du revenu et de mesures actives en découlant.

Toujours sous réserve de la signature d'une entente, le gouvernement du Québec prendra les moyens appropriés pour informer la clientèle de langue anglaise des modalités relatives à la langue de service, par exemple au moyen de publicité dans les journaux, de dépliants et de communiqués.

425, rue Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4Z1  
Téléphone : (418) 643-4810  
Télécopieur : (418) 643-2802

770, rue Sherbrooke Ouest, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 1G1  
Téléphone : (514) 873-6182  
Télécopieur : (514) 873-7049

\*\*\* PAGE TOTALE.02 \*\*\*

Monsieur Pierre Pettigrew

- 2 -

Le 25 mars 1997

Par ailleurs, il m'apparaît opportun d'établir que, dans le cadre d'une éventuelle entente, lorsque le Québec offrira des fonctions du Service national de placement dont il sera devenu responsable et qu'il ne pourra en raison des dispositions de la *Charte de la langue française* s'acquitter de ses fonctions dans les deux langues officielles conformément à la *Loi sur les langues officielles* en ce qui concerne les communications écrites avec les personnes morales établies au Québec, le Canada et le Québec conviendront que le Canada, pour assurer le respect de la *Loi sur les langues officielles*, exercera alors ces fonctions. Comme vous le savez, cette approche est similaire à celle retenue dans le protocole d'entente sur l'administration de la TPS par le gouvernement du Québec sur le territoire québécois.

Afin de pouvoir continuer de faire progresser la négociation en vue d'un règlement qui soit à la fois conforme aux propos échangés à la table et clair pour tous les intéressés, j'apprécierais que vous me confirmiez les représentations de vos négociateurs concernant les interprétations du gouvernement fédéral selon lesquelles :

- la *Loi sur les langues officielles* ne s'applique pas aux mesures actives d'emploi du Québec financées par une contribution à même le Compte d'assurance-emploi, puisqu'il ne s'agit pas d'une délégation de gestion de programmes;
- l'alinéa 57(1)d.1 de la *Loi sur l'assurance-emploi* ne vise que les personnes physiques et ne s'applique pas aux personnes morales.

Il nous apparaît que toute description de la manière dont le service sera rendu devra s'inscrire à l'intérieur du cadre décrit précédemment. À cet égard, les faits démontrent clairement la qualité des services que rend actuellement l'administration publique québécoise partout sur le territoire du Québec, ce à la satisfaction de la clientèle de langue anglaise

Je crois que nous partageons la responsabilité d'en venir à une entente qui doit bénéficier aux travailleurs et aux employeurs québécois en les dotant des instruments nécessaires à l'amélioration du marché du travail dont le Québec a tant besoin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Louise Harel*

LOUISE HAREL

Ministre  
du Développement  
des ressources humaines



Minister  
of Human Resources  
Development

Ottawa, Canada K1A 0J9

Madame Louise Harel  
Ministre d'État de l'emploi et de la Solidarité  
425, rue St-Amable, 4e étage  
Québec (Québec)  
G1R 4Z1

MAR 26 1997

Madame la Ministre,

Votre lettre du 25 mars au sujet de l'entente de principe en cours de négociation entre le gouvernement du Canada et celui du Québec relativement au développement du marché du travail m'est bien parvenue, et je vous en remercie.

Vous me permettez d'abord de souligner l'importance que le gouvernement du Canada attache à la conclusion de cette entente. Notre offre est généreuse et témoigne d'une grande flexibilité afin de pouvoir répondre aux priorités et besoins spécifiques du Québec et de ses travailleurs et employeurs. J'ose croire que nous pourrions conclure, dans les meilleurs délais, cette entente qui mettrait à la disposition du Québec plus de 500 millions de dollars par année pour assurer des services intégrés et efficaces aux sans-emploi du Québec.

L'accès à des programmes et services de qualité pour tous les sans-emploi dans le cadre des ententes fédérales-provinciales sur le marché du travail est d'une importance primordiale pour le gouvernement du Canada. Votre lettre précise les engagements du Québec quant à la façon dont il fournira les programmes et les services en langue anglaise dans le cadre de l'entente. Vous indiquez également que toute description de la façon dont le service sera rendu s'inscrira à l'intérieur du cadre décrit dans votre lettre.

Dans ce contexte, ma lettre vient clarifier et confirmer les arrangements convenus entre nos deux gouvernements au sujet des questions relatives à la langue de service et ce, à l'intérieur du cadre que vous proposez. Nos lettres ainsi que la référence qu'on y fera dans l'entente de principe, constitueront notre accord sur cette question. Permettez-moi d'en réitérer les éléments-clés:

.../2

**Canada**

- 2 -

Au chapitre de la langue de service et de prestation des mesures actives d'emploi régies par l'entente, votre gouvernement rendra ces services et mesures disponibles en langue anglaise selon les mêmes paramètres qui s'appliquent présentement en matière d'emploi, de sécurité du revenu et de mesures actives qui en découlent. Ainsi, tant sur le plan de l'écrit que de l'oral, le service aux individus leur sera donné en anglais dès qu'ils en feront la demande. Sur le plan électronique, l'information sera disponible en anglais dans un espace distinct de la version française. Les dépliants, brochures, etc. seront disponibles et facilement accessibles en anglais sur supports distincts. Pour ce qui est des boîtes vocales, le message offrira de composer un numéro pour poursuivre en anglais.

La présente confirme également les discussions de nos négociateurs à l'effet que les individus qui le demanderont auront un accès raisonnable en langue anglaise aux mesures actives d'emploi (cours, stages, etc.).

Par ailleurs, le Québec rendra disponibles en français et en anglais les fonctions du service national de placement (SNP) dont il devient responsable.

Le Canada accepte d'assurer au besoin, à la demande du Québec, les communications écrites en langue anglaise avec les personnes morales établies au Québec qui requièrent qu'on communique avec elles dans cette langue dans le cadre de l'administration des mesures actives d'emploi régies par cette entente et des fonctions du SNP dont le Québec sera responsable.

Après la signature de l'entente, je note que le Québec prendra les moyens appropriés pour informer sa clientèle des modalités relatives au service en langue anglaise, par le truchement de dépliants, de publicité périodique dans les journaux ou dans des communiqués, ou par d'autres moyens.

Si ma compréhension de la façon dont vous rendrez disponibles les mesures et services, telle que je la décris plus haut, correspond à la vôtre, ces arrangements me conviennent et satisfont à nos exigences législatives.

Je partage vos sentiments quant à notre responsabilité commune d'en venir à une entente dont bénéficieront nos concitoyens du Québec. Votre lettre, la mienne qui clarifie et confirme les arrangements au chapitre de la langue, et la

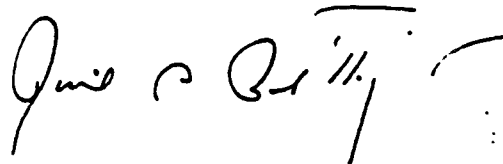
.../3



- 3 -

référence qui sera faite à ces lettres dans une clause de l'entente, constituent notre accord sur cette question; celui-ci sera confirmé par la signature de notre entente. Le règlement de cette question nous permet de conclure cette partie de la négociation entre nos deux gouvernements et facilitera ainsi le parachèvement de l'entente dans les plus brefs délais.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre S. Pettigrew', with a stylized flourish at the end.

Pierre S. Pettigrew

La ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité,  
 ministre responsable de la Condition féminine,  
 ministre de la Sécurité du revenu, de la Jeunesse, de la Famille  
 et de l'Action communautaire autonome

Québec, le 8 avril 1997

Monsieur Pierre Pettigrew  
 Ministre du Développement des ressources humaines  
 Gouvernement du Canada  
 146, Promenade du Portage  
 Hull (Québec)  
 K1A 0L5

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie de votre lettre du 28 mars 1997 au sujet de l'entente de principe en cours de négociation entre les gouvernements du Québec et du Canada en matière de mesures actives et de service de placement et il m'apparaît indiqué d'apporter les précisions suivantes.

Tout d'abord, il me fait plaisir de vous confirmer mon accord avec votre proposition à l'effet que le Canada accepte d'assurer au besoin, à la demande du Québec, les communications écrites en langue anglaise avec les personnes morales établies au Québec qui requièrent qu'on communique avec elles dans cette langue dans le cadre de l'administration des fonctions du Service national de placement dont le Québec sera responsable, ce en conformité avec ce que j'ai établi à cet égard dans ma lettre du 25 mars 1997.

J'aimerais par ailleurs vous indiquer qu'il n'y a pas lieu de me prévaloir de l'offre semblable que m'avez faite au chapitre de l'administration des mesures actives d'emploi puisque celles-ci, visant à permettre aux sans-emploi d'intégrer le marché du travail plus rapidement, sont destinées à des individus.

Je vous rappelle également que la description des services dont dispose la clientèle de langue anglaise au Québec en matière d'emploi, de sécurité du revenu et de mesures actives y relatives énoncés dans ma lettre du 25 mars satisfait aux exigences législatives québécoises.

Si ma compréhension de la façon dont le Québec rendra disponibles les mesures actives et les fonctions du Service national de placement dont il sera responsable, telle que décrite dans notre échange de lettres du 25 et du 28 mars et dans la présente, correspond à la vôtre, ces arrangements me conviennent.

Je suis enfin d'accord pour que ma lettre en date d'aujourd'hui, la vôtre du 28 mars et la mienne du 25 mars, qui clarifient et confirment les arrangements et engagements pris au

425, rue Saint-Amable, 4<sup>e</sup> étage  
 Québec (Québec) G1R 4Z1  
 Téléphone : (418) 643-4810  
 Télécopieur : (418) 643-2802

770, rue Sherbrooke Ouest, 4<sup>e</sup> étage  
 Montréal (Québec) H3A 1G1  
 Téléphone : (514) 873-6182  
 Télécopieur : (514) 873-7040

Monsieur Pierre Pettigrew

2

Le 8 avril 1997

chapitre de la langue, ainsi que la référence qui sera faite à ces lettres dans une clause de l'entente, constituent notre accord sur cette question. Celui-ci sera confirmé par la signature de notre entente.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

*Louise Harel*

LOUISE HAREL

**ENTENTE  
DE MISE EN ŒUVRE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>1.0 BUT ET PORTÉE DE L'ENTENTE .....</b>	<b>1</b>
<b>2.0 DÉFINITIONS.....</b>	<b>1</b>
<b>3.0 FONCTIONS DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT (SNP) .....</b>	<b>2</b>
<b>4.0 SERVICES AUX USAGERS ET STRUCTURE DE LIVRAISON DE SERVICES.....</b>	<b>5</b>
<b>5.0 IMPUTABILITÉ... ..</b>	<b>6</b>
<b>6.0 RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>11</b>
<b>7.0 FINANCEMENT.....</b>	<b>12</b>
<b>8.0 SYSTÈMES INFORMATIQUES .....</b>	<b>18</b>
<b>9.0 INFORMATION AU PUBLIC .....</b>	<b>20</b>
<b>10.0 MÉCANISMES CONJOINTS.....</b>	<b>21</b>
<b>11.0 RECHERCHE ET INNOVATION .....</b>	<b>21</b>
<b>12.0 DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>22</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b>	
<b>ANNEXE I DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉCHANGE D'INFORMATION ET DE DONNÉES À CARACTÈRE NON NOMINATIF</b>	
<b>ANNEXE II NATURE DES MESURES ET SERVICES OFFERTS DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE PRINCIPE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL</b>	
<b>ANNEXE III MÉCANISMES DE MISE EN OEUVRE</b>	
<b>ANNEXE IV ENTENTE DE TRANSFERT D'EMPLOYÉS DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE PRINCIPE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL</b>	
<b>ANNEXE V DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉCHANGE D'INFORMATION ET DE DONNÉES</b>	
<b>ANNEXE VI ARRANGEMENT POUR L'ADMINISTRATION DES CONTRATS CONCLUS PAR LE CANADA VISANT LE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES PARTICIPANTS DE L'ASSURANCE-EMPLOI</b>	
<b>ANNEXE VII ARRANGEMENTS POUR L'ADMINISTRATION DES ACCORDS CONCLUS PAR LE CANADA VISANT LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION AUX ORGANISMES DANS LE CADRE DE PRESTATIONS D'EMPLOI ET MESURES DE SOUTIEN</b>	
<b>ANNEXE VIII RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 19XX-19XX</b>	
<b>ANNEXE IX DESCRIPTION DU MOBILIER ET DE L'ÉQUIPEMENT</b>	
<b>ANNEXE X DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMITÉS CONJOINTS</b>	
<b>ANNEXE XI ANNEXE ANNUELLE</b>	

## **ENTENTE DE MISE EN OEUVRE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**ENTRE :** le gouvernement du Canada, ci-après appelé le Canada, représenté par

le ministre du Développement des ressources humaines

et la Commission de l'assurance-emploi du Canada

**ET** le gouvernement du Québec, ci-après appelé le Québec, représenté par

la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité  
et ministre de l'Emploi et de la Solidarité

et le ministre délégué aux Affaires  
intergouvernementales canadiennes

### **PRÉAMBULE**

Attendu que le Canada et le Québec ont signé, le 21 avril 1997, l'entente de principe relative au marché du travail dans laquelle ils s'engageaient à conclure une entente de mise en œuvre.

Le Canada et le Québec conviennent de ce qui suit :

### **1.0 BUT ET PORTÉE DE L'ENTENTE**

- 1.1** Le Canada et le Québec conviennent que la présente entente a pour but de définir les modalités de mise en œuvre de l'entente de principe signée le 21 avril 1997.
- 1.2** Il est entendu que, lorsqu'il est impossible de réconcilier les dispositions de l'entente de principe et celles de l'entente de mise en œuvre, l'entente de principe aura préséance. Par ailleurs, les dispositions de l'entente de principe s'appliquent lorsque l'entente de mise en œuvre est muette.

### **2.0 DÉFINITIONS**

- 2.1** Les définitions apparaissant dans l'entente de principe s'appliquent à cette entente, comme si elles étaient ici répétées.
- 2.2** Par ailleurs, les définitions des termes suivants s'appliquent tant à l'entente de principe qu'à la présente entente et, dans le cas de l'entente de principe, ont le même effet que si elles y étaient expressément récitées :
  - 2.2.1** « Année fiscale » s'entend de la période commençant le 1er avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante. Il s'agit d'un synonyme du terme « exercice » ou « exercice financier ».

- 2.2.2 «Emploi-Québec», jusqu'à ce que les dispositions légales relatives à sa création soient mises en vigueur, s'entend comme étant équivalent à l'expression « ministère de l'Emploi et de la Solidarité ».
- 2.2.3 Les parties s'entendent pour interpréter « la période de transition » au sens de l'article 10.5 de l'entente de principe de la manière suivante :<sup>1</sup>
- 2.2.3.1 la période préparatoire à la prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi et des fonctions du service national de placement (SNP) dont il est devenu responsable en vertu de l'entente de principe, s'entend de la période entre la signature de l'entente de mise en œuvre et le 31 mars 1998 ;
- 2.2.3.2 la transition, soit le moment où le Canada se retirera des secteurs d'activités relatifs au marché du travail couverts par l'entente de principe et le moment où le Québec prendra en charge les mêmes secteurs d'activités. Cette transition s'effectuera le 1er avril 1998, sous réserve de l'article 12.4 de la présente. En conséquence, à compter de cette date, les effectifs visés par l'entente de principe sont tous transférés au Québec et offrent en son nom la prestation des services, même si leur déploiement dans les bureaux du Québec n'est pas complété ;
- 2.2.3.3 la période de rodage commence le 1er avril 1998 et se termine au terme du déploiement complet des effectifs.

### 3.0 FONCTIONS DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT (SNP)

#### 3.1 Le traitement de l'offre et de la demande

##### 3.1.1 Le Canada s'engage à :

- 3.1.1.1 donner au Québec, dès la prise en charge des fonctions du SNP, accès à toutes les offres actives dans le système de gestion des offres en usage à Développement des ressources humaines Canada (DRHC). Ce système est le Système national des services d'emploi (SNSE) ;
- 3.1.1.2 donner accès au Québec au SNSE ainsi qu'aux applications actuelles ou futures dont DRHC est propriétaire et qui contribuent à l'appariement de l'offre et de la demande ;
- 3.1.1.3 rendre accessibles au Québec les offres d'emploi en provenance des autres provinces.

##### 3.1.2 Le Québec s'engage à :

- 3.1.2.1 favoriser la mobilité interprovinciale en transmettant au Canada les offres d'emploi prises par Emploi-Québec et en diffusant les offres provenant des autres provinces ;
- 3.1.2.2 participer à l'amélioration du système pancanadien en transmettant au Canada les données spécifiées à l'ANNEXE I « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données à caractère non nominatif » de la présente entente.

<sup>1</sup> Les Achats de formation, le soutien du revenu y afférent ainsi que les contrats avec les individus et les accords avec les organismes, en cours le 1er avril 1998, font l'objet de dispositions particulières, conformément aux articles 4.2, 4.3 de l'ANNEXE III et 7.1.2 de la présente entente.

## **3.2 Modalités d'accès**

### **3.2.1 Accès Internet**

**3.2.1.1** En ce qui concerne les applications relatives au Guichet emploi et au Service de placement électronique et à leurs successeurs éventuels, le cas échéant, les deux parties conviennent que :

**3.2.1.1.1** le Québec peut, sur son site, à partir de sa page d'accueil, accéder directement aux applications ;

**3.2.1.1.2** sur sa page d'accueil le Québec affichera le libellé suivant :

« En vertu de l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail, le Québec est responsable de certaines fonctions du service national de placement auxquelles peuvent avoir recours les usagers de l'assurance-emploi. Ces fonctions sont financées par le Compte d'assurance-emploi dont le Canada est responsable ».

**3.2.1.1.3** le Canada affichera la page d'accueil du Québec sur le territoire du Québec ;

**3.2.1.1.4** aucune identification gouvernementale n'apparaîtra dans le contenu de ces applications.

**3.2.1.2** En ce qui concerne les applications actuelles ou futures contribuant à l'appariement de l'offre et de la demande, les deux parties conviennent que :

**3.2.1.2.1** le Canada dirigera automatiquement les usagers du Québec à la page d'accueil du Québec. Ce dernier affichera le libellé cité à l'article 3.2.1.1.2 de la présente entente ;

**3.2.1.2.2** lorsque l'utilisateur atteindra la page d'accueil du Québec, aucune identification DRHC n'apparaîtra dans le contenu de ces applications.

### **3.2.2 Kiosques sans accès Internet**

**3.2.2.1** Pour les générations des kiosques sans accès Internet, le Canada s'engage à afficher un message mentionnant que les offres d'emploi diffusées dans ses kiosques proviennent d'Emploi-Québec en utilisant le libellé convenu à l'article 3.2.1.1.2 de la présente entente.

## **3.3 Amélioration aux applications informatiques et aux sites Internet**

**3.3.1** Le Canada s'engage à développer, maintenir et opérer ses systèmes nationaux à ses frais, y incluant la mise à jour des profils de compétences et de la classification nationale des professions.

**3.3.2** Les parties conviennent de collaborer à l'amélioration du système pancanadien d'information sur le marché du travail. À cet effet, elles pourront modifier les applications actuelles ou en développer de nouvelles.



3.3.3 Les frais relatifs à ces modifications ou développements engagés à la demande du Québec ou par le Québec sont assumés par le Canada si ces modifications ou développements contribuent à l'amélioration du système pancanadien d'information sur le marché du travail et par le Québec si ceux-ci ne visent qu'à répondre à des besoins limités au Québec.

3.4 Le comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail assurera le suivi des modalités de réalisation des fonctions du service national de placement, notamment celles relatives au développement d'applications reliées au service de placement.

### 3.5 Information sur le marché du travail (IMT)

3.5.1 Le Canada et le Québec conviennent que :

3.5.1.1 le Canada est responsable de la réalisation de produits d'information sur le marché du travail entourant la saine gestion du Compte d'assurance-emploi, l'admissibilité et le maintien aux prestations, l'information aux usagers de l'assurance-emploi, ainsi que les produits d'information sur le marché du travail requis pour la planification et la prestation de l'ensemble des activités de DRHC afférentes à la présente entente ;

3.5.1.2 le Québec est responsable de la réalisation des produits d'information sur le marché du travail entourant les services de placement, d'orientation et de counselling tels que définis dans l'entente de principe, ainsi que les produits d'information sur le marché du travail nécessaires à la planification et à la programmation des mesures actives d'emploi.

3.5.2 À ce titre, le Canada et le Québec conviennent :

3.5.2.1 de s'informer mutuellement sur les sujets qui seront abordés dans le cadre de travaux d'IMT ;

3.5.2.2 de s'assurer que les résultats de leurs travaux respectifs soient échangés ;

3.5.2.3 de confier le suivi des modalités relatives à l'IMT au comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail.

### 3.6 Communications avec les personnes morales

3.6.1 Conformément aux dispositions de l'entente de principe visant la langue de service à l'endroit des personnes morales établies au Québec en ce qui concerne les fonctions du service national de placement dont le Québec devient responsable, le Canada assurera, à la demande du Québec, les communications écrites en langue anglaise incluant celles acheminées par télécopieur ou autre voie électronique, avec les personnes morales qui requièrent qu'on communique avec elles dans cette langue. Les communications seront assurées de la façon suivante :

3.6.1.1 le Québec transmettra au Canada, à l'endroit que ce dernier désignera, toute communication écrite en langue anglaise d'une personne morale établie au Québec qui requiert qu'on communique avec elle dans cette langue ;

3.6.1.2 le Québec indiquera dans son envoi au Canada les informations précises qui doivent apparaître dans la réponse ;

3.6.1.3 le Canada préparera la réponse conformément aux informations indiquées par le Québec et l'acheminera à la personne morale visée avec copie conforme au Québec et ce, dans un délai maximal de dix jours ouvrables ;

3.6.1.4 le Canada et le Québec s'engagent à tenir à jour un registre des demandes ainsi traitées en y précisant, notamment, les dates de réception et d'expédition desdits documents.

#### **4.0 SERVICES AUX USAGERS ET STRUCTURE DE LIVRAISON DE SERVICES**

##### **4.1 Structure de livraison de services**

4.1.1 Le Canada et le Québec conviennent que la structure de livraison de services décrite ci-dessous peut être modifiée, nonobstant la présente entente.

4.1.2 Le Canada et le Québec conviennent de s'informer préalablement de leurs intentions de modifier leur structure de livraison de services et ce, en raison des conséquences que de telles modifications pourraient avoir sur certaines dispositions de la présente entente.

4.1.3 Le comité conjoint de suivi de l'entente relative au marché du travail sera le lieu d'échanges d'information et de discussions sur ce sujet.

4.1.4 En association avec les partenaires du marché du travail, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité a la responsabilité de définir les orientations stratégiques et les politiques gouvernementales en matière de main-d'œuvre et d'emploi. Il élabore et met en œuvre la Politique active du marché du travail.

4.1.5 Les services d'emploi seront sous la responsabilité du ministre de l'Emploi et de la Solidarité. Emploi-Québec est chargé de la mise en œuvre et de la gestion des mesures, des programmes et de la prestation des services d'emploi.

4.1.6 La structure de livraison des services à l'intérieur d'Emploi-Québec comportera trois paliers:

4.1.6.1 la composante centrale d'Emploi-Québec est responsable, de concert avec la Commission des partenaires du marché du travail, de la mise en œuvre et de la gestion des mesures actives d'emploi et des ressources afférentes ;

4.1.6.2 au niveau régional, les directions régionales d'Emploi-Québec, réparties sur la base des régions administratives du Québec, assurent en collaboration avec les Conseils régionaux du marché du travail l'harmonisation des politiques et des stratégies d'emploi sur leur territoire. Le Conseil régional du marché du travail définit la problématique du marché du travail dans la région, identifie les stratégies régionales et harmonise les interventions locales. L'expertise opérationnelle peut y être regroupée afin de soutenir l'action des centres locaux d'emploi (CLE) ;

4.1.6.3 au palier local, un réseau de CLE dont la liste sera fournie au Canada antérieurement à la prise en charge par le Québec, sera mis en place sur la base des territoires des municipalités régionales de comté (MRC) et des arrondissements urbains. Le module Emploi-Québec est responsable de l'application de la Politique active du marché du travail, ainsi que de la mise en œuvre des orientations en matière de main-d'œuvre et d'emploi qui découlent du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi. Il est de plus responsable d'assurer, règle générale, les services à caractère universel aux individus et aux entreprises dans le respect des dispositions de l'entente de principe touchant les mesures, les clientèles et les principes régissant les services aux usagers ;

4.1.6.4 d'autres unités du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, qui n'appartiennent pas à Emploi-Québec, viennent soutenir Emploi-Québec dans l'exercice de ses responsabilités.

## **4.2 Nature des mesures et services offerts**

4.2.1 Les deux parties ont convenu dans l'entente de principe de préciser la nature des services offerts (article 4.2) et les modalités relatives aux différents éléments concernant les services aux usagers (article 10.3).

4.2.2 Les mesures et services offerts par le Québec pourraient comprendre, notamment, ceux apparaissant en ANNEXE II de la présente entente, « Nature des mesures et services offerts » et ce, dans un cadre intégré, décloisonné et décentralisé. La liste pourrait être modifiée en fonction des disponibilités budgétaires ou en fonction d'autres circonstances.

4.2.3 En vue de faciliter la continuité des services aux usagers, le Québec transmettra au Canada, dès que disponible avant la date de prise en charge par le Québec, une description détaillée des prestations d'emploi et des mesures de soutien qui seront offertes aux personnes admissibles conformément à l'article 3.1.3 de l'entente de principe.

## **4.3 Mécanismes de mise en œuvre**

4.3.1 Les modalités relatives au calendrier d'implantation des points de services et de relocalisation des employés transférés, des modalités de fonctionnement de même que celles relatives à la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, à la continuité de service et aux liens informatiques requis sont décrites à l'ANNEXE III de la présente entente, intitulée « Mécanismes de mise en œuvre ».

## **5.0 Imputabilité**

5.1 Cette section porte sur les mécanismes relatifs à l'établissement, au suivi et à la révision des cibles de résultats, aux modalités relatives à la conduite des évaluations des mesures actives et des fonctions du service national de placement visées par l'entente de principe ainsi que sur les éléments relatifs à la vérification financière, au contrôle des abus et à l'échange d'information et de données. Elle porte également sur des mécanismes transitoires.

## **5.2 Mesure des résultats**

### **5.2.1 Établissement des cibles de résultats**

Le Québec établira les cibles de résultats sur une base annuelle, notamment, à partir des données historiques, du contexte socio-économique et de celui du marché du travail, des priorités locales ou régionales, des caractéristiques ou besoins des usagers et des fonds disponibles pour le financement des mesures actives d'emploi. Ces cibles feront l'objet de discussions entre les parties et feront partie de l'annexe annuelle à l'entente de mise en œuvre.

### **5.2.2 Suivi et révision des cibles**

Les échanges entre les parties sur le suivi et la révision des cibles se feront sur une base continue, et des rencontres se tiendront à cet effet, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

### **5.2.3 Transmission des résultats et échange d'information**

5.2.3.1 Le Canada informera le Québec, par lettre, à la signature de la présente entente, des définitions et des méthodes qu'il utilise pour la mesure des indicateurs de base et, ultérieurement, des mises à jour éventuelles.

5.2.3.2 Le Québec transmettra trimestriellement au Canada les résultats (données mensuelles et données cumulatives trimestrielles) des indicateurs de base suivants :

5.2.3.2.1 le nombre de participants de l'assurance-emploi qui bénéficient des mesures actives d'emploi visées par l'entente, l'accent étant mis sur l'accès prioritaire des prestataires actifs d'assurance-emploi ;

5.2.3.2.2 l'obtention d'un emploi .

5.2.3.3 Le Québec transmettra au Canada, selon les modalités définies à l'article 2.6.3 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données », les données requises pour fins du calcul des résultats de l'indicateur de base, soit les économies générées au Compte d'assurance-emploi.

5.2.3.4 Le Canada informera le Québec des résultats du calcul des économies. À la demande du Québec, le Canada lui transmettra le détail des calculs ainsi que les méthodes utilisées.

5.2.3.5 Les modalités de transmission des résultats touchant les modifications observables du comportement seront définies dans le cadre d'évaluation.

5.2.3.6 Aux fins de la mesure et de l'analyse des résultats, le Canada et le Québec conviennent d'échanger de l'information selon les modalités déterminées aux articles 2.5 et 2.6 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données ».

### **5.2.4 Mécanismes transitoires**

5.2.4.1 Pour permettre au Québec d'assumer ses responsabilités concernant les cibles et les résultats, les deux parties conviennent de ce qui suit :

5.2.4.1.1 pour l'année de l'entrée en vigueur de la présente entente et, au besoin, pour l'année subséquente, le Canada offrira le soutien nécessaire au Québec pour l'établissement, le suivi et la révision des cibles de résultats en lui rendant disponibles, notamment, les outils et les méthodes appropriés ainsi qu'en lui donnant accès aux données pertinentes ;

5.2.4.1.2 durant cette période, le Canada assurera le soutien nécessaire au Québec pour la production des données de résultats des trois indicateurs de base, tels que définis à l'article 5.4.3 de l'entente de principe.

### **5.3 Conduite des évaluations**

5.3.1 Les deux parties conviennent qu'un cadre d'évaluation sera élaboré par le Québec et fera l'objet de discussions dans l'esprit de l'entente relative aux Initiatives stratégiques. Ce cadre d'évaluation devra contenir, notamment :

- 5.3.1.1 les questions d'évaluation ;
- 5.3.1.2 les indicateurs, les sources de données et les approches méthodologiques retenues ;
- 5.3.1.3 le plan des travaux d'évaluation.

#### **5.3.2 Nature et fréquence des évaluations**

5.3.2.1 Les deux parties conviennent que des évaluations de nature formative seront menées le plus tôt possible au cours de la première année de la prise en charge par le Québec des mesures actives et des fonctions du service national de placement.

5.3.2.2 Des évaluations de nature sommative seront menées au cours du troisième exercice sur lequel porte l'entente de principe (soit 1999-2000). Par la suite, des évaluations seront faites régulièrement aux trois à cinq ans.

5.3.2.3 Les évaluations viseront à établir l'efficacité, la conformité et l'efficience des interventions, telles que définies ci-après :

5.3.2.3.1 efficacité : établir le degré d'atteinte des objectifs des mesures actives d'emploi et des fonctions du SNP ainsi que les effets qui leur sont attribuables;

5.3.2.3.2 conformité : établir le lien entre les objectifs des mesures actives d'emploi et des fonctions du SNP et les besoins des clients; établir dans quelle mesure les clientèles atteintes sont les clientèles visées ;

5.3.2.3.3 efficience : établir dans quelle mesure les résultats atteints (tant qualitatifs que quantitatifs) le sont au meilleur coût.

#### **5.3.3 Transmission et publication des rapports**

5.3.3.1 Le Québec transmettra au Canada les rapports d'évaluation dès qu'ils seront approuvés.

5.3.3.2 Le Canada et le Québec conviennent que les données non publiées, fournies par l'autre partie et utilisées dans le cadre de toute publication ou diffusion de produits d'évaluation et de

mesure de résultats, doivent être validées par la partie d'où elles proviennent.

#### **5.4 Mécanismes de discussion**

**5.4.1** Dans le cadre du comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail, les parties conviennent de désigner des représentants experts afin de tenir des discussions au regard des articles 5.2 et 5.3 de la présente entente, sur les points suivants :

- 5.4.1.1** l'établissement, le suivi et la révision des cibles ;
- 5.4.1.2** la transmission des résultats ;
- 5.4.1.3** la conduite des évaluations ;
- 5.4.1.4** les échanges sur les données et les renseignements nécessaires à la mesure des résultats et à l'évaluation.

#### **5.5 Vérification financière**

**5.5.1** Le Québec présentera pour chaque exercice financier un état des revenus et dépenses (exemple en ANNEXE VIII) détaillant, notamment, le montant des frais que le Québec a effectivement encourus au cours de l'exercice financier visé relativement à chaque mesure active d'emploi identifiée au plan annuel conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe, les frais d'administration découlant de ces mesures et des fonctions du service national de placement dont le Québec est responsable, le montant des trop-payés recouvrés et le montant des prêts remboursés.

**5.5.2** Le Vérificateur général du Québec effectuera une vérification et produira une déclaration attestant que les sommes présentées dans l'état des revenus et dépenses reflètent fidèlement, à tous égards importants, l'utilisation qui en a été faite selon les principes comptables généralement reconnus.

**5.5.3** Sa vérification sera effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues.

**5.5.4** Le rapport présenté par le Québec inclura les attestations du Vérificateur général du Québec à l'effet que :

**5.5.4.1** tous les montants reçus du Canada au cours de l'exercice financier visé au titre de la contribution du Canada, applicables aux mesures actives d'emploi, ont été effectivement utilisés par le Québec pour des mesures actives d'emploi, tel que défini à l'article 3.1 de l'entente de principe, et identifiées au plan annuel, conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe, pour l'exercice financier visé;

**5.5.4.2** tous les montants reçus du Canada au cours de l'exercice financier visé au titre de la contribution du Canada, applicables aux frais d'administration, ont été utilisés à l'égard de frais d'administration pour la livraison de mesures actives d'emploi financées à même le Compte d'assurance-emploi et les fonctions du service national de placement au cours de l'exercice financier visé ;

**5.5.4.3** tous les montants reçus du Canada au cours de l'exercice financier visé provenant du Compte d'assurance-emploi pour les prestations d'emploi ont été utilisés uniquement pour des participants de l'assurance-emploi, tel que défini à l'article 3.4 de l'entente de principe. Cette restriction ne s'impose pas aux mesures de soutien qui s'adressent aux usagers du service national de placement.

5.5.5 Afin de rendre compte à leur Parlement respectif et de faciliter la vérification financière, le Canada et le Québec conviennent que des ajustements dans la méthode de vérification pourraient être acceptés à la suite de l'accord des deux parties.

5.5.6 Le Québec s'engage à déposer le rapport vérifié, tel que décrit à l'article 5.5.1 de la présente entente, le ou avant le 15 juillet après la fin de chaque exercice financier.

## **5.6 Détection et contrôle des abus**

5.6.1 Le Canada et le Québec conviennent qu'il appartient au Québec d'identifier et de mettre en œuvre les moyens de détection et de contrôle des abus, c'est-à-dire des fausses déclarations et des erreurs administratives relatives aux mesures actives d'emploi visées par la présente entente.

5.6.2 Le Canada et le Québec conviennent de participer à des enquêtes conjointes lorsque certaines situations l'exigent.

5.6.3 Le Canada et le Québec conviennent qu'il appartient à chacun de percevoir ses trop-payés.

5.6.4 Le Québec s'engage à établir les trop-payés résultant de l'application de l'article 5.6.1 de la présente entente et à prendre les mesures raisonnables pour les percevoir. Il s'engage également à réinvestir les sommes recouvrées dans les mesures actives d'emploi identifiées au plan annuel, conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe. A cet effet, le Québec fournira annuellement au Canada un rapport détaillant, notamment, les soldes d'ouverture et de fermeture, le montant des trop-payés établis, recouvrés, radiés et réinvestis dans les mesures actives d'emploi visées par la présente entente, de même qu'une description sommaire des activités et des modalités appliquées.

5.6.5 Aux seules fins de l'application de la présente entente, la portée des termes « fausse déclaration » et « erreur administrative » est établie de la manière suivante :

### **5.6.5.1 Fausse déclaration :**

déclaration signifie toute information ou documentation transmise de vive voix ou par écrit au ministère de l'Emploi et de la Solidarité et inclut également l'information que la personne s'est abstenue de communiquer. Une fausse déclaration peut être faite sciemment ou par inadvertance ;

### **5.6.5.2 Erreur administrative :**

décision erronée au regard de l'application de la Loi, des règlements et des directives administratives touchant l'admissibilité d'un participant de l'assurance-emploi ou d'un organisme à une mesure active d'emploi à partir des informations consignées au dossier au moment de la décision. Cette décision, même si elle n'est pas due au prestataire ou à l'organisme, a conduit au versement d'un montant erroné ou au versement d'un montant auquel le prestataire ou l'organisme n'avait pas droit.

5.6.6 Aux fins de la détection et du contrôle des abus, le Canada et le Québec conviennent d'échanger de l'information selon les modalités décrites à l'article 2.10 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données » de la présente entente.

5.6.7 Le comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail sera le lieu d'exercice de la collaboration portant sur la détection et le contrôle des abus.

## 5.7 Échanges d'information et de données

5.7.1 Pour assurer la mise en œuvre de la présente entente et en faciliter l'application, les parties conviennent de s'échanger de l'information et des données, conformément aux dispositions décrites ci-après :

5.7.1.1 les motifs et modalités d'échanges d'information et de données sont définis en annexe à la présente entente. L'ANNEXE V, qui s'intitule « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données », traite des échanges de renseignements à caractère nominatif, lesquels doivent se conformer à la Loi sur la protection des renseignements personnels du Canada et à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels du Québec. L'ANNEXE I, intitulée « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données à caractère non nominatif », traite d'échanges de renseignements à caractère non nominatif ;

5.7.1.2 dans le cadre du comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail, les parties conviennent de désigner des représentants experts, qui s'associeront, au besoin, à des responsables des services informatiques, afin de procéder à la mise en place et au suivi des modalités reliées à l'échange d'information et de données spécifiés aux ANNEXES I et V, intitulées « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données à caractère non nominatif », et « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données » de la présente entente ;

5.7.1.3 sous réserve de la Loi sur la protection des renseignements personnels du Canada et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics, et sur la protection des renseignements personnels du Québec, les représentants experts peuvent convenir de modifier, d'ajouter ou de retrancher des renseignements échangés en vertu de l'ANNEXE V, intitulée « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données », de la présente entente. Ils pourront également revoir la fréquence des échanges, leurs modalités ainsi que les mesures de sécurité afférentes ;

5.7.1.4 les parties conviennent, par ailleurs, que les échanges d'information et de données prévus dans la présente entente ne remplacent ni ne modifient d'aucune manière les échanges effectués dans le cadre d'ententes déjà convenues pour d'autres fins que celles de la présente entente.

## 6.0 RESSOURCES HUMAINES

6.1 Les dispositions relatives au transfert des employés fédéraux, visés par l'entente de principe, sont définies dans l'entente de transfert des employés apparaissant à l'ANNEXE IV de la présente.



## **7.0 FINANCEMENT**

### **7.1 Établissement des montants rendus disponibles**

#### **7.1.1 Contribution pour les mesures actives d'emploi**

**7.1.1.1** Le Canada s'engage à confirmer au mois de janvier précédant l'exercice visé, le montant réel de la contribution du Canada rendue disponible pour l'exercice suivant. Le Canada fournira les données, la pondération, la méthodologie et les sources précises de chacune des variables qui ont servi à établir cette contribution, en conformité avec la lettre du 26 juin 1996 du Sous-ministre de Développement des ressources humaines Canada au Secrétaire général associé des affaires intergouvernementales canadiennes du Québec.

**7.1.1.2** Il est entendu et convenu que le Canada continuera d'offrir ses prestations d'emploi et mesures de soutien jusqu'au 31 mars 1998. Si le Québec n'était pas en mesure, le 1<sup>er</sup> avril 1998, de commencer à offrir ses mesures actives d'emploi en vertu de l'entente, le Canada convient de continuer d'offrir ses prestations d'emploi et mesures de soutien. Le Québec convient que la contribution maximale qui lui sera rendue disponible au cours des exercices visés sera ajustée en fonction des modalités décrites à la section 4.2 de l'ANNEXE III de la présente entente.

#### **7.1.2 Achats de formation**

**7.1.2.1** Conformément à la décision du Canada de cesser, à compter du 31 mars 1999, d'offrir l'aide financière pour de la formation, il est entendu et convenu de maintenir pour l'année financière 1998-1999 les dispositions relatives aux Achats de formation présentement en vigueur dans l'esprit de l'entente provisoire Canada-Québec sur certaines mesures de développement de la main-d'œuvre signée le 11 novembre 1991 et, par ailleurs, échue le 31 août 1993. Le montant de la contribution, qui sera affecté aux Achats de formation pour l'année financière 1998-1999, sera de 90,4 M\$.

**7.1.2.2** Dans le but de permettre la finalisation des plans d'action des personnes qui ont entrepris une démarche d'acquisition de compétences, le Québec devra signifier ses intentions quant aux mesures qu'il compte mettre en place et qui rencontrent les objectifs définis à l'article 3.1.3 A) v) de l'entente de principe et ce, avant le 31 mars 1999.

**7.1.2.3** Le financement alloué aux Achats de formation et le soutien financier aux participants y afférent est inclus dans la contribution annuelle rendue disponible par le Canada au Québec pour les mesures actives d'emploi pour l'année financière 1998-1999. Les montants alloués aux Achats de formation seront déduits de la contribution annuelle rendue disponible au titre des mesures actives d'emploi. Ils seront versés à la suite de réalisation d'achats de cours. S'il advenait que les montants réservés ne soient pas tous utilisés, le solde pourra être réinvesti par le Québec dans les autres mesures actives d'emploi identifiées au plan annuel conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe.

- 7.1.2.4 Les modalités établies dans le guide opérationnel d'Achats de formation, rédigé conjointement par la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM) et DRHC ont été révisées pour l'année financière visée et échangées entre les parties. Le soutien financier aux participants sera assumé par le Québec via le système Planification de l'emploi, accès direct - Phase II (PEAD II) de DRHC, selon la section 4.2 de l'ANNEXE III de la présente, et ce, jusqu'à ce que tous les participants aient complété leur cours.
- 7.1.2.5 Le montant de 90,4M\$ n'est pas assujéti aux modalités de versement de la contribution décrites à l'article 7.2.1, ni à la vérification financière selon l'article 5.5 de la présente entente, mais bien aux modalités de versement et de vérification décrites dans le guide opérationnel d'Achats de formation, mentionné ci-haut.
- 7.1.2.6 Le comité conjoint Canada-Québec d'implantation de l'entente assurera le suivi des Achats de formation en conformité avec les modalités établies dans le guide opérationnel d'Achats de formation révisé par les parties.

### 7.1.3 Contribution pour les frais d'administration

- 7.1.3.1 La contribution maximale du Canada au titre des frais liés à l'administration des mesures actives d'emploi rendue disponible au Québec pour chacune des années de l'entente de principe est augmentée à 54, 950,095 \$, compte tenu de l'augmentation du pourcentage de la valeur des avantages sociaux. Advenant que la prise en charge par le Québec ait lieu en cours d'année financière, cette contribution sera ajustée en conséquence.
- 7.1.3.2 Une offre d'emploi raisonnable sera faite par le Québec à 1 038 employés du Canada, correspondant à 1 038 équivalent temps plein (ÉTP), pour l'administration des mesures actives d'emploi, et le Québec disposera des frais d'administration pour l'équivalent de 46 postes vacants. En ce qui concerne les postes vacants, leur valeur salariale sera calculée en y appliquant la moyenne salariale de l'ensemble des postes dotés transférés et en y ajoutant les avantages sociaux correspondants. Ces postes vacants pour lesquels le Canada n'a pas d'engagement financier seront disponibles dès la prise en charge par le Québec.
- 7.1.3.3 S'il advenait que des employés du Canada refusent l'offre d'emploi raisonnable qui leur est faite par le Québec, les postes de ces employés deviendront pour le Québec des postes vacants au même niveau salarial que les postes occupés par ces employés. Cependant, tel que spécifié à l'article 7.10 de l'entente de principe, les sommes reliées à ces postes seront rendues disponibles au Québec seulement à compter du moment où le Canada se sera libéré des engagements financiers découlant de la gestion de ces postes. Dans ces cas, le Canada identifiera le montant des engagements financiers en cause et leurs échéances, en fonction de la Directive sur le réaménagement des effectifs, Partie VII - Diversification des modes d'exécution, et en déduira la somme correspondante de la valeur maximale de la contribution au titre des frais d'administration pour la ou les années financières visées.

**7.1.3.4** Tel que stipulé dans l'entente de transfert des employés, si des augmentations salariales conséquentes à une nouvelle convention collective ou à une entente ou un règlement final du différend en matière d'équité salariale sont accordées aux employés qui seront transférés au Québec après qu'une offre d'emploi ait été faite par le Québec, mais avant le transfert des employés, le Québec ajustera son offre aux employés en conséquence. Dans ce cas, le Canada ajustera sa contribution maximale de la valeur équivalente aux augmentations accordées à ces employés.

**7.1.3.5** S'il advenait que le salaire réel d'un employé au moment du transfert soit différent de celui indiqué dans la liste des employés visés dans l'entente de transfert des employés, le montant de la contribution maximale sera ajusté de la valeur équivalente.

**7.1.3.6** Si, pour un exercice donné, le Québec ne verse pas la totalité des traitements annuels prévus aux employés transférés (excluant les postes vacants), en raison de l'adoption de modifications législatives aux conditions de travail applicables, le Canada réduira sa contribution maximale liée aux frais d'administration pour l'exercice en question. Le montant qui sera déduit correspondra à la différence entre le revenu annuel fédéral des employés au moment du transfert et le traitement annuel versé par le Québec à ces derniers.

## **7.2 Mécanisme de versement de la contribution fédérale**

### **7.2.1 Mesures actives d'emploi**

**7.2.1.1** À compter du 1er avril 1998 ou de la date ultérieure à laquelle le Québec commencera à offrir ses mesures actives financées à même le Compte d'assurance-emploi par ses propres systèmes, le Canada versera des avances à valoir sur sa contribution annuelle.

**7.2.1.2** Les avances seront versées mensuellement le ou avant le premier jour du mois. Le montant de l'avance mensuelle à être émis par le Canada sera basé sur les prévisions mensuelles des débours demandés par le Québec. Le Québec convient d'utiliser pour l'exercice 1998-1999 le rythme des dépenses mensuelles suivant: avril: 20%, mai: 5%, juin: 5%, juillet: 15%, août: 5%, septembre: 5%, octobre: 10%, novembre: 5%, décembre: 5%, janvier: 15%, février: 5% et mars: 5%. Le Québec pourra en tout temps, s'il le souhaite, ajuster le rythme de ses prévisions mensuelles des débours. Dans ces cas, le Canada s'engage à émettre l'avance mensuelle au niveau du montant révisé si ce rapport ajusté est présenté 15 jours avant le 1er du mois suivant.

**7.2.1.3** Les prévisions mensuelles des débours devront, le plus possible, correspondre au rythme réel des dépenses qui seront réalisées par le Québec. Le Québec tiendra compte pour l'élaboration de ses prévisions mensuelles futures, notamment, du rythme historique des dépenses.

**7.2.1.4** Le Québec s'engage à transmettre au Canada, le 15 octobre de chaque année, le montant des dépenses cumulatives encourues au 30 septembre pour les mesures actives d'emploi financées à même le Compte d'assurance-emploi.

- 7.2.1.5 Afin d'éviter un excédent, le dernier versement (mars) sera remis à la suite de la confirmation, par le Québec, avant le 15 février de chacun des exercices financiers de son besoin en liquidité pour effectuer les paiements requis en application de la présente entente pour l'exercice financier en cours.
- 7.2.1.6 Le montant global versé sous forme d'avances mensuelles par le Canada pour un exercice financier ne pourra, en aucun cas, dépasser le montant maximal de la contribution rendue disponible au Québec et indiqué à l'ANNEXE XI de l'entente de mise en œuvre pour l'exercice financier visé.
- 7.2.1.7 Le montant global de la contribution annuelle pour les mesures actives d'emploi qui sera versé par le Canada, sous réserve du résultat de la vérification financière, correspondra aux frais encourus (dépenses effectuées dans l'année financière) par le Québec en application de la présente entente desquels seront soustraits les trop-payés recouvrés et les prêts remboursés. Toutefois, en aucun cas, le montant déboursé par le Canada n'excédera le montant confirmé à l'ANNEXE XI de l'entente de mise en œuvre pour l'exercice financier visé.
- 7.2.1.8 Le Québec s'engage à fournir des données provisoires sur l'utilisation totale annuelle de la contribution dans les cinq jours ouvrables suivant la fin de sa première période comptable additionnelle de chaque exercice financier qui vient de se terminer et à rembourser immédiatement au Canada tout excédent de versement.
- 7.2.1.9 À la suite de la vérification financière, tout excédent versé par le Canada en application de la présente entente, excluant les trop-payés établis en fonction de l'article 5.6.4 de l'entente de mise en œuvre, devra être remboursé immédiatement.
- 7.2.1.10 Le Québec s'engage à réinvestir en totalité les trop-payés recouvrés et les prêts remboursés dans les mesures actives d'emploi identifiées au plan annuel conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe.
- 7.2.1.11 Les fonds non utilisés pendant un exercice financier donné deviennent périmés.

## **7.2.2 Frais d'administration**

- 7.2.2.1 Sous réserve de l'article 7.2.2.2 de la présente, le paiement de la contribution annuelle du Canada applicable aux frais d'administration engagés par le Québec sera effectué en douze versements égaux. Le montant mensuel maximal a été établi à 4,579,175 \$.
- 7.2.2.2 En ce qui a trait aux baux qui se terminent en cours d'année, les sommes seront versées en fonction de la date effective de la fin des baux et de la période résiduelle (nombre de jours sur 365) pour l'année en cours ; le paiement sera ajouté aux frais d'administration et versé mensuellement. Pour le début d'un nouvel exercice financier, les montants des baux pris en charge par le Québec seront inclus au versement mensuel en sus de la contribution pour les frais d'administration.

7.2.2.3 Si, au 1er avril 1998, la totalité des employés du Canada ne sont pas transférés au Québec ou encore localisés dans un bureau québécois, le montant de la contribution annuelle sera révisé et les versements mensuels seront ajustés en conséquence.

7.2.2.4 À la suite du dépôt par le Québec du rapport certifié par le Vérificateur général du Québec, à la fin d'un exercice financier, tout excédent versé doit être remboursé immédiatement.

7.2.2.5 Les fonds non utilisés pendant un exercice financier deviennent périmés.

### **7.3 Identification de l'équipement et du mobilier**

7.3.1 Le Canada convient de céder au Québec le mobilier et l'équipement utilisés par chaque employé transféré, sous réserve d'un seul équipement informatique par employé visé, selon la description du mobilier type et de l'équipement apparaissant à l'ANNEXE IX.

7.3.2 Le Canada convient de fournir au Québec, l'inventaire du mobilier et de l'équipement cédés, à la signature de la présente entente, exception faite de celui de l'équipement informatique qui sera remis au plus tard le 1er janvier 1998.

7.3.3 Le Québec convient de donner au Canada un préavis de 30 jours civils, l'informant de la date effective du déménagement de chaque employé.

7.3.4 Le Québec convient qu'il devient entièrement responsable du mobilier et de l'équipement à compter de la date à laquelle l'employé sera sous sa responsabilité. Pour des fins de gestion d'inventaire, ce transfert de responsabilité devra être confirmé par une attestation signée par un représentant dûment autorisé de chacune des parties. Le Québec sera entièrement responsable des opérations de déménagement, tel que décrit à l'ANNEXE IX, et des coûts afférents.

### **7.4 Modalités relatives aux soins dentaires**

7.4.1 En référence à l'article 8 de l'entente de transfert des employés, le Canada s'engage à conclure une entente avec une tierce partie afin que les employés transférés bénéficient d'un régime de soins dentaires pour la période convenue dans l'entente de principe, et à en assumer les frais.

### **7.5 Aspects financiers liés au réaménagement des employés fédéraux**

7.5.1 Le Canada convient de compenser le Québec jusqu'à concurrence de 1 000\$ par employé fédéral transféré dans le but d'emménager ces derniers dans des locaux occupés par le Québec. Les travaux qui feront l'objet d'un remboursement seront liés directement :

7.5.1.1 au déménagement de l'équipement et du mobilier des employés transférés ;

7.5.1.2 à l'installation de matériel électrique (colonnettes) ;

7.5.1.3 au câblage informatique et téléphonique ;

7.5.1.4 à l'installation de lignes téléphoniques régulières ;

7.5.1.5 au recouvrement d'écrans acoustiques ;

7.5.1.6 à l'achat d'accessoires de raccordement ;

7.5.1.7 aux améliorations locatives ; et

7.5.1.8 à tout autre coût afférent.

7.5.2 La compensation fédérale sera versée à la suite de la relocalisation des employés. Le Québec présentera au Canada une demande de remboursement et ce dernier s'engage à verser la compensation dans les 30 jours suivant le dépôt de cette dernière. L'état de compte présenté devra préciser l'adresse où les travaux furent effectués, le nombre d'employés visés, leur provenance ainsi que les détails des coûts selon les éléments considérés ci-haut.

## **7.6 Sommes supplémentaires liées aux anciens employés**

7.6.1 Dans l'éventualité où le Conseil du Trésor du Canada mette à la disposition du ministère du Développement des ressources humaines du Canada des sommes supplémentaires reliées aux anciens employés du Canada transférés au Québec au cours des trois années suivant la signature de l'entente de principe, le Canada calculera la somme supplémentaire qui sera consentie au Québec et il augmentera le montant rendu disponible au titre des frais liés à l'administration des mesures actives d'emploi encourus par le Québec, et ce en fonction de la date effective de l'augmentation accordée. Cette somme supplémentaire sera calculée en établissant d'abord le pourcentage de l'augmentation consentie par le Conseil du Trésor du Canada sur l'ensemble de la masse budgétaire salariale du ministère du Développement des ressources humaines du Canada, et en l'appliquant par la suite au montant des salaires effectivement alloués au Québec en exécution de l'entente de principe.

## **7.7 Ressources financières associées à la fin des baux**

7.7.1 Le Canada versera au Québec une contribution au regard des coûts des loyers reliés au transfert des ressources humaines fédérales. Cette contribution sera versée au fur et à mesure que les baux en vigueur prendront fin. Au terme de la libération de tous les baux en vigueur, le Canada rendra disponible au Québec un montant évalué à quelque 3,975,889\$. Ce montant sera ajusté et ne variera qu'en fonction d'un redéploiement des employés différent de celui retenu pour les fins de la détermination du montant de la contribution pour le coût des loyers.

7.7.2 Le niveau de contribution du coût des loyers sera établi en fonction :

7.7.2.1 du taux de location (\$/M<sup>2</sup> utilisables) en vigueur incluant les taxes, les frais d'exploitation et de gestion dans chacun des points de service visés par le transfert d'employés ;

7.7.2.2 du nombre d'employés qui seront transférés dans chacun des bureaux ;

7.7.2.3 d'une allocation moyenne de 15.25 M<sup>2</sup> utilisables par employé transféré.

7.7.3 Le Canada fournira au Québec un tableau illustrant les prévisions de transfert de budget des loyers pour la durée de l'entente. Il convient également de fournir, sur une base annuelle, le coût des loyers transférés pour chacun des sites touchés.

7.7.4 Dans l'éventualité où le Québec, pour répondre à certains besoins, utiliserait les installations du Canada, le Québec devrait défrayer sa juste part des coûts d'opération.

7.7.5 Si le Canada devait renouveler un bail ou le prolonger afin de répondre aux besoins du Québec, le Canada compensera le Québec à l'expiration du bail au taux en vigueur, à la date de signature de l'entente de mise en œuvre. Toute augmentation de coûts pour le Canada sera assumée par le Québec.

7.7.6 Le Canada facilitera, lorsque c'est possible, le transfert et la sous-location de certains baux au Québec. Les modalités seront à négocier entre les parties. Lorsque le Canada sera libéré de ses obligations contractuelles, il versera au Québec la contribution des loyers selon les modalités décrites à l'article 7.2.2.2 de l'entente de mise en œuvre.

7.7.7 Les services aux usagers et les mesures actives d'emploi seront offerts dans des locaux répondant aux normes d'accessibilité du Québec relativement aux personnes handicapées.

## **7.8 Mécanisme de règlements des différends financiers**

7.8.1 Si le comité conjoint Canada-Québec pour le suivi de l'entente relative au marché du travail ne peut s'entendre, après un temps raisonnable de discussions, sur l'application des dispositions des articles 5.6, 7.1, 7.2, 7.3 et 7.8 de l'entente de principe, le litige peut alors être porté devant un comité des différends financiers.

7.8.2 Le comité des différends financiers est composé de trois membres. Le premier est choisi par les représentants du Canada siégeant au comité conjoint, le deuxième par les représentants du Québec siégeant au comité conjoint et le troisième par les deux membres choisis par le comité conjoint.

7.8.3 Le comité des différends financiers a pour mandat d'analyser le litige qui lui aura été soumis et de présenter aux sous-ministres concernés, dans les plus brefs délais, un rapport majoritaire dans lequel il fera part des recommandations précises permettant de solutionner le différend en question.

7.8.4 Nonobstant l'article 7.8.3, le comité des différends financiers ne peut faire une recommandation qui aurait pour effet de remettre en question le total des ressources allouées par le Canada au financement des programmes d'emploi à même le Compte d'assurance-emploi ou la méthodologie d'attribution de ces ressources.

7.8.5 Un comité des différends financiers n'est formé que pour la durée du mandat qui lui est confié. Après présentation du rapport majoritaire au Canada et au Québec, le comité est dissout.

7.8.6 Les parties assumeront à part égale les coûts afférents à la mise sur pied et aux travaux de chaque comité.

## **8.0 SYSTÈMES INFORMATIQUES**

### **8.1 Établissement du cadre d'utilisation de certains systèmes de DRHC**

8.1.1 Selon les modalités d'interconnexion convenues entre les deux parties, le Canada met à la disposition du Québec, dans le cadre de l'administration des mesures actives, l'accessibilité à toutes les applications de DRHC relatives au marché du travail retenues par le Québec pour servir l'ensemble de la clientèle du Québec.

8.1.2 Le Canada peut accepter, à la suite de la demande du Québec, et sous réserve de sa capacité de réalisation, d'exporter au Québec toute application ou partie d'application de DRHC relatives au marché du travail, et le Québec peut y apporter les modifications qu'il jugera nécessaires en fonction de ses propres critères. Les parties conviendront de protocoles entourant l'exportation, la documentation fonctionnelle, la programmation, les jeux d'essais ainsi que la documentation servant à la formation des utilisateurs.

## **8.2 Établissement des mécanismes systémiques pour les échanges d'informations entre les deux gouvernements**

8.2.1 L'accès interactif à des données contenues dans les banques de l'autre partie s'effectue, en fonction des besoins opérationnels, et par le biais de modalités à convenir à la suite des évaluations respectives des deux parties. Ces modalités comprendront, notamment, les aspects relatifs à la responsabilité du développement, de l'administration et de l'évolution des accès interactifs, de même qu'à l'intégrité et à la protection des données.

8.2.2 Pour les transferts de renseignements en différé, les parties conviennent qu'ils seront effectués par liens téléinformatiques que le Canada et le Québec vont établir et maintenir selon des modalités d'interconnexion convenues.

## **8.3 Établissement des mécanismes technologiques d'interconnexion**

8.3.1 Le Canada est responsable d'établir et de gérer l'interconnexion de son réseau avec celui du Québec jusqu'à l'entrée au réseau privé gouvernemental québécois. Les mécanismes d'interconnexion mis en place par les deux parties sont gérés par chacune des parties respectives.

8.3.2 Chaque partie est responsable de fournir les informations et outils nécessaires pour permettre à l'autre partie d'accéder à ses infrastructures et systèmes informatiques selon les mécanismes de gestion convenus à l'article 8.4.2 de la présente (ex.: les cartes de sécurité, les mécanismes d'encryption, les adresses réseau des composantes, etc.). À la date de la prise en charge par le Québec, les outils fournis par le Canada seront fonction des engagements prévus à l'article 7.13 de l'entente de principe. À compter de cette date, les parties pourront échanger sur les possibilités d'élargissement de l'utilisation de ces outils.

8.3.3 Le Canada et le Québec favoriseront l'utilisation du courrier électronique pour faciliter les échanges entre le personnel des deux parties et chacune des parties assumera les coûts de cette utilisation.

## **8.4 Établissement des mécanismes de gestion des systèmes informatiques**

### **8.4.1 Coordination et planification de la mise en œuvre**

8.4.1.1 Aussitôt après la signature de l'entente de mise en œuvre, le comité conjoint Canada-Québec d'implantation désignera des représentants experts dont le mandat sera de réaliser, sous sa responsabilité, la mise en œuvre des systèmes informatiques, en conformité avec les dispositions de la présente.

8.4.1.2 Au terme des travaux du comité conjoint Canada-Québec d'implantation, ces représentants experts poursuivront leurs travaux dans le cadre du comité conjoint Canada-Québec pour le suivi de l'entente.

8.4.1.3 Les parties conviendront des modalités techniques visant entre autres l'utilisation d'outils de gestion pour, de part et d'autre, définir les services, le soutien technique et les modalités pour assurer le mode opérationnel des équipements informatiques qui sont dans les locaux respectifs des parties, viser l'atteinte des niveaux de service et respecter les exigences des politiques de sécurité et les particularités relatives à la gestion des services. Ces modalités couvriront, notamment, les éléments suivants :



- 8.4.1.3.1 partage des responsabilités en matière de connexité ;
- 8.4.1.3.2 horaire de prestation des services et du soutien ;
- 8.4.1.3.3 gestion des problèmes ;
- 8.4.1.3.4 gestion des changements ;
- 8.4.1.3.5 courrier électronique ;
- 8.4.1.3.6 formation ;
- 8.4.1.3.7 gestion de la sécurité ;
- 8.4.1.3.8 rendement des services ;
- 8.4.1.3.9 soutien technique ;
- 8.4.1.3.10 entretien et installation des équipements informatiques qui sont dans les locaux respectifs des parties.

8.4.1.4 Les parties s'engagent à respecter les contraintes et la capacité de production des parties respectives, sauf en cas de difficultés techniques ou de forces majeures hors de leur contrôle, comme une panne de réseau ou un conflit de travail.

#### 8.4.2 Évolution des applications et des technologies

8.4.2.1 Le Canada et le Québec s'engagent à aviser l'autre partie, dans un délai raisonnable, de tout changement ayant des impacts sur les procédés techniques de communication, sur les procédures d'accès aux banques de données et sur les systèmes. Les deux parties conviennent de participer aux essais de compatibilité lors de modifications à ces procédés et ces procédures.

8.4.2.2 Le Québec pourra demander des améliorations aux applications de DRHC utilisées par le Québec. Ces demandes seront prises en considération dans le processus d'établissement des priorités du Canada. Ce libellé ne limite en rien les développements requis par les deux parties pour assurer les échanges entre les deux organisations.

8.4.2.3 Le Canada s'engage à informer le Québec, en fonction des modalités convenues entre les parties, de toute nouvelle application ou version d'application du Canada pertinente à la présente entente.

### 9.0 INFORMATION AU PUBLIC

9.1 Le Canada et le Québec conviennent de l'importance que le public soit informé de leurs rôles respectifs, notamment, de la contribution financière du Canada et de la responsabilité du Québec en matière de mesures actives d'emploi. Dans ce contexte, les parties s'engagent à :

9.1.1 inscrire clairement le libellé formulé ci-dessous dans les produits de communication destinés aux usagers de l'assurance-emploi incluant les dépliants et les brochures :

«En vertu de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, le Québec est responsable des mesures actives d'emploi dont bénéficient les participants de l'assurance-emploi ainsi que de certaines fonctions du service national de placement auxquelles peuvent avoir recours les usagers de l'assurance-emploi. Ces mesures et fonctions sont financées par le Compte d'assurance-emploi dont le Canada est responsable».

- 9.1.2 informer de façon appropriée les usagers de l'assurance-emploi, des rôles respectifs des gouvernements et ce, dans les bureaux où sont offerts les programmes, mesures et services visés par l'entente. Les parties conviennent d'utiliser à cette fin le libellé de l'article 9.1.1 ;
- 9.1.3 inscrire clairement dans les rapports des ministères et agences des deux gouvernements concernés par la présente, leurs rôles respectifs en utilisant le libellé de l'article 9.1.1 ;
- 9.1.4 informer, dès leur admission, les participants de l'assurance-emploi bénéficiant d'une mesure active d'emploi de la provenance du financement en leur faisant parvenir un avis écrit en utilisant le libellé suivant :  
  
«La mesure active d'emploi dont vous bénéficiez est sous la responsabilité du gouvernement du Québec. Le financement de cette mesure et l'aide financière qui vous y est fournie proviennent du Compte d'assurance-emploi dont le gouvernement du Canada est responsable».
- 9.1.5 s'échanger de l'information sur les meilleures pratiques en matière d'information au public et ce, par le biais du comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail ;
- 9.1.6 s'informer mutuellement de leurs initiatives d'information publique quant aux objets de l'entente relative au marché du travail et le faire suffisamment à l'avance pour permettre à l'autre partie de faire part de sa réaction ;
- 9.1.7 confier le suivi des modalités relatives à l'information au public, définies dans la présente, au comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail.

## 10.0 MÉCANISMES CONJOINTS

- 10.1 Les parties s'entendent pour mettre en place deux comités conjoints dont la composition, les modalités de fonctionnement et le mandat sont définis à l'ANNEXE X :
  - 10.1.1 un comité conjoint Canada-Québec d'implantation de l'entente relative au marché du travail pour la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, pour la transition et pour la période de rodage, telles que définies à l'article 2.2.3 de la présente;
  - 10.1.2 un comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail.

## 11.0 RECHERCHE ET INNOVATION

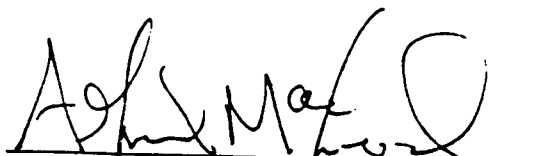
- 11.1 Conformément à l'article 2.3 de l'entente de principe, la collaboration souhaitée se traduira par un engagement du Canada à prendre en considération les besoins du Québec lorsque le Canada initiera une recherche ou une enquête pancanadienne dans le cadre de la mesure de soutien au service national de placement appelée Recherche et Innovation.
- 11.2 Les projets expérimentaux, initiés et financés par le Canada sur le territoire du Québec, au titre de la mesure Recherche et Innovation, feront l'objet d'une entente entre les parties. Lors du déroulement de tels projets expérimentaux, les parties conviennent que l'évaluation, le cas échéant, sera conduite dans l'esprit des articles 5.3 et 5.4 de la présente entente.

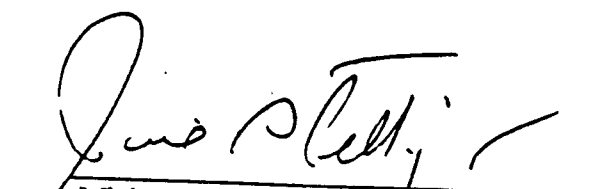
- 11.3 A la demande du Québec, le Canada s'engage à collaborer aux activités de Recherche et Innovation correspondant à l'article 3.1.3 B) iii) de l'entente de principe, notamment, en facilitant au Québec l'accès à toute information pertinente disponible.
- 11.4 Le Canada et le Québec échangeront les résultats de leurs études et de leurs enquêtes relatifs aux activités de Recherche et Innovation décrites aux articles précédents.
- 11.5 Le comité conjoint de suivi de l'entente sera le lieu d'exercice de la collaboration en matière de Recherche et Innovation.

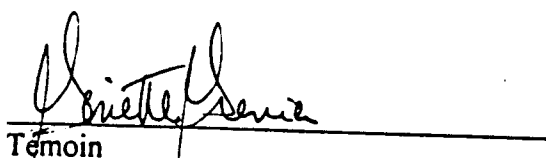
## 12.0 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

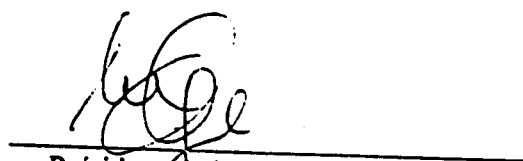
- 12.1 La présente peut être amendée ou résiliée moyennant le consentement mutuel des parties, signifié par écrit, et cette modification ou résiliation s'appliquera à la date convenue entre les parties.
- 12.2 Le Canada prendra les mesures appropriées pour autoriser le ministre de l'Emploi et de la Solidarité du Québec à désigner les personnes qui pourront diriger des prestataires actifs d'assurance-emploi vers certaines des mesures actives d'emploi prévues à l'article 3.1.3 de l'entente de principe. Ceci permettra de libérer ces prestataires actifs, de l'obligation de faire la preuve qu'ils sont en chômage, capables de travailler et disponibles à cette fin, pour maintenir leur admissibilité aux prestations d'assurance-emploi.
- 12.3 Les parties favoriseront dans la mesure du possible, au fur et à mesure de l'échéance de leurs baux respectifs, un rapprochement géographique entre les centres locaux d'emploi (CLE) et les centres des ressources humaines Canada (CRHC).
- 12.4 Les parties conviennent que la prise en charge par le Québec s'effectuera le 1<sup>er</sup> avril 1998. Toutefois, si des difficultés majeures surgissaient au plan des systèmes informatiques, les parties conviennent de discuter, dans le cadre du comité conjoint Canada-Québec d'implantation, des mesures à prendre et d'en évaluer les conséquences.
- 12.5 Les parties conviennent que le comité conjoint de suivi de l'entente relative au marché du travail aura le mandat d'examiner des scénarios de cohabitation et de faire rapport à leurs autorités respectives au cours des douze mois suivant la signature de l'entente de mise en œuvre.
- 12.6 Les annexes à la présente entente en font partie intégrante.

Cette entente a été signée au nom du Canada, ce 28 jour de novembre 1997.

  
Témoin

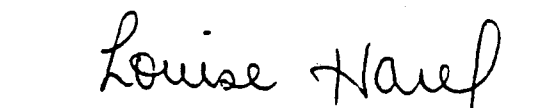
  
Ministre du Développement des  
ressources humaines

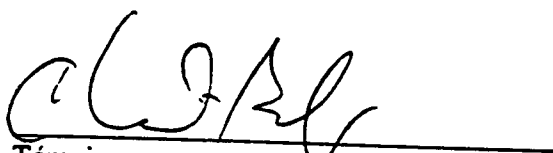
  
Témoin

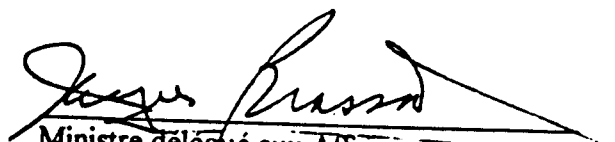
  
Président de la Commission de  
l'assurance-emploi du Canada

Cette entente a été signée au nom du Québec, ce 25 jour de novembre 1997.

  
Témoin

  
Ministre d'État de l'Emploi et de la  
Solidarité et Ministre de l'Emploi et de la  
Solidarité

  
Témoin

  
Ministre délégué aux Affaires  
intergouvernementales canadiennes

## LISTE DES ANNEXES

- I** Dispositions relatives à l'échange d'information et de données à caractère non nominatif
- II** Nature des mesures et services offerts dans le cadre de l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail
- III** Mécanismes de mise en œuvre
- IV** Entente de transfert d'employés dans le cadre de l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail
- V** Dispositions relatives à l'échange d'information et de données
- VI** Arrangement pour l'administration des contrats conclus par le Canada visant le versement de l'aide financière à des participants de l'assurance-emploi
- VII** Arrangements pour l'administration des accords conclus par le Canada visant le versement d'une contribution aux organismes dans le cadre de prestations d'emploi et mesures de soutien
- VIII** Résultats de l'exercice financier 19XX-19XX
- IX** Description du mobilier et de l'équipement
- X** Dispositions relatives aux comités conjoints
- XI** Annexe annuelle

## ANNEXE I

### DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉCHANGE D'INFORMATION ET DE DONNÉES À CARACTÈRE NON NOMINATIF

#### 1.0 Objet

- 1.1 Les parties reconnaissent que des renseignements, données ou autres informations à caractère non nominatif pourront être échangés pour l'application efficace de l'entente, notamment, à des fins opérationnelles, à des fins d'analyses ou d'études ou encore à des fins administratives. La présente annexe a pour but de fournir des précisions à cet effet.

#### 2.0 Amélioration du système pancanadien d'information sur le marché du travail

- 2.1 Pour supporter la mobilité interprovinciale et alimenter les processus d'analyse du marché du travail du Canada, le Québec convient de transmettre de façon continue au système pancanadien d'information sur le marché du travail les offres d'emploi et les données sur l'offre et la demande. Cette transmission s'effectuera en accès direct pour alimenter le SNSE et le guichet emploi Internet.
- 2.2 De plus, l'information fournie par le Québec pour alimenter le système pancanadien devra inclure, notamment, les composantes suivantes provenant du SNSE ou d'un système compatible développé par le Québec pour chargement dans le Système national de l'information sur le marché du travail (SNIMT) :
  - 2.2.1 les données de base sur les employeurs, dont le nom, l'adresse, le code de la Classification type des industries (CTI) et, lorsque disponibles les données concernant le nombre d'employés, la structure professionnelle, les périodes d'activité, la présence d'un syndicat, les aménagements spéciaux pour les personnes handicapées, l'équité en matière d'emploi et le recours aux travailleurs étrangers ;
  - 2.2.2 les caractéristiques des postes vacants, incluant les salaires, les conditions de travail, le code de la Classification nationale des professions (CNP), les exigences d'emploi, l'expérience et la scolarité;
  - 2.2.3 la liste des professions en demande.

#### 3.0 Informations relatives aux territoires géographiques et administratifs

- 3.1 Pour permettre aux employés des deux parties de bien référer les usagers aux différents points de services susceptibles de partager un même territoire géographique, les deux parties conviennent de s'échanger régulièrement leurs aires de service en vigueur ; ainsi, par le truchement des codes postaux il est possible de référer un usager, selon son lieu de résidence, aux points de services appropriés selon les besoins déterminés. Cette information simple est couramment inscrite dans les dossiers des usagers des deux parties et permet une description informatisée, facilement mise à jour, des territoires des points de services.

#### **4.0 Informations pour des fins d'études et d'analyses**

- 4.1 Les deux parties reconnaissent qu'elles peuvent avoir, en lien avec leurs activités dans le domaine du marché du travail et les résultats à court, moyen et long termes, des stratégies et des intérêts particuliers en matière d'analyse et qu'elles peuvent mener des travaux chacune de leur côté. À l'appui de ces intérêts et puisqu'elles ont convenu, en vertu de l'article 5.7.1 de l'entente de principe, d'échanger régulièrement des informations et des données dans ce domaine, les parties acceptent de rendre accessible à l'une ou à l'autre l'information dénominalisée requise à des fins de planification, d'analyse ou d'évaluation ainsi que les résultats de ces travaux.
- 4.2 Ces données pourraient avoir la forme de séries chronologiques, de jumelage de fichiers dénominalisés, de tableaux ou autres et pourraient viser autant les prestataires actifs que les participants à des mesures ou des prestataires de la sécurité du revenu.
- 4.3 Afin d'éviter toute possibilité d'associer des données à un individu et ainsi conserver le caractère confidentiel des renseignements personnels, les deux parties s'engagent à ne pas transmettre de données, sur une base territoriale ou toute autre base, qui compteraient moins de dix individus.

#### **5.0 Validation et sources des informations et des données**

- 5.1 Le Canada et le Québec conviennent que toute publication ou diffusion de rapports, études ou autres documents produits à partir de données provenant de l'autre partie, devra être validée au préalable par la partie d'où proviennent les données ou informations et devra recevoir son approbation si de tels rapports ou publications sont destinés au public.
- 5.2 Lorsque l'une des parties utilisera des informations ou des données provenant de l'autre partie, elle devra citer la provenance des renseignements.

## ANNEXE II

### NATURE DES MESURES ET SERVICES OFFERTS DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE PRINCIPES CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

#### 1.0 Le service de placement du Québec

1.1 Le Québec est responsable d'offrir un service de placement qui comprend les fonctions suivantes :

- le traitement de l'offre et de la demande ;
- l'information sur le marché du travail.

#### 1.2 Le traitement de l'offre et de la demande

1.2.1 Le service de placement du Québec traite les demandes et les offres d'emplois qui lui sont acheminées. Ce service public de placement vise à favoriser l'accès équitable aux occasions d'emplois et constitue un moyen efficace de promouvoir la répartition optimale des ressources humaines. Pour le demandeur d'emploi, le service facilite grandement ses démarches dans le but de trouver un emploi correspondant à ses qualifications et à ses vœux. Pour l'employeur, le service lui fait connaître des travailleurs qualifiés pour remplir les postes vacants dans son entreprise. Le service de placement du Québec inclut :

- l'inscription et la mise à jour des offres d'emploi des employeurs ;
- l'accès aux offres d'emploi disponibles.

#### 1.3 L'information sur le marché du travail

1.3.1 L'information sur le marché du travail comprend de nombreux champs, dont : les tendances, enjeux et priorités du marché du travail ; les caractéristiques de la population active ; l'information sur l'éducation, la formation et les établissements de formation ; les données et analyses sur l'intégration des finissants ; l'analyse de la conjoncture économique et du marché du travail ; les caractéristiques des entreprises ; les analyses et connaissances des secteurs d'activité économique et des métiers et professions et les profils socio-économiques. L'information sur le marché du travail contribue grandement à améliorer le fonctionnement du marché du travail, notamment, en mettant à la disposition de la main-d'œuvre et des entreprises, les renseignements nécessaires pour favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre.

#### 2.0 Le reclassement

2.1 Le reclassement consiste à supporter les entreprises, les travailleurs et les associations les représentant dans la mise sur pied de comités de reclassement et la mise en œuvre de mesures adaptées pour faciliter le réemploi des travailleurs licenciés collectivement.

#### 3.0 La préparation à l'emploi

3.1 La préparation à l'emploi comprend l'ensemble des mesures préalables à l'insertion et la réinsertion professionnelle par le biais, notamment, d'activités menant à la formation et à l'emploi, d'activités de formation générale et de formation professionnelle initiales, d'activités touchant l'information scolaire et professionnelle, l'évaluation et la reconnaissance des compétences, le counselling d'emploi et l'orientation professionnelle et le régime d'apprentissage.



### **3.2 La préparation à l'emploi comprend, notamment :**

- l'identification, parmi les demandeurs, des prestataires actifs afin de leur donner accès rapidement aux mesures d'emploi ;
- la détermination des besoins de services de la clientèle ;
- l'aide requise pour l'élaboration d'un parcours individualisé visant une réintégration en emploi rapide pouvant inclure, entre autres, des activités de counselling d'emploi, d'orientation, d'acquisition de compétences professionnelles ou de méthodes de recherche d'emploi, ou toute autre activité assurant l'atteinte des objectifs établis ;
- le suivi du plan d'action pour assurer le succès.

## **4.0 L'insertion en emploi**

- 4.1 L'insertion en emploi comprend l'ensemble des mesures visant à intégrer ou réintégrer en emploi les chômeurs, dont les aides à l'employabilité, les clubs de recherche d'emploi, les entreprises d'insertion, les entreprises d'entraînement, les plateaux de travail, les corporations intermédiaires de travail, les subventions salariales à l'embauche, les aides à la mobilité, etc.

## **5.0 Le maintien en emploi**

- 5.1 Le maintien en emploi comprend l'ensemble des mesures visant à garder les personnes en emploi et à protéger les emplois existants. Le maintien en emploi dans les milieux de travail utilise différentes mesures, dont : l'aide conseil et technique en gestion des ressources humaines, l'aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT), le support aux comités de main-d'œuvre, etc.

## **6.0 La stabilisation de l'emploi**

- 6.1 La stabilisation de l'emploi comprend l'ensemble des mesures à caractère conjoncturel ou saisonnier destinées à maintenir le niveau de l'emploi ou à allonger la durée de l'emploi saisonnier, à temps partiel ou atypique.

## **7.0 La création directe d'emploi**

- 7.1 Le développement de l'emploi vise l'émergence et la consolidation de conditions propices à la stimulation de la création d'emplois sur le marché du travail. Cela comprend, notamment :
- la mobilisation et la participation des individus et des partenaires du marché du travail ;
  - la promotion de la main-d'œuvre ;
  - l'élargissement de la culture du travail ;
  - le soutien au développement de compétences entrepreneuriales ;
  - l'innovation et le développement d'outils d'intervention et de gestion visant le marché du travail.

## ANNEXE III

## MÉCANISMES DE MISE EN OEUVRE

- 1.0 Le calendrier d'implantation des points de services et de relocalisation des employés transférés**
- 1.1 Le plan général de déploiement**
- 1.1.1 Le Canada et le Québec s'entendent que le plan général de déploiement des effectifs respectera la stratégie suivante :**
- 1.1.1.1** le déploiement des effectifs débutera dans différents sites au moment de la prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi et du service national de placement et s'effectuera graduellement selon un calendrier de déploiement préparé par le Québec et ses régions administratives. Une copie de ce calendrier sera remise au Canada dans les meilleurs délais ou au plus tard le 1er mars 1998. À partir de la date de la prise en charge par le Québec, quel que soit leur lieu de travail, les employés traiteront les nouveaux dossiers d'emploi à l'aide des systèmes du Québec et des systèmes de DRHC, tel que convenu entre les parties ;
  - 1.1.1.2** une offre d'emploi sera transmise à chacun des employés transférés de DRHC selon les modalités prévues à l'entente de transfert des employés (ETE) qui apparaît à l'ANNEXE IV. L'offre d'emploi indiquera le lieu de travail au Québec et mentionnera qu'un avis écrit, préparé par le Québec et précisant la date de localisation dans un bureau québécois, leur sera transmis au plus tard un mois avant cette date ;
  - 1.1.1.3** le déploiement des effectifs devra être complété six mois après la date de la prise en charge par le Québec. Les situations problématiques en cours ou non réglées au 30 septembre 1998, notamment en raison des coûts ou des délais d'appel d'offre, devront faire l'objet d'arrangements entre les deux parties ;
  - 1.1.1.4** le plan général de déploiement proposé s'applique dans l'hypothèse d'une prise en charge par le Québec le 1er avril 1998. Advenant que la prise en charge soit retardée, les dates et les délais convenus pour le plan général de déploiement seront reportés d'autant.
- 1.2 Le transfert et le déploiement des effectifs**
- 1.2.1 Le Canada et le Québec s'entendent pour que le déploiement dans les locaux du Québec des effectifs provenant de DRHC se fasse conformément au plan général prévu à l'article 1.1 de la présente ANNEXE, tout en assurant la continuité dans la prestation des services aux usagers des organisations concernées, le respect des compétences et de l'expertise des ressources humaines et la capacité d'accueil du Québec des ressources humaines et matérielles transférées.**
- 1.2.2 Les parties s'entendent à l'effet que le déploiement dans les locaux du Québec de ces employés se fasse selon les principes directeurs suivants :**
- 1.2.2.1** l'offre d'emploi faite à l'employé de DRHC doit lui assurer un poste à moins de 40 km de son lieu de travail au moment de l'offre d'emploi ;

- 1.2.2.2 en tenant compte des problématiques spécifiques à chaque situation locale ou régionale, l'affectation et le déploiement des employés viseront à éviter, dans la mesure du possible, des déménagements multiples pour le personnel déployé ;
- 1.2.2.3 règle générale, l'affectation et le déploiement des ressources humaines transférées se feront vers des points de services locaux ;
- 1.2.2.4 les approches de déploiement pourront varier d'un endroit à l'autre. L'asymétrie est possible selon le contexte propre à chaque environnement local et régional.
- 1.2.3 Le Québec mettra en place un processus d'accueil des ressources humaines transférées prévoyant, notamment, la diffusion d'information sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité du Québec, sur les orientations des programmes et sur les procédures et directives opérationnelles. Ce processus, amorcé par des activités convenues entre les deux parties, préalablement au transfert des effectifs, se poursuivra par la suite, selon la planification retenue par le Québec.
- 1.2.4 Un processus de formation sera amorcé préalablement au transfert des ressources humaines de DRHC et ce, par des activités convenues entre les deux parties. A cet effet, la planification des activités de formation sera préparée conjointement et tiendra compte des besoins du service des organismes concernés, des caractéristiques locales et de la nécessité d'assurer la continuité du service.
- 1.2.5 Le Canada et le Québec reconnaissent que, dans leurs réseaux de services actuels, il existe des baux et des engagements contractuels qui doivent être pris en considération dans le processus décisionnel et la planification du déploiement des effectifs.
- 1.2.6 Le Canada s'engage à respecter, dans la mesure du possible, la configuration des points de services de DRHC qui seront identifiés au plan de déploiement, et ce, jusqu'à ce que le déploiement des effectifs soit complété.
- 1.2.7 Le mobilier et l'équipement informatique des employés fédéraux transférés demeureront à leur disposition jusqu'à leur déploiement.
- 1.2.8 Le Québec s'engage à fournir à chaque employé transféré un espace, l'équipement informatique et un aménagement conformes aux règles reconnues et adaptées au contexte de travail.
- 1.2.9 Le comité conjoint Canada-Québec d'implantation assurera le suivi du transfert et du déploiement des effectifs.

## **2.0 Modalités de fonctionnement**

- 2.1 Des mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et les services d'assurance-emploi du Canada, répondant aux besoins d'efficience et d'efficacité des deux parties, doivent être mis en place pour maintenir la qualité des services aux usagers. Ces mécanismes d'interrelation seront convenus d'ici le 1er avril 1998 par le comité conjoint d'implantation de l'entente relative au marché du travail.

- 2.2 Lorsque des employés transférés seront localisés temporairement dans des locaux du Canada, les représentants régionaux et locaux du Canada et du Québec conviendront des modalités relatives à cette localisation, selon un pro forma convenu au comité conjoint Canada-Québec d'implantation, de façon à répondre aux besoins et nécessités du service, notamment, en ce qui concerne les locaux, les équipements bureautiques, la téléphonie, les formulaires. Les employés localisés temporairement dans des locaux du Canada seront sous la supervision d'un gestionnaire désigné par le Québec.
- 2.3 Le Québec déterminera, en collaboration avec le Canada, les modalités opérationnelles de référence des prestataires d'assurance-emploi aux points de services du Québec. Ces modalités devront inclure, notamment, la description des territoires des points de service, permettant de diriger le prestataire au point de service approprié au regard des services qu'il requiert (voir article 3.0 de l'ANNEXE I - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données à caractère non nominatif »). Ces modalités opérationnelles seront convenues d'ici le 1er avril 1998 par le comité conjoint d'implantation de l'entente relative au marché du travail.
- 2.4 Le Québec, une fois informé par le Canada des références faites, lui fournira l'information de suivi nécessaire pour les fins de l'admissibilité à la Partie I de l'assurance-emploi (voir article 2.4 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données »).
- 2.5 Le Canada doit assurer au Québec l'accès informatique aux données historiques concernant l'admissibilité des participants aux prestations d'emploi financées par le Compte d'assurance-emploi, les interventions réalisées précédemment par les employés du Canada dans le cadre de l'administration régulière de mesures actives et la sélection stratégique des usagers de l'assurance-emploi aux mesures de soutien au SNP (voir les articles 2.1 et 2.3 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données »).
- 2.6 Lors de la prise en charge par le Québec, celui-ci sera responsable d'aviser chacun des usagers, ayant à DRHC un dossier emploi actif comportant un plan d'action, du nouveau contexte et des nouvelles modalités administratives de fonctionnement. A cette fin, le Canada fournira au Québec sous la forme de fichiers informatisés, l'information pertinente relative aux usagers concernés (voir article 2.3.5 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données »).
- 2.7 Dans la perspective de la continuité de services aux usagers, le Canada et le Québec conviennent de la nécessité d'un transfert, dans les systèmes du Québec, de données consignées aux dossiers de DRHC sur les personnes pour lesquelles un processus d'intervention est en cours au moment de la prise en charge par le Québec (voir article 2.3 de l'ANNEXE V - « Dispositions relatives à l'échange d'information et de données »).
- 2.8 Durant la période de déploiement, le Canada et le Québec conviennent de mettre en place un processus de communication continu entre unités administratives locales et régionales pour assurer le suivi des problématiques opérationnelles relatives au déploiement et aux interrelations, liées notamment, à la référence des usagers, à l'accès et à l'utilisation des systèmes fédéraux.

### 3.0 Période préparatoire à la prise en charge par le Québec

3.1 Le Québec devient responsable des orientations et des politiques relatives aux mesures actives d'emploi au moment où il en prend charge. Avant cette prise en charge, DRHC demeure responsable de ses orientations et politiques.

3.2 Afin de faciliter la prise en charge par le Québec et après la signature de l'entente, le Canada s'engage à :

3.2.1 fournir au Québec en lien avec ses responsabilités la liste des outils de travail utilisés par DRHC, lesquels peuvent se présenter sous forme papier et/ou électronique. Sous réserve des dispositions prévues à la section 8.0 de la présente entente, le Canada rendra disponibles au Québec les outils que ce dernier choisira d'utiliser. Toutefois, s'il advenait que les coûts engendrés par cet exercice s'avéraient excessifs, les parties conviendront d'une solution appropriée ;

3.2.2 fournir trimestriellement, jusqu'à la prise en charge par le Québec, un portrait des engagements (financiers et autres) qui s'appliquent au-delà de la date d'entrée en vigueur de la présente entente. Ce portrait devrait inclure des données sur les engagements financiers et sur le nombre de participants, par mesure, sur le nombre de plans d'action pour lesquels un suivi est prévu ainsi que la liste des ententes avec des organismes externes partenaires de DRHC dans la prestation de services dont la fin est prévue après la date de prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi et des fonctions du SNP. Cette liste devrait préciser le nom de l'organisme, la prestation d'emploi ou la mesure de soutien au SNP visée ainsi que la date de fin prévue des ententes. Les arrangements concernant l'administration des accords et des contrats dont la fin est prévue après la date de prise en charge par le Québec sont prévus aux articles 4.2 et 4.3 de la présente annexe;

3.2.3 tenir compte dans la mesure du possible de tout document d'orientation fourni par le Québec relativement à la prestation de services aux participants à des mesures actives d'emploi;

3.2.4 collaborer avec le Québec au développement des processus opérationnels pour assurer la continuité du service aux clients.

3.3 Le Québec s'engage à :

3.3.1 transmettre, le plus rapidement possible à DRHC, les orientations relatives à la prestation de services, notamment, celles ayant trait à l'organisation du service de placement du Québec, aux mesures actives que le Québec entend mettre en place, au traitement des individus engagés dans une mesure active, au recours aux organismes externes dans la prestation de services et aux allocations aux participants à des mesures actives d'emploi ;

3.3.2 recourir à l'expertise du personnel de DRHC pour l'élaboration des orientations et des processus opérationnels reliés à la prestation de services;

- 3.3.3 le Canada et le Québec s'engagent à mandater leurs représentants locaux pour se rencontrer après la signature de l'entente. Lors de ces rencontres, les représentants locaux de DRHC présenteront le portrait des ententes avec des organismes externes à être renouvelées et recueilleront l'avis des représentants du Québec sur le renouvellement de ces ententes et des conditions qui y sont rattachées. Les représentants locaux de DRHC présenteront aussi les outils de gestion locaux reliés à la prestation de services aux participants et pourront, à la demande des représentants locaux du Québec, les rendre disponibles au Québec. Ils pourront aborder tout autre sujet convenu entre eux afin de faciliter la continuité de service et le suivi des problématiques opérationnelles;
- 3.3.4 le suivi des modalités d'application de cette section est confié au comité conjoint Canada-Québec d'implantation de l'entente de principe.

#### **4.0 Continuité du service**

##### **4.1 Plans d'action individuels en cours**

- 4.1.1 Le Canada et le Québec conviennent que les personnes engagées dans une mesure active, au moment de la prise en charge par le Québec, pourront compléter la mesure entreprise aux conditions prévues par DRHC. Le Québec se réserve le droit de réévaluer le plan d'action convenu avec ces personnes au moment de la fin de leur participation à cette mesure.

##### **4.2 Arrangement pour l'administration des contrats conclus par le Canada visant le versement de l'aide financière à des participants de l'assurance-emploi**

- 4.2.1 Le Québec désire prendre en charge la responsabilité de toute l'administration des contrats conclus par la Commission de l'assurance-emploi du Canada (la Commission) avec des participants de l'assurance-emploi, avant la date de prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi, pour le versement d'aide financière dans le cadre des prestations d'emploi mises sur pied par la Commission et ce, jusqu'à ce que toutes les obligations prévues à ces contrats aient été satisfaites. Cet arrangement entrera en vigueur le 1er avril 1998 ou à une date postérieure de prise en charge déterminée par les parties.
- 4.2.2 Par ailleurs, à compter de cette même date, les employés du Canada qui administraient ces contrats pour le compte de la Commission deviendront des employés du Québec.
- 4.2.3 Le Canada informera le Québec des engagements approuvés par le Canada dans le cadre de ces contrats et le montant de la contribution rendu disponible par le Canada pour les frais liés aux mesures actives pour les exercices concernés en sera réduit d'autant. Si les paiements étaient inférieurs aux engagements, le Canada remettra au Québec le solde afin qu'il puisse le réinvestir dans les mesures actives d'emploi identifiées au plan annuel conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe.
- 4.2.4 Les deux parties s'entendent donc sur l'intérêt de conclure un arrangement pour l'administration de ces contrats et le paiement par le Québec des montants dus aux participants en vertu des contrats conclus par le Canada. Les modalités de cet arrangement sont décrites à l'ANNEXE VI.

**4.3 Arrangement pour l'administration des accords conclus par le Canada visant le versement d'une contribution aux organismes dans le cadre des prestations d'emploi et des mesures de soutien**

- 4.3.1 En ce qui a trait aux accords conclus ou engagements pris par la Commission avec des organismes, avant la prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi, pour mettre en œuvre une prestation d'emploi ou une mesure de soutien, le Canada informera le Québec des engagements approuvés par le Canada dans le cadre de ces accords. Le montant de la contribution rendu disponible par le Canada pour les frais liés aux mesures actives pour les exercices concernés en sera réduit d'autant. Si les paiements étaient inférieurs aux engagements, le Canada remettra au Québec le solde afin qu'il puisse le réinvestir dans les mesures actives d'emploi identifiées au plan annuel, conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente de principe.
- 4.3.2 Le Québec administrera ces accords en accédant aux systèmes en cause de DRHC, soit le système PEAD I (Planification de l'emploi, accès direct - Phase I) et le SIF (Système d'information financière) pour les centres de responsabilités du Québec et effectuera les entrées requises dans ces systèmes pour assurer le maintien par la Commission du paiement aux organismes.
- 4.3.3 Si un changement prévu au chapitre des modalités et conditions des accords intervenus entre le Canada et l'organisme est requis, le Québec modifiera le contrat en conséquence. DRHC fournira au Québec, au plus tard à la date de la prise en charge par le Québec, une copie de ces modalités et conditions.
- 4.3.4 Le Québec fera connaître à DRHC, 15 jours avant la date de sa prise en charge des mesures actives d'emploi, le nom des personnes autorisées à modifier les accords conclus par DRHC et à autoriser les changements qui peuvent en découler aux paiements périodiques. Le Québec informera également DRHC du nom de toute personne qui cesse d'exercer cette fonction dans les trois jours précédant cet événement.
- 4.3.5 DRHC s'engage à traiter les accords dont la date de fin est postérieure au 31 mars 1998 selon les modalités décrites à l'ANNEXE VII.
- 4.3.6 Le comité conjoint Canada-Québec d'implantation assurera le suivi de ces arrangements de manière à assurer une transition harmonieuse pour les participants et les organismes.

**5.0 Liens informatiques entre les deux parties pour assurer la continuité des opérations et l'accessibilité de l'information requise**

- 5.1 Le Canada et le Québec détermineront les mécanismes d'interconnexion convenus à l'article 7.13 de l'entente de principe, qui leur permettront d'accéder aux systèmes des deux parties.
- 5.2 Pour faciliter le développement des mécanismes d'interconnexion, le Québec s'engage à faire tout son possible pour fournir au Canada les informations mentionnées ci-après, soit :
- 5.2.1 à la signature de la présente entente :
- les types d'équipement utilisé (micros ou terminaux ou combinaison des deux);
  - les types de liens existants entre ces équipements et l'ordinateur central du Québec.

5.2.2 au plus tard le 30 novembre 1997 :

- les lieux géographiques des bureaux.

5.2.3 au plus tard le 31 décembre 1997 :

- les adresses civiques des bureaux.

- 5.3 De son côté, le Canada s'engage à faire tout son possible pour établir les interconnexions convenues à l'article 7.13 de l'entente de principe, pour le 1er avril 1998.
- 5.4 Aussi longtemps que les employés fédéraux transférés au Québec demeureront dans les locaux du Canada, celui-ci s'engage à maintenir l'interconnexion des postes de travail de ces employés à ses systèmes.
- 5.5 Aussi longtemps que le Québec ne sera pas en mesure d'offrir la connexité aux employés transférés dans ses locaux, et en fonction des limites et des contraintes technologiques des deux parties, le Canada accepte d'étendre son réseau dans les sites identifiés par le Québec en assurant une connexité à ses infrastructures technologiques.
- 5.6 Aussi longtemps que les employés fédéraux transférés au Québec demeureront dans les locaux du Canada, les parties conviennent de rendre disponibles, sur les postes de travail de ces employés, les applications s'exécutant sur l'ordinateur central du Québec identifiées par celui-ci, en fonction de la solution fournie par le Canada et des politiques de sécurité respectives des parties.
- 5.7 Aussi longtemps que les employés fédéraux transférés au Québec demeureront dans les locaux du Canada, celui-ci accepte de partager avec le Québec la responsabilité d'assurer le support informatique pour ces employés, selon des modalités à convenir.



**ANNEXE IV**

**ENTENTE DE TRANSFERT D'EMPLOYÉS  
DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. OBJET	3
2. DÉFINITIONS	3
3. OFFRE D'EMPLOI	3
4. TRAITEMENT ET AUTRES CONDITIONS D'EMPLOI	4
4.1 Traitement	4
4.2 Ancienneté	4
4.3 Vacances (congés annuels)	4
4.4 Congés de maladie	4
4.5 Prestation de travail	4
4.6 Autres crédits	4
5. RÉGIME SYNDICAL	5
6. SITUATIONS PARTICULIÈRES	6
6.1 Droits parentaux	6
6.2 Congé sans traitement à traitement différé (congé autofinancé)	7
6.3 Absence pour maladie, invalidité et accident du travail	7
6.4 Autres absences autorisées	7
7. RÉGIMES D'ASSURANCE-MALADIE, D'ASSURANCE-TRAITEMENT ET D'ASSURANCE-VIE	7
8. RÉGIME DE SOINS DENTAIRES	8
9. RÉGIME DE RETRAITE	8
10. COLLABORATION	9
ANNEXE A - Lettre de reconnaissance par le Canada du caractère raisonnable de l'offre d'emploi du Québec en vertu de l'entente de principe	
ANNEXE B - Modèle d'offre d'emploi personnalisée	
ANNEXE C - Transposition des postes de DRHC aux emplois de la structure de classification québécoise	

## 1. OBJET

L'entente de transfert d'employés (ETE) décrit en détail l'offre faite par le Québec aux employés actuellement à l'emploi du ministère du Développement des ressources humaines du Canada (DRHC) qui sont visés par l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail.

## 2. DÉFINITIONS

L'employé transféré est un employé à statut indéterminé du Canada qui reçoit et accepte une offre d'emploi du Québec aux termes de la présente ETE.

La date du transfert est la date à laquelle un employé est transféré au Québec, telle qu'elle apparaît dans la lettre d'offre.

L'employé permanent est celui qui a terminé son stage probatoire et qui a un statut régulier avec sécurité d'emploi au sens de la Loi sur la fonction publique du Québec.

Le revenu annuel fédéral est composé du taux de rémunération et des rajustements paritaires lorsqu'approprié, que l'employé transféré reçoit à son départ de DRHC selon son poste d'attache ou en fonction d'une protection salariale. Toute autre prime est exclue.

Le traitement annuel québécois s'entend du taux de traitement annuel prévu selon l'échelon salarial approprié auquel s'ajoute, lorsque requis, un montant forfaitaire tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

## 3. OFFRE D'EMPLOI

Le Canada a reconnu (annexe A) que les dispositions de l'entente de principe permettent au Québec de présenter à chacun des employés visés une offre d'emploi raisonnable au sens de la partie VII de la Directive fédérale sur le réaménagement des effectifs.

L'entente de principe vise au total 1084 ETP. Le jour de la signature de l'entente, le Canada remettra au Québec une liste au sujet de laquelle les parties se sont entendues et qui contient le nombre et les noms des employés identifiés pour le transfert qui recevront une offre d'emploi du Québec, leurs titre, groupe et niveau et leur lieu de travail.

Dans la mesure où elles en conviennent, les parties pourront modifier dans des circonstances exceptionnelles la liste des employés identifiés pour le transfert et ce, jusqu'à la date effective de transfert.

Une fois l'entente de mise en oeuvre signée, le Québec présentera par écrit une offre d'emploi personnalisée (annexe B) à chaque employé identifié pour le transfert conformément aux modalités de la présente. L'offre d'emploi tiendra compte, notamment, des éléments suivants:

- comme chaque employé transféré aura terminé au moment du transfert sa période de stage à DRHC, il se verra confirmer un statut d'employé permanent à l'intérieur du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et, de ce fait, obtiendra la sécurité d'emploi prévue au sein de la fonction publique québécoise;
- l'employé transféré se verra offrir un emploi dans un lieu situé à moins de 40 km de son lieu de travail actuel; une stabilité à cet égard lui sera assurée pour une période minimale d'une année à compter de la date du transfert;
- l'employé aura 60 jours pour accepter ou refuser l'offre du Québec. Cette offre sera réputée avoir été remise sept jours après la date à laquelle elle a été expédiée.

Une copie de ces offres sera remise au Canada le jour où elles seront expédiées.

#### **4. TRAITEMENT ET AUTRES CONDITIONS D'EMPLOI**

Les conditions de travail des employés transférés seront celles prévues aux conventions collectives ou directives applicables, sous réserve des indications spécifiques apparaissant à la présente entente.

Pour les fins de l'application de ce chapitre, les données communiquées par le Canada, Direction des ressources humaines de DRHC, seront les seules reconnues par le Québec.

##### **4.1 Traitement**

L'employé transféré occupera un poste dans une classe d'emploi correspondant aux tâches principales et habituelles qu'il exerçait à DRHC (annexe C). Il sera rémunéré à un échelon égal ou immédiatement supérieur à son revenu annuel fédéral transposé sur une base de 35 heures/semaine. Le cas échéant, la différence entre le revenu annuel fédéral avant transfert et le taux de traitement annuel québécois après transfert sera versée au prorata à chaque période de paie, sous forme de forfaitaire, et il sera tenu compte de ce montant forfaitaire dans le calcul des contributions de l'employé et de l'employeur au fonds de pension.

Le traitement annuel québécois de l'employé transféré tiendra compte des ajustements au revenu annuel fédéral dus à la parité salariale ou à la conclusion de nouvelles conventions collectives, dans la mesure où ceux-ci seront signés et en vigueur avant la date du transfert.

##### **4.2 Ancienneté**

L'ancienneté de chaque employé transféré est définie comme le cumul de toutes ses périodes d'emploi continues et discontinues au Canada; elle sera reconnue et créditée à titre de service continu aux fins de l'application des mesures prévues aux conditions de travail applicables, y compris celles concernant la mise en disponibilité.

##### **4.3 Vacances (congés annuels)**

Le Québec reconnaîtra à chaque employé transféré les crédits en jours de congé annuel accumulés au moment du transfert. Toutefois, l'employé ne pourra reporter qu'une seule fois, d'une année financière à l'autre, les crédits transférés de DRHC.

Les droits acquis de 25 jours de congés annuels par les employés transférés détenant entre 19 et 24 années de service à la date du transfert seront reconnus par le Québec.

##### **4.4 Congés de maladie**

Le Québec reconnaîtra à chaque employé transféré les crédits en jours de congé de maladie accumulés à la date du transfert.

Ces crédits de congé de maladie transférés ne serviront qu'aux fins de l'assurance-traitement, selon les conditions de travail applicables, pour utilisation en priorité lors d'absences pour cause de maladie, mais ne seront monnayables en aucun cas par le Québec.

##### **4.5 Prestation de travail**

Chaque employé identifié recevra une offre pour un emploi régulier à temps complet dont les heures normales de travail seront celles prévues aux conditions de travail applicables.

Pour ce qui est des employés à temps partiel identifiés pour le transfert, le Québec verra dans la mesure du possible à ce que les titulaires de ces emplois, puissent continuer de fournir leur prestation de travail sur cette même base.

##### **4.6 Autres crédits**

Aucun crédit de congé accumulé à l'emploi de la fonction publique du Canada autre que les crédits de congé pour maladie ou pour vacances ne pourra être transféré au Québec.

## **5. RÉGIME SYNDICAL**

Les employés transférés syndicables et syndiqués dans la fonction publique du Québec seront régis par la convention collective applicable au personnel couvert par l'unité d'accréditation appropriée (professionnels ou fonctionnaires), en application de l'article 137 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail.

Les employés transférés syndicables, mais non syndiqués, seront régis par la directive applicable aux employés non syndiqués.

Les employés transférés non syndicables seront régis par les directives applicables à la catégorie de personnel appropriée, notamment, les cadres supérieurs, les cadres intermédiaires ou les conseillers en gestion des ressources humaines.

## **6. SITUATIONS PARTICULIÈRES**

### **6.1 Droits parentaux**

L'employée transférée en congé de maternité à la date du transfert bénéficiera du nombre de semaines de prestations et d'indemnités prévu aux conditions de travail applicables et, par la suite, pourra obtenir un congé sans traitement en prolongation du congé de maternité en vertu de ces mêmes conditions de travail.

L'employé transféré qui, à la date du transfert, est en congé sans traitement pour soins et éducation d'enfants d'âge préscolaire pourra le terminer au Québec selon la période de congé autorisée par le Canada.

### **6.2 Congé sans traitement à traitement différé (congé autofinancé)**

Le Québec respectera les engagements pris par le Canada pour les employés absents, à la date du transfert, pour un congé autofinancé. Ces employés seront transférés à la date prévue du transfert et à leur retour au travail, ils devront racheter la part de l'employé au régime de retraite applicable.

Les engagements pris par DRHC, pour les employés qui, à la date du transfert, sont dans le processus de différer une partie de leur traitement en vue de prendre un congé autofinancé à une date ultérieure au transfert, seront également respectés étant entendu que la totalité des sommes mises en fiducie devront être accessibles au Québec.

### **6.3 Absence pour invalidité (maladie, invalidité et accident du travail)**

L'employé qui a accepté l'offre d'emploi du Québec et qui est absent pour invalidité à la date du transfert sera intégré à cette date dans la mesure où le pronostic inscrit sur un certificat médical indique une date précise de retour au travail.

### **6.4 Autres absences autorisées**

Le Québec respectera les engagements pris par le Canada dans le cas d'employés dont il a autorisé l'absence avec ou sans traitement. Ces employés seront transférés à la date prévue du transfert et seront assujettis aux conditions de travail applicables.

Toute prolongation ou renouvellement sera assujetti aux conditions de travail applicables.

## 7. RÉGIMES D'ASSURANCE-MALADIE, D'ASSURANCE-TRAITEMENT ET D'ASSURANCE-VIE

Le Québec inscrira les employés transférés, leurs conjoints admissibles et leurs personnes à charge au régime d'assurance-maladie correspondant à leur catégorie d'emploi respective.

Les employés s'inscriront aux régimes complémentaires suivants qui peuvent être obligatoires ou facultatifs selon les conditions de travail applicables :

- assurance-maladie complémentaire;
- assurance-vie;
- assurance-traitement de longue durée.

Aucune preuve d'assurabilité ne sera exigée pour une protection équivalente à celle qu'ils détenaient avant le transfert et les délais d'attente ne s'appliqueront pas.

Le régime d'invalidité de courte durée prévu aux conditions de travail des employés de la fonction publique du Québec s'appliquera aux employés transférés.

## 8. RÉGIME DE SOINS DENTAIRES

Durant la période au cours de laquelle le régime de soins dentaires sera en vigueur, le Québec transmettra au Canada les informations concernant les départs d'employés pour cause de retraite, de décès, de congé sans solde de plus de trois mois ou, à la demande de l'employé, de transfert à l'extérieur du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

## 9. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés transférés au Québec dans le cadre de la présente entente seront assujettis au RREGOP ou au RRPE à compter de leur date de transfert. Les employés transférés devront, dans un délai d'un an suivant la date de transfert, choisir l'une ou l'autre des possibilités suivantes concernant leurs années de service acquises au gouvernement fédéral dans le régime de pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP) :

- transférer leur service acquis à l'emploi du gouvernement fédéral au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Une telle option s'effectuera en vertu de l'entente de transfert actuelle, signée le 12 décembre 1984 entre la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec et le gouvernement du Canada et en vertu de ses amendements;
- ne pas transférer le service acquis auprès du gouvernement du Canada.

Dans l'éventualité où un employé choisit de ne pas transférer le service qu'il a acquis à l'emploi du gouvernement fédéral, le service crédité en vertu de la LPFP comptera aux fins de l'admissibilité à une rente de retraite ou à une autre prestation payable en vertu du RREGOP ou du RRPE; inversement, le service crédité au RREGOP ou au RRPE sera pris en compte aux fins de l'admissibilité à la rente ou à la prestation payable en vertu du régime de la LPFP.

Le Québec prendra les dispositions nécessaires pour que le service acquis à l'emploi du gouvernement fédéral soit reconnu lors de la retraite et pour que le cumul de ces années et celles créditées au RREGOP ou au RRPE n'excède pas 35 années de service au moment de la retraite ou tout autre critère en vigueur à ce moment.

**10. COLLABORATION**

Le Québec convient de collaborer avec le Canada afin de lui permettre de communiquer avec les employés transférés dans le but, notamment, de leur payer toute forme de rémunération à laquelle ils pourront avoir droit pour toute période précédant leur transfert au Québec.

Sur demande du Québec, le Canada s'engage à fournir les relevés d'emploi des employés transférés lorsque ces relevés seront requis, notamment, aux fins de l'assurance-emploi.



APR 21 1997.

Monsieur Michel Noël de Tilly  
Sous-ministre  
Ministère de la Sécurité du revenu  
Gouvernement du Québec  
425, rue Saint-Amable, 4e étage  
Québec (Québec)  
G1R 4Z1

Monsieur,

La présente a pour but de vous informer de ma décision quant à la nature de l'offre d'emploi que le Québec s'est engagé à présenter aux employés fédéraux transférés.

Je tiens ainsi à vous confirmer qu'en ce qui a trait aux ressources humaines, les dispositions de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail que nos gouvernements ont récemment signée, constituent une offre d'emploi raisonnable au sens de la Partie VII de la Directive fédérale sur le réaménagement des effectifs.

Tel que nos gouvernements l'ont convenu, nous définirons les modalités liées à ces dispositions dans le cadre de nos discussions à venir sur l'Entente de mise en oeuvre Canada-Québec relative au marché du travail.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Mel Cappe

Canada



## ANNEXE B

## MODÈLE D'OFFRE D'EMPLOI PERSONNALISÉE

Québec, le [jour et mois] 1997

[Nom et adresse de travail]

Madame/Monsieur,

En avril dernier, une entente de principe relative au marché du travail est intervenue entre le Canada et le Québec.

C'est en vertu de cette entente que le gouvernement du Québec s'est engagé à présenter à tous les employés fédéraux visés par le transfert une offre d'emploi raisonnable telle que la Directive fédérale sur le réaménagement des effectifs la définit.

Votre nom apparaît à la liste des employés identifiés pour ce transfert. En conséquence, la présente vise à vous offrir un emploi [statut, corps et classe d'emploi] à [unité administrative] de [ville] à compter de [date]. Nous vous communiquerons par écrit un mois à l'avance la date d'emménagement dans les locaux québécois. Votre taux de traitement annuel calculé sur une base de 35 heures par semaine sera de [ \$ ], ce qui correspond à l'échelon X de la classe d'emploi qui vous a été attribuée. [Toutefois, votre revenu annuel actuel de [ \$ ] sera maintenu intégralement par le versement d'un montant forfaitaire calculé sur une base annuelle et réparti sur chaque période de paie].

Vous trouverez ci-joint un sommaire des attributions de la classe d'emploi et l'échelle de traitement correspondante.

Les conditions relatives à cette offre de transfert sont définies dans l'Entente de transfert d'employés convenue entre les deux gouvernements et dont vous trouverez copie en annexe.

Vous disposez d'un délai de soixante jours pour accepter ou refuser la présente offre. Ce délai débute le septième jour suivant la date de la présente.

Si vous acceptez la présente offre, nous vous demandons de bien vouloir remplir les formulaires ci-joints :

- réponse à l'offre d'emploi, section « acceptation de l'offre »;
- offre de service ;
- formulaires relatifs aux régimes complémentaires d'assurance-maladie, d'assurance-traitement et d'assurance-vie;
- demande de virement automatique du salaire;
- formulaire d'accès à l'égalité;

et de les transmettre, par courrier recommandé, à la Direction des ressources humaines à l'adresse suivante au plus tard le [67e jour suivant la date de la lettre] :

[Nom d'une personne-ressource]  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Direction des ressources humaines  
425, rue St-Amable, 4e étage  
Québec (Québec)  
G1R 4Z1

Si vous deviez exercer votre droit de refus, nous vous demandons d'en informer également par courrier recommandé la Direction des ressources humaines du ministère de l'Emploi et de la Solidarité à l'aide du formulaire « Réponse à l'offre d'emploi » ci-joint.

Si vous acceptez cette offre d'emploi, nous vous assurons de notre entière collaboration pour faciliter le plus harmonieusement possible votre intégration au sein du nouveau ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le directeur des ressources humaines,

FRANÇOIS GIROUX

p.j.

c.c. Ministère du Développement des ressources humaines du Canada

Port d'attache à DRHC

## ENTENTE CANADA-QUÉBEC SUR LE TRANSFERT D'EMPLOYÉS

FORMULAIRE DE RÉPONSE  
À L'OFFRE D'EMPLOI

## ACCEPTATION DE L'OFFRE

Je, soussigné(e), accepte l'offre d'emploi du gouvernement du Québec aux conditions mentionnées dans la lettre d'offre qui m'a été adressée et dans l'Entente Canada-Québec sur le transfert d'employés.

J'autorise donc le ministère du Développement des ressources humaines Canada à divulguer les renseignements nécessaires à mon intégration dans la fonction publique québécoise, soit :

- copie du certificat de naissance ou de son équivalent;
- salaire annuel;
- horaire de travail;
- ancienneté acquise au fédéral;
- réserves de congés annuels et de congés de maladie;
- protections d'assurance-maladie, d'assurance-vie et d'assurance-invalidité;
- demandes de changement en attente d'une décision de la compagnie d'assurance;
- crédits d'impôt personnel, allègements d'impôt personnel et crédits d'impôt non indexables (cotisations à un REER Fonds de solidarité du Québec);
- cotisations déduites pour le Régime des rentes du Québec à la date du transfert;
- cotisations d'assurance-emploi déduites à la date du transfert;
- déductions diverses (obligations d'épargne du Québec et du Canada, Centraide, déductions pour épargne).

NOM DE L'EMPLOYE (E)

SIGNATURE DE L'EMPLOYE(E)

DATE

## REFUS DE L'OFFRE

Je, soussigné(e), refuse l'offre d'emploi du gouvernement du Québec telle que formulée dans la lettre d'offre qui m'a été adressée et dans l'Entente Canada-Québec sur le transfert d'employés.

NOM DE L'EMPLOYE(E)

SIGNATURE DE L'EMPLOYE(E)

DATE

## ANNEXE C

## Transposition des postes de DRHC dans la structure de classification québécoise

Classification fédérale	Classification québécoise	
AS-03	264-05	Technicien en administration, classe principale
AS-06 (Adm.cent.)	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
CR-02	200-10	Agent de bureau, classe nominale
CR-03	200-10	Agent de bureau, classe nominale
CR-02/CR-03 (Tamiseur)	276-10	Téléphoniste-réceptionniste
CR-04	200-10	Agent de bureau, classe nominale
CR-05	264-10	Technicien en administration, classe nominale
CS-01	272-10	Technicien en informatique, classe nominale
FI-01	103	Agent de la gestion financière
FI-02	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
OM-02	272-05	Technicien en informatique, classe principale
PE-03	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
PM-01	214-10	Agent d'aide socio-économique, classe nominale
PM-02	214-10	Agent d'aide socio-économique, classe nominale
PM-03	214-05	Agent d'aide socio-économique, classe principale
PM-04 ( Gestion. CRHC)	650-06	Cadre intermédiaire, classe 6
PM-04 ( Consult CRHC et CROP )	111	Attaché d'administration
PM-04 ( Consult. DGPS )	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
PM-05 ( Gestion. CRHC)	650-07	Cadre intermédiaire, classe 7
PM-05 (Consult. SAAD)	111	Attaché d'administration
PM-05 (Consult.DGPS; Consult.Adm.cent.)	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
PM-06 ( Gestion. DGPS )	630-04	Cadre supérieur, classe 4
PM-06 (Consult.Adm.cent)	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
ST-SCY-03	221-10	Agent de secrétariat, classe 1
ST-OCE-01	200-10	Agent de bureau, classe nominale

## ANNEXE V

### DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉCHANGE D'INFORMATION ET DE DONNÉES

#### 1.0 Dispositions générales régissant les échanges d'information et de données

##### 1.1 Motifs des échanges

- 1.1.1 Les parties conviennent que les échanges d'informations et de données visés par la présente annexe porteront sur les prestataires actifs de l'assurance-emploi et sur les autres participants ou usagers de l'assurance-emploi qui font l'objet de mesures actives d'emploi offertes par le Québec. Ces échanges de renseignements sont requis pour faciliter l'exécution des lois afférentes des deux gouvernements.

##### 1.2 Confidentialité, accès et sécurité

- 1.2.1 Les deux parties reconnaissent le caractère confidentiel des renseignements échangés et conviennent :

- de limiter et contrôler l'accès aux renseignements aux seules personnes autorisées et uniquement dans la mesure où la connaissance des renseignements est nécessaire à l'exercice de leurs fonctions ;
- de respecter les exigences des politiques en matière de sécurité des deux parties, notamment, les autorisations sécuritaires des employés ;
- d'utiliser les renseignements aux seules fins prévues.

- 1.2.2 L'accès aux informations reçues en accès direct est limité par un code identificateur permanent attribué spécifiquement à chaque individu autorisé à travailler sur un terminal ou micro-ordinateur et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chaque individu autorisé s'attribue pour une durée limitée. Ce mot de passe peut être modifié de façon périodique de façon à ce qu'il respecte en tout temps les politiques en matière de sécurité.

- 1.2.3 L'accès aux informations ou données se fera généralement de façon interactive (accès direct) ou exceptionnellement par transfert en différé ; l'accès interactif à des données contenues dans les banques de l'autre partie s'effectue en fonction des besoins opérationnels, selon des modalités à convenir à la suite des évaluations respectives des deux parties. Pour les transferts de renseignements en différé, les parties conviennent qu'ils seront effectués par liens téléinformatiques que le Canada et le Québec vont établir et maintenir selon des modalités d'interconnexion convenues dans la présente entente.

- 1.2.4 Dans le cas d'échanges d'informations touchant la détection des abus, la transmission pourrait s'effectuer, cas par cas, par téléphone ou par accès au dossier physique. Le cas échéant, le demandeur devra fournir la preuve de son identité et du fait qu'il est dûment autorisé à obtenir les renseignements ou les accès demandés.

- 1.2.5 Les parties conviennent de collaborer afin de prévenir et détecter toute utilisation illicite des renseignements échangés. À cette fin, dès la signature de l'entente de mise en œuvre, les parties désigneront chacune un responsable de la sécurité.

### 1.3 Exactitude

- 1.3.1 Le Canada et le Québec s'engagent à ce que les renseignements qu'ils se communiquent soient conformes à ceux qu'ils détiennent. Toutefois, ils ne fournissent aucune garantie de la qualité ou de l'exactitude des renseignements qu'ils se communiquent et ne sont responsables d'aucun dommage résultant de la transmission d'un renseignement inexact ou incomplet.

### 1.4 Généralités

- 1.4.1 Les deux parties conviennent de signaler sur leurs formulaires respectifs appropriés et destinés au public que l'information qu'ils contiennent sera accessible aux deux gouvernements. À cet effet, les parties conviennent, dans les soixante jours suivant la signature de la présente entente, d'identifier les formulaires existants et de convenir du libellé à y inscrire.
- 1.4.2 Chaque partie s'engage, avant de prendre une décision concernant une personne sur la foi des renseignements obtenus de l'autre partie, à permettre à la personne concernée de s'expliquer. À cette fin, un avis doit être expédié à la personne concernée et un délai raisonnable doit lui être accordé.

## 2.0 Information et données à partager

- 2.1 Échanges d'information relative à l'admissibilité aux prestations d'emploi et à la sélection stratégique des usagers de l'assurance-emploi aux mesures de soutien au service national de placement (SNP)

### 2.1.1 Motifs de l'échange

- 2.1.1.1 Pour permettre au Québec de déterminer l'admissibilité des participants aux prestations d'emploi financées par le Compte d'assurance-emploi et à la sélection stratégique des usagers de l'assurance-emploi aux mesures de soutien au SNP, le Canada lui fournira les données suivantes.

### 2.1.2 Description des données transmises par le Canada

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse
- date de naissance
- début de la période de prestations
- date de renouvellement de la demande
- état de la demande
- taux hebdomadaire des prestations
- nombre d'heures assurables
- fin de la demande
- semaines d'admissibilité
- nombre de semaines payées
- genre de prestations payées

### 2.1.3 Modalités

- 2.1.3.1 Cette transmission d'information s'effectuera par accès direct (affichages de renseignements) à partir du Système national des services d'emploi (SNSE) et des écrans requis du Système d'accès direct à l'Assurance (SADA), tels que : demande courante et données complémentaires (EN 05) ; autres données complémentaires (EN 06) ; renseignements sur demande - SMP

(EN 11) ; informations d'aide au travail indépendant (EN 12) et état récapitulatif des paiements (PHQ). Certaines des transactions indiquées plus haut seront éventuellement remplacées par des transactions du Système d'identification des individus (GDI) et du Système Apte et soutien financier, volet aide à l'emploi (DEIE) accédant aux banques de données de DRHC selon des modalités à convenir entre les parties.

## 2.2 Échanges d'information relatives au maintien du paiement et à l'évaluation de l'admissibilité continue (Partie I)

### 2.2.1 Motifs de l'échange

2.2.1.1 Pour permettre au Canada d'assumer sa responsabilité concernant le maintien du paiement des prestataires d'assurance-emploi et l'évaluation de l'admissibilité continue, le Québec lui fournira les données suivantes.

### 2.2.2 Description des données transmises par le Québec

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse
- date de naissance
- inscription à une mesure active
- nom de la mesure à laquelle la personne est inscrite
- dates de début et de fin de participation à la mesure
- placement
- retour en emploi
- abandon ou refus d'un emploi
- abandon ou refus de participer à une mesure
- motif de l'abandon ou du refus
- la date de l'événement signalé

### 2.2.3 Modalités

2.2.3.1 Cette transmission d'information s'effectuera, pour la saisie initiale d'information au moyen de l'écran de saisie SADA, Données de demandes spéciales (T-171). La transmission de modification, ainsi que le motif à la suite d'un abandon ou refus d'un emploi ou de participation à une mesure, s'effectuera au moyen d'un lien informatique tel que décrit à l'article 8.2.1 de la présente entente. Les données requises proviendront des systèmes de DRHC (SNSE, PEAD) ou des systèmes d'identification des individus (GDI), Apte et soutien financier, volet aide à l'emploi (DEIE) et Données ministérielles (SDM).

## 2.3 Échanges d'information sur les personnes pour lesquelles un processus d'intervention est en cours au moment de la prise en charge par le Québec

### 2.3.1 Motifs de l'échange

2.3.1.1 Pour permettre au Québec d'assurer la continuité du service en général et d'assurer la continuité de la réalisation des processus avec chaque personne pour laquelle un processus d'intervention est en cours, le Canada lui fournira les données suivantes.

### 2.3.2 Description des données transmises par le Canada

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse
- date de naissance
- les problématiques d'emploi/besoins
- les plans d'action convenus avec le client
- les mesures réalisées à ce jour ou en cours
- source et montant de l'aide financière

### 2.3.3 Modalités

- 2.3.3.1 Cette transmission d'information s'effectuera par accès direct à partir du Système national des services d'emploi (SNSE), les systèmes de Planification de l'emploi en accès direct (PEAD I et PEAD II) ainsi qu'à partir des écrans requis du Système d'accès direct à l'Assurance (SADA).

### 2.3.4 Fréquence

- 2.3.4.1 Cette transmission d'information sera rendue accessible dès la prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi, et de façon continue par la suite.

### 2.3.5 Mécanisme transitoire

- 2.3.5.1 À la date de la prise en charge par le Québec, celui-ci sera responsable d'aviser chacun des usagers ayant un dossier emploi actif (ayant un plan d'action) du nouveau contexte et des nouvelles modalités administratives de fonctionnement. Le Canada lui fournira sous la forme d'un fichier informatisé, dans une transmission à caractère unique les nom, numéro d'assurance-sociale et adresse des usagers concernés.

## 2.4 Échanges d'information relative à la référence des prestataires actifs par le Canada

### 2.4.1 Motifs de l'échange

- 2.4.1.1 Pour permettre au Canada d'assumer ses responsabilités relativement au Compte d'assurance-emploi et à l'évaluation de l'admissibilité continue, le Québec transmettra au Canada l'information sur les prestataires actifs ne s'étant pas présentés au Québec à la suite d'une référence faite par le Canada.

### 2.4.2 Description des données transmises par le Québec

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse
- date de l'entrevue prévue et non réalisée

### 2.4.3 Modalités

- 2.4.3.1 Cette transmission d'information s'effectuera selon des modalités qui demeurent à être précisées par les deux parties, conformément à l'article 5.7.1.3 de l'entente de mise en œuvre.



## 2.5 Échanges d'information relatives à l'établissement des cibles, à l'analyse et au suivi des résultats

### 2.5.1 Motifs de l'échange

- 2.5.1.1 Pour permettre au Québec d'assumer sa responsabilité en matière de planification, d'analyse, d'établissement des cibles et de suivi des résultats, le Canada lui fournira les données suivantes.

### 2.5.2 Description des données transmises par le Canada

- numéro d'assurance-sociale
- date de naissance
- renseignements liés à une participation à une mesure active, entre autres, les résultats liés à l'emploi et aux économies détaillées, le genre de mesure, le centre de responsabilité des participants, etc.

Ces renseignements sont consignés dans le fichier de données du Fonds d'investissement des ressources humaines (FIRH).

### 2.5.3 Modalités

- 2.5.3.1 Le Canada transmettra au Québec les données du fichier FIRH le concernant ainsi que la compilation des résultats des économies réalisées au Compte d'assurance-emploi.

### 2.5.4 Fréquence

- 2.5.4.1 Cette transmission s'effectuera sur une base mensuelle.

## 2.6 Échanges d'information relative à la mesure des résultats

### 2.6.1 Motifs de l'échange

- 2.6.1.1 Pour permettre au Canada de calculer les économies réalisées au Compte d'assurance-emploi et d'informer le Québec des résultats de ce calcul, le Québec lui fournira les données suivantes.

### 2.6.2 Description des données transmises par le Québec

- 2.6.2.1 Pour tous les participants à une mesure active d'emploi :

- numéro d'assurance-sociale
- numéro du centre de responsabilité
- le code ou numéro de dossier de la mesure
- date de début de la gestion de cas ou du plan d'action
- date d'achèvement du plan d'action
- indication du résultat du plan d'action : en emploi, travailleur autonome, sans emploi, incomplet
- date de réalisation (fermeture) du plan d'action

### 2.6.3 Modalités

- 2.6.3.1 Les données requises à cet échange d'information proviennent des systèmes de DRHC (SNSE, PEAD) ou des systèmes d'identification des individus (GDI), Apte et soutien financier, volet aide à l'emploi (DEIE) et Données ministérielles (SDM) au moyen d'un lien informatique tel que décrit aux articles 8.2.1 ou 8.2.2 de la présente entente, selon les systèmes utilisés. Les

renseignements seront intégrés à une base de données du Fonds d'investissement des ressources humaines (FIRH) afin de procéder à un jumelage de l'information avec le Fichier de paiement des prestations et des trop-payés (FPPT) pour fins de calcul des économies et de consignation des résultats.

#### 2.6.4 Fréquence

##### 2.6.4.1 Selon le système de gestion des dossiers des participants utilisé par le Québec :

- si le SNSE est retenu, cette transmission d'information s'effectuera en accès direct sans intervention spécifique ;
- si un autre système est utilisé, les renseignements devront être téléchargés dans les systèmes du Canada (SNSE) sur une base mensuelle.

#### 2.7 Échanges d'information à des fins d'évaluation des mesures actives

##### 2.7.1 Motifs de l'échange

###### 2.7.1.1 Pour permettre au Québec de mener ses activités d'évaluation, le Canada lui fournira les données suivantes.

##### 2.7.2 Description des données transmises par le Canada

###### 2.7.2.1 Les données et informations relatives aux clients (individus et employeurs), notamment, les caractéristiques socio-démographiques et d'employabilité.

##### 2.7.3 Modalités

###### 2.7.3.1 Les autres renseignements et/ou données à partager, identifiés dans le cadre d'évaluation, seront échangés selon le mécanisme prévu à l'article 5.4 de l'entente de mise en œuvre. Ces échanges s'effectueront dans le cadre de l'article 5.7.1.3 de l'entente de mise en œuvre.

#### 2.8 Échanges d'information à des fins d'évaluation de l'impact des changements à la législation fédérale.

##### 2.8.1 Motifs de l'échange

###### 2.8.1.1 Pour faire en sorte que le Canada puisse observer et évaluer la façon dont les personnes, les collectivités et l'économie s'adaptent aux changements apportés par la législation fédérale et en faire annuellement rapport au Parlement, le Québec lui fournira les données suivantes.

##### 2.8.2 Description des données transmises par le Québec

###### 2.8.2.1 Pour tous les participants à une mesure active d'emploi :

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse
- date de naissance
- sexe
- genre de famille (si disponible)
- état civil (si disponible)

- nombre de personnes à charge (si disponible)
- membre d'un groupe désigné (si déclaré par l'individu)
- évaluation de l'employabilité
- nom du programme auquel est inscrite la personne
- nom de l'employeur ou du parrain
- durée de la mesure
- coût de la mesure
- scolarité
- type d'emploi obtenu
- date de retour au travail
- durée de l'emploi (si non disponible par ailleurs)
- revenu (si non disponible par ailleurs)

### 2.8.3 Modalités

2.8.3.1 Les modalités seront discutées selon le mécanisme prévu à l'article 5.4 de l'entente de mise en œuvre. Ces échanges s'effectueront dans le cadre de l'article 5.7.1.3 de l'entente de mise en œuvre. Les données requises à cet échange d'information proviendront, notamment, des systèmes de DRHC (SNSE, PEAD) ou des systèmes d'identification des individus (GDI), Apte et soutien financier, volet aide à l'emploi (DEIE) et Données ministérielle (SDM) au moyen d'un lien informatique tel que décrit aux articles 8.2.1 ou 8.2.2 de la présente entente.

## 2.9 Échanges d'information à des fins de recouvrement

### 2.9.1 Motifs de l'échange

2.9.1.1 Pour effectuer le recouvrement de trop-payés découlant de l'administration du Compte d'assurance-emploi, les deux parties conviennent d'échanger les renseignements suivants.

### 2.9.2 Description des données transmises par les deux parties

#### 2.9.2.1 concernant l'identification de l'individu :

- nom, prénom, adresse, numéro de téléphone
- numéro d'assurance-sociale
- date de naissance
- numéro de référence (dossier)
- numéro du bureau local

#### 2.9.2.2 concernant la demande de renseignements :

- nom, adresse, numéro de téléphone de l'employeur
- adresse et téléphone si différents de l'identification
- type de participation à une mesure du Canada/du Québec
- taux d'allocation et indemnités versées
- montant des subventions/contributions

### 2.9.3 Modalités

2.9.3.1 Ces échanges s'effectueront de façon ponctuelle, selon des modalités sécuritaires de communication convenues entre les parties.

## 2.10 Échanges d'information relative à la détection et au contrôle des abus

### 2.10.1 Motifs de l'échange

2.10.1.1 Pour leur permettre de se conformer aux dispositions législatives qui les régissent et d'assumer leurs responsabilités prévues à l'entente de principe en ce qui a trait à l'intégrité des sommes versées ainsi qu'à la détection et au contrôle des abus, le Canada et le Québec conviennent d'échanger les données suivantes.

### 2.10.2 Description des données transmises par les deux parties

- nom
- numéro d'assurance-sociale
- adresse du client
- date de naissance
- sexe
- genre de famille (si disponible)
- état civil (si disponible)
- nombre de personnes à charge (si disponible)
- membre d'un groupe désigné (si déclaré par l'individu)
- scolarité
- emploi habituel
- revenu
- date du dépôt de la demande
- dates de début et de fin de la période de prestations
- date de renouvellement de la demande
- état de la demande
- taux hebdomadaire des prestations
- nombre d'heures assurables
- semaines d'admissibilité
- nombre de semaines payées
- genre de prestations payées
- inscription à une mesure active
- nom du programme ou de la mesure à laquelle la personne est inscrite
- dates de début et de fin de participation
- placement/retour en emploi
- abandon ou refus d'un emploi
- abandon ou refus de participer à une mesure
- date de l'événement signalé
- problématiques d'emploi/besoins
- plan d'action
- mesures réalisées à ce jour ou en cours
- source et montant de l'aide financière versée
- date du début de la gestion de cas ou du plan d'action
- date d'achèvement du plan d'action
- indication du résultat du plan d'action : en emploi, travailleur autonome, sans emploi, incomplet
- date de fermeture (réalisation) du plan d'action
- évaluation de l'employabilité
- durée de la mesure
- coût détaillé de la mesure
- type d'emploi obtenu
- date de retour au travail
- durée de l'emploi
- négligence de profiter d'un emploi
- nom, adresse, numéro de téléphone de l'employeur/coordonnateur de la mesure

- adresse et téléphone si différents de l'identification de l'employeur
- type de participation à une mesure du Canada/du Québec
- montant des subventions/contributions
- information sur les enquêtes antérieures (dates, motifs, résultats, mesures prises)
- numéro du centre de responsabilité
- code ou numéro de dossier
- numéro de référence (dossier)
- économies générées (si disponible)

### 2.10.3 Modalités

- 2.10.3.1 Ces échanges s'effectueront de façon ponctuelle selon les modalités de communication convenues entre les parties, conformément à l'article 5.7.1.3 de l'entente de mise en œuvre.

### 2.10.4 Fréquence

- 2.10.4.1 Au besoin.

### 2.10.5 Autres mécanismes

- 2.10.5.1 Les parties conviennent de la possibilité d'élaborer des mécanismes visant à déceler les abus, conformément à l'article 5.7.1.3 de la présente entente et de préciser dans une entente distincte les modalités qui régiront ces échanges de renseignements.

## ANNEXE VI

### ARRANGEMENT POUR L'ADMINISTRATION DES CONTRATS CONCLUS PAR LE CANADA VISANT LE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES PARTICIPANTS DE L'ASSURANCE-EMPLOI

#### 1.0 But

- 1.1 Le but de cette annexe est de décrire les contrats sur lesquels porte cet arrangement, la transmission des informations relatives à ces contrats par le Canada, les modalités en vertu desquelles les contrats seront administrés, les obligations de chacune des parties, les comptes que rendra le Québec au Canada de son administration et des argents dépensés, et autres considérations pertinentes.

#### 2.0 Descriptions des contrats

- 2.1 Les contrats qui font l'objet de cet arrangement sont les contrats conclus par la Commission avec les participants de l'assurance-emploi, avant la date de prise en charge par le Québec des mesures actives d'emploi, pour leur fournir de l'aide financière dans le cadre de ses prestations d'emploi.
- 2.2 Seuls les contrats pour lesquels les obligations respectives de la Commission ou d'un participant n'ont pas été complétées au moment de la prise en charge par le Québec font l'objet de cet arrangement.
- 2.3 Les contrats de la Commission inscrits dans le Système d'accès direct à l'Assurance (SADA) et combinant le paiement de prestations d'assurance et d'aide financière ne font pas l'objet de cet arrangement et continueront à être administrés par DRHC. Il est, par ailleurs, entendu que le paiement de prestations d'assurance (Partie I) à tous les prestataires d'assurance-emploi demeure du ressort exclusif du Canada.
- 2.4 Le Canada remettra au Québec, à la date où cet arrangement doit débiter, une liste complète des contrats dont l'administration passera au Québec en vertu de cet arrangement. Cette liste contiendra les informations suivantes : le nom du participant, son numéro d'assurance sociale, la date du début et de la fin de l'activité pour laquelle l'aide financière est fournie en vertu du contrat et le montant prévu des engagements découlant de l'activité approuvée par DRHC. À cette même date, le Canada donnera accès au Québec aux dossiers informatisés des participants dont le contrat fait l'objet de cette entente, contenus sur les systèmes suivants de DRHC :
- PEAD II (Planification de l'emploi, accès direct - Phase II);
  - SADA (Système d'accès direct à l'assurance) et
  - SIF (Système d'information financière);

ainsi que les informations contenues sur dossiers-papier au besoin.

#### 3.0 Obligations du Canada

- 3.1 Pour permettre au Québec d'effectuer les versements dus aux participants, le Canada émettra le premier de chaque mois une avance représentant le total des dépenses à être encourues pour le mois en cause pour chacun des contrats qui font l'objet de cet arrangement.

3.2 À la suite des rapports fournis par le Québec et dont il est fait mention à l'article 4.6 de cette annexe, le Canada verra à ajuster, s'il y a lieu, le montant de l'avance pour le mois à venir. Il demeure entendu que toute augmentation de cette avance est sujette à démonstration par le Québec que les modifications de contrats approuvées par le Québec respectent les modalités prévues à l'article 4.3 de la présente annexe et que les augmentations ne sont pas compensées par des dépenses moins élevées que prévues en vertu d'autres contrats.

3.3 Le Canada fournira un code d'accès aux systèmes PEAD II, à certains écrans du système SADA et au SIF (centres de responsabilité du Québec) aux employés du Québec que le Québec aura autorisés à administrer les contrats et à effectuer des modifications. Ce code d'accès sera fourni, sous les mêmes conditions qu'aux employés de DRHC. Le nombre d'employés qui aura accès aux systèmes ne peut excéder le nombre prévu à l'entente de principe, soit 1 084 employés transférés et 542 autres employés du Québec.

#### 4.0 Obligations du Québec

4.1 Le Québec s'engage à respecter les engagements financiers pris par le Canada dans le cadre des contrats dont il assume la gestion. Les paiements périodiques négociés avec le participant seront continués par le Québec sur la même base, la même fréquence et, sous réserve de l'article 4.3 de cette annexe, pour le même montant, jusqu'à la conclusion du contrat.

4.2 Le Québec administrera ces contrats en accédant aux systèmes en cause de DRHC, soit le système PEAD II, certains écrans du système SADA, le SIF (pour les centres de responsabilités du Québec) et effectuera les modifications requises dans ces systèmes pour assurer le maintien du paiement et la transmission des informations à DRHC.

4.3 Si un changement prévu au chapitre des modalités et conditions du contrat d'aide financière intervenu entre le Canada et le participant est requis, le Québec modifiera le contrat en conséquence. DRHC fournira également au Québec, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de cet arrangement, une copie de ces modalités et conditions.

4.4 Le Québec fera connaître à DRHC, 15 jours avant l'entrée en vigueur de cet arrangement, le nom des personnes autorisées à modifier les contrats conclus par DRHC et à autoriser les changements qui peuvent en affecter les paiements effectués à toute les deux semaines. Le Québec informera également DRHC du nom de toute personne qui cesse d'exercer cette fonction dans les trois jours précédant cet événement.

4.5 Le Québec s'engage à mettre en place des procédures de sécurité respectant celles de DRHC pour protéger l'intégrité des systèmes de DRHC auquel il accède et pour protéger l'accès à ces systèmes par des personnes autorisées seulement.

4.6 Le Québec s'engage à confirmer à DRHC les paiements effectués dans le cadre de cette entente dans les sept jours ouvrables suivant l'émission des paiements. De plus, le Québec transmettra au Canada toute information relative aux chèques annulés.

4.7 À la fin de chaque exercice financier au cours duquel le Québec effectuera des transactions pour le compte du Canada dans le cadre de cet arrangement, il fournira au Canada, dans les 25 jours suivant la fin de l'exercice, une reconnaissance écrite attestant les montants avancés et les débours réalisés à l'égard de ces avances. Tout excédent devra être remboursé immédiatement au Canada. Le Québec fournira au Canada tous les rapports et certificats dont le receveur général du Canada peut avoir besoin aux fins des comptes publics du Canada.

## **5.0 Transmission de l'information requise pour émettre les chèques**

- 5.1 Le Canada transmettra de façon hebdomadaire, sur ruban informatique, l'information requise pour émettre les chèques aux participants à qui un chèque est payable au cours de la semaine en cours. Ces informations seront fournies dans le format utilisé par le Canada pour imprimer ses propres chèques.

## **6.0 Recouvrement de trop-payés**

- 6.1 Le Québec transmettra au Canada, dès qu'il en prendra connaissance, toute information dont il peut devenir saisi à l'effet qu'un paiement a été effectué à un participant dans le cadre de cette entente alors que ce participant n'y avait pas droit. Il reviendra au Canada de prendre les dispositions afin d'établir les trop-payés, tel que le prévoit l'article 5.6.4 de la présente entente.

## **7.0 Formulaires pour les déclarations annuelles de revenu**

- 7.1 Le Canada produira les formulaires T-4 et TP-4 des participants dont le contrat est régi par cette entente en février de chacune des années au cours desquelles cet arrangement demeurera en place, en y incluant les montants versés par le Canada et ceux versés par le Québec dans le cadre de cet arrangement.

## **8.0 Information aux participants**

- 8.1 Un avis conjoint des deux parties sera envoyé aux participants à une prestation d'emploi qui recevront un chèque du Québec pour des contrats fédéraux au-delà de la date de prise en charge par le Québec pour les informer de cette situation.



## ANNEXE VII

### ARRANGEMENTS POUR L'ADMINISTRATION DES ACCORDS CONCLUS PAR LE CANADA VISANT LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION AUX ORGANISMES DANS LE CADRE DE PRESTATIONS D'EMPLOI ET MESURES DE SOUTIEN

Compte tenu des différences qui existent au niveau de la nature de l'intervention et de sa durée, les prestations d'emploi et les mesures de soutien seront traitées de façon différente.

#### 1.0 Prestation d'emploi

##### 1.1 Subventions salariales ciblées

- 1.1.1 Ces accords sont signés avec des employeurs pour une durée moyenne de 23 semaines. Afin de ne pas pénaliser la clientèle qui bénéficie de cette prestation, le Canada négociera les accords en collaboration étroite avec le Québec. L'accord avec DRHC couvrira la période se terminant le 31 mars 1998. Après cette date, la poursuite de l'accord fera l'objet d'une entente avec le Québec. Ce genre d'accords répond à un besoin ponctuel et les possibilités de prolongation ou de renouvellement sont négligeables.

##### 1.2 Partenariats de création d'emploi

- 1.2.1 Ces accords sont signés avec des organismes à but non lucratif et des employeurs pour une durée moyenne de 16 semaines. Afin de ne pas pénaliser la clientèle qui bénéficie de cette prestation, le Canada négociera les accords en y incluant une date de fin ne dépassant pas le 31 juillet 1998. Il est à noter que l'organisme ne reçoit de l'aide financière que dans les cas d'exception. L'accord est davantage utilisé pour permettre l'embauche des participants qui sont par la suite payés à même l'aide financière versée par DRHC.
- 1.2.2 Compte tenu de la durée moyenne de cette prestation, les accords signés en mars prendraient fin au cours du mois de juillet suivant à moins d'exception. Ces accords répondant à un besoin ponctuel, les possibilités de prolongation ou de renouvellement sont négligeables.

##### 1.3 Travail indépendant

- 1.3.1 Ces accords sont signés avec des organismes coordonnateurs pour une durée moyenne de 52 semaines. Parmi les 90 accords actifs au 31 mars 1998, 86 se termineront à cette date et devront donc être reconduits le 1er avril 1998 par le Québec s'il décide de recourir à ce type d'organismes pour la mise en œuvre d'une mesure active en lien avec l'article 3.1.3 A) iv) de l'entente de principe.

##### 1.4 Acquisition de compétences : Projets de formation

- 1.4.1 Ces accords sont signés avec des organismes privés ou sans but lucratif pour une durée moyenne de 30 semaines. DRHC a déjà signifié à ces organismes qu'il ne pouvait légalement signer des accords dont le paiement serait au-delà du 30 juin 1999. Le volume d'activités pour cette prestation transitoire a beaucoup diminué au cours des deux dernières années. Comme le Québec est déjà impliqué dans l'évaluation du contenu de formation, les accords qui se termineront au-delà du 31 mars 1998 pourraient être complétés par un accord avec le Québec pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1998 à la date de fin de l'activité.

## **2.0 Mesures de soutien**

### **2.1 Services d'aide à l'emploi**

- 2.1.1** Ces accords sont signés avec des organismes, à but non lucratif ou privés, pour une durée moyenne de 40 semaines. La nature des activités varie beaucoup selon les participants et les besoins des centres de ressources humaines du Canada. Afin de ne pas pénaliser la clientèle qui bénéficie des services offerts par ces organismes, DRHC s'engage à ne pas signer d'accords ayant une date de fin ultérieure au 31 juillet 1998. Des 340 accords actifs au 31 mars 1998, 190 ont comme date de fin le 31 mars 1998. Dépendant de la prestation de services dont souhaite se doter le Québec, il aura à juger de la pertinence de renouveler ces accords.

### **2.2 Partenariats locaux du marché du travail**

- 2.2.1** Ces accords sont signés dans le cadre d'ententes de partenariat avec des organismes, privés ou sans but lucratif. À ce titre, DRHC n'est jamais le seul organisme à financer la totalité de la réalisation de l'activité. La durée moyenne de ces interventions est de 60 semaines et, à ce titre, DRHC suggère de continuer à négocier de tels accords pour la période allant jusqu'au 31 mars 1998, alors que le Québec prendra en charge la partie des accords pour la période débutant le 1<sup>er</sup> avril jusqu'à la fin de l'activité.

ANNEXE VIII

RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 19XX-19XX

Revenus

Contribution payée au titre des mesures actives  
d'emploi financées à même le Compte d'assurance-emploi

XXXXXX

Dépenses

Mesures actives financées à même le Compte  
d'assurance-emploi

Éventail des prestations d'emploi et des mesures  
de soutien, telles qu'identifiées dans le plan annuel,  
conformément aux articles 5.4.1 et 5.4.2 de l'entente  
de principe :

\*\*\*\*\*

XXXXXX

\*\*\*\*\*

XXXXXX

\*\*\*\*\*

XXXXXX

\*\*\*\*\*

XXXXXX

Total des prestations d'emploi et  
des mesures de soutien :

XXXXXX

Moins: Trop-payés recouvrés  
Prêts remboursés

XXXXXX

XXXXXX

Dépenses nettes de prestations d'emploi et de mesures de soutien:

XXXXXX

Solde de la contribution au titre des mesures actives d'emploi :

XXXXXX

---

Revenus

Contribution payée par anticipation au titre des frais  
liés à l'administration des mesures actives d'emploi  
et des fonctions du service national de placement :

XXXXXX

Dépenses

Frais d'administration utilisés pour des mesures actives  
d'emploi et des fonctions du SNP financées  
à même le Compte d'assurance-emploi

XXXXXX

Solde de la contribution liée à l'administration des  
mesures actives d'emploi et des fonctions du SNP :

XXXXXX

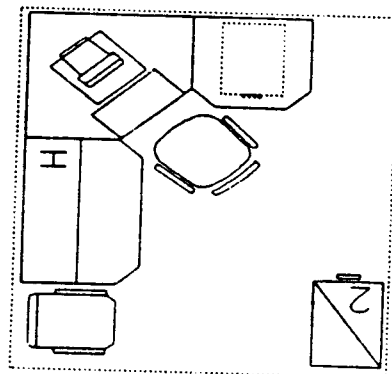
## ANNEXE IX

## DESCRIPTION DU MOBILIER ET DE L'ÉQUIPEMENT

1.0 Sauf exception, le mobilier type d'un poste de travail est composé d'une station ergonomique avec un fauteuil de travail et 20 pieds linéaires d'écran acoustique. Il peut inclure, selon le cas, un ou deux fauteuil(s) de visiteur, un classeur et/ou une bibliothèque.

POSTE TYPE

7.43 MC \ 80 PC.

MOBILIER TYPE D'UN  
POSTE DE TRAVAIL

Description:

1 caisson mobile 15 x 20

1 buche avec lumière  
48 x 12

1 table 30 x 30

1 table 48 x 30 x 29

1 table de coin  
42 x 42 x 29

1 fauteuil de travail

n.b. : la profondeur des tables pourra être de 30 ou 24 pouces.

2.0 Sauf exception, l'équipement informatique type se compose d'un micro-ordinateur incluant sa carte réseau, ses périphériques (PC, moniteur, clavier, souris, imprimante locale "s'il y a lieu"), ses logiciels (DOS 6.2, Windows 3.1, « Émulateur de terminal Unisys », Netscape "Navigateur (Browser) pour Internet/Intranet", Claviste « utilisé pour définir le clavier »), ainsi qu'un ratio imprimante au laser réseau pour 12 utilisateurs

3.0 Pour chaque poste informatique transféré au Québec, le Canada communiquera

- a) marque et modèle de l'ordinateur ;
- b) marque et modèle du Bios ;
- c) type du processeur ;
- d) nombre de méga-octets de mémoire vive ;
- e) capacité du lecteur de disquette ;
- f) capacité du disque rigide après formatage ;
- g) type de CD-ROM ;
- h) nombre de ports parallèles (s'il y en a plus d'un) ;
- i) nombre de ports série (s'il y en a plus ou moins que deux) ;
- j) type, marque et modèle de la carte réseau ;
- k) type de moniteur ;
- l) nombre de touches, type du clavier ;
- m) type de souris ;
- n) identification et version de système d'exploitation ;
- o) identification des versions de tout logiciel et la langue du logiciel (lorsqu'il s'agit d'une version autre que française) ;
- p) information complète sur les garanties lorsqu'applicable.

4.0 S'ajoute à la description des postes de travail informatiques, une description des types de carte vidéo présentes au parc informatique de DRHC.

**5.0** Tous les équipements et logiciels transférés par le Canada doivent être accompagnés par :

- a) les mécanismes qui en assurent le démarrage (bootdisk);
- b) les garanties ayant cours;
- c) les droits de propriété (licence ou autre).

**6.0** **Considérations relatives à la prise en charge par le Québec des responsabilités afférentes au processus de déménagement**

- 6.1. Identifier, à chaque site de DRHC, le mobilier et l'équipement au regard du plan d'aménagement de ses propres sites.
- 6.2. Fournir le matériel d'emballage tel que boîtes, contenants spécialisés et étiquettes d'identification.
- 6.3. Effectuer le déménagement proprement dit en dehors des heures normales de travail de DRHC et respecter les horaires de travail préétablis.
- 6.4. Prendre les arrangements avec les autorités concernées en regard de la disponibilité des éléments tel que quai de chargement, équipement de transport vertical et espace de stationnement.
- 6.5. Fournir sur les sites de DRHC du personnel de supervision pour les opérations de déménagement et un nombre suffisant de manutentionnaires pour le désassemblage des postes ergonomiques afin d'assurer la bonne exécution du déménagement et éviter tout retard indu.
- 6.6. Le Québec pourra être tenu responsable de tout dommage matériel causé par son personnel et ses sous-traitants aux immeubles et biens appartenant à DRHC. Selon la nature des dommages, la base de règlement applicable devra être soit la valeur de remplacement de l'item endommagé, soit les coûts de réparations jugés nécessaires par DRHC.

## ANNEXE X

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMITÉS CONJOINTS

- 1.0 Comité conjoint Canada-Québec d'implantation de l'entente relative au marché du travail pour la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, pour la transition et pour la période de rodage.**
- 1.1 Durée**
- 1.1.1 Ce comité sera mis sur pied pour la période débutant au moment de la signature de l'entente de mise en œuvre et se terminant à la fin de la période de rodage.
- 1.2 Composition**
- 1.2.1 Le comité est formé d'un nombre égal de représentants du Canada et du Québec. Le nombre précis de membres sera à être convenu. Il y aura coprésidence et cosecrétariat. Le comité pourrait au besoin s'adjoindre des membres ad hoc selon la nature des sujets abordés. Le comité pourra mettre sur pied des sous-comités au besoin.
- 1.2.2 Afin d'assurer une continuité dans la gestion de l'entente, les mêmes membres permanents de ce comité tant pour la partie fédérale que québécoise siégeront au comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail.
- 1.3 Fonctionnement du comité**
- la fréquence des réunions sera dictée par les besoins ;
  - les décisions du comité seront prises au consensus ;
  - le comité pourra faire des recommandations aux parties respectives.
- 1.4 Mandat du comité**
- 1.4.1 Le comité aura pour mandat général de faciliter le règlement des questions spécifiquement reliées à la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, à la transition et à la période de rodage.
- 1.4.2 Les questions abordées toucheront, notamment :
- la collaboration afin d'assurer des services de qualité tout au cours de la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, de la transition et de la période de rodage (ANNEXE III de la présente entente) ;
  - les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et les services d'assurance-emploi du Canada répondant aux besoins d'efficience et d'efficacité des deux parties (article 2.1 de l'ANNEXE III) ;
  - l'établissement et le suivi des modalités opérationnelles de référence des prestataires d'assurance-emploi aux points de services du Québec (article 2.3 de l'ANNEXE III) ;
  - l'établissement d'un pro forma d'entente de services sur les locaux et l'équipement (article 2.2 de l'ANNEXE III) ;
  - l'établissement et le suivi des modalités d'application de la section 3.0 de l'ANNEXE III de la présente entente, relative à la période préparatoire à la prise en charge par le Québec ;

- le suivi des arrangements au titre des contrats de manière à assurer une transition harmonieuse pour les participants et les organismes (article 4.3.6 de l'ANNEXE III) ;
- le transfert et le déploiement des ressources humaines correspondant aux 1 038 employés (section 6.0 de la présente entente et article 1.2.9 de l'ANNEXE III) ;
- le transfert des ressources matérielles (article 7.3 de la présente entente);
- le suivi des Achats de formation en conformité avec les modalités établies dans le guide opérationnel d'Achats de formation révisé par les parties (article 7.1.2 de la présente entente) ;
- la désignation des représentants experts responsables d'assurer, sous sa direction, la mise en œuvre des systèmes (article 8.4.1.1 de la présente entente).

1.5 Le comité pourra aborder tout autre sujet lié à la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, à la transition et à la période de rodage et proposer les solutions appropriées.

## 2.0 Comité conjoint Canada-Québec de suivi de l'entente relative au marché du travail

### 2.1 Durée

2.1.1 Ce comité est mis en place au moment du début de la prise en charge par le Québec des mesures prévues à l'entente et ce, pour une durée indéterminée.

### 2.2 Composition

2.2.1 Le comité est formé d'un nombre égal de représentants du Canada et du Québec. Le nombre précis de membres sera à être convenu. Il y aura coprésidence et cosecrétariat. Le comité pourra au besoin s'adjoindre des membres ad hoc selon la nature des sujets abordés. Le comité devra également désigner des représentants experts pour les secteurs de l'entente de mise en œuvre qui le prévoient.

2.2.2 Afin d'assurer la continuité de la gestion de l'entente, il est entendu que siégeront au comité, tant pour la partie fédérale que québécoise, les mêmes membres permanents qui auront siégé au comité conjoint Canada-Québec d'implantation de l'entente relative au marché du travail pour la période préparatoire à la prise en charge par le Québec, pour la transition et pour la période de rodage.

### 2.3 Fonctionnement du comité

- le comité tiendra ses réunions à la demande de l'une ou l'autre des parties;
- les décisions du comité seront prises par consensus pour les questions qui relèvent de son autorité ;
- le comité pourra faire des recommandations aux parties respectives.

## 2.4 Mandat du comité

2.4.1 Le comité aura pour mandat général de faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe.

2.4.2 À cet effet :

- a) le comité sera un lieu d'échanges d'information et de discussions permettant la circulation de toute l'information nécessaire au bon fonctionnement de l'entente ;
  - b) le comité sera le lieu d'exercice de la collaboration dans les objets que pourront convenir les parties ;
  - c) le comité sera le lieu de suivi des modalités d'application convenues entre les parties ;
  - d) le comité sera le lieu de préparation de certaines décisions communes sur des sujets bien précis.
- a) Un lieu d'échanges d'information et de discussions portant, notamment, sur :
- la structure de livraison de services (article 4.1 de la présente entente) ;
  - le recours possible à un mécanisme de règlement des différends financiers tel que précisé à l'article 7.8 de la présente entente ;
  - la transmission par le Québec du plan annuel (article 5.4.1 de l'entente de principe) et l'établissement de l'annexe annuelle (articles 7.2.1.6 et 7.2.1.7 de la présente entente) ;
  - la transmission du rapport annuel du Québec (article 5.5 de l'entente de principe) ;
  - la transmission d'information et de données permettant aux deux gouvernements d'assumer leurs responsabilités respectives (article 5.7 et ANNEXES I et V de la présente entente) ;
  - les activités sectorielles (article 10.3 de l'entente de principe) ;
  - tout autre sujet jugé utile par l'une ou l'autre des parties aux fins du meilleur fonctionnement de l'entente, y inclus les changements législatifs, réglementaires et de politiques que l'une ou l'autre partie entendrait apporter et qui seraient susceptibles d'avoir un impact sur l'autre partie en ce qui touche les responsabilités qui lui incombent en vertu de l'entente de principe.
- b) Un lieu d'exercice de la collaboration portant, notamment, sur :
- la coopération relativement à la détection et au contrôle des abus relatifs aux mesures actives d'emploi (article 5.6 de la présente entente) ;
  - l'amélioration de la recherche et de l'innovation touchant le marché du travail (article 11.5 de la présente entente) ;
  - tout autre sujet jugé utile par les parties.



c) Un lieu de suivi des modalités d'application convenues entre les parties portant sur :

- la réalisation des fonctions du service national de placement (article 3.4 de la présente entente) ;
- l'information sur le marché du travail (article 3.5.2.3 de la présente entente) ;
- les dispositions par lesquelles le Canada peut, à la demande du Québec, assurer la correspondance en anglais aux personnes morales en ce qui touche les fonctions du SNP (article 3.6 de la présente entente) ;
- la qualité des services aux usagers (article 4.1 de l'entente de principe) ;
- la désignation de représentants experts afin de tenir des discussions relatives à l'article 5.4 de la présente entente ;
- la désignation de représentants experts au regard des échanges d'information et de données (article 5.7.1.2 de la présente entente) ;
- le recours possible à un mécanisme de règlement des différends financiers (article 7.8. de la présente entente) ;
- la mise en œuvre des systèmes informatiques (article 8.4.1.2 de la présente entente) ;
- l'information au public (article 9.0 de la présente entente) ;
- tout autre sujet jugé utile par les parties.

d) Un lieu de préparation de propositions à soumettre aux parties en vue de décisions relativement aux points suivants :

- l'acceptation de modifications aux mesures existantes ou aux nouvelles mesures actives que le Québec pourrait vouloir mettre en place en conformité aux dispositions de l'article 3.1 de l'entente de principe ;
- au cours de la période initiale de trois ans, procéder à un examen des résultats obtenus, réviser le cadre et les mécanismes d'imputabilité, réviser les dispositions relatives au financement des mesures actives d'emploi du Québec et aux ressources matérielles et financières et ce, afin de déterminer si elles désirent poursuivre l'entente (articles 9.1 et 9.2 de l'entente de principe) ;
- l'examen des scénarios de cohabitation et la préparation d'un rapport à transmettre à leurs autorités respectives au cours des douze mois suivant la signature de l'entente de mise en œuvre (article 12.5 de la présente entente) ;
- tout autre sujet jugé utile par les parties.

ANNEXE XI

ANNEXE ANNUELLE

EXERCICE FINANCIER \_\_\_\_\_

Niveau de financement

Montant maximal de la  
contribution annuelle du Canada

\_\_\_\_\_

Cibles de résultats

- Le nombre de participants de l'assurance-emploi  
qui bénéficient des mesures actives d'emploi visées  
par l'entente, l'accent étant mis sur l'accès prioritaire  
des prestataires actifs d'assurance-emploi
- L'obtention d'un emploi  
et les modifications observables du comportement  
des usagers de l'assurance-emploi à l'égard du marché  
du travail et du développement de leurs compétences,  
lorsque les données sont disponibles
- Les économies générées au Compte d'assurance-emploi

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**ENTRE**

le gouvernement du CANADA, ci-après appelé le Canada, représenté par le ministre du Développement des ressources humaines et la Commission de l'assurance-emploi du Canada

**ET**

le gouvernement du QUÉBEC, ci-après appelé le Québec, représenté par la ministre d'Etat de l'Emploi et de la Solidarité et ministre de l'Emploi et de la Solidarité et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

**PRÉAMBULE**

Attendu que , dans l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail, le Canada a convenu de verser au Québec une contribution annuelle fixe applicable aux frais d'administration encourus par le Québec pour les mesures actives d'emploi et certaines fonctions du service national de placement financées à même le Compte d'assurance-emploi;

Attendu que le Québec a demandé que le Canada lui accorde une autre contribution pour l'aider à financer les frais d'administration reliés à la conception et à la mise en place des systèmes informatiques nécessaires aux mesures actives d'emploi et aux fonctions du service national de placement dont il devient responsable ;

Attendu que le Canada a accepté de verser cette contribution additionnelle;

Attendu que le Canada et le Québec désirent fixer les modalités de versement de cette contribution additionnelle dans la présente entente;

En conséquence, le Canada et le Québec conviennent de ce qui suit:

**1.0 BUT ET PORTÉE DE L'ENTENTE**

Le Canada et le Québec conviennent que la présente entente a pour objectif d'appuyer financièrement le Québec dans la conception et la mise en place des systèmes informatiques nécessaires aux mesures actives d'emploi et aux fonctions du service national de placement dont il devient responsable, financées à même le Compte d'assurance-emploi.

**2.0 DÉFINITIONS**

**2.1** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente entente:

"Frais d'administration" s'entend des dépenses administratives effectuées par le Québec pour les mesures actives d'emploi et les fonctions du service national de placement financées à même le Compte d'assurance-emploi;

"Commission" s'entend de la Commission de l'assurance-emploi du Canada;

"Frais d'administration admissibles encourus" s'entend des frais d'administration convenables et raisonnables encourus par le Québec dans la réalisation d'un plan de conception et d'établissement des systèmes, ces frais étant limités au moins élevé des deux montants indiqués dans l'article 3.2 de la présente entente. La liste des frais d'administration admissibles est jointe à l'ANNEXE A;

"Période de financement" s'entend de la période commençant le 1<sup>er</sup> décembre 1997 et se terminant le 30 novembre 2000;

"DRHC" s'entend du ministère du Développement des ressources humaines Canada;

"Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail" s'entend de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, signée le 21 avril 1997;

Les mesures actives d'emploi et les fonctions du service national de placement visées par la présente entente sont définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail.

"Plan de conception et d'établissement des systèmes" s'entend du plan de conception et d'établissement des systèmes reproduit à l'ANNEXE C.

### **3.0 MONTANT DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE APPLICABLE AUX FRAIS D'ADMINISTRATION ADMISSIBLES**

3.1 Afin d'aider le Québec à réaliser son plan de conception et d'établissement des systèmes, et sous réserve des modalités de la présente entente, le Canada consent à verser au Québec en vertu de l'alinéa 63 b) de la Loi sur l'assurance-emploi une contribution additionnelle dont le montant est déterminé à l'article 3.2 de la présente.

3.2 Le montant de la contribution additionnelle dont il est question à l'article 3.1 de la présente doit correspondre au moins élevé des deux montants suivants:

a) 100% des frais d'administration admissibles encourus pour la réalisation du plan de conception et d'établissement des systèmes;

ou

b) 25 000 000\$.

### **4.0 RESTRICTIONS APPLICABLES AU REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ADMINISTRATION ADMISSIBLES**

4.1 Le Québec reconnaît que la contribution additionnelle que lui versera le Canada en exécution de la présente entente ne pourra l'être que pour les frais d'administration admissibles encourus pendant la période de financement. Il est entendu que tous les frais d'administration engagés par le Québec après la période de financement pour répondre à ses besoins de conception et d'établissement des systèmes et en sus du montant alloué conformément à l'article 3.2 de la présente, ne lui seront remboursables qu'à partir de la contribution annuelle dont l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail prévoit le versement par le Canada au titre des frais d'administration, et selon les modalités de cette même entente de principe.

4.2 Le Québec reconnaît en outre que la présente entente ne lui donne droit à aucun paiement au titre des frais d'administration admissibles, ou d'une partie de ceux-ci, pour lesquels il reçoit une contribution en vertu de l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail.

### **5.0 MODALITÉS DE VERSEMENT (MODE ET FRÉQUENCE) DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

5.1 Sous réserve des articles 5.2 à 5.5 de la présente, en ce qui a trait au montant de la contribution additionnelle rendue disponible en application de l'article 3.0 de la présente, le Canada versera au Québec des avances mensuelles le ou avant le premier jour du mois.

5.2 Les avances mensuelles seront basées sur les prévisions de débours établies par le Québec pour chacun des mois de la période de financement, à l'aide de l'ANNEXE B de la présente entente.

5.3 Le Québec s'engage à transmettre au Canada pour le dernier jour ouvrable du deuxième mois suivant la fin de chaque trimestre (30 juin, 30 septembre, 31 décembre, 31 mars), le montant cumulatif des frais d'administration admissibles encourus à la fin du trimestre à l'aide d'une mise à jour de l'ANNEXE B de la présente entente.

Par ailleurs, le Québec pourra, à ces occasions ou en d'autres temps, ajuster ses prévisions futures mensuelles de débours selon le rythme réel des frais d'administration admissibles encourus et la révision de son plan de conception et d'établissement de systèmes. Dans ces cas, le Canada réajustera les avances mensuelles à venir selon la confirmation par le Québec de ses besoins en liquidité établis à l'aide d'une mise à jour de l'ANNEXE B. Ces réajustements d'avances seront effectués le mois suivant lorsque ces informations seront reçues par le Canada 15 jours avant le 1<sup>er</sup> du mois suivant, ou sinon le deuxième mois suivant.

5.4 Le Québec s'engage à déposer au Canada, trois mois après la fin de la période de financement ou trois mois après l'utilisation complète de la contribution additionnelle, un relevé certifié par le Vérificateur général du Québec, tel que décrit à l'ANNEXE D de la présente entente, portant sur la totalité des frais d'administration admissibles encourus durant la période de financement.

5.5 Si, pour la réalisation du plan de conception et d'établissement des systèmes et au plus tard à l'échéance de la période de financement, le montant global versé au Québec sous forme d'avances mensuelles dépasse le montant de la contribution additionnelle auquel il a droit en vertu de la présente entente, l'excédent versé devra être remboursé immédiatement au Canada après réception d'un avis à cet effet.

## 6.0 AVIS ET REPRÉSENTANTS DÉSIGNÉS

Tout avis, renseignement ou document doit être adressé au représentant désigné de chacune des parties. Il s'agit de:

### Pour le Canada:

Monsieur André Gladu  
Sous-ministre adjoint  
Développement des ressources  
humaines Canada  
Région du Québec

### Pour le Québec:

Monsieur Michel Noël de Tilly  
Sous-ministre  
Ministère de l'Emploi et  
de la Solidarité

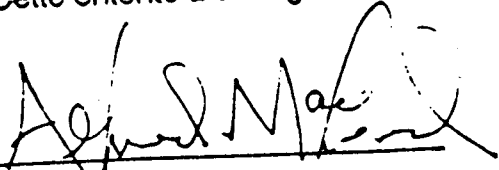
## 7.0 GÉNÉRALITÉS

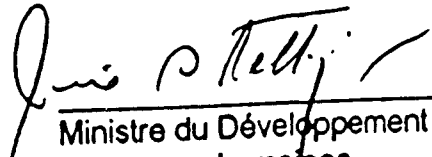
7.1 Cette entente peut être modifiée moyennant le consentement mutuel des parties. Pour être valide, toute modification doit être mise par écrit et signée par les représentants désignés des parties.

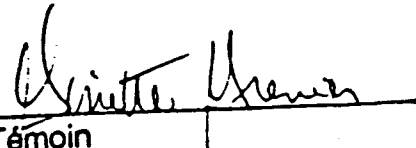
7.2 Aucun député du Parlement ne peut être partie à cette entente ou participer aux bénéfices qui en découlent.

7.3 Cette entente, y compris les ANNEXES A, B C et D, forment avec l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail et avec l'entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail, la totalité de l'entente conclue par les parties à cet égard.

Cette entente a été signée au nom du Canada, ce 28 jour de novembre 1997

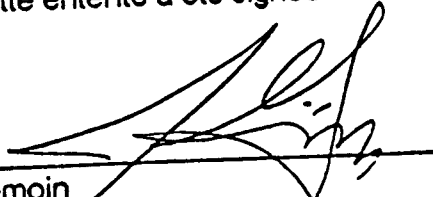
  
Témoin

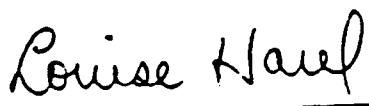
  
Ministre du Développement des  
ressources humaines

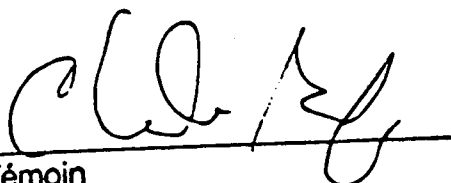
  
Témoin

  
Président de la Commission de  
l'assurance-emploi du Canada

Cette entente a été signée au nom du Québec, ce 25 jour de novembre 1997

  
Témoin

  
Ministre d'État de l'Emploi et de la  
Solidarité et ministre de l'Emploi et  
de la Solidarité

  
Témoin

  
Ministre délégué aux Affaires  
intergouvernementales  
canadiennes

# **ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

## **ANNEXE A**

### **LISTE DES FRAIS D'ADMINISTRATION ADMISSIBLES**

**Liste des frais d'administration admissibles relatifs aux systèmes pour lesquels le Québec pourrait réclamer un remboursement**

#### **1. Services professionnels relatifs aux systèmes**

Il pourrait s'agir d'honoraires payés à des consultants ou de coûts salariaux d'employés du Québec pour rendre les services professionnels suivants:

- entreprendre une étude de faisabilité sur les systèmes actuels du Québec;
- concevoir un nouveau système ou toute amélioration apportée à un système existant ou nouveau;
- élaborer un progiciel non offert sur le marché;
- développer et entretenir des applications particulières découlant de l'entente de principe et de l'entente de mise en oeuvre Canada-Québec relative au marché du travail.

#### **2. Infrastructures pour les systèmes**

Il pourrait s'agir de l'achat ou de la location de biens et de services tels que:

- achat / location d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de progiciels, de logiciels et autres;
- achat de cours ainsi que de fournitures et d'équipement connexes;
- achat de tests ainsi que de fournitures et d'équipement connexes.

#### **3. Coûts de gestion de projet et d'architecture relatifs aux systèmes**

Il pourrait s'agir de coûts de gestion de projet et d'architecture tels que:

- honoraires payés à des consultants ou coûts salariaux et autres pour des employés du Québec participant à la gestion de projet et à l'architecture de systèmes.

#### **4. Coûts d'implantation des systèmes**

Il pourrait s'agir de coûts d'implantation tels que :

- coûts salariaux pour des formateurs du Québec;
- coûts salariaux pour l'élaboration de cours;
- coûts d'achat de cours;
- coûts de formation pour les utilisateurs (par ex. les déplacements);
- coûts d'impression de documents de formation;
- coûts d'installation pour du nouvel équipement et de nouveaux logiciels relatifs aux systèmes;
- coûts de connexité et de télécommunication;

- coûts pour les systèmes temporaires mis en place ;
- coûts des amélioration/remplacement/entretien de logiciels et d'ordinateurs personnels transférés au Québec;
- coûts des améliorations de logiciels;
- coûts des contrats d'entretien et de réparation des équipements informatiques;
- coûts pour l'achat de fournitures informatiques.

**NOTE:**

Il existe certains coûts relatifs aux systèmes que le Canada ne rembourserait pas au Québec s'ils étaient complètement en dehors des activités de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi ou s'ils étaient déjà remboursés par une autre entente ou encore s'ils ne respectaient pas les modalités décrites dans la présente entente. Citons un exemple possible:

- les coûts de connexité des systèmes bilatéraux provisoires qui sont déjà payés par le Canada.



**ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**ANNEXE B**

**PRÉVISIONS MENSUELLES DE DÉBOURS**

ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

ANNEXE B - Prévisions mensuelles de débours  
(en milliers de dollars)

Année financière: 1997-1998	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Nature des activités	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu	Prévu
<b>SYSTÈMES</b>													
Ressources humaines et honoraires pour services professionnels									449,0	532,0	607,0	759,5	2347,5
Achat de matériel de formation et de cours													
Coûts divers (fournitures informatiques, frais de déplacement, etc.)													
<b>INFRASTRUCTURES</b>													
Ressources humaines et honoraires de services professionnels									119,6	119,6	239,2	239,2	717,6
Achat de matériel de formation et de cours													
Achat/location d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de logiciels, de logiciels, etc.									105,0	742,8	742,8	1132,8	2723,0
Entretien / réparation d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de logiciels, de logiciels, etc.													
Coûts de conseil / télécommunication												145,0	145,0
Coûts divers (fournitures informatiques, frais de déplacement, etc.)													
<b>Total</b>									673,6	1394,2	1688,8	2277,1	6933,7
<b>Total cumulé</b>									673,6	2067,8	3656,6	6933,7	

ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

ANNEXE B - Prévisions mensuelles de débours  
(en milliers de dollars)

Année financière: 1995-1999	Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Janvier		Février		Mars		Total	
Nature des activités	Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu		Prévu	
<b>SYSTÈMES</b>	928,9		739,2		769,2		131,2		336,4		336,4		236,4												3367,7	
Ressources humaines et honoraires pour services professionnels		828,9		739,2		769,2		131,2		336,4		336,4		236,4											3367,7	
Achat de matériel de formation et de cours																										
Coûts divers (fournitures informatiques, frais de déplacement, etc.)																										
<b>INFRASTRUCTURES</b>	3776,8		3379,8		2981,2		2442,7		2118,3		706,8		300,0												16636,6	
Ressources humaines et honoraires de services professionnels		622,0		622,0		483,6		687,7		403,1		254,4													3072,8	
Achat de matériel de formation et de cours																										
Achat/location d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de logiciels, etc.		3008,2		2600,2		2387,0		1609,4		1506,6		452,4		300,0											11097,6	
Entretien / réparation d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de logiciels, etc.																										
Coûts de connexion / télécommunication		146,6		146,6		146,6		146,6		146,6															728,0	
Coûts divers (fournitures informatiques, frais de déplacement, etc.)																										
<b>Total</b>	4604,7		4116,0		3740,4		2873,9		2451,7		1043,2		636,4												19066,3	
<b>Total cumulé**</b>	10638,4		14654,4		18394,8		20968,7		23420,4		24463,6		26000,0													

**ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**ANNEXE C**

**PLAN DE CONCEPTION ET D'ÉTABLISSEMENT DES SYSTÈMES**

# ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

## ANNEXE C - Plan de conception et d'établissement des systèmes

dans le cadre de l'entente spécifique Canada-Québec relative au marché du travail

### PLAN INITIAL

Activités / travaux à réaliser	Coûts estimés en K\$ des activités et des travaux	Valeur estimée en K\$ des réalisations en fonction des étapes de livraison ci-dessous			
		31 mars 1998	1 oct. 1998	1 avril 1999	31 mars 2000
Modification / développement des systèmes	8 600,0	2 547,0	4 053,0	0,0	0,0
Systèmes d'identification	50,0	50,0			
Systèmes administratifs	300,0		300,0		
Systèmes d'aide à l'emploi	2 450,0	700,0	1 750,0		
Systèmes financiers	900,0	300,0	600,0		
Systèmes de support	750,0	347,0	403,0		
Systèmes de planification et d'évaluation des interventions	400,0		400,0		
Placement	600,0	300,0	300,0		
Échanges avec DRHC	800,0	500,0	300,0		
Transition	350,0	350,0			
Entretien et amélioration des systèmes					
Infrastructures	18 400,0	3 386,7	15 013,3	0,0	0,0
Postes de travail et réseaux locaux	12 565,6	1 036,7	11 528,9		
Réseau étendu	1 242,0	372,8	869,4		
Salle d'expérimentation	210,0	210,0			
Salles de formation	1 330,0	665,0	665,0		
Conception et installation des environnements	2 033,2	956,8	1 076,4		
Ordinateur central, connexité et télécommunication	1 019,2	145,6	873,6		
Formation des utilisateurs					
Placement					
Transition					
Évolution des technologies					
Support et entretien					
<b>Totaux estimés</b>	<b>25 000,0</b>	<b>5 933,7</b>	<b>19 066,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

**ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**ANNEXE D**

**RELEVÉ COMPTABLE MONTRANT L'UTILISATION COMPLÈTE DE LA  
CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE CANADA-QUÉBEC  
RELATIVE AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**ANNEXE D - RELEVÉ COMPTABLE MONTRANT L'UTILISATION COMPLÈTE DE LA  
CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

La totalité des frais d'administration admissibles présentés ci-dessous par catégories de dépenses a été encourue pour la réalisation du plan de conception et d'établissement des systèmes tel que décrit à l'ANNEXE C de l'entente spécifique Canada-Québec relative au marché du travail.

Catégories de dépenses	Totalité des frais d'administration admissibles encourus
• Ressources humaines et honoraires pour services professionnels	\$
• Achat de matériel de formation et de cours	\$
• Achat/location d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de progiciels, de logiciels, etc.	\$
• Entretien/réparation d'ordinateurs personnels, de routeurs, de serveurs, d'ordinateurs centraux, de progiciels, de logiciels, etc.	\$
• Coûts de connexité/télécommunication	\$
• Coûts divers (fournitures informatiques, frais de déplacement, etc.)	\$
<b>TOTAL</b>	<b>\$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 40

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et cadre de discussions avec le gouvernement fédéral concernant le régime d'assurance parentale</p>
--

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Sera répondue par le ministère de l'Enfance et de la Famille</p>
--

**SOURCE :** Direction générale des politiques et des programmes  
de sécurité du revenu  
1998-03-23  
Révisé le 1998-04-21



# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 41

<p><b>Titre</b></p> <p>Copie du plan stratégique 1998-1999 présenté au Conseil du trésor.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les informations concernant le plan stratégique du Ministère se trouvent aux "Renseignements supplémentaires" - livre des crédits 1998-1999.</p>

**SOURCE :** Direction du budget et des opérations financières  
**VALIDATION:** 19 mars 1998

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 42

**Titre**

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les informations concernant le plan stratégique du Ministère se trouvent aux "Renseignements supplémentaires" - livre des crédits 1998-1999.

**SOURCE :** Direction du budget et des opérations financières  
**VALIDATION:** 19 mars 1998

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 43

Titre

Secrétariat à l'action communautaire autonome

Dans chacun des programmes:

a) Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999;

b) Politique et critères d'attribution des subventions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Référer à la documentation relative au Secrétariat à l'action communautaire autonome.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 44

**Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail**

**Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 1996-1997, 1997-1998 et les prévisions pour l'année 1998-1999.**

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus de l'ensemble des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Cette contribution de solidarité de 250 millions de dollars sur 3 ans, provient à parts égales des particuliers et des sociétés. Ce Fonds est, de façon exceptionnelle, sous la responsabilité du premier ministre et l'administration en est confiée à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Le 26 novembre 1996, le gouvernement faisait connaître par déclaration ministérielle devant l'Assemblée nationale, sa volonté de créer le Fonds. La loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été adoptée le 10 juin 1997 et sanctionnée le 12 du même mois. Aucune opération relative au traitement de demandes d'aide financière n'a été faite durant l'exercice financier 1996-1997.

En 1997-1998, l'enveloppe du Fonds de lutte contre la pauvreté a été en grande partie distribuée entre les régions sur la base du poids relatif des adultes, prestataires de la sécurité du revenu et aptes au travail. 55 millions de dollars ont été répartis entre les régions et 20 millions de dollars ont été réservés pour des projets nationaux. Le 7 mai 1997, le Conseil des ministres décidait de confier 8 millions de dollars pour des projets d'économie sociale au SDR et au ministère de la Métropole qui se sont également vu confier la responsabilité de rendre compte de l'utilisation de ces sommes. L'annexe 1 à la présente fiche donne la répartition régionale des budgets pour l'exercice 1997-1998 ainsi que les dépenses encourues.

En date du 20 mars 1998, 786 projets ont été approuvés dans l'ensemble des régions du Québec pour un engagement total de 53,8 millions de dollars de la part du Fonds. Cinq projets nationaux ont été approuvés durant la même période. Ils représentent des engagements de l'ordre de 24 millions de dollars. Les projets régionaux et nationaux ont permis de rejoindre plus de 7 500 personnes.

Quant aux prévisions concernant la répartition budgétaire pour l'exercice financier 1998-1999, elles ne sont pas disponibles.

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.04.06)

**VALIDATION :** Direction du budget et des opérations financières (1998-04-20)

ANNEXE1

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ  
PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ÉTAT DE SITUATION POUR L'EXERCICE 1997-1998

RÉGIONS	BUDGET RÉGIONAL 1997-1998 (M \$)	PROJETS ACCEPTÉS ( M \$) <sup>(1)</sup>
01-Bas-St-Laurent	1,60	1,50
02-Saguenay-Lac-St-Jean	2,04	3,04
03-Québec	4,41	4,20
04-Mauricie	2,50	4,07
17-Centre du Québec	1,39	1,49
05-Estrie	2,02	1,01
06-Montréal	19,34	18,90
07-Outaouais	2,47	1,34
08-Abitibi-Témiscamingue	1,06	1,24
09-Côte-Nord	0,71	0,89
10-Nord du Québec	0,23	0,15
11-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1,24	1,63
12-Chaudière-Appalaches	1,72	0,82
13-Laval	1,64	1,46
14-Lanaudière	2,53	1,80
15-Laurentides	3,06	2,72
16-Montérégie	7,05	7,57
Sous-total	55,0 \$	53,8 \$
Projets nationaux	20,00	24,00
Total	75,0 \$	77,8 \$

- 1- Montants des projets acceptés par les régions en date du 20 mars 1998.
- 2- Montants des dépenses encourues régions en date du 31 mars 1998 (données préliminaires du système opérationnel de subventions S.O.S.)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 45

**Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail**  
**Listes et montants alloués à chacun des organismes pour l'année 1996-1997, 1997-1998 et les prévisions pour 1998-1999.**

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus de l'ensemble des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Cette contribution de solidarité de 250 millions de dollars sur 3 ans, provient à parts égales des particuliers et des sociétés. Ce Fonds est, de façon exceptionnelle, sous la responsabilité du premier ministre et l'administration en est confiée à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Le 26 novembre 1996, le gouvernement faisait connaître par déclaration ministérielle devant l'Assemblée nationale, sa volonté de créer le Fonds. La loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été adoptée le 10 juin 1997 et sanctionnée le 12 du même mois. Aucune opération relative au traitement de demandes d'aide financière n'a été faite durant l'exercice financier 1996-1997.

Le Fonds de lutte contre la pauvreté est régionalisé. Un Comité d'approbation des projets est en place dans chaque région du Québec. Un comité analogue est en place à l'échelon national. Leur mandat consiste à disposer (accepter ou refuser) les demandes d'aide financière logées au Fonds. Durant l'exercice 1997-1998, plus de 780 projets ont été approuvés dans l'ensemble des régions du Québec et 5 projets d'envergure nationale ont été approuvés par le Comité national.

En conséquence, aucune liste précisant les dénominations de chaque organisme et les montants qui leur furent accordés, n'est disponible.

Cependant la fiche numéro 44 fait état des budgets et dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 1998 pour l'ensemble du Québec.

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.04.06)  
**VALIDATION :** Direction du budget et des opérations financières (1998-04-20)

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : 46

#### Titre

Budget total des carrefours jeunesse-emploi pour l'année 1997-1998.

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### Rappel des faits

L'implantation des carrefours jeunesse-emploi (CJE) découle de la volonté ministérielle, en réponse à la décision 95-088 du Conseil des ministres du 5 avril 1995, de fournir des services intégrés et adaptés d'aide à l'intégration sociale et professionnelle des jeunes Québécois et Québécoises de 16 à 35 ans; qu'ils soient prestataires de la sécurité du revenu, de l'assurance-emploi, aux études, inactifs ou sans revenu.

##### Exposé de la problématique

Dans le cadre d'une politique jeunesse visant le raffermissement de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes du Québec, les CJE sont appelés à jouer un rôle majeur d'offre de services et de mobilisation locale qu'aucune autre structure ne fut en mesure d'assumer pleinement par défaut de spécificité. Parmi les spécificités nécessaires à l'accomplissement de leur mandat figurent l'enracinement des CJE dans leur milieu et leur proximité des jeunes.

##### Description de l'activité

Les carrefours jeunesse-emploi sont des organismes sans but lucratif soutenus par le gouvernement du Québec et par de nombreux partenaires locaux. En implantant et en soutenant les carrefours jeunesse-emploi, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, en complément aux services publics d'emploi, vise donc à :

- instaurer un lieu de services et de références pour les jeunes adultes (16-35 ans) d'un territoire, indépendamment de leur situation économique;
- offrir une gamme de services adaptés à la réalité de chaque milieu en vue de faciliter le parcours des jeunes adultes vers une intégration ou une réintégration réussie sur le marché du travail;
- faciliter l'accès aux programmes gouvernementaux qui s'adressent aux jeunes adultes.

Cette démarche d'actualisation gravite autour de trois axes principaux : la prévention du décrochage et la réinsertion scolaire, le développement de l'employabilité et le soutien à l'intégration à l'emploi, et la mise en valeur des aptitudes entrepreneuriales.

##### Faits saillants et dépenses de l'exercice 1997-1998

Au 31 mars 1996 : 12 carrefours jeunesse-emploi.

Au 31 mars 1997 : 50 carrefours jeunesse-emploi.

Au 31 mars 1998 : 83 carrefours jeunesse-emploi.

Actuellement, 116 comtés sont desservis par les 83 carrefours jeunesse-emploi. Pour l'exercice 1997-1998, le Ministère a octroyé un financement total de 18 939 285 \$ aux carrefours jeunesse-emploi.

##### Principaux enjeux et tendances pour la prochaine année

En 1998-1999, on prévoit le démarrage de 16 nouveaux carrefours, ce qui permettra d'offrir les services à un plus grand nombre de jeunes. Pendant cette année, on devra également consolider et harmoniser le soutien gouvernemental aux carrefours existants, concevoir et améliorer les mécanismes administratifs, développer et favoriser l'émergence d'une culture de gestion par résultats en lien avec la mission des CJE, développer et mettre en place des systèmes d'information de gestion conviviaux et efficaces, et développer un cadre d'évaluation qui devra trouver un juste équilibre entre les aspects formatifs et sommatifs.

**SOURCE :** Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.04.01)

**VALIDATION :** Direction du budget et des opérations financières (1998.04.01)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : 47**

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des subventions accordées à chacun des carrefours jeunesse-emploi en 1997-1998.</p>
--

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les informations pertinentes apparaissent en annexe.</p>
--



## # de fiche : 47 Liste des subventions accordées à chacun des carrefours en 1997-1998

Carrefours jeunesse-emploi	1997-1998	
	Montant d'opérations	Nombre de mois
Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville	390 800	12
Anjou/Saint-Justin	258 374	9
Beauce-Nord	247 100	12
Beauce-Sud	271 700	12
Bonaventure	289 950	12
Bourassa et Sauvé	258 750	12
Centre-sud/Plateau Mont Royal/ Mile End	399 995	12
Chambly/Saint-Basile-le-Grand (points de service)		
Charlesbourg-Chauveau	269 000	12
Chauveau	262 665	12
Comté de Johnson	300 000	12
D'Autrey-Joliette	500 000	12
de Charlevoix	212 572	12
de Côte-des-Neiges	250 000	10
de Duplessis	229 794	7
de Francheville	58 948	
de la Capitale Nationale	367 000	11
de la Côte de Gaspé	103 800	6
de la MRC d'Abitibi-Ouest	250 000	12
de la MRC d'Abitibi-Est	244 638	12
de la MRC de Bellechasse	173 500	12
de la MRC de Deux-Montagnes	138 233	8
de la MRC de L'Islet	176 650	12
de la MRC de Maskinongé	208 333	10
de la MRC de Rouyn-Noranda	343 750	12
de la MRC du Centre de la Mauricie	48 231	10
de la MRC Rimouski-Neigette	231 384	10
de la région d'Amos	200 000	12
de la Vallée du Richelieu	250 000	12
de l'Amiante	251 210	12
de l'Assomption	300 000	12
de Laval	438 300	12
de Longueuil	278 775	9
de Lotbinière	167 452	12
de l'Ouest de l'Île	244 690	9
de l'Outaouais	355 000	12
de Marguerite d'Youville	314 075	12
de Marquette	257 200	12
de Montmagny	174 000	12
de Richmond	210 450	9
de Rivière du Loup / Les Basques	314 500	12
de Sherbrooke et les environs	379 950	12
Denis Riverin	172 207	12
des Cantons de l'Est	335 000	12
des Chutes-de-la-Chaudière	68 838	

Carrefours jeunesse-emploi	1997-1998	
	Montant d'opérations	Nombre de mois
Des Îles-de-la-Madeleine	179 167	10
des Moulins	298 275	12
d'Orford	292 215	12
Drummond	42 150	
du Bas-Richelieu	88 217	4
du comté de Nicolet-Yamaska	265 000	12
du comté de Roberval	340 000	12
du comté de Saguenay	188 050	7
du Granit	48 424	
du Haut Saint-Maurice	161 746	12
du Haut-Saint-laurent	135 732	9
du Kamouraska	180 000	12
du Pontiac	65 800	
du Témiscamingue	125 000	12
du Témiscouata	180 000	12
Hochelaga-Maisonneuve	257 984	12
Iberville et Saint-Jean	534 165	12
Jean-Talon/La Peltre/Louis Hébert	327 243	10
La Pinière	214 517	10
La Prairie	97 525	6
Lac Saint-Jean-Est	290 252	12
les Etchemins	134 448	12
Maskoutain	300 115	12
Matawinie-Montcalm	300 000	12
Mercier	81 325	
Mitis	156 000	12
Montmonrency	47 673	
Papineau	238 845	12
Portneuf	240 220	12
région Matane	150 400	12
Relance Pabok	100 975	6
Rosemont/Petite Patrie	187 942	6
Saguenay	416 666	10
Saint-Hubert	279 060	12
Thérèse de Blainville	280 000	12
Vallée de la Matapédia	156 300	12
Vaudreuil	250 000	12
Verdun	111 040	12
	<b>18 939 285</b>	